


Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOMES 1, 2 ET 3

AVRIL 2023



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 1

AVRIL 2023

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-001	Indiquer les sommes dépensées en 2022-2023 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		28
QP1-002	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2022 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.		29
QP1-003	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		30
QP1-004	4. Pour l'année 2022-2023, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration ; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et les dates du début et de la fin de leur mandat ; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, la date du début et de la fin de leur mandat et leur curriculum vitae ; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		62
QP1-005	Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		63
QP1-006	Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		64
QP1-007	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2022-2023.		65
QP1-008	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2022-2023.		66
QP1-009	9. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a. le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b. le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.		67
QP1-010	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2022-2023.		68
QP1-011	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		69
QP1-012	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		70
QP1-013	Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.		78

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-014	14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023: a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.		95
QP1-015	15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.		96
QP1-016	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a. le nombre d'employés et le nombre d'employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques ; b. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ; c. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ; d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ; e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.		99
QP1-017	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2022-2023.	RACJ, SQ	
QP1-018	Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2022-2023 chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2023-2024.		100
QP1-019	Concernant le rapport Rebâtir la confiance, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport : a. Le budget prévu en 2022-2023; b. Le budget dépensé en 2022-2023; c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation; d. Les investissements prévus en 2023-2024.		101

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-020	Concernant le rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport : a. Le budget prévu en 2022-2023; b. Le budget réellement dépensé en 2022-2023; c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation; d. Les investissements prévus en 2023-2024.		103
QP1-021	Concernant l'unité permanente anticorruption (UPAC), fournir : a. au 31 mars 2023, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif ; b. budget ventilé de l'UPAC pour 2022-2023 et prévision pour 2023-2024 ; c. liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC ; d. le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023 ; e. bilan des activités de l'UPAC.	CLCC	
QP1-022	Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels Dacor), veuillez nous indiquer : a. L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2023; b. Les sommes prévues en 2022-2023; c. Les sommes réellement investies en 2022-2023; d. La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2027; e. L'échéancier des travaux de réalisation du programme.		104
QP1-023	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	QP1-104 et QP1-115	105
QP1-024	Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant : a. coûts pour l'exercice 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024; b. parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF ; c. parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs ; d. parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités ?		152
QP1-025	Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2023.		153
QP1-026	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.		154
QP1-027	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2023.		155
QP1-028	Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire : a. Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet; b. Le nombre d'armes saisies en 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023. Veuillez ventiler l'information par région; c. La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.		156

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-029	Nombre d’amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l’immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l’immatriculation des armes à feu.		157
QP1-030	Concernant l’annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2022-2023 : a. La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année; b. Pour chacune des mesures, les investissements en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.		158
QP1-031	Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir : a. Le nombre de nouveaux effectifs policiers; b. Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes; c. La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale; d. Les montants dépensés et ventilés pour l’achat de ces nouveaux équipements; e. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers; f. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés; g. Le bilan et les résultats en 2022-2023.		159
QP1-032	Concernant l’axe 1 visant à renforcer les corps de police par le déploiement d’équipes spécialisées de l’Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer : a. L’état d’avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2022-2023; c. Les sommes dépensées depuis l’annonce; d. Les prévisions d’investissement pour 2023-2024 ; e. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l’Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; f. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d’intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; g. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024; h. Le bilan des arrestations et des saisies d’armes à feu en 2022-2023; i. Les résultats des actions pour cet axe.		160

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-033	Concernant l'axe 2 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu visant à perturber l'approvisionnement illégal des armes à feu, veuillez indiquer, par région : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2022-2023; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2023-2024 ; e. Le nombre de ressources embauchées en 2022-2023 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; f. Ventiler la somme de 74,7 M\$. g. Les résultats des actions pour cet axe.		162
QP1-034	Concernant l'axe 3 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu visant à soutenir l'intervention et le développement des connaissances veuillez indiquer, par région : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2022-2023; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2023-2024 ; e. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et ventiler la somme de 5,1 M\$; f. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et ventiler la somme de 2,4 M\$. g. Les résultats des actions de cet axe		165
QP1-035	Concernant l'axe 4 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu visant à prévenir la criminalité en intervenant en amont auprès des personnes à risque et en poursuivant la collaboration avec le milieu communautaire, veuillez indiquer, par région : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2022-2023; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2023-2024 ; e. Les résultats des actions pour cet axe.		167
QP1-036	Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), veuillez indiquer, par région : a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; c. Le nombre d'arrestations en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.		168

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-037	Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (ELTA), veuillez indiquer, par région : a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; c. Le nombre d'arrestations en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.		169
QP1-038	Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées : a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région; b. Les sommes prévues en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région; c. Les sommes dépensées en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région; d. Les sommes prévues pour 2023-2024, par région; e. L'état d'avancement de chacune des mesures.		170
QP1-039	Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir : a. La liste et le nombre de projets reçus en 2022-2023 ; b. La liste et le nombre de projets refusés en 2022-2023, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus en 2022-2023 et le montant accordé, par projet.		176
QP1-040	Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire : a. Les besoins budgétaires demandés en 2022-2023; b. Le budget octroyé en 2022-2023; c. Le budget demandé pour 2023-2024; d. Les prévisions budgétaires pour 2023-2024.		178
QP1-041	Pour l'année 2022-2023, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.		181
QP1-042	Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu en 2022-2023.		182
QP1-043	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.		183
QP1-044	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2022-2023. Sommes totales prévues en subvention pour 2023-2024.		184

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-045	Concernant l'annonce de 1,75 M\$ octroyé à 29 organismes le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes, indiquer : a. Le nombre total de demandes reçues ; b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ; c. La liste des 29 projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.		185
QP1-046	Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer : a. les représentants sur ce comité ; b. les dates des rencontres ; c. la liste des participants ; d. les ordres du jour ; e. les procès-verbaux. f. Le budget alloué à ce comité.		186
QP1-047	Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. Les dates des rencontres ; b. Les listes des participants ; c. Les ordres du jour ; d. Les procès-verbaux.		195
QP1-048	En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2022-2023; b. Les sommes investies en 2022-2023; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		200
QP1-049	En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2022-2023; b. Les sommes investies en 2022-2023; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		204

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-050	Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2022-2023, veuillez nous indiquer : a. Le nombre total de demandes reçues ; b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.		207
QP1-051	Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer l'état d'avancement de la recommandation.		209
QP1-052	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ; b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		221
QP1-053	22,5 M\$ sur cinq ans pour rehausser le financement des maisons d'hébergement à l'occasion du budget 2022-2023, soit 4,5 M\$ par année. Indiquer : a. Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ; b. Le montant reçu ; c. La date de réception du financement. d. Les prévisions pour 2023-2024.		223
QP1-054	92 M\$ sur cinq ans pour les maisons d'aide et d'hébergement de première étape, soit 18,4 M\$ par année. Indiquer : a. Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ; b. Le montant reçu ; c. La date de réception du financement. d. Les prévisions pour 2023-2024.		224
QP1-055	222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes. Ventiler les coûts pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.		225
QP1-056	Concernant l'annonce de 19,8 M\$ pour mieux soutenir les organismes intervenant auprès des conjoints violents, indiquer : a. La liste des organismes ayant reçu un financement, la date du financement et le montant accordé. b. Les résultats quant à la réduction des délais en vue d'obtenir des services pour les hommes en crise ; c. Les résultats quant à l'augmentation de l'offre de service.		226
QP1-057	Concernant l'annonce de 13,2 M\$ pour augmenter le nombre de cellules d'intervention rapide intersectorielles et accroître l'accès au programme Supplément au loyer, indiquer : a. La ventilation du montant de 9,1 M\$ pour les cellules d'intervention rapide intersectorielles ; b. Le nombre d'unités de logement ajoutées ; c. La ventilation du montant de 4,1 M\$ pour quelque 100 unités du programme Supplément au loyer.		227

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-058	Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ; a. la ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ; b. la ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.		228
QP1-059	Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2022 pour les maisons d'hébergement de 1re étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.		230
QP1-060	Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2022 pour les maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.		231
QP1-061	Les sommes investies pour les campagnes de publicité pour la violence conjugale depuis le 1er avril 2022. Veuillez ventiler les sommes.		232
QP1-062	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2022-2023 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.		233
QP1-063	Concernant le projet de loi no 24, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve, indiquer les organisations ou toutes autres personnes ayant été rencontrées pour la rédaction de ce projet de loi.		234
QP1-064	État de situation concernant le projet de déploiement des bracelets antirapprochements au Québec		235
QP1-065	État de situation, au 31 mars 2023, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a) Le budget pour chacune des années ; b) Nombre d'employés ; c) Nombre de postes vacants; d) Liste des interventions pour chacune des années ;		236
QP1-066	Au 31 mars 2023, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser : a. Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi; b. Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire; c. Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi; d. Le nombre de postes à combler (policiers et civils); e. Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi; f. Le nombre de démissions, par corps d'emploi.		237
QP1-067	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale		248
QP1-068	Pour l'année 2022-2023, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.		249
QP1-069	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.		250

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-070	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.		251
QP1-071	La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.		254
QP1-072	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.		256
QP1-073	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.		257
QP1-074	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.		251
QP1-075	Concernant la cybercriminalité, veuillez fournir: a. Le nombre d'employés affectés à la cybercriminalité en 2022-2023; b. Le nombre de plaintes/signalements déposés concernant des cas de cybercriminalité en 2022-2023, par type de fraude; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2022-2023; d. Le nombre d'accusations portées en 2022-2023.	SQ	
QP1-076	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité.	SQ	258
QP1-077	Les avis, analyses ou tout autre document produits au sujet des risques liés à l'application TikTok.		259
QP1-078	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2022-2023.		260
QP1-079	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par corps de police et par région 2022-2023.		263
QP1-080	Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir : a. Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2022-2023; b. Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année; c. Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région; d. Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années; e. Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.		264
QP1-081	Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2022-2023 concernant les caméras portatives pour les policiers.		274
QP1-082	Concernant le rapport des caméras portatives au Québec, veuillez nous fournir le suivi apporté pour chacune des 16 recommandations.		275
QP1-083	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		276
QP1-084	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2022-2023.		277
QP1-085	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		278
QP1-086	Le nombre d'arrestations effectuées en 2022-2023 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans.		279

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-087	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies de cannabis de contrebande pour 2022-2023.		280
QP1-088	Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.		281
QP1-089	État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.		283
QP1-090	Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social.		284
QP1-091	Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.		285
QP1-092	Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.		286
QP1-093	Pour les 5 dernières années, veuillez nous indiquer le nombre d'interceptions aléatoires effectuées en vertu de l'article 636 du code de la Sécurité routière. Veuillez nous fournir l'information par corps de police et par région.		287
QP1-094	Concernant les plaintes pour profilage racial déposées contre un policier, veuillez nous dire, par année pour les cinq dernières années, ainsi que par communauté culturelle et minorité ethnique ou minorité visible : a. Le nombre de plaintes déposées, par corps de police; b. Le nombre de plaintes ayant été retenues, par corps de police; c. Le nombre de plaintes ayant fait l'objet de sanction disciplinaire, par corps de police; d. Le nombre de plaintes ayant fait l'objet d'un règlement hors cours; e. Le nombre de plaintes ayant été devant les tribunaux.	COMDP	
QP1-095	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial pour les cinq dernières années, incluant 2022-2023.		288
QP1-096	Les notes, avis ou tout autre document produits concernant la décision du juge Michel Yergeau de la Cour supérieure concernant l'interception sans motif réel pour des raisons de sécurité routière.		289
QP1-097	Concernant l'annonce de 930 000 \$ pour la formation du personnel policier pour contrer le profilage racial et social, indiquer : a. La ventilation de la somme de 930 000 \$ b. Les sommes dépensées pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ; c. Le nombre total d'organisations policières qui recevra cette formation ; d. Les organisations policières ayant reçu la formation pour 2022-2023 et les dates de formation, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.		290
QP1-098	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.		292
QP1-099	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2023-2024.		293
QP1-100	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2023-2024. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.		294
QP1-101	Suite au dépôt du rapport du comité consultatif sur la réalité policière, veuillez nous dire le suivi apporté pour chacune des 138 recommandations.		295
QP1-102	Nombres d'intervenants en services sociaux ajoutés aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.		296
QP1-103	Le 18 janvier 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 2 M\$ pour les organismes communautaires visant à lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Veuillez nous fournir la liste des organismes ayant obtenu du financement, par région.	QP1-050	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-104	Veuillez nous fournir la liste des organismes communautaires ayant obtenu un financement ou une subvention en 2022-2023. Veuillez nous indiquer le montant de la subvention, le programme, le nom du projet ainsi que la région.	QP1-023	
QP1-105	Concernant Québec En Alerte, veuillez nous fournir : a. La liste des alertes en 2022-2023 en indiquant la date et la raison; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c. Le coût pour chaque utilisation ; d. Le taux d’erreur de diffusion ou d’échec relativement à la technologie.		297
QP1-106	Concernant l’alerte AMBER, fournir : a. Les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisée et autres statistiques disponibles ; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c. Le coût pour chaque utilisation ; d. Le taux d’erreur de diffusion ou d’échec relativement à la technologie ; e. Le taux d’efficacité de la diffusion ;	QP1-105	
QP1-107	Concernant la mise en place de l’alerte Silver : a. Sommes prévues par année pour l’implantation de l’alerte Silver; b. Depuis le 23 janvier, soit le début du projet pilote déployé dans les MRC de Drummond, de Joliette et de la Vallée-de-l’Or, veuillez nous fournir un bilan des événements survenus et le nombre d’alerte déclenchées.		298
QP1-108	Concernant l’aide financière aux entreprises du secteur de la vente d’alcool pour consommation sur place, veuillez fournir le nom des organismes qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	RACJ	
QP1-109	Tout plan et crédit alloué dans l’amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d’enquêtes et de mobilisation de recherches de personnes disparues depuis les événements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier;		299
QP1-110	Concernant le Rapport d’enquête du Coroner sur le décès de Pierre Coriolan, veuillez nous indiquer, pour chacune des 16 recommandations du Coroner, le suivi apporté par l’organisation ciblée par la recommandation.		301
QP1-111	Crédits alloués, plan d’action et toutes actions afin de combattre le trafic d’armes de poing notamment en précisant notamment : a. toutes initiatives législatives ou règlementaires afin d’interdire ce type d’arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés		302

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-112	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant : a. toutes initiatives législatives ou règlementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés;		305
QP1-113	Concernant le règlement encadrant les chiens notamment ceux qui sont considérés comme dangereux veuillez fournir : a. le nombre de municipalités qui n'ont pas encore mis en place un plan d'encadrement; b. les pénalités et leur ventilation aux municipalités récalcitrantes; c. toutes statistiques, études et notes pertinentes au sujet des chiens dangereux au Québec;		307
QP1-114	Concernant l'accès à l'information : a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2022-2023.		308
QP1-115	Veuillez nous indiquer le montant transféré par le MSP vers les corps de police et/ou municipalités pour assurer la sécurité publique pour 2022-2023 et 2023-2024, par programme.	QP1-023	
QP1-116	Veuillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d'infraction au code de la sécurité routière émis, ventilés par région et par type d'infractions.		309
QP1-117	Veuillez nous fournir l'organigramme complet de la Sûreté du Québec	SQ	
QP1-118	Concernant la Division des mesures d'urgence (DMU) de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir, par équipe spécialisée et par année depuis 2019 : a. Le nombre d'effectifs à temps complet, par corps d'emploi; b. Le nombre d'effectifs à temps partiel, par corps d'emploi; c. Le budget de fonctionnement.	SQ	
QP1-119	Concernant les manques d'effectifs dans la SQ, veuillez nous fournir, par corps d'emploi : a. Les effectifs manquants en 2022-2023; b. L'estimation des effectifs à combler en 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.	SQ	
QP1-120	Bilan et statistiques des 3 dernières années concernant le nombre de plaintes et d'interventions pour des cas de: a. Suicide; b. Tentative de suicide ; c. Violence conjugale; d. Problèmes conjugaux; e. Santé mentale; f. Autre.	SQ	
QP1-121	Tout plan et crédit alloué dans l'amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d'enquête et de mobilisation de recherche de personnes disparues depuis les événements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-122	L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.	SQ	
QP1-123	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2023, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	
QP1-124	Le nombre de nouveaux policiers engagés en 2022-2023 par district, en indiquant la provenance des policiers engagés (ex : Nicolet, SPVM, SPVQ, etc.).	SQ	
QP1-125	Le nombre de postes à combler (policiers et civils) au 31 mars 2023, répartis par district et par quart de travail, avec ventilation, pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	
QP1-126	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les données concernant les départs des policiers et des policières, avant l'âge de la retraite, pour un emploi autre que celui de policier.	SQ	
QP1-127	Veuillez nous fournir le nombre de départs à la retraite pour 2022-2023, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi.	SQ	
QP1-128	Veuillez nous fournir les prévisions des départs à la retraite pour les 5 prochaines années, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi.	SQ	
QP1-129	Pour chacun des corps de police, veuillez nous indiquer le nombre de policiers qui ont quitté vers un autre corps de police, pour 2022-2023 et pour les 5 années précédentes;	SQ	
QP1-130	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2023.	SQ	
QP1-131	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2023.	SQ	
QP1-132	La répartition détaillée des interventions, en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2022-2023 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2022 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	
QP1-133	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire effectué, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2022-2023. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment.	SQ	
QP1-134	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire obligatoire effectués à la Sûreté du Québec pour 2022-2023. Fournir la ventilation pour chaque segment.	SQ	
QP1-135	Concernant les policiers de la Sûreté du Québec, veuillez-nous fournir le nombre de policiers en arrêt de travail, ventilés par type d'emploi (patrouilleurs, enquêteurs, etc), par région et par type d'arrêt de travail (santé mentale, blessure, etc.).	SQ	
QP1-136	Le nombre de tentatives de suicide d'un policier ou d'une policière, par année, pour les 5 dernières années. Veuillez nous indiquer : a. Le nombre de policiers en service; b. Le nombre de policiers retraités; c. Le nombre de suicides réalisés avec une arme de service.	SQ	
QP1-137	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police sur la santé mentale/détresse psychologique des policiers et des policières.		310
QP1-138	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers;		311

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-139	En 2022-2023, veuillez nous dire le nombre d'employés ayant eu accès à une thérapie pour dépendance (alcool, drogue, jeux, autre), par type d'emploi (policier, enquêteur, etc.).	SQ	
QP1-140	Veuillez nous fournir, pour les 5 dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police concernant l'espérance de vie des policiers et des policières.		312
QP1-141	Veuillez nous fournir la liste des formations nécessitant une requalification annuelle. Pour chacune des formations, veuillez nous indiquer : a. Le pourcentage des employés ayant fait la requalification dans les délais requis en 2022-2023, par corps d'emploi; b. Pour les employés n'ayant pas fait la requalification dans les délais requis, veuillez nous indiquer le pourcentage d'entre eux ayant une qualification datant de 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans et plus.	SQ	
QP1-142	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.	SQ	
QP1-143	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	
QP1-144	Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.		313
QP1-145	Tout analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.		314
QP1-146	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	
QP1-147	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	SQ	
QP1-148	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous indiquer pour 2022-2023 et les 5 dernières années : a. L'effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité par corps d'emploi; b. Le nombre de plaintes officielles déposées concernant des dossiers de cybercriminalité; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes concernant des dossiers de cybercriminalité; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	
QP1-149	Concernant les agressions sexuelles, veuillez nous dire : a. Les effectifs dédiés aux cas d'agression sexuelle, ventilés par district; b. Le nombre de plaintes déposées pour agression sexuelles en 2022-2023; c. Le nombre de plaintes ayant mené à une enquête en 2022-2023; d. Le nombre d'enquête ayant mené à des accusations; e. Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2022-2023.	SQ	
QP1-150	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2022-2023.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-151	Concernant l'exploitation sexuelle, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié aux cas d'exploitation sexuelle, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelles, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2022-2023; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	
QP1-152	Concernant la prostitution juvénile, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié à la prostitution juvénile, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la prostitution juvénile, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2022-2023; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2022-2023.	SQ	
QP1-153	Concernant la lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié, ventilé par district; b. Les sommes dévolues, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2022-2023; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2022-2023.	SQ	
QP1-154	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) Au 31 mars 2023, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif ; b) Budget ventilé de l'EILP pour 2022-2023 et 2023-2024 ; c) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP ; d) Bilan des activités de l'EILP.	SQ	315
QP1-155	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP1-156	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.	SQ	
QP1-157	Listes des postes occupés par des policiers qui ont été ou qui seront remplacés par des civils par fonction en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	SQ	
QP1-158	Fournir une copie de tout note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	
QP1-159	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.		316
QP1-160	Tout mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-161	<p>Veuillez nous dresser l'état de la flotte de véhicules des policiers de la Sûreté du Québec en indiquant :</p> <p>a. Le nombre total de véhicules dans la flotte de la SQ, ventilé par région;</p> <p>b. Le nombre total de véhicules nécessaires pour assurer une couverture des services, ventilé par région</p> <p>c. Le nombre de véhicules actuellement en circulation, ventilé par région;</p> <p>d. Le kilométrage maximum autorisé pour un véhicule de la SQ ou le nombre d'années maximum;</p> <p>e. Le nombre de voitures en circulation dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années, ventilé par région;</p> <p>f. Le nombre de voitures qui vont dépasser le kilométrage autorisé ou le nombre d'années au cours de l'année 2023-2024, ventilé par région;</p> <p>g. Le nombre de voitures à remplacer en 2023-2024, ventilé par région;</p> <p>h. Le nombre d'incidents survenus en raison d'un bris mécanique en 2022-2023, ventilé par région. De ce nombre, veuillez nous indiquer combien sont survenus sur des véhicules dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années. Veuillez indiquer la nature du bris et s'il y a eu des blessures ou arrêt de travail suite à l'incident;</p> <p>i. Le nombre de rappels sur les véhicules de la SQ;</p> <p>j. <u>Le nombre de véhicules faisant l'objet d'un rappel actuellement en circulation sur les routes du Québec.</u></p>	SQ	
QP1-162	Le nombre de véhicules achetés par la Sûreté du Québec et disponibles qui ne sont pas en service en raison de délais de montage qui n'est pas complété sur le véhicule (ex : système de sirène et de girophare, système de télécommunication Renir, lettrage, etc.).	SQ	
QP1-163	L'état d'avancement des travaux de construction d'un poste de la Sûreté du Québec à Waterloo en Estrie, tel que prévu dans la loi 66 sanctionnée le 11 décembre 2020;	SQ	
QP1-164	Veuillez nous fournir les analyses, notes ou tout autre document concernant les conditions de travail des préposés aux télécommunications dans les CGA.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-165	Concernant les préposés aux télécommunications de la Sûreté du Québec affectés aux Centres de gestion des appels (CGA) en 2022-2023, veuillez nous indiquer, par CGA : a. Le nombre d'embauches, ventilé par mois et par CGA; b. Le nombre de départs, ventilé par mois et par CGA; c. Le nombre de préposés en poste au 31 mars 2023; d. Le nombre de préposés réguliers au 31 mars 2023; e. Le nombre de préposés occasionnels au 31 mars 2023; f. Le nombre de préposés actuellement aux études en technique policière; g. La moyenne d'années d'expérience des préposés en poste au 31 mars 2023; h. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre corps de police au cours de l'année; i. Le nombre de préposés ayant pris leur retraite au cours de l'année; j. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre emploi au cours de l'année; k. Le nombre d'appels abandonnés, par mois, par CGA; l. La liste des CGA qui ont dû fermer temporairement leur Centre en raison du manque de personnel; m. Le nombre de fois, par CGA, où les appels ont dû être basculés dans un autre CGA en raison du manque de personnel; n. Le nombre de fois où un CGA a dû opérer avec un effectif réduit en raison du manque de personnel, par CGA;	SQ	
QP1-166	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2022-2023.		372
QP1-167	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2022-2023.		373
QP1-168	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2022-2023	QP1-167	
QP1-169	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2022-2023.		374
QP1-170	Le nombre d'incidents survenus en 2022-2023 lors des transferts ou des déplacements des détenus et des prévenus entre les centres de détention ou vers les palais de justice.		375
QP1-171	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2022-2023. Ventilation par centre de détention.		376
QP1-172	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.		377
QP1-173	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2023, ventilation par condamné et prévenu.		378
QP1-174	Le nombre de places disponibles, pour chaque centre de détention, au 31 mars 2023, ventilé par condamné et prévenu.		379
QP1-175	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2023.		380
QP1-176	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.		381
QP1-177	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2022-2023.		394
QP1-178	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2022-2023, ventilation par centre de détention.		395

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-179	Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2022-2023.		396
QP1-180	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2023 et pour chacune des cinq dernières années.		397
QP1-181	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2022-2023.		398
QP1-182	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2022-2023.		399
QP1-183	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.		400
QP1-184	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.		401
QP1-185	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.		402
QP1-186	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.		403
QP1-187	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.		404
QP1-188	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.		405
QP1-189	Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.		406
QP1-190	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2022-2023 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.		407
QP1-191	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.		408
QP1-192	Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.		409
QP1-193	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.		410
QP1-194	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.		411
QP1-195	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2022-2023.		414
QP1-196	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.		415
QP1-197	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.		416
QP1-198	Pour 2022-2023, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.		417
QP1-199	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2022-2023.		418

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-200	Le nombre d’inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2022-2023. Ventiler par centre de détention.		419
QP1-201	Produire le plan triennal d’immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.		421
QP1-202	Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.		422
QP1-203	Le 19 décembre 2022, le ministre de la Sécurité publique annonçait la construction d’un nouvel établissement carcéral pour femmes qui remplacera l’Établissement de détention Maison Tanguay, fermé en 2016. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. Le montant prévu pour la construction de l’établissement; b. Le montant prévu pour la démolition de la Maison Tanguay; c. L’échéancier des travaux de démolition de la Maison Tanguay; d. L’emplacement choisi pour le nouvel établissement (adresse); e. Le coût du terrain; f. L’échéancier du projet.		423
QP1-204	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l’effectif et le budget alloué.		424
QP1-205	Ventilation de l’aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2022-2023		426
QP1-206	Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.		436
QP1-207	État d’avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d’action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d’action. Échéancier prévu pour l’application des mesures.		438
QP1-208	Détails de l’état de préparation du ministère pour le support, l’accompagnement et/ou l’arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.		439
QP1-209	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.		440
QP1-210	État de situation au 31 mars 2023 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d’action national. Préciser les budgets pour 2022-2023 et fournir les prévisions pour 2023-2024. Ventiler la mise en œuvre par : a) Orientation de la Politique ; b) Objectif de la Politique ; c) Ministère de mise en œuvre ; d) Résultats atteints en 2022-2023 ; e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2022-2023 et 2023-2024; f) Budget pour chaque action ; g) Tout document produit à cet effet.		441
QP1-211	Nombre de dossiers du Programme général d’indemnisation et d’aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2023, ventilés par ville ou municipalité.		443

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-212	Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.		467
QP1-213	Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2022-2023, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.		475
QP1-214	Le 8 février 2023, l'Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ) publiait les résultats d'une vaste étude sur Les enjeux de relève chez les pompiers. L'Association formulait 32 pistes d'action afin de résoudre la problématique du recrutement et de la rétention des pompiers volontaires ou sur appel. Veuillez nous fournir le suivi apporté à chacune des 32 recommandations formulées par l'Association.		485
QP1-215	Veuillez nous fournir la liste des comités, des rencontres ou des mesures mises en place depuis 2019 pour favoriser l'attraction et la rétention des pompiers.		486
QP1-216	Veuillez nous fournir la liste des avis, notes, études ou tout autre document produit en lien avec la pénurie de pompiers et les problèmes de recrutement et de rétention des pompiers.		487
QP1-217	Veuillez nous fournir la liste des groupes de travail, comités ministériels ou interministériels mis en place avec le ministère de l'Éducation au sujet de la formation des pompiers.		488
QP1-218	Veuillez nous fournir la liste des campagnes de publicité mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation des pompiers. Pour chacune des campagnes, veuillez nous indiquer le montant de la campagne, la période de la campagne, la clientèle ciblée ainsi que l'évaluation de la campagne.		489
QP1-219	Veuillez nous identifier, depuis 2019, la liste des mesures mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation de pompiers.		490
QP1-220	Dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations — Volet Aménagements résilient pour la réalisation d'aménagements en vue de protéger la population et réduire les dommages causés par les inondations, indiquer : a. Le nombre total de demandes de projets reçut au ministère, ventilé par région, circonscription, municipalité, la date de l'aide et le montant reçu ; b. La liste des municipalités qui ont reçu une réponse défavorable et indiquer le motif du refus ; c. La liste des demandes de projet considérées comme urgentes ; d. La liste des demandes de projets urgents approuvés par le ministère et indiquer le motif ; e. La liste des demandes de projets urgents rejetés par le ministère et indiquer le motif ; f. Fournir les dates des rencontres la liste des participants, courriels, notes, procès-verbaux, état de situation entre le ministère et les municipalités visés par les « projets urgents ». g. Prévisions de l'enveloppe du programme pour l'année 2023-2024.		491
QP1-221	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2022-2023, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	CORONER	
QP1-222	Veuillez indiquer la liste des recommandations émises par le Coroner depuis 2019 en indiquant celles n'ayant eu aucun suivi de la part du gouvernement ou d'une organisation gouvernementale.	CORONER	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-223	Concernant le Rapport « Agir ensemble pour sauver des vies »,2020 veuillez : a. Énumérer tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre des recommandations du rapport; b. Spécifier quel ministère a la charge du déploiement de chaque recommandation; c. Donner un échéancier pour la mise en œuvre de chacune des recommandations; d. Les actions mises en place depuis le dépôt du rapport; e. Les sommes prévues pour le déploiement de chacune des recommandations.	CORONER	
QP1-224	Concernant le Rapport « Agir ensemble pour sauver des vies »,2022 veuillez : a. Énumérer tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre des recommandations du rapport; b. Spécifier quel ministère a la charge du déploiement de chaque recommandation; c. Donner un échéancier pour la mise en œuvre de chacune des recommandations; d. Les actions mises en place depuis le dépôt du rapport; e. Les sommes prévues pour le déploiement de chacune des recommandations.	CORONER	
QP1-225	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2022-2023.	CORONER	
QP1-226	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2022-2023 ainsi que les augmentations prévues.	CORONER	
QP1-227	Modifications apportées aux fonctions et responsabilités du coroner en chef adjoint.	CORONER	
QP1-228	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	CORONER	
QP1-229	La liste des enquêtes terminées en 2022-2023 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	CORONER	
QP1-230	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2023 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	CORONER	
QP1-231	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2022-2023.	CORONER	
QP1-232	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	CORONER	
QP1-233	Impacts financiers de l'adoption du projet de loi 45, Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef, notamment sur les délais d'enquêtes, le suivi des recommandations et autres ;	CORONER	
QP1-234	Au sujet des recommandations des coroners pour 2022-2023: a. le nombre total ; b. le bilan des recommandations des coroners ventilé par leur état de cheminement et de suivi ; c. le nombre et la liste des intervenants visés par au moins une recommandation qui n'ont pas fait part des mesures qu'ils entendent mettre en place ; d. les intervenants les plus récurrents.	CORONER	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-235	En date du 31 mars 2023, le nombre total de recommandations en vigueur n'ayant pas eu de suivi connu et en précisant le nombre d'intervenants n'ayant pas fait part des mesures qu'ils entendaient mettre en place.	CORONER	
QP1-236	Concernant les travaux de réfection et de relocalisation de la morgue dans l'Édifice Wilfrid-Derome situé au 1701, rue Parthenais à Montréal tel qu'indiqué dans le projet de loi 66 sanctionné le 11 décembre 2020, veuillez nous indiquer : a. Le coût estimé du projet; b. Le nombre de places prévues; c. L'état d'avancement des travaux; d. L'adresse choisie pour la relocalisation de la morgue; e. L'échéancier complet du projet.		492
QP1-237	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2022-2023.	COMDP	
QP1-238	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2022-2023 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2022-2023 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	
QP1-239	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2022-2023 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	
QP1-240	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	
QP1-241	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2022-2023.	CDP	
QP1-242	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2022-2023 ainsi que les augmentations prévues.	CDP	
QP1-243	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2022-2023. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.	CDP	
QP1-244	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2023, par catégorie et par origine.	CDP	
QP1-245	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	CDP	
QP1-246	Pour 2022-2023, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	CDP	493
QP1-247	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024.	CQLC	
QP1-248	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2022-2023, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	CQLC	
QP1-249	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2022-2023 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	
QP1-250	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2022-2023.	CQLC	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-251	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2022-2023. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues.	ENPQ	494
QP1-252	Nombre de postes disponibles et non occupés à l'ÉNPQ en 2022-2023, par type d'emploi;	ENPQ	495
QP1-253	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a. Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation; b. Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation, provenant de minorités visibles; c. Le nombre de candidatures retenues, par type de formation; d. Le nombre de candidatures retenues, par type de formation, provenant de minorités visibles.	ENPQ	496
QP1-254	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a. Le nombre d'étudiants ayant débuté la formation, par type de formation; b. Le nombre d'étudiants ayant abandonné la formation, par type de formation; c. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation, par type de formation; d. Le nombre d'étudiants ayant complété avec succès leur formation, par type de formation; e. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation de policier ayant intégré un corps de police, ventilé par corps de police.	ENPQ	497
QP1-255	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	ENPQ	498
QP1-256	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	ENPQ	501
QP1-257	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2022-2023 et montant de la subvention prévue pour 2023-2024.	ENPQ	502
QP1-258	La liste des formations offertes visant : a. La santé et la sécurité des policiers; b. Le profilage racial; c. Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité.	ENPQ	503
QP1-259	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2022-2023.	RACJ	
QP1-260	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	
QP1-261	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2022-2023.	RACJ	
QP1-262	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2022-2023, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP1-263	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2022-2023, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP1-264	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2022-2023.	RACJ	
QP1-265	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.	RACJ	
QP1-266	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2022-2023.	RACJ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-267	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2022-2023, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	
QP1-268	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.	RACJ	
QP1-269	Nombre de plaintes en relation avec des pratiques dégradantes envers les femmes dans des établissements détenant un permis d'alcool autorisant la consommation sur place (notamment un permis de bar), depuis cinq ans, et ce, par année.	RACJ	
QP1-270	État de situation sur la révision du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques, notamment afin de protéger les mineurs et favoriser une consommation responsable d'alcool.	RACJ	
QP1-271	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.	RACJ	
QP1-272	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	
QP1-273	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Wôlinak pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	
QP1-274	Tout ébauche et crédit alloué dans une réforme législative ou réglementaire afin de permettre à des producteurs de produits alcoolisés québécois de livrer directement aux consommateurs notamment par des tiers.	RACJ	
QP1-275	État de situation quant à l'abolition du timbre et des autres systèmes de marquage des boissons alcooliques initialement prévue le 12 juin 2020 par la Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques. Entre autres, préciser les dates de rencontre du comité interministériel mis sur pied le 22 août 2018 pour mener à bien cette révision, le nom de ses membres ainsi que la liste des alternatives au timbre retenues pour analyse depuis sa constitution.	RACJ	
QP1-276	Au sujet de la livraison d'alcool par des tiers notamment des compagnies de livraison : a. les mesures mises en place afin de contrôler notamment l'âge de la majorité et les autres aspects légaux ; b. le nombre de contraventions à la loi concernant la livraison d'alcool par des tiers ; c. les crédits alloués à ce secteur d'activité ; d. le nombre de commandes d'alcool livrées sans repas ou nourriture ;	RACJ	
QP1-277	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2022-2023, par région.	BSP	505
QP1-278	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2022-2023.	BSP	506
QP1-279	Budget alloué au BEI pour l'année 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	BEI	
QP1-280	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2022-2023.	BEI	
QP1-281	Effectif du BEI en date du 31 mars 2023. Préciser, pour chacun des postes suivant le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	
QP1-282	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	
QP1-283	Nombre d'enquêtes ouvertes en 2022-2023, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.	BEI	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-284	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2022-2023.	BEI	
QP1-285	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2022-2023, ventilé par corps de police et par type de manquements.	BEI	
QP1-286	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2022-2023.	BEI	
QP1-287	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2022-2023.	BEI	507

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE ET ORGANISMES

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2022-2023 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2022-2023 ¹	(en \$)
TOTAL	33 026 702

ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	1 011 346
LICENCES	1 263 121
LOGICIELS	637
SERVICES PROFESSIONNELS	30 863 206
Services professionnels - ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	1 308 131
Télécommunications - ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux et Revenu Québec	2 401 784
Services professionnels internes ²	14 799 489
Services professionnels externes	12 242 194

Au 28 février 2023

¹ Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

² Ce montant inclut tous les salaires de la Direction générale des technologies de l'information dont le temps capitalisable dans les projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2022 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Veuillez vous référer au rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION – 01.01

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Élaborer des mesures visant à donner suite aux recommandations formulées par la Commission spéciale de l'Assemblée nationale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	MSP, MAMH, MEQ, MES, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, MTESS, MCE, MFA, MIFI, MRIF, SAA, SCF. SHQ, SQRC Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat à la communication gouvernementale	Le plan d'action gouvernemental dispose d'un budget de 150 M\$ sur 5 ans, soit jusqu'en 2026.	Dépôt en décembre 2022 à l'Assemblée nationale d'un bilan de mise en œuvre de la première année du <i>Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs</i> .
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en œuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu
Table politique Québec-Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador sur la sécurité publique	Trouver des solutions durables aux priorités identifiées par les parties afin d'assurer un accès à des programmes et une prestation de services équitables et culturellement adaptés en matière de sécurité publique.	MSP, SAA, APNQL	Aucun	Les travaux ont débuté en 2021 par la mise sur pied d'une table technique sur les services policiers autochtones
Équipe projet en communication sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie globale de communication gouvernementale multiplateformes, divisée en plusieurs volets, notamment la sensibilisation, l'information et la responsabilisation, et s'adressant à plusieurs cibles (victimes, enfants et adolescent(e)s, parents, intervenant(e)s, autochtones, communautés culturelles, etc.).	Ministère de la Sécurité publique MAMH, MEQ, MES, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, MTESS, MCE, MFA, MIFI, MRIF, SAA, SCF. SHQ, SQRC Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat à la communication gouvernementale	2,45 M\$ sur cinq ans compris dans le 150 M\$ prévu pour le plan d'action gouvernemental. L'année 2021-2022 disposait d'une enveloppe de 1 M\$ et l'année 2022-2023 comporte un budget de 400 k\$.	Réalisation de la deuxième année de la campagne de communication qui découle du <i>Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs</i> . Une rediffusion a été effectuée du 27 février au 31 mars 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.¹

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de gouvernance – Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu.
Comité conjoint du MSP et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Définir la vision et les orientations du partage des responsabilités entre le MSSS et le MSP. Convenir d'une vision commune face aux différents enjeux présentés (organisationnels, médiatiques, politiques ou autres). Approuver les échéanciers et les livrables des travaux des divers comités. Soutenir l'avancement des travaux des différents comités. Rendre compte aux autorités ministérielles de l'avancement des travaux.	MSP et MSSS	Aucun	Travaux en continu.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS.	MSP, MTESS, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), Comité consultatif clientèle judiciarisée adulte (CCCJA), ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	Aucun	Les travaux sont en cours afin de procéder au renouvellement de l'entente pour la période 2022-2026.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.¹

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEQ.	MSP, MEQ, Centre de services scolaire de la Rivière du Nord (CSSRN), Table des représentants des services de formation en milieu carcéral provincial, MESS et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale	Aucun	Travaux en continu. L'entente entre le MEQ et le MSP a été reconduite pour une période de 5 ans soit du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2023. L'élaboration des ententes locales entre les établissements de détention et leur centre de services scolaire et de "l'entente mère" sont en cours.
Comité d'implantation sur la visiocomparution	Favoriser l'accès à la comparution par l'entremise de la vidéo dans les établissements de détention.	MSP, ministère de la Justice du Québec (MJQ)	Aucun	Travaux en continu. Travaux d'infrastructures toujours en cours pour les établissements de Saint-Jérôme, Québec et New Carlisle.
Groupe de travail chargé de l'implantation du bracelet antirapprochement au Québec	Comité formé de représentants du MSP, du DPCP, du MJQ, et de la CQLC pour s'assurer du respect des orientations retenues et apporter des solutions rapides et concrètes aux problèmes opérationnels rencontrés.	MSP, DPCP, MJQ, CQLC	Aucun	Travaux en continu.
Comité de travail conjoint avec le MJQ concernant le processus de gestion de l'incarcération	Effectuer une revue des erreurs administratives au sein des deux organisations; Proposer un processus clair de traitement de l'information entre les deux ministères en précisant la responsabilité de chacun des acteurs impliqués dans la gestion de l'incarcération; Émettre des recommandations pour éviter les erreurs administratives les plus fréquentes; Rédiger des lignes directrices pour assurer l'efficacité de la gestion de l'incarcération (ex. : procédures de remplacement, de contre-vérifications, etc.).	MSP, MJQ	Aucun	Le comité a été formé en janvier 2023. Trois rencontres ont eu lieu jusqu'à présent. Un rapport doit être produit en mars 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.¹

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation entre les greffes et les services correctionnels.	Assurer une bonne communication et collaboration entre les deux organisations dans l'application des décisions en matière de justice pénale.	MSP, MJQ	Aucun	Reprise des travaux du comité à l'automne 2022. Travaux en continu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les pratiques policières	Dans le but de favoriser l'uniformité et la cohérence de l'activité policière au Québec, ce comité est responsable de coordonner les travaux entourant la création, la mise à jour et le suivi des pratiques policières contenues au Guide des pratiques policières produit par le ministère de la Sécurité publique (MSP) à l'intention des corps policiers.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de Repentigny, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial de filtrage	Veiller au développement et à l'uniformisation des processus en matière de filtrage de sécurité. Accompagner les ministères et organismes dans les modifications législatives ou dans l'élaboration de lois et de règlements et s'assurer de l'uniformité dans les procédures. Effectuer le suivi de certaines problématiques et enjeux.	MSP, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 6	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue, coordonner l'application de nouvelles mesures ou réformes et formuler des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	En matière de conduite d'un véhicule de police, analyser la formation offerte par l'École nationale de police du Québec (ENPQ) ainsi que les données relatives, notamment aux collisions, documenter les meilleures pratiques et effectuer différents suivis de problématiques dans le but de formuler des recommandations et de soutenir les organisations concernées.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de l'agglomération de Longueuil, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'exploitation et d'intégration de projet – Radar-photo phase 3	Le comité fixe les orientations quant au suivi des recommandations contenues au Rapport d'évaluation 2017 qui a été déposé à l'Assemblée nationale en mai 2019. Selon les recommandations apportées par les différents groupes de travail impliqués, le comité stratégique devra réviser les structures gouvernementales nécessaires pour mener à terme le projet de la phase 3 et permettre de pérenniser l'utilisation des radars photo au Québec. Le comité stratégique doit résoudre de façon concertée toute problématique transversale portée à son attention et susceptible de retarder les travaux ou de nuire à l'atteinte des résultats. Finalement, il formule des recommandations au gouvernement quant à la poursuite des activités.	MTQ, MSP, MJQ/BIA, Ville de Québec, Ville de Montréal, Ville de Longueuil, SPVM, SPVQ, SQ, DPCP, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de Gatineau.	Aucun	Travaux en continu
Comité technique agents évaluateurs	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par la drogue.	ENPQ, MSP, MJQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, SAAQ, Ville de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité technique sur les appareils de détection d'alcool	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par l'alcool.	ENPQ, MSP, MJQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SAAQ, SPVQ, Service de police de la ville Laval	Aucun	Travaux en continu
Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social	En matière de profilage racial et social, favoriser la collaboration policière et le développement de bonnes pratiques et participer au suivi de plans d'actions et des stratégies gouvernementales. Enfin, constituer une plate-forme d'échanges et de réseautage pour le milieu policier afin de développer une expertise et conseiller le MSP lorsque requis.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Repentigny, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Favoriser les meilleures pratiques portant sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Documenter, suivre et analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	Analyser les recommandations de rapports d'enquête, effectuer une vigie des dossiers et traiter différents mandats, dans le but de conseiller les autorités du MSP, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques.	MSP, ENPQ, LSJML, SQ, SPVM, SPVQ, Corps de police représentant les niveaux 1, 2 et 3, un chercheur issu du milieu universitaire.	Aucun	Travaux en continu
National Use of Force Working Group (NUFWG) Groupe de travail national sur l'usage de la force	Comité en formation (2022) composé de représentant des provinces impliqués dans les pratiques policières en emploi de la force. Communauté de pratique et accès regroupé à des tests d'équipement en emploi de la force par le laboratoire fédéral. Le mandat est en cours de rédaction. Toutes les provinces et territoires ne sont pas encore représentées à ce comité.	Membres : MSP, Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Ontario, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard. Invités : Sécurité publique Canada, Centre de recherches	Aucun	Travaux en continu
Comité stratégique sur le recours à la force	Orienter les orientations stratégiques du Québec concernant le recours à la force	MSP, Commissaire à la déontologie policière, École Nationale de Police du Québec, Association des directeurs de police du Québec, Sûreté du Québec, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Université de Montréal, représentant de la société civile à identifier	Aucun	Première rencontre prévue le 22 mars 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers	Identifier les attentes citoyennes, réexaminer les enjeux qui ont identifiés en 2019, constituer des groupes de travail, déterminer les situations où l'utilisation de la caméra portative par les policiers permettraient de répondre aux attentes citoyennes et aux objectifs visés, dans une perspective de gestion de risque, déterminer les balises d'utilisation de la caméra portative par les policier, réaliser une coordination stratégique d'un projet pilote avec la Sûreté du Québec, analyser les constats dégagés des différents groupes de travail, du groupe d'action pour lutter contre le racisme, du Comité consultatif sur la réalité policière ainsi que du projet pilote et déterminer les pistes de solutions afin de munir des policiers, selon les modalités définies, le cas échéant, de caméras portatives.	MSP, MJQ, DPCP, ITQ, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux terminés en juin 2022
Groupe de travail sur le volet opérationnel-technologique en regard de l'utilisation des caméras portatives par les policiers	Identifier des éléments de réponses aux questions posées par le Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers notamment en regard des attentes citoyenne, des bonnes pratiques, des enjeux, des limites en lien avec cette utilisation, des appareils de caméra portative actuellement utilisés, des enjeux ou des défis de ces appareils, des moyens et la capacité de stockage, les moyens de caviardage.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ENPQ, corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux terminés en juin 2022
Groupe de travail – Règlement sur les appareils de détection d'alcool	Mettre à jour le règlement	MSP, MJQ, MTQ, SAAQ	Aucun	Travaux suspendus

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité sanctions extrajudiciaires LSJPA	Créé à la demande du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin d'actualiser le programme de sanctions extrajudiciaires (PSE) et de le rendre conforme aux nouvelles normes juridiques. Veiller à ce que les principes et objectifs mentionnés dans le PSE soient respectés lors de son application par les partenaires et proposer des modifications au PSE. Colliger et analyser les données transmises par les partenaires afin d'améliorer les pratiques et assurer un arrimage et une concertation entre les partenaires.	MSP, Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent, CIUSSE-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, DPCP, MJQ, Équijustice, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, MSSS, Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité mesures extrajudiciaires LSJPA	Maintenant sous la responsabilité du MSP : Documenter les problématiques d'application ainsi que les enjeux associés au Cadre d'application et formuler des recommandations permettant au MSP de prendre les mesures et outils appropriées pour remédier aux difficultés et enjeux soulevées. Suivre l'application du programme de mesures extrajudiciaires de la LSJPA, rappeler les bonnes pratiques et identifier des pistes de solution. Favoriser la concertation et le partenariat entre les différentes instances dans des projets ou initiatives dans le cadre de la LSJPA.	MSP, SQ, MJQ, SPVQ, SPVM Équijustice, Assojaq, MSSS, MEES, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
Comité intersectoriel LSJPA	Mettre à jour, faire la promotion et maintenir le programme de mesures extrajudiciaires du modèle québécois de justice pour les jeunes en mobilisant les partenaires, en favorisant le monitoring des pratiques, la production de bilans et de recherches et en veillant à la diffusion des résultats.	MJQ, DPCP, Barreau, Commission des services juridiques, Cour du Québec, Centre communautaire juridique de Montréal, MSP, SPVM, MSSS, SPVQ, ADPQ, SQ, ENPQ, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, equijustice, Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre.	MSP, MES, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Sous-Comité sur l'accèsion des minorités visibles et ethniques (MVE) au métier de policier	Identifier les pratiques permettant d'améliorer la représentativité des MVE dans les organisations policières et déterminer les bloquants à l'inscription des MVE à la formation policière. Un contrat de recherche est en cours afin d'alimenter les travaux et identifier des mesures permettant d'augmenter la présence de MVE dans les corps de police.	MSP, ENPQ, MES, Cégep de Sherbrooke.	Aucun	Travaux prévus jusqu'à la fin 2023
Comité sur les niveaux de service	Assurer le suivi et la mise à jour du Guide d'application du Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence.	MSP, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Sûreté municipale de Thetford Mines (représentants du niveau 1), Direction de la police de Trois-Rivières et Service de police de la Ville de Sherbrooke (représentants du niveau 2), Service de police de Laval (représentants du niveau 3).	Aucun	Activités en suspend considérant les travaux du Comité sur la réalité policière
Conseil sur les services policiers du Québec	Donner des avis à la ministre et formuler des recommandations sur toute question relative à l'organisation des services policiers au Québec.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Union des municipalités du Québec (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, ADPQ, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité.	Aucun	Aucune rencontre en 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la formation des futurs policières et policiers autochtones ainsi que des policières et policiers œuvrant dans les communautés autochtones, incluant la formation en enquête	Favoriser les échanges en matière de formation des futurs policières et policiers autochtones et ceux œuvrant dans les communautés autochtones dans le but d'accroître le nombre de policiers autochtones au Québec.	MSP, ENPQ, MES, SQ, SPVM, Collège d'Alma, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec.	-Aucun	Travaux en cours
Comité technique sur la Sécurité publique APNQL-MSP	Le comité fournit des conseils et propose des solutions concrètes et novatrices pour résoudre les enjeux rencontrés par les Premières Nations en matière de sécurité publique. De façon plus précise, le comité a pour mandat de travailler sur trois dossiers prioritaires : <ol style="list-style-type: none"> 1. Une évaluation des besoins notamment en matière de collecte de données sur l'infrastructure et le financement des services policiers (État de situation); 2. Partage d'information et discussions sur les actions entreprises suite à la publication de différents rapports et sur le suivi des recommandations, appels à l'action et propositions émises dans le cadre des rapports d'enquêtes publiques et des travaux de groupes d'experts; 3. Proposer des orientations en matière de modifications législatives pour améliorer les encadrements en lien avec les services de sécurité publique pour les Premières Nations 	MSP, APNQL, SRPNI, ADPPNIQ, Table des directeurs généraux des Premières nations	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur la législation APNQL-MSP	Déterminer les orientations stratégiques à proposer au Comité technique sur la Sécurité publique APNQL-MSP eu égard à d'éventuelles modifications législatives et réglementaires.	MSP, APNQL, ADPPNIQ	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur la statistique policière	Élaborer des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière ;	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau.	Aucun	Travaux en suspens – Révision du mandat en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant un suivi des résultats.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCES Cannabis – Comité tactique	Suivre l'évolution de l'approvisionnement illégal du cannabis au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SQDC, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Présenter et décrire, notamment par l'entremise d'une veille et l'élaboration de formations, les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, les moyens mis en place dans d'autres juridictions ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP.	Aucun	Travaux en continu
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) en matière de détection et d'enquêtes contre la fraude envers l'État en vue de favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes et améliorer leur coordination.	MSP, DEC, MTESS, MIFI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec, MEES, RQAP, MF, REQ, RBQ et MFQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur le bertillonnage	Identifier les divers enjeux en lien avec le bertillonnage découlant de C-75 et de la décision Lapointe. Trouver des solutions pour instaurer des mesures uniformes, de concert avec tous les intervenants de l'appareil judiciaire au regard du bertillonnage. Formuler des recommandations aux autorités des différents ministères et organismes concernés.	MSP, MJQ, DPCP, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Service de la Ville de Repentigny, Service de police de Trois-Rivières	Aucun	Travaux en cours
Comité de mise en œuvre du cadre de collecte de données sur l'interpellation policière	Établir un cadre de collecte uniforme des données sur l'interpellation policière qui puisse être utilisé par l'ensemble des corps de police du Québec afin de mesurer et rendre compte de cette pratique. <ul style="list-style-type: none"> - Discuter des enjeux relatifs à la mise en place d'un cadre de collecte de données relatif à l'interpellation policière. 	MSP, SQ, corps de police municipaux de niveaux 1 à 5, ADPQ et ENPQ.	Aucun	Travaux en continu 2 rencontres tenues : 24 mai 2022 et 1 ^{er} février 2023 -déploiement du cadre uniforme de collecte des données; -signature d'ententes de financement pour les travaux entourant la mise en œuvre du cadre de collecte par les CPs (certains CPs); - présentation de guides de référence : utilisation du cadre de collecte, gestion du changement, formation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité intersectoriel de coordination SEXTO	Coordonner le déploiement de la méthode d'intervention SEXTO auprès des réseaux respectifs des partenaires impliqués afin d'implanter une procédure claire, efficace et rapide en matière d'échange non consensuel d'images intimes, et ce uniformément sur l'ensemble du territoire québécois.	MSP, DPCP, MEQ En collaboration au besoin : SCF, MFA, Service de police de la Ville de Saint-Jérôme, ENPQ, SQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la gestion des impacts et des opportunités du Plan pour moderniser le système de justice chez les organisations policières	Identifier les principaux enjeux (PESTEL) de la transformation de la Justice pour les organisations policières. Identifier les opportunités pour les organisations policières à chacune des étapes du projet. Sélectionner les groupes de travail mis sur pied par le MJQ nécessitant une représentativité de la communauté policière et convenir de la représentation sur les différents groupes de travail le cas échéant. Déterminer et prioriser les actions à mettre en place pour soutenir les différents jalons de la transformation de la Justice tout en minimisant les impacts sur les organisations policières. Veiller à la mise en place d'un plan de communication auprès de l'ensemble des corps de police, y incluant les CPA. Établir un sommaire des coûts pour la matérialisation de chacun des projets. Alimenter la reddition de comptes requises par les autorités dans l'objectif de faire les représentations appropriées sur les différentes tribunes, au moment opportun.	MSP, ADPQ, ADPPNIQ, SQ, SPVM, SPVQ, 1 représentant des corps de police de niveau 1, 2 et 3	Aucun	Travaux en continu
Comité Lexius d'arrimage tactique et opérationnel avec les partenaires	Le ministère de la Justice informe ses partenaires sur l'avancement des travaux du projet Lexius au niveau tactique et opérationnel.	MSP, CNQ, MJQ, MSSS, DPCP, SOQUIJ, CNESST, SAAQ, UMQ, FQM	Aucun	Rencontres trimestrielles
Comité des partenaires GESTE	Le Directeur des poursuites criminelles et pénales informe ses partenaires de l'avancement des travaux du projet GESTE.	DPCP, MSP, SPVG, SPVL, SPVM, SVPQ, SJSR,	Aucun	Deux rencontres pour 2022, mars et décembre
Comité des parties prenantes – Transformation de la Justice	Le ministère de la justice fait l'état d'avancement des travaux du Plan pour moderniser le système de justice	MJQ, MSP, DPCP	Aucun	Une seule rencontre en juin 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail des Cours municipales	Le ministère de la justice et la juge en chef adjointe à la Cour du Québec, responsable des cours municipales, assurent l'arrimage des travaux du Plan pour moderniser le système de justice avec les cours municipales.	MSP, Magistrature, FQM, MJQ, DPCP, UMQ, Cour du Québec, Cour municipale de Montréal, SOQUIJ, Association des procureurs des cours municipales, Ville de Montréal, Ville de Lévis, Ville de Trois-Rivières, Cour municipale de Gatineau, Barreau du Québec, Cour municipale de Longueuil, Ville de Laval, Cour municipale de Québec, Association des Greffiers des Cours municipales.	Aucun	Travaux en continu
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le ministère de la Sécurité publique (MSP), l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue. Identifier les principaux enjeux et les opportunités liés à l'intervention policière en contexte de violence conjugale et dégager des consensus sur des pistes de solution et d'action. Établir un réseau d'échange d'informations, de discussion et de concertation entre les corps de police et le MSP, portant sur l'intervention policière en contexte de violence conjugale. Fournir un forum de discussion et d'échange avec différents partenaires et intervenants en violence conjugale Alimenter la réflexion ministérielle sur l'évolution des pratiques policières émergentes et prometteuses en matière de pratiques exemplaires. Mener des travaux sur la question de la surveillance et du suivi des conditions imposées par les policier.e.s et/ou la Cour.	Membres statutaires : MSP, École nationale de police du Québec (ENPQ), Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (ADPPNIQ), Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Sûreté du Québec, représentants de tous les corps de police municipaux, Sécurité publique Mashteuiatsh, Police de Wemotaci, Service de police du Nunavik, Service de police Eeyou Eénou. Membres invités : Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), ministère de la Justice (MJQ), Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, À cœur d'homme - Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, Femmes Autochtones du Québec Inc.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de révision du modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la Sûreté du Québec	Réviser le modèle d'entente pour les services fournis aux municipalités par la SQ et le guide d'interprétation qui s'y rattache.	MSP, SQ, Fédération québécoise des municipalités (FQM), Union des municipalités du Québec (UMQ)	Aucun	Modèle d'entente approuvé le 14-09-2021
Comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne	Produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec (rapport préliminaire); Proposer des recommandations pour prévenir et réprimer la présence de pornographie juvénile et la diffusion non-consensuelle d'images intimes sur ces sites (rapport final).	DPCP, MEIE, MFQ, MJQ, MSP, SQ, UdeM	Aucun	Le rapport final a été déposé en juin 2022
Comité de planification et de suivi – suivi de la mesure 1 du Plan d'action gouvernementale 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la mesure 1 du PACSESM qui est de soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec. Objectifs : <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les besoins de connaissances des organisation et partenaires et prioriser les appels de projets; - Participer à l'évaluation des candidatures reçues à la suite des appels de projets; - Participer aux rencontres de partage de connaissance à la fin des projets. 	DPCP, MCE (SRPNI), MJQ, MSSS, MSP, SCF, SJ, FRQSC	Aucun	Premier appel de propositions lancé en juin 2022 Les premiers projets de recherche débiteront en avril 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de planification et de suivi – suivi de la mesure A3 du Plan d'action gouvernementale 2021-2016 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	<p>Assurer le suivi de la mise en œuvre de la mesure A3 du PACSESM qui est de soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec – volet autochtone.</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les besoins de connaissances des organisation et partenaires et prioriser les appels de projets; - Participer à l'évaluation des candidatures reçues à la suite des appels de projets; <p>Participer aux rencontres de partage de connaissance à la fin des projets</p>	DPCP, MCE (SRPNI), MEQ, MES, MJQ, MSSS, SCF, FRQSC	Aucun	<p>Une première rencontre du Comité a eu lieu en novembre 2022</p> <p>Une prochaine rencontre aura lieu d'ici le mois de mars 2023 pour poursuivre les travaux et prioriser les besoins de connaissances</p>
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal	<p>En lien avec la sécurité urbaine à Montréal, il a pour mandat, précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés; – de définir les interventions les plus urgentes à mettre en œuvre; – de définir une stratégie régionale de prévention en sécurité urbaine à moyen et à long termes. <p>À terme, les travaux du CoSSUM viseront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – améliorer l'offre de services en sécurité urbaine (continuum de services davantage intégrés); – apporter des solutions plus efficaces et mieux adaptées aux problèmes d'insécurité vécus sur le territoire montréalais; – augmenter le niveau de confiance ainsi que le sentiment de sécurité de la population. 	MSP, Ville de Montréal, SPVM, MSSS, MAMH, MEQ	Aucun	<p>En 2022-2023, il y a eu six rencontres du groupe de travail, cinq rencontres du comité directeur, quatre rencontres du comité stratégique ainsi qu'une rencontre conjointe du comité directeur et du comité stratégique. Pour chacun de ces comités, une autre rencontre est prévue d'ici la fin de l'année financière 2022-2023.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur du Carnet de commandes du Service d'immatriculation des armes à feu	Le Comité directeur est un lieu d'échange formel constitué en vue de s'assurer de l'efficacité du Fichier d'immatriculation des armes à feu et du contrôle des coûts liés aux améliorations systémiques.	MSP et MTESS	Aucun	Travaux en continu
Comité de suivi de la formation des membres de l'équipe d'enquête spécialisée du CLCC	Ce comité assure le suivi de l'avancement des travaux en vue du déploiement de la nouvelle formation préparatoire en enquête pour les enquêteurs issus du parcours civil ainsi que de la formation spécialisée qui sera offerte à tous les membres de l'équipe d'enquête spécialisée.	MSP, CLCC, ENPQ	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur l'amélioration de la pratique judiciaire (Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - RMFVVC)	<p>Grâce au soutien financier de Femmes et Égalité des genres Canada, le Regroupement a lancé à l'automne 2021 le projet Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale, qui s'étalera sur une durée de 30 mois. Ce projet vise à améliorer la pratique des différents acteurs judiciaires pour lever les obstacles systémiques auxquels les femmes victimes de violence conjugale font face dans le système judiciaire, particulièrement celles issues de l'immigration ou en situation de précarité économique, lorsqu'elles tentent d'échapper à cette violence.</p> <p>Pour y parvenir, le comité travaille à sensibiliser et former les intervenants judiciaires au concept de contrôle coercitif, afin qu'ils et elles reconnaissent l'ensemble des manifestations de la violence conjugale et développent des pratiques plus appropriées pour améliorer la sécurité et la liberté des victimes.</p>	RMFVVC, MSP, ENPQ, RIPTB, SPVM, SQ, CSVC, Assistance aux femmes, Refuge de l'Ouest de l'île, Université du Nouveau-Brunswick, Université Laurentienne.	Aucun	Travaux sur 30 mois

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité sur la déclaration de la personne victime de la Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le sous-comité a pour mandat d'identifier et promouvoir les bonnes pratiques en matière de déclaration d'une personne victime de violence conjugale, dans un but d'harmoniser les interventions des corps de police québécois.	MSP, ENPQ, MJQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Mascouche, SPAL, Régie intermunicipale de police Roussillon, Service de police de la Ville de Repentigny, Service de Police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais, ADPPNIQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Rebâtir.	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité sur l'utilisation d'un langage commun de la Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le mandat du sous-comité sur l'utilisation du langage commun est d'identifier et promouvoir les bonnes pratiques en la matière, dans un but d'harmoniser les interventions des corps de police québécois.	MSP, ENPQ, MJQ, Service de polie de Châteauguay, ADPPNIQ, SVPQ, Service de police de la Ville de Blainville, Service de police de la Ville de Sherbrooke, SQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	Aucun	Travaux en cours
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale (Bureau du coroner)	Le MSP participe aux travaux et aux rencontres du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale. Ce comité, sous la responsabilité du Bureau du coroner, procède à un examen des dossiers concernant des décès survenus au Québec dans le cadre d'une situation de violence conjugale afin d'émettre des recommandations, le cas échéant. Le premier rapport annuel de ce comité, « Agir ensemble pour sauver des vies », a paru le 7 décembre 2020. Le deuxième rapport annuel est paru le 17 novembre 2022	Coroner, MSP, MSSS, Conseil du statut de la femme, INSPQ, Organismes œuvrant auprès des femmes victimes de violence conjugale et des auteurs de violence, Corps de police	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur le sauvetage nautique	À la suite du décès d'un pompier du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) lors d'une intervention de sauvetage nautique sur le fleuve St-Laurent, le MSP a pour mandat de déterminer les différentes mesures et les bonnes pratiques permettant d'améliorer la santé et la sécurité des divers intervenants, dont les services de sécurité incendie et les corps de police, lors des interventions de sauvetage nautique.	MSP, Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec, Sûreté du Québec, Association des directeurs de police du Québec, Service de sécurité incendie de Montréal, CNESST, Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur « affaires municipales », Institut de protection contre les incendies du Québec, École nationale des pompiers du Québec, Transports Canada et Garde côtière canadienne.	Aucun	Travaux en cours
Table de concertation des agents de l'autorité sur la navigation de plaisance	Cette table a le mandat d'échanger et mettre à jour les informations sur la réglementation et l'application des règles en matière de navigation de plaisance par l'amélioration et l'uniformité des pratiques.	MSP, GRC, SQ, Service de police de la région Deux-Montagnes, Services de police de Châteauguay, Service de police de Gatineau, Service de police de Laval, Service de police de Longueuil, SPVM, SPVQ, Service de police de Saguenay, Service de police de St-Jean-sur-Richelieu, Service de police Richelieu St-Laurent, Service de police de Sherbrooke, Service de police de Trois-Rivières, MRC des Collines, Régie de police de Memphrémagog, Ville d'Estérel, Parc National de Frontenac, MRC de Memphrémagog, Municipalité de St-Ferdinand, Municipalité de Saint-Hippolyte, Municipalité de Saint-Donat, Ville de Sainte-Agathe-des-Monts, Service d'incendie du Lac Brome, PPCP, Hydro-Québec, ENPQ, Parc Canada, Bureau de la sécurité nautique, Transports Canada	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les profils de compétence des policiers	Le Comité de concertation sur la formation des futur.e.s policier.e.s a créé un groupe travail afin d'étudier les recommandations issues de l'Étude sur le profil des candidats à la profession policière conduite par l'École nationale de police du Québec (ENPQ). Le mandat du comité vise à évaluer les moyens à mettre en place afin de favoriser et développer un profil de compétences correspondant aux besoins des organisations policières, notamment en matière de savoir-être.	MSP, Collège d'Alma, Collège Maisonneuve, Cégep de Rimouski, MES, ENPQ, Sûreté du Québec, Service de police de l'Agglomération de Longueuil, Service de police de Terrebonne, Service de police de la ville de Québec.	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif clients	Le mandat du Comité consultatif clients de l'École nationale de police du Québec consiste principalement à donner son avis à l'École en regard de l'organisation des divers programmes de formation offerts par cette dernière ainsi qu'au comité de programme mis sur pied dans le cadre de l'entente de collaboration des maîtres d'œuvre intervenue entre l'École et l'Université du Québec à Trois-Rivières en ce qui concerne spécifiquement le Programme de baccalauréat en sécurité publique.	MSP, UPAC, SPVM, SPVQ, SPL, Service de police de Granby, BEI, SPVG, SPAL, SQ, Régie intermunicipale de Roussillon, ENPQ, Service de police de Sherbrooke, Service de police de Blainville, Service de police de Wendake, Service de police MRC des Collines de l'Outaouais, Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de liaison - Ententes relatives à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec	<p>Le comité de liaison, présidé par la SQ, émet des recommandations à l'égard de l'application de la nouvelle entente-cadre et de la répartition des effectifs policiers de la SQ en vue de la signature des ententes dites de 3^e génération.</p> <p>Les principaux objectifs du comité sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Partager aux membres du comité et aux représentants municipaux le maximum d'information relative à la desserte dans les MRC, au renouvellement des ententes et à la répartition des effectifs. – Faire état des travaux qui ont été réalisés et témoigner de leurs impacts. – Entreprendre, conjointement, des réflexions éclairées à l'égard d'un modèle de répartition d'effectifs et du scénario à appliquer. 	SQ, MSP, Fédération québécoise des municipalités (FQM), Union des municipalités du Québec (UMQ)	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur Alerte SILVER	<p>Le mandat du comité directeur consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau stratégique, assurer le développement, le suivi et la mise en œuvre du projet pilote Alerte SILVER et en présenter les résultats; - Voir à l'arrimage et à la collaboration efficace des réseaux de la santé et de la sécurité publique dans la mise en œuvre du projet-pilote. 	MSP, SQ, MSSS	Aucun	Travaux en continu. Projet pilote lancé le 23 janvier 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail interministériel – Loi de Clare	Le comité vise à évaluer la possibilité de mettre en place des dispositions législatives visant à atteindre les objectifs de la Loi de Clare. Plus particulièrement, les travaux visent à : analyser la possibilité d'inclure dans le corpus législatif québécois des dispositions autorisant les services de police à divulguer, proactivement ou sur demande, des renseignements personnels d'un tiers à son ou sa partenaire intime afin de l'aider à déterminer si elle ou il est susceptible de subir de la violence conjugale.	MSP, SQ, MJQ, SCF, SRIDAIL, DPCP	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail interministériel – Optimisation des mécanismes de partage des renseignements	Le mandat du Comité consiste à : <ul style="list-style-type: none"> - Déterminer les enjeux législatifs relatifs au partage de renseignements entre les intervenants de la santé et des services sociaux et les policiers et recommander des solutions; - Élaborer un mécanisme d'interprétation commun (guide) des dispositions législatives une fois celles-ci modifiées. 	MSP, MSSS, MJQ, SQ, SRIDAIL	Aucun	Modifications législatives proposées dans le cadre du projet de loi n°3, Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives; travaux à venir pour le guide.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif « Vers une meilleure prise en charge des personnes vivant avec un TNC-M portées disparues »	<p>Sous la supervision du comité directeur et en complémentarité de l'implantation sur une base expérimentale d'une alerte intrusive pour aider à retrouver les personnes disparues vivant avec un TNC-M (Alerte SILVER), le mandat du comité consultatif consistera à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Assurer le suivi des mesures de prévention des disparitions à être mise en œuvre par le ministère de la Santé et des Services sociaux;- Favoriser la collaboration efficace entre les corps de police, les personnes proches aidantes ainsi que les partenaires communautaires, le cas échéant, lors d'une disparition pour accélérer les recherches, notamment par l'utilisation de fiches d'information;- Identifier les besoins d'information, de formation ou de sensibilisation à satisfaire dans les réseaux de la santé et des services sociaux, et de la sécurité publique.	MSP, SQ, MSSS	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de coordination maritime	Coordonner l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM).	MAMH, MELCCFP, MEIE, MAPAQ, MSP et MTMD	Aucun	Travaux en continu
Groupe d'échange sur la gestion des risques écologiques reliés au transport maritime des hydrocarbures sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux actifs dans le domaine de la prévention et de la gestion des incidents maritimes en lien avec la protection des écosystèmes du Saint-Laurent.	ECCC, MSP, MPO, GCC, MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur le développement et l'application d'un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux afin de développer un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes.	TC, MSP, MPO, AEIC, GCC, MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEIE, MELCCFP, MRNF, MSSS, MESS, MTMD, SCT et SQ	Aucun	Travaux en continu
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCC)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CAG, Bureau du coroner, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCE – Urgence Québec, MCN, MEIE, MELCCFP, MEQ, MRNF, MES, MF, MIFI, MFQ, MJQ, MRIF, MSSS, MESS, MTOUR, MTMD, RBQ, SRPNI, SCT, SHQ, SQ, STQ et RQ	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion intégrée des risques pour les personnes et les biens liés aux feux de forêt	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) afin d'assurer une gestion intégrée des risques associés à l'aléa feux de forêt afin notamment d'améliorer la sécurité des personnes et des biens au Québec.	MSP, HQ, MAMH, MCE, MCE – Urgence Québec, MELCCFP, MCN, MEQ, MRNF, MSSS, MTMD, RBQ, SRPNI, SHQ, SOPFEU et SQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses (incluant les risques radiologies et nucléaires). Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention.	MSP, Bureau du Coroner, CNESST, MAMH, MAPAQ, MCE – Urgence Québec, MEIE, MELCCFP, MRNF, MSSS, MTMD, RBQ et SQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN) de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEIE, MELCCFP, MRNF, MES, MEQ, MSSS, MESS, MTMD, SRPNI, SCT et SQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP)	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur la position du Québec quant à la démarche canadienne visant à doter le pays d'un RLBSP.	MSP, HQ, MCN, MAMH, MCC, MEIE, MFQ, MSSS, MTMD et SQ	Aucun	Travaux en cours
Comité des utilisateurs potentiels du réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) pour l'interopérabilité des communications d'urgence au Québec	Identifier les besoins et préoccupations des utilisateurs potentiels du RLBSP en matière de communications en sécurité publique au Québec et utiliser l'information ainsi recueillie pour travailler au déploiement et à la promotion du réseau auprès des intervenants du milieu.	MSP, MCE, MCN, MSSS, ACSIQ, MAMH, MTQ, ACUQ, CAUCA, HQ, SQ, SPVM, SPVQ, SSIM et GAS	Aucun	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du Plan national de sécurité civile.	MSP, MEIE, MAPAQ, MCE – Urgence Québec, MELCCFP, HQ, SQ, SHQ, MCN, MSSS, MAMH, MTMD et SCT	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur les travaux de révision de la Loi sur la sécurité civile (LSC)	Alimenter les réflexions sur la révision de la LSC en lien avec les constats, enjeux et solutions à considérer en vue d'améliorer la gestion des risques et la réponse aux sinistres à l'échelle gouvernementale	MSP, CAG, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCE – Urgence Québec, MCN, MEIE, MES, MESS, MELCCFP, MFA, MIFI, MJQ, MRNF, MSSS, MTO, MTMD, RBQ, RQ, SAA, SCT, SHQ, SQ et STQ	Aucun	Depuis décembre 2021, le sous-comité est consulté par la Direction de l'analyse et des politiques du MSP sur différents thèmes de la LSC. Quatre rencontres du sous-comité : <ul style="list-style-type: none"> • 2021 : décembre; • 2022 : mars, avril et mai.
Comité consultatif en sécurité civile (volet « consultation sur les travaux de révision de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> »)	Le comité permet de partager des informations sur les travaux ou projets en cours au MSP et sur les initiatives et actions menées en sécurité civile par les membres du comité. Donner son avis au MSP sur diverses questions relatives à la sécurité civile qui lui sont soumises (ex. dispositions légales ou réglementaires, orientations en sécurité civile, outils d'accompagnement, etc.).	MSP, MAMH, ainsi que plusieurs organisations des milieux associatif et municipal (FQM, UMQ, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, AARQ, ASCQ, AGSICQ, RÉCO-Québec, CRAIM, ACUQ, ADPQ, AQBRS, BAC, CRC, OAQ, OIQ et OUQ)	Aucun	Le MSP reçoit des commentaires, avis, préoccupations et enjeux formulés par les membres du comité à l'égard des grandes orientations établies devant guider les travaux de révision de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> . Une seule rencontre s'est tenue au cours de l'année 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur l'application de l'article 31.7.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE)	1- Identifier les solutions et établir les mécanismes visant à améliorer le processus pour reconnaître les projets représentant un sinistre réel ou appréhendé faisant l'objet d'une demande de soustraction à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PÉEIE) en vertu de l'article 31.7.1 de la LQE. 2- Établir les moyens permettant une meilleure prise en compte des projets de sécurité civile dans le cadre de l'application des articles 22 et 31.1 (PÉEIE) de la LQE dans le cadre du CPS en vue de mieux soutenir les municipalités ayant des projets assujettis à la LQE.	MELCCFP et MSP	Aucun	Le comité a divisé le comité des professionnels pour traiter séparément les deux mandats. Le comité 1 a produit une liste de définitions pour soutenir le processus d'évaluation des projets représentant un sinistre réel ou appréhendé. Rencontres : <ul style="list-style-type: none"> • Comité gestionnaire : 2. • Comité 1 : 7. • Comité 2 : 3.
Comité sur la prévention de sinistres naturels (CPSN)	Sous-comité de l'OSCQ, le CPSN, à titre de comité directeur du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS), oriente et assure de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MELCCFP, MAMH, MTMD et MRNF	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail – Inondations	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MCE – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, MESS, Revenu Québec, HQ, MEQ partenaires municipaux et MSP	Aucun	Travaux en continu
Comité pour le développement d'un cadre de référence sur l'intervention-pipeline (CRIP)	Dans le cadre du plan d'action de l'Unité de vigilance sur les hydrocarbures, faciliter la coordination et la gestion des conséquences d'un déversement majeur d'hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d'un pipeline au Québec.	RBQ, MELCCFP, MRNF, MSP, SP, ONÉ, ACSIQ, Ville de Laval, CMM et plusieurs autres intervenants	Aucun	La première version du CRIP a été publiée sur Québec.ca et est maintenant accessible pour le public. Travaux de sensibilisation en continu.
Comité déglaceur d'Hydro-Québec	Augmenter le niveau de préparation des autorités municipales et gouvernementales en cas d'utilisation du déglaceur, notamment en ce qui a trait à la communication du risque, au partage des rôles et des responsabilités ainsi qu'à la préparation et le maintien des connaissances des intervenants sur les conséquences engendrées par l'utilisation du déglaceur.	MSP, HQ, MTMD, SQ, MRNF et Urgence Québec	Aucun	Travaux en continu
Comité d'opération sur les feux de forêt	S'inscrivant en concordance avec le plan d'action du sous-comité de l'OSCQ sur la gestion intégrée des risques liés aux feux de forêt, consolider la structure de coordination de la sécurité civile par le développement d'un processus opérationnel d'intervention reconnu.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP, MAMH, SQ, MSSS et SOPFEU	Aucun	Travaux sont terminés : procédure opérationnelle adoptée et diffusée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité pour la mise à jour du Guide relatif aux opérations de services de sécurité incendie	Réviser le Guide des opérations à l'intention des services de sécurité incendie	MSP, ENPQ, CNESST, Collège Montmorency, IPIQ, AGSICQ, APSAM	Aucun	Travaux en cours
Comité des utilisateurs potentiels du réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) pour l'interopérabilité des communications d'urgence au Québec	Identifier les besoins et préoccupations des utilisateurs potentiels du RLBSP en matière de communications en sécurité publique au Québec et utiliser l'information ainsi recueillie pour travailler au déploiement et à la promotion du réseau auprès des intervenants du milieu.	MSP, MCN, MEIE, MSSS, AGSICQ, MAMH, MTMD, ACUQ, CAUCA, HQ, SQ et partenaires municipaux	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences MSP.	MSP, Agence 9-1-1, MAMH, MSSS, MRNF, SQ, AGSICQ, ACUQ, ADPQ, UMQ, FQM, CAUCA, HQ et Bell Canada	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur de réflexion sur la formation en sécurité incendie au Québec	Analyser la situation actuelle de la formation des pompières et pompiers du Québec en lien avec les besoins du milieu et émettre des recommandations afin de faire évoluer la formation en sécurité incendie.	MSP, École nationale des pompiers du Québec, IPIQ, MEQ, MES (ministère de l'Enseignement supérieur), AGSICQ	Aucun	Résultats atteints : <ul style="list-style-type: none"> • collaboration des institutions d'enseignement en sécurité incendie pour établir des équivalences entre les programmes de formation; • publication le 20 juin 2022 de la brochure : La formation en sécurité incendie au Québec (sur Québec.ca)
Comité sur la mise à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Mettre à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation afin que le contenu du guide tienne compte de la réalité d'aujourd'hui.	MSP, MAMH, MSSS, RBQ, ATPIQ, AGSICQ et partenaires municipaux	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.				
Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur l'évolution de l'encadrement législatif des centres d'urgence 9-1-1 et de certains centres secondaires d'appels d'urgence	Conseiller le MSP au regard de ses orientations visant l'évolution du cadre législatif.	MSP, ACUQ, Agence 9-1-1	Aucun	Travaux en cours
Comité pour la production de documents de formation pour les préposés aux télécommunications d'urgence	Élaborer un guide et développer une démarche de soutien aux préposés aux télécommunications d'urgence en ce qui concerne la gestion des appels difficiles.	MSP, Agence 9-1-1, ACUQ	Aucun	Travaux en cours
Comité de veille technologique 9-1-1	Exercer une vigie technologique et réglementaire, tant au Canada qu'aux États-Unis et en Europe, auprès des autorités publiques (MSP, CRTC, Industrie Canada, FCC, etc.), des associations et des fournisseurs sur les pratiques exemplaires en matière de 9-1-1.	Agence 9-1-1, ACUQ, MSP	Aucun	Travaux en cours
Table d'échange d'information en lien avec le déploiement du 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG)	Mettre en place un canal d'information et d'échanges sous la coordination du MSP en vue du déploiement du 9-1-1 PG.	MSP, ACUQ, MRNF, MSSS, partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours
Comité tactique de service 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG – volet cartographie)	Assurer l'adéquation entre les responsabilités du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, à titre d'agrégateur des données du système d'information géographique, et celles des municipalités, à titre de fournisseur de données.	MRNF, MSP, Bell Canada et partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours
Comité sur le sauvetage nautique	Développer un cadre de référence en matière de sauvetage nautique qui comprendra un recueil sur les équipements requis, les formations nécessaires ainsi que les bonnes pratiques à adopter sur les différents plans d'eau pour les différents intervenants d'urgence lors de sauvetage nautique et sur glace.	MSP, AGSICQ, SQ, ADPQ, SIM, CNESST, APSAM, IPIQ, ENPQ, Garde côtière canadienne	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif	Fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par l'élaboration des politiques, de nouvelles initiatives touchant le service client, l'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties et le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs	Les gestionnaires du LSJML Sous-ministériat aux Affaires policières (SMAP) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) L'Association québécoise des avocats et avocates de la défense (AQAAD) Le Bureau du coroner du Québec Cour du Québec La Sûreté du Québec (SQ) L'association des directeurs de police du Québec (ADPQ) Le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	Aucun	Le Comité consultatif a redémarré durant l'année financière 2022-2023. Une rencontre s'est tenue le 24 octobre 2022 et a permis d'aborder les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Sondage de satisfaction de la clientèle du LSJML - Ligne d'affaires en orientation d'enquêtes - Implication du LSJML dans les programmes ministériels - NPS : Nouvelles substances psychoactives - Transmission et compréhension des rapports du LSJML

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 4 : Pour l'année 2022-2023, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;**
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;**
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.**

Inclure leur cv;

- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.**

Veuillez vous référer au cahier de chacun des organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Bureau du sous-ministre	2
Sous-ministériat des services à la gestion	6
Sous-ministériat des services correctionnels	63
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2
Sous-ministériat des affaires policières	2
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	4
TOTAL	79

Au 28 février 2023.
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.
Les employés du SCN sont exclus.
Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs et les historiques d'affectation

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Pour l'année 2022-2023, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activités.

Au ministère, 8 employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Bureau du sous-ministre	-
Sous-ministériat des services à la gestion	-
Sous-ministériat des services correctionnels	8
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	-
Sous-ministériat des affaires policières	-
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	-
TOTAL	8

Au 28 février 2023.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Les employés du SCN sont exclus.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2022-2023.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2022-2023 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nombre total employés	Nombre employés occassionnels	%
Bureau du sous-ministre	90	1	1 %
Sous-ministériat des services à la gestion	433	35	8 %
Sous-ministériat des services correctionnels	4 337	258	6 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	223	32	14 %
Sous-ministériat des affaires policières	591	47	8 %
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	290	10	3 %
Total	5964	383	6%

Au 28 février 2023.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.
Les employés du SCN sont exclus.
Source: Rapport EI Effectifs et réserve
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteurs, devenus permanents pour 2022-2023

ENTITÉ	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2022-2023 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nombre d'employés occasionnels auxquels sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nombre d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
Bureau de la sous-ministre	2	1	50%
Sous-ministériat des services à la gestion	55	20	36%
Sous-ministériat des services correctionnels	597	339	57%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	58	26	45%
Sous-ministériat des affaires policières	108	61	56%
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	31	21	68%
TOTAL	851	468	55%

Au 28 février 2023.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les employés du SCN sont exclus.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les nominations et les historiques d'affectation

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

<p>QUESTION 9 : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer a) le nombre de postes abolis alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l’abolition du poste b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste</p>
--

Aucun

Au 28 février 2023

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Les employés du SCN sont exclus.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs et le suivi des postes et de l'effectif

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 10 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2022-2023

Concernant l'érosion et la submersion côtières, la stratégie du ministère est d'agir simultanément sur plusieurs aspects liés à cet aléa. En effet, le ministère réalise des actions tant en appréciation des risques pour mieux connaître le phénomène, en traitement de risques pour atténuer les risques de sinistres qu'en soutien auprès de municipalités une fois qu'un sinistre lié à ce phénomène est survenu.

Recherche sur l'érosion et la submersion côtières et traitement de risques

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 31 mars 2023, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS) et de la mesure 3.1.3.1 du Plan pour une économie verte 2030 (PEV), un montant total de 3 182 480 \$, dont 1 500 000 \$ en provenance de la mesure 3.1.3.1 du PEV, a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières. En effet, six projets de recherche sont en cours de réalisation en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski, laquelle détient une expertise à l'égard de cet aléa. Ces projets portent sur le suivi annuel de l'érosion côtière ainsi que des bâtiments et des infrastructures du Québec maritime exposés à ce phénomène, la cartographie et les programmes de suivi environnemental des travaux de rechargement de plage. De plus, un projet de recherche pour le suivi biologique des sites de travaux de protection utilisant le rechargement de plage en matériaux grossiers s'est conclu avec l'Université Laval pour quantifier les impacts de ces travaux sur les milieux benthiques ainsi qu'un projet visant la concertation des parties prenantes et l'acceptabilité sociale dans le contexte des projets de rechargement de plage avec l'Université du Québec à Trois-Rivières.

De plus, un montant total de 72 257 648 \$ versés pour l'année 2022-2023, en provenance du CPS et de la mesure 3.1.3.3a du PEV, permettra de financer des mesures d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans les municipalités de Sainte-Luce, de Sainte-Flavie, de Pointe-aux-Outardes, des Îles-de-la-Madeleine, de Maria, de Notre-Dame-du-Portage, de Matane et de Sainte-Anne-des-Monts. Ces travaux visent la réalisation d'ouvrage de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières, le déplacement de résidences principales à risque ou le versement d'allocations de départ. Cette somme a aussi permis d'obtenir de l'expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime, l'acquisition de « Light Detection And Ranging » (LiDAR) et bathymétrie, ainsi que de financer la modélisation numérique de conditions sédimentaires aux Îles-de-la-Madeleine (secteur de Cap-aux-Meules), à Sainte-Flavie, à Sainte-Luce et à Maria afin de guider la réalisation des travaux à effectuer dans ces municipalités.

Programmes d'aide financière spécifiques et Programme général d'aide financière

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, un montant de 3 205 795 \$ a été versé pour la réalisation de travaux de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes et des infrastructures municipales essentielles. De ce montant, 406 704 \$ ont été versés à deux municipalités (Saint-Philippe et Saint-Célestin), dans le cadre du Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations printanières survenues du 5 avril au 16 mai 2017 dans des municipalités du Québec. De plus, 1 804 837 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à six municipalités (Notre-Dame-du-Nord, L'Assomption, Louiseville, Saint-Polycarpe, L'Isle-aux-Coudres et Rivière-Ouelle) en raison d'inondations et de glissements de terrain. Finalement, 994 254 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à cinq municipalités (Petit-Saguenay, Saint-Stanislas, Saint-Samuel, Val-des-Monts et L'Isle-aux-Coudres).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://comite.deontologie.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://upac.gouv.qc.ca/decouvrir-upac/documentation/diffusion-depenses
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction de documents	Anne McBryde Traduction	775
Traduction de documents	Traductions Terrance Hughes inc.	798
Traduction de formulaires	Cogitexte inc.	100
Traduction d'ententes	Anne McBryde Traduction	1 319
Traduction d'ententes	Wintranslation	947
Traduction d'une lettre	Tukalak-Mount, Yolande	350

Au 28 février 2023.
Note: Exclut les mandats confiés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - Webinaire - Aide-mémoire Prévenir l'homicide du partenaire intime Traduction Powerpoint- Aide-mémoire Prévenir l'homicide du partenaire intime	Caroline Chandonia Services d'interprétation	747
Traduction - Recueil sur le renseignement	Cogitexte	7 594
Traduction - Webinaire -Aide-mémoire Prévenir l'homicide du partenaire intime	Pierre-Yves Serinet Interprète simultané et traducteur	450

Au 28 février 20223

Note : Exclut les mandats confiés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction de texte - Signalement AMBER et SILVER	Anglocom inc.	375
Traduction d'énoncés du formulaire en ligne de demande d'aide financière et d'indemnisation lors de sinistre	Anglocom inc.	100
Traduction d'un modèle de lettre pour les sinistrés concernant la réception d'un remboursement et la fermeture du dossier	Anglocom inc.	91
Traduction d'un accusé de réception pour un sinistré	Anglocom inc.	135
Traduction de deux modèles de lettres pour les sinistrés concernant l'ouverture du dossier et l'avis de décision en lien avec la révision du dossier	Anglocom inc.	167
Traduction de cartes sur une étude de cas de gestion d'incidents maritimes	Anglocom inc.	300
Traduction d'un modèle de courriel pour accuser réception	Anne McBryde Traduction	7
Traduction d'un courriel lié à une mise à jour du système informatique	Anne McBryde Traduction	21
Traduction d'un menu déroulant pour le formulaire en ligne de demande d'aide financière et d'indemnisation lors de sinistres	Anne McBryde Traduction	13
Traduction d'un formulaire de choix de déplacement de la résidence et d'un formulaire de consentement	Anne McBryde Traduction	64
Traduction de la messagerie vocale Direction générale du rétablissement (sinistrés)	Anne McBryde Traduction	20
Traduction d'un modèle de lettre pour les sinistrés concernant un paiement partiel	Anne McBryde Traduction	56

Traduction de contenu web sur Québec.ca/aide-sinistre	Anne McBryde Traduction	135
Traduction de deux modèles de lettres pour les sinistrés concernant le refus d'une demande d'assistance financière et d'un formulaire du choix d'allocation de départ	Anne McBryde Traduction	42
Traduction d'un modèle de lettre pour les sinistrés concernant une demande de documents	Anne McBryde Traduction	128
Traduction de deux documents pour les sinistrés et de contenu web	COGITEXTE inc.	133
Traduction de deux modèles de lettres pour les sinistrés concernant une demande de communication et un paiement final	COGITEXTE inc.	19
Traduction de cinq modèles de lettres pour les sinistrés concernant des demandes de prolongation	COGITEXTE inc.	55
Traduction de contenu web concernant les séances d'information sur l'aide financière disponible pour les sinistrés touchés par la tempête Fiona	Traductions Terrance Hughes inc.	91
Traduction de documents entourant la préparation et réalisation d'un atelier sur la gestion des risques d'incidents maritimes à Kuujuaq	Wintranslation	2 751
Traduction de documents concernant un retour d'atelier sur la gestion des risques d'incidents maritimes à Kuujuaq	Wintranslation	702

Au 28 février 2023

Note : Exclut les mandats confiés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Communiqués trousse ADN	Traductions Guy Demers inc.	988
Traduction pour Curriculum Vitae	Traductions Guy Demers inc.	907

Au 28 février 2023

Note : Exclut les mandats confiés à Infrastructures technologiques Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Différents textes (2)	Anglocom inc.	725
Tableau (1)	Anglocom inc.	100
Communiqué directeurs police autochtone (1)	Anglocom inc.	160
Lettres (2)	Anglocom inc.	287
Formulaire activités policières (1)	Anglocom inc.	148
État de situation (1) corps policiers	Anglocom inc.	950
Lettres (24)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	1 094
Textes (21)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	1 601
Rapport d'inspection DVIEI (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	2 904
Guides (2)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	6 309
Formulaires (2)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	764
Questionnaire (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	920
Communiqués divers (4)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	250
Communiqués aux directeurs de police (4)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	204
Documents (4)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	957
Entente (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	432
Tableau (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	675

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Différents règlements législatifs (14)	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Fonds des biens et des services)	4 416
Décret (1)	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Fonds des biens et des services)	97
Paragraphe inondations (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	16
Lettres (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	136
Ententes (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	1 772
Documents (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	433
Formulaires (7)	Traductions Terrance Hughes inc.	2 053
Liste (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	814
Communiqués aux directeurs de police (29)	Traductions Terrance Hughes inc.	3 865
Rapports inspection de corps de police (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	3 494
Guide de pratiques policières (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	261
Tableau (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	437
Textes (4)	Traductions Terrance Hughes inc.	488
Programme sur la violence conjugale (1)	Services linguistiques Versacom inc.	525
Document (1)	Services linguistiques Versacom inc.	455
Textes (10)	Cogitexte inc.	461

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 12 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2022-2023. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Communiqués aux directeurs de police (10)	Cogitexte inc.	745
Lettres (5)	Cogitexte inc.	182
Ententes (2)	Cogitexte inc.	835
Questionnaires (2)	Cogitexte inc.	792
Communiqué (1)	Cogitexte inc.	65
Formulaires (3)	Cogitexte inc.	128
Feuillet (1)	Cogitexte inc.	230
		41 180

Au 28 février 2023

Note : Exclut les mandats confiés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 :	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023
----------------------	--

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
1020 Route de l'Église, Québec	Fin du bail 8215-B12 - Fin entente d'occupation
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Proposition ouverte numéro 1 (Divers travaux de réparation)
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Nettoyage COVID-19
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Proposition ouverte numéro 2 (Divers travaux de réparation)
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Retrait des autocollants syndicaux
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Proposition ouverte numéro 3 (Divers travaux de réparation)
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Proposition ouverte numéro 4 (Divers travaux de réparation)
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Ajout d'entreposage
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Installation d'une plaque de métal sur clôture de la cour du H2 gauche
1055 Rue Talbot, Sherbrooke	Divers travaux de réparation
110 Avenue Jacques-Cartier, Montmagny	Interventions local RC 01.2 - Local transitoire
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers appels de service pour réparation de vitres (vandalisme)
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Remplacement d'une caméra défectueuse sur ancien système
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Réparation de fenêtre Local P3-119
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Reconstruction de la porte pour la cellule-atelier
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Appels de service pour problèmes touchant le panneau d'alarme-incendie
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Appel de service pour le serrurier

11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Travaux liés au vandalisme
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Réparations diverses suite au vandalisme
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Travaux de réparation pour porte de cellule réalisé le 13 avril 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Remplacement de miroirs en aluminium en cellules (non-métalliques)
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers appels de service pour réparation de vitres (vandalisme)
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Remplacement des tablettes des cellules P1-131 et P1-133
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Désinfection correctif facturable - Avril 2022 (COVID)
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Installation électrique pour une nouvelle sècheuse au 11900 Armand-Chaput
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Installation de 39 protecteurs en stainless pour réchauds de cuisine
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Nettoyage des conduits de sècheuses des secteurs
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers travaux de réparation - vandalisme vitrerie
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Location d'un conteneur alimentaire réfrigéré
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Fournir et procéder à l'installation de 5 verrous sur les portes SA-111
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Correctif suite à l'émeute du 2 juillet 2022, Secteur S2
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Réparations diverses suite au vandalisme
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Travaux exécutés dû à l'émeute du 19 juillet 2022 dans le secteur S3
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Nettoyage COVID - Juillet 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Nettoyage URGENCES - Janvier à Juin 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Nettoyage URGENCES - Juillet 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers travaux de réparation - vandalisme vitrerie
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Urgences - Août 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Réparations diverses suite au vandalisme
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Désinfection COVID correctif facturable - Août 2022

11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers travaux de réparation - vandalisme vitrerie
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Sécurisation des 12 portes coulissantes des secteurs S
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Évaluation des coûts pour ajout alarme sonore et lumineuse
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Urgences - Septembre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Désinfection COVID - Septembre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Désinfection COVID - Mai-Juin 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Réparations diverses suite au vandalisme
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Désinfection correctif facturable COVD - Octobre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Urgences facturables - Octobre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Désinfection correctif facturable COVID - Novembre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Urgences facturables - Novembre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers travaux de réparation - vandalisme vitrerie
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Réparations diverses suite au vandalisme
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Désinfection correctif facturable - Décembre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Urgences facturables - Décembre 2022
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers travaux de réparation - vandalisme vitrerie Pointe-aux-Trembles
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Divers travaux de réparation - vandalisme vitrerie Michelois
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Ajout de 3 passes plats dans le SA-170
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Remplacement de la caméra dans le SA-104
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	Remplacement de fenêtre intérieures au 11900
11900 Avenue Armand-Chaput, Montréal	1728-01 Modernisation du système de surveillance
124 Route 132, Percé	Désinfection COVID - du 1 avril 22 au 31 mai 2022
124 Route 132, Percé	Retrait des autocollants de grève à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment

1395 Rue Daniel-Johnson, Saint-Hyacinthe	Prise réseau défectueuse dans le bureau RC-03
1680 Boulevard Saint-Joseph, Drummondville	Remplacer miroir extérieur de la sécurigare
1680 Boulevard Saint-Joseph, Drummondville	Relogement MSP Probation (aménagement MJQ CAVAC)
170 Rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	MSP- 170- Remplacement systèmes de surveillance par caméra et d'enregistrement
1701 Rue Parthenais, Montréal	Installation d'une prise d'urgence et Travaux à réaliser dans plusieurs locaux
1701 Rue Parthenais, Montréal	Nettoyage de frigos - Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale
1701 Rue Parthenais, Montréal	Aménagement locaux et remplacement syst. refroidissement instrument analyse DRX
1701 Rue Parthenais, Montréal	Nettoyage de 20 chaises de bureau
1701 Rue Parthenais, Montréal	Branchement d'un circulateur sur l'alarme de la centrale Duberger
1701 Rue Parthenais, Montréal	Entretien spécifique dans la salle de tir
1701 Rue Parthenais, Montréal	Travaux à effectuer dans les locaux 12.14C, 12.21 et 12.20
19 Rue House, Whapmagoostui	Nouveau bail - Relocalisation DSPC - Aménagement
2 Avenue Du Palais, Rouyn-Noranda	Nettoyage cellule #3 - Palais de Justice Rouyn-Noranda
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Réparation des portes de l'armurerie
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Installation permanente de l'aéroscope
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Ancrage au sol des tables et bancs - pavillon F
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Modification des portes extérieures
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Ajout d'un lecteur optique pour la barrière principale
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Installation prise électrique BC123 - futur bureau chef de service
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Installation barbelés - cours extérieures CBD et CBG
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Modification dans la grande salle parloir sans contact
2 Boulevard de la Salette, Saint-Jérôme	Installation d'un nouveau circuit électrique - Keywatcher
200 Rue des Négociants, Rimouski	Désinfection COVID - du 1er avril au 31 mai 2022

200 Rue des Négociants, Rimouski	Fournir et installer bancs et quincaillerie (services carcéraux) à fixer au sol
200 Rue des Négociants, Rimouski	Correction facturation - Fournir et installer bancs et quincaillerie à fixer
200 Rue des Négociants, Rimouski	Retrait des affiches syndicales
200 Rue des Négociants, Rimouski	Réparation et nettoyage suite à un feu dans une cellule
200 Rue des Négociants, Rimouski	Mise à jour du système de surveillance et ajout de nouvelles caméras
200 Rue Saint-Marc, Joliette	Télé avertisseurs fiche technique
200 Rue Saint-Marc, Joliette	Vitre de cellule brisée à remplacer
200 Rue Saint-Marc, Joliette	Ajout de caméras supplémentaires - quartier cellulaire
200 Rue Saint-Marc, Joliette	Remplacement du système de contrôle de clôture - PJJ
25 Rue de Martigny, Saint-Jérôme	Remplacement du système de surveillance par caméras
2525 Boulevard Laurier, Québec	Frais d'exploitation spéciale lié à l'installation de borne de recharge MSP B04
2525 Boulevard Laurier, Québec	Frais d'exploitation spéciale à la suite de l'installation de bornes de recharge
2525 Boulevard Laurier, Québec	Changement de tapis et peinture au 5e étage MSP
2525 Boulevard Laurier, Québec	Postes de police du Nunavik -PPN
2800 Boulevard Saint-Martin, Laval	Installation de caméras supplémentaires - quartier cellulaire
300 Boulevard Jean-Lesage, Québec	Réparation du panneau de métal dans la cellule 1
300 Boulevard Jean-Lesage, Québec	Installer un lave-vaisselle
375 Rue King, Sherbrooke	Enlever recouvrements vitraux "mika" guérite de contrôle bloc cellulaire
3800 Avenue Cusson, Saint-Hyacinthe	Réaménagement et transfert espace entre MSP et MJQ au Palais de justice
3800 Avenue Cusson, Saint-Hyacinthe	Palais de justice temporaire
382 Avenue Saint-Jérôme, Matane	Mise à jour du système de surveillance dans le quartier cellulaire
3950 Boulevard Harvey, Saguenay	Réaménagement bureau
400 Montée Saint-François, Laval	Mitigeur de douche - côté EF

400 Montée Saint-François, Laval	Remettre à neuf ou remplacement 2 douches - Bât. 6, KL
400 Montée Saint-François, Laval	Installation 3 prises réseaux - bâtiment 6 local 6-1-25
400 Montée Saint-François, Laval	Installation dalle de béton - abri bus
400 Montée Saint-François, Laval	Remplacement du système vidéo - ajout de caméras
400 Montée Saint-François, Laval	Installation de détecteur de monoxyde de carbone - bâtiment 13
400 Montée Saint-François, Laval	Installation prise réseau et électrique - 6 cubicules au parloir
400 Montée Saint-François, Laval	Escalier extérieur - 3ième étage
400 Montée Saint-François, Laval	Nettoyage et désinfection - cellule E12
400 Montée Saint-François, Laval	Ajout toilette et lavabo - bull pen 2 - local 9-1-4
400 Montée Saint-François, Laval	Évaluation des coûts pour modification de locaux - Admission
400 Montée Saint-François, Laval	Travaux - mise en service du Centre de formation correctionnel
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination COVID - Février 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Diverses réparations pour bris occasionnés par les détenus - Avril 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Installation fixe Aéroscope
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination - Avril 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Retrait des autocollants syndicaux
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Changement du frigo dans le secteur A2
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination - Mai 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Remplacer frigo secteur G2
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Diverses réparations pour bris occasionnés par les détenus - Mai 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Préparation documents AO Entretien ménager
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Déplacer tableau classe SO-113
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Changement du frigo secteur B1

400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Remplacement image dans le moniteur SSC-13
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Entretien adoucisseur lave-vaisselle
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Désouder plaque frigo secteur H1
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination COVID - Septembre 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Diverses réparations pour bris occasionnés par les détenus - Juin 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination COVID - Juillet 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination COVID - Aout 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Bris occasionnés par les détenus - Août 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Bris occasionnés par les détenus - Septembre 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Rallonger tuyauterie équipement cuisine
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination COVID - Novembre 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Bris occasionnés par les détenus - Octobre 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Bris occasionnés par les détenus - Novembre 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Décontamination COVID octobre 2022
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Remplacer réfrigérateur G3
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Bris occasionnés par les détenus -mois décembre-vandalisme
400 Rue Auber, Sorel-Tracy	Bris occasionnés par les détenus -mois Février 2023-vandalisme
405 Rue Volta, Québec	Protecteurs palettiers, recouvrement de néon, garde-corps, postes de recharge
450 Boulevard Gouin, Montréal	Validation de faisabilité d'installation nouveaux locaux Visio comparution
455 Rue du Marais, Québec	Nettoyage COVID-19 - MSP SécC
484 Avenue de l'Hôtel-de-Ville, Chandler	Remplacement des boutons paniques
500 Rue de la Faune, Québec	Sécurisation et contrôle portes de l'infirmierie
500 Rue de la Faune, Québec	Sécurisation plinthes des secteurs d'hébergement

500 Rue de la Faune, Québec	Remplacer un lit et un banc carcéraux
500 Rue de la Faune, Québec	Remplacement serrure bureau des agents du F2
500 Rue de la Faune, Québec	Modifications à l'infirmierie
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Mai 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 mai 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Systèmes de caméras des Établissements de détention et des quartiers cellulaires
500 Rue de la Faune, Québec	Ajout de barbelés dans la cour 3
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Juin 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 juin 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Ajout de caméras - secteur féminin
500 Rue de la Faune, Québec	Retirer des autocollants syndicaux
500 Rue de la Faune, Québec	Modification meuble frigo
500 Rue de la Faune, Québec	Installation d'un lit carcéral à l'infirmierie
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Juillet 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 juillet 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Août 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 août 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Fournir et installer des strapontins
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Septembre 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 septembre 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Octobre 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 octobre 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Novembre 2022

500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 novembre 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Décembre 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 décembre 2022
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Janvier 2023
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 janvier 2023
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Février 2023
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 février 2023
500 Rue de la Faune, Québec	Vandalisme - Mars 2023
500 Rue de la Faune, Québec	Désinfections COVID-19 mars 2023
500 Rue de la Faune, Québec	Ajout de câblage et de prises réseaux et électriques
500 Rue de la Faune, Québec	Extraction de données - Coupure d'eau
500 Rue de la Faune, Québec	Installation de 18 cases d'armes
500 Rue de la Faune, Québec	Asphaltage cours ateliers - Établissement de détention de Québec (EDQ)
5199 Rue Sherbrooke, Montréal	Frais d'exploitation spéciale à la suite de l'installation de bornes de recharge
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Entretien des ASSC (alimentation statique sans coupure)
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Fournir 10 clefs (AE5 et AE9)
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Passer un fil de téléphone
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Remplacement d'un lampadaire endommagé
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux service entretien réparation avril
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Retrait des autocollants Centre détention Roberval
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Clés Medeco (5)
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Déplacement de la voûte des stupéfiants
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Obtention de 6 clés

555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Fournir 1 clé SKD 183
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Installation d'un four COMBI cuisine AL-215
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Désinfection COVID-19
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Installation d'une plaque à frire
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Déplacement d'un écran de surveillance
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Remplacement d'un gicleur
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le services d'entretien et réparation - Mai 2022
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Nouvelle clé SKD-86
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Retrait des autocollants syndicaux dans les vestiaires
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation août 2022
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation septembre 2022
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation octobre 2022
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation novembre 2022
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation décembre 2022
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation janvier 2023
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Retrait autocollants guérites et aux soins de santé
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Déplacement
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Déplacement d'un écran au contrôle central - Établissement de détention de Roberval (EDR)
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Colmatage du plancher de la laverie
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Fournir 2 boutons d'urgence et 5 bracelets
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Entretien des alimentations statiques sans coupure (ASSC)
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation
555 Boulevard Horace-J.-Beemer, Roberval	Travaux effectués par le service d'entretien et réparation juillet

604 Siuralikuut Street, Kuujjuaq	Analyse immobilière Palais justice Kuujjuaq
604 Siuralikuut Street, Kuujjuaq	Analyse immobilière Palais justice Kuujjuaq
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Installation d'un nouveau verre carcéral résistant au feu
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Désinfection COVID
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Retrait des autocollants syndicaux
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Déplacement écrans de contrôle
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Fuite de drain
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Refoulement d'égout dans l'air de vie du C2 et C3
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Déboucher toilettes et lavabos dans cellules C3-101 et C3-102
65 Boulevard Vigneault, Sept-Îles	Clés Medeco
660 Makiuk Street, Kuujjuaq	4 nouveaux logements à Kuujjuaq
660 Makiuk Street, Kuujjuaq	Rénovation des 2 logements en plomberie, chauffage, changer finis intérieurs
661 Siuralikuut Street, Kuujjuaq	Remplacement du système de surveillance par caméras
674 Boulevard René-Lévesque, Québec	Location amphithéâtre - 1er mars 2023 de 8h00 à 17h30
700 Boulevard René-Lévesque, Québec	Relocalisation du Secrétariat - Milieu de travail axé sur les activités (MTAA)
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation des murs secteur D1
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Désinfection COVID - Avril 2022
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Désinfections COVID - billets d'avril 2022
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Désinfections COVID - (3 mai au 13 mai 2022)
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Désinfection COVID - Mai-Août 2022
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Robinet bouché et/ou restreint
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Enlever les autocollants liés aux moyens de pression des agents correctionnels
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Modifications électriques pour le branchement d'un nouveau four et plomberie

71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Désinfection COVID - Mai-Août 2022
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Désinfection COVID Détention
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Débloquer toilettes et urinoirs
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation du passe-plat
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation mur de ciment dans le H2
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation d'un trou dans le calorifère au H2
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation grille dans le H2
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation céramique cassée dans le H3
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation du passe document
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Désinfection COVID-19
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Sécuriser une plaque de métal avec des vis anti-vandales cellule 27
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Boucher un trou dans le grillage de la salle commune au H3
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Drain de douche bouché au H2
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Déboucher deux toilettes des bullpens
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Déboucher lavabo du S1
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Réparation d'un trou dans le mur de la salle de bain au R36C
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Toilette bouchée au H1
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Déboucher toilette au D1
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Remplacement fenêtres Contrôle Central
71 Avenue Mance, Baie-Comeau	Remplacement fenêtres admission
725 Rue Harvey, Alma	Installation de casiers local des constables
730 Route Amamatuak, Puvirnituq	Ajout du local de l'intervenant judiciaire du ministère de la Justice (MJQ)
730 Route Amamatuak, Puvirnituq	Ajout du local de l'intervenant judiciaire du MJQ

75 Rue Saint-Francois, Gatineau	MSP-75- Remplacement des systèmes de surveillance par caméra et d'enregistrement
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	MSP – 75 - Modification à la porte BY.502
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Réparation prise réseau Local DA-125
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Remplacement de la vitre de la porte de cellule DB.119
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	MSP - 75- accès P3-P8
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	MSP – 75 – Ancrage tablette cellule 118
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Remplacement de fenêtre
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	MSP – 75 Prise réseau local BC. 123 P2
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Remplacer un détecteur incendie au CD 2 dans la cellule 224
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Remplacer une vitre au B2-226
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Installation tablettes, crochet anti-suicide, réparations plusieurs murs
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Déboucher 3 toilettes et le tuyau principale
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Débloquer la toilette au B2-221,120 et vérifier refoulement des toilettes au B1
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	MSP – 75 - fenêtre BC.109 parloir
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Remplacer la vitre de la porte de cellule BC.222, secteur CD2-F, pavillon 2
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Porte brisée - vestiaire homme pavillon 2
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Remplacer la vitre cellule BB.319 secteur B3
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Équipement cuisine
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Lit superposés D3-209-211
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	MSF- 75 - Colmater trou au B3-320,réparer mur au B2-226, AG2-212
75 Rue Saint-Francois, Gatineau	Vitrage
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus: Juillet 2022
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus: Août 2022

7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus: Septembre 2022
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus - Octobre 2022
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus - Novembre 2022
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus - Décembre 2022
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus - Janvier 2023
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus - Février 2023
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Bris occasionnés par les détenus - Mars 2023
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Modification Panorama Ecran Controle Central
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Travaux à la guérite pavillon 3
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Demande libération espaces pour local ouvrier SQI
7600 Boulevard Parent, Trois-Rivières	Remplacement de bâtiment modulaire temporaire
800 Boulevard Gouin, Montréal	Débordement d'égout - Cour G
800 Boulevard Gouin, Montréal	Travaux suite vandalisme
800 Boulevard Gouin, Montréal	Remplacement des barbelés dans la cour du A
800 Boulevard Gouin, Montréal	Troubles dans le panneau d'incendie au B5
800 Boulevard Gouin, Montréal	Commande ouverte pour serrurerie
800 Boulevard Gouin, Montréal	Commande ouverte pour travaux divers
800 Boulevard Gouin, Montréal	Commande ouverte pour vandalisme
800 Boulevard Gouin, Montréal	Ajout de 2 caméras dans les salles de consultation
800 Boulevard Gouin, Montréal	Installation de caméra dans la cours extérieure BL
800 Boulevard Gouin, Montréal	Installation colonnette dans le bureau ev-351
800 Boulevard Gouin, Montréal	Ajout de moniteur dans le secteur J
800 Boulevard Gouin, Montréal	Licences supplémentaires IP Génétéc

800 Boulevard Gouin, Montréal	Ajout de caméras dans le secteur F
800 Boulevard Gouin, Montréal	Réparation de mailles de clôture de la cour du D
800 Boulevard Gouin, Montréal	Modification des passe-plats au GG8
800 Boulevard Gouin, Montréal	Installation d'un conduit dans le FP - Fibre optique
800 Boulevard Gouin, Montréal	Vandalisme
800 Boulevard Gouin, Montréal	Vandalisme
800 Boulevard Gouin, Montréal	Divers travaux de réparation suite au vandalisme
800 Boulevard Gouin, Montréal	Aménagement du local FN-238 du CU
800 Boulevard Gouin, Montréal	Vandalisme
800 Boulevard Gouin, Montréal	Installation des boutons de panique - Locaux CG-104, FN-230 et FN-234
800 Boulevard Gouin, Montréal	Changement des serrures des passe-plats au GG8
800 Boulevard Gouin, Montréal	Remplacement du lexan des locaux AN-022, BC-020, B8-300 et G3
800 Boulevard Gouin, Montréal	Proposition de coût pour travaux faits en décembre par l'Entrepreneur Serbec
800 Boulevard Gouin, Montréal	Proposition de coût pour commande ouverte - matériel
800 Boulevard Gouin, Montréal	Proposition de coût pour commande ouverte - travaux divers
800 Boulevard Gouin, Montréal	Proposition pour réparation des cellules en récupération
800 Boulevard Gouin, Montréal	Expertise des fenêtres
800 Boulevard Gouin, Montréal	Modernisation du système de surveillance et mise à niveau du local Victor 3 (J)
800 Boulevard Gouin, Montréal	Cellules en récupération
800 Boulevard Gouin, Montréal	Sécurisation du plafond des salles Visio
835 Boulevard René-Lévesque, Québec	Câbles Cat 6 pour relier équipements du local SS-33 à la passerelle et au RC26A
850 Rue Hart, Trois-Rivières	Remplacement système d'enregistrement vidéo quartier cellulaire
851 3e Rue, Amos	Entreposage temporaire mobilier du DPCP local EDA1

87 Boulevard Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle	Désinfection COVID-19 -1er avril 22 au 31 mai 2022
87 Boulevard Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle	Retrait des autocollants syndicaux
87 Boulevard Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle	Installation prises électriques, réseaux et téléphoniques
87 Boulevard Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle	Désinfection COVID - Avril - Mai - 2022
87 Boulevard Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle	Sécurisation de deux cellules doubles
878 Rue de Tonnancour, Trois-Rivières	Ajout boutons panique et d'ouverture de porte
891 3e Rue, Amos	Fournir 3 clés et cartes pour accéder au palais et au bureau de la Direction des services professionnels
902 Route 111, Amos	Désinfection COVID-19 du 12 mars au 21 mars dans divers secteurs
902 Route 111, Amos	Désinfections COVID-19 dans divers secteurs entre le 30 mars et 5 avril 2022
902 Route 111, Amos	Désinfections demandées en date du 8 et 10 avril 2022 dans divers secteurs
902 Route 111, Amos	Désinfections COVID-19 demandées divers secteurs les 21, 24, 27 et 30 avril 2022
902 Route 111, Amos	Changement du verre thermos 6mm carcéral cassé par la cellule C3-103 et A1-202
902 Route 111, Amos	Réparer revêtement plancher dans cellule capitonnée le 9 mai 2022
902 Route 111, Amos	Désinfections demandées COVID-19, divers secteurs en date du 7 et 11 mai 2022
902 Route 111, Amos	Déboucher la toilette de la cellule D2-201
902 Route 111, Amos	Déboucher la toilette de la cellule S3-102
902 Route 111, Amos	Désinfection demandée COVID-19, cellule A2-205
902 Route 111, Amos	Désinfection COVID-19 effectuée le 20 juin 2022
902 Route 111, Amos	Placarder fenêtre cellule A1-202 en attendant thermos CSQI-90644
902 Route 111, Amos	Désinfection demandée le 1er juillet 2022
902 Route 111, Amos	Désinfection COVID, cellule C2-103 le 10 juillet 2022
902 Route 111, Amos	Désinfection des cellules 202 et 203, secteur A
902 Route 111, Amos	Désinfection des cellules

902 Route 111, Amos	Désinfections effectuées cas de COVID du 3 au 5 août 2022
902 Route 111, Amos	Désinfections COVID-19 période 29 juillet, 10 et 11 août 2022
902 Route 111, Amos	Désinfection COVID-19 le 15 août 2022
902 Route 111, Amos	Acte de vandalisme - Évaluation sur la vitre de la porte de cellule E1-104
902 Route 111, Amos	Désinfection COVID le 2 sept. 2022 cellule C1-101
902 Route 111, Amos	Désinfections COVID 8 sept. 2022, cellules A2-206 et A2-102, 437001 et 437078
902 Route 111, Amos	Modification de la serrure de la porte AL-111
902 Route 111, Amos	Serrures passe-plats cellules D3-106 et D3-206
902 Route 111, Amos	Fenêtre C-4 réparée avec du contre-plaqué
902 Route 111, Amos	Désinfection COVID Secteur S3-101
902 Route 111, Amos	Enlever les étiquettes sur les véhicules et les bâtiments
902 Route 111, Amos	Désinfection de la cellule S3-101
902 Route 111, Amos	Déboucher des toilettes bouchées et réparer un gicleur selon divers CSQI
902 Route 111, Amos	Désinfection COVID secteur Secteur C1, cellules 100, 101, 141, 143
902 Route 111, Amos	MSP acquisition et déménagement des bâtiments du FSRS Amos
902 Route 111, Amos	Désinfection secteur admission cellule 104
902 Route 111, Amos	Désinfections
902 Route 111, Amos	Déboucher toilettes et lavabo
902 Route 111, Amos	Déboucher une toilette bloquée au soin de santé S3-102 le 18 novembre 2022
Inukjuak	Location d'un logement pour les travailleurs
Kangiqsualujjuaq	Location logement pour les travailleurs
Puvirnituq	Location d'un logement pour les travailleurs
Salluit	Location d'un logement pour les travailleurs

Au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l’objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

a) Concours « Chapeau les filles ! » et son volet « Excelle Science »

b) Le prix « Sécurité incendie » récompense une élève inscrite à l’un des programmes suivants : Intervention en sécurité incendie de la formation professionnelle ou techniques de sécurité incendie. Une bourse de 2 000 \$ accompagne ce prix.

c) Le concours « Chapeau, les filles! » et son volet « Excelle Science » visent à souligner le travail et les efforts des femmes inscrites à un programme de formation professionnelle ou technique qui mène à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin.

d) N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.		
LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Campagne de publicité relative au Service d'immatriculation des armes à feu Au 28 février 2023 Objectif général : Sensibiliser les propriétaires d'armes à feu sans restriction à l'importance et l'obligation d'immatriculer leurs armes auprès du Service d'immatriculation des armes à feu du Québec.	Master Promotions, Cogitexte inc., Littera traitement personnalisé de vos textes, Anne McBryde Traduction, Anglocom inc, Traductions Terrance Hughes inc., ExpoCité, Agence Polka inc., Salon Expo Nature, Solotech inc., Éditions Le Téléphone Rouge inc.	6 961
Capsules de prévention des incendies sur les médias sociaux 10 capsules publiées en 2022-2023 Objectif général : Sensibiliser la population québécoise à avoir un rôle préventif aux risques d'incendies en étant vigilants et responsables dans leurs comportements.	Facebook	2 246
Semaine de la prévention des incendies 2022 – « Le premier responsable c'est toi! » 9 au 15 octobre 2022 Objectif général : Promouvoir les comportements sécuritaires à adopter au quotidien afin de prévenir les incendies.	Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec, Cossette Média inc, Anne McBryde Traduction, Graphica Impression inc., Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Gestion Tokyo inc., Facebook	45 995
Campagne sur la sensibilisation à la préparation aux sinistres Été 2022, Sondage réalisé et mars 2023 placements publicitaires à venir Objectif général : Sensibiliser la population à la nécessité de se préparer à faire face aux sinistres, entre autres, aux inondations et à adopter des comportements responsables face aux différents aléas.	Stratégie organisation et méthode SOM inc., Merlicom inc., TraductionsTerrance Hughes inc.	7 996
Campagne sur la sensibilisation à l'exploitation sexuelle des mineurs Au 28 février 2023 Objectif général : Sensibiliser les jeunes et leurs parents aux pièges et aux conséquences de l'exploitation sexuelle.	Cossette Média inc., Centre d'acquisitions gouvernementales, Segma Recherche, Éditions Le Téléphone Rouge inc. Anne McBryde Traduction	76 479

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.		
LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Semaine de la prévention de la criminalité – « La concertation en action : pour des milieux de vie plus sécuritaires » 6 au 12 novembre 2022 Objectif général : Sensibiliser la population québécoise aux enjeux liés à la prévention de la criminalité. Souligner les initiatives locales menées par ceux et celles qui oeuvrent dans le milieu policier ou communautaire et qui agissent auprès des populations vulnérables.	Facebook, Cogitexte inc.	1 638
Stratégie d'attraction de recrutement de policiers autochtones Été 2022 Objectif général : Promouvoir la formation AEC en technique policière autochtone	Cossette Média, inc.	36 470
Semaine de la sécurité civile – « Ma sécurité : ma responsabilité! » 1 ^{er} au 7 mai 2022 Objectif général : Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer à faire face à un éventuel sinistre et de les conscientiser au fait qu'ils sont les premiers responsables de leur sécurité lors de situations d'urgence. Les ménages sont incités à préparer un plan familial d'urgence et d'avoir en réserve une trousse d'urgence comprenant les articles essentiels pour subsister pendant un minimum de 3 jours.	Facebook, Cossette Média inc., Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 294
Semaine de la police - « Mieux se comprendre : la police et le citoyen » Du 15 au 21 mai 2022 Objectif général : C'est l'occasion de mieux comprendre le travail quotidien de ceux et celles qui assurent votre sécurité. La population est invitée à aller à la rencontre des policiers et policières de leur localité et à participer à des activités de la Semaine de la police. Se familiariser avec l'approche de police communautaire et échanger avec des membres du service de police sur des sujets qui préoccupent la population.	Facebook, Anglocom inc.	1 300

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.		
LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Stratégie d'attraction du personnel Automne 2022 et hiver 2023 Objectif général : Campagne de recrutement concernant différents corps d'emploi associés au ministère de la Sécurité publique, entre autres, constable spéciaux et cuisiniers en établissement de détention.	Facebook, Jean-François Gravel Photographe, Université du Québec à Rimouski, Graphica Impression inc., Éditions Le Téléphone Rouge inc., Pulsation, Chambre de commerce et d'industrie du Québec, INEO inc., Événement Carrières Nationale inc., Fédération québécoise des municipalités, Evenbrite Canada inc., Université de Sherbrooke, Salon Carrière Québec, Immigrant Québec, Cégep Abitibi-Témiscamingue, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, WBNBC Le meilleur réseau mondial de contacts d'affaires inc., Université Laval, Université du Québec à Trois-Rivières, Cégep St-Hyacinthe	35 277

Au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Depuis le 1^{er} avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif. 29 membres du personnel sont affectés à la Direction des communications pour le MSP.
- b)** Le montant dépensé par la direction est de 436 671 \$.
- c)** Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.
- d)** I.C.I. Influence Communications inc.
Revue de presse électronique et les transcriptions : 10 670,43 \$
Revue de presse écrite : 21 872,77 \$
- e)** Voir réponse au point d). Il nous est impossible de distinguer les montants investis par le cabinet du reste du ministère. Les factures sont globales et payées centralement.

Au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 18 : **Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2022-2023 chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2023-2024.**

Pour l'année financière 2022-2023, un montant total de 12 624 037\$ \$ a été octroyé pour mettre en œuvre certaines recommandations du Rapport de la Commissions d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) visant le ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 19 : Concernant le rapport Rebâtir la confiance, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

- a. Le budget prévu en 2022-2023;
- b. Le budget dépensé en 2022-2023;
- c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;
- d. Les investissements prévus en 2023-2024.

Le 23 avril 2021, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de deux des mesures prioritaires annoncées :

Mesures	Crédits alloués en 2022-2023 en M\$
6. Ajouter des effectifs au sein des corps de police et des services correctionnels	5,90
A4. Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police autochtones	1,50

Le 20 juin 2022, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027 (SIV). Cette stratégie comprend 58 actions et représente un investissement total de plus de 462 M\$ sur cinq ans.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 19 : Concernant le rapport Rebâtir la confiance, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

- a. Le budget prévu en 2022-2023;
- b. Le budget dépensé en 2022-2023;
- c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;
- d. Les investissements prévus en 2023-2024.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de dix actions de la SIV. Cinq de ces actions se sont vues allouer des crédits spécifiques pour l'année 2022-2023 :

Mesures	Crédits alloués en 2022-2023 en M\$
31. Implanter progressivement les bracelets antirapprochements en contexte de violence conjugale.	2,1
32. Ajouter des effectifs policiers en matière de violence conjugale et de violence sexuelle.	5,73
33.Appuyer les initiatives des corps de police autochtones en matière de soutien aux victimes de violence sexuelle et d'encadrement des agresseurs à toutes les étapes du continuum d'intervention.	0,57
37. Actualiser les connaissances des corps de police en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	0,04
45. Poursuivre en continu les activités du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	0,14

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 20 : Concernant le rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

- a. Le budget prévu en 2022-2023;**
- b. Le budget réellement dépensé en 2022-2023;**
- c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;**
- d. Les investissements prévus en 2023-2024.**

Afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, le gouvernement du Québec a dévoilé le 3 décembre 2021 son Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs - Briser le cycle de l'exploitation sexuelle.

Dans celui-ci, une somme de 29 966 328 \$ a été allouée pour la mise en œuvre des mesures en 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 22 : Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels DACOR), veuillez nous indiquer : l'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2023, les sommes prévues 2022-2023, les sommes réellement investies en 2022-2023, les prévisions des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2027, edt l'échéancier des travaux de réalisation du programme.

La phase d'exécution du premier projet du programme (Horizon-Initial) ainsi que la phase de planification du deuxième projet (Horizon-Logistique) ont été autorisées le 19 octobre 2021 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

-Dépense réelle d'avril 2022 à février 2023 : 2 817,8 k\$;

-Étape de la réalisation :
Déploiement et mise en service des fonctionnalités en cours.

-Le projet initial se terminera en août 2023.
Pour plus d'information : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

FINANCEMENT OU SUBVENTION À DES ORGANISMES	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
TOTAL	918 729
Kapatakan Gilles Jourdain	746 109
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc.	109 070
Société de criminologie du Québec	63 550

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 :	105 150 610 \$
--	----------------

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	
VOLET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	2 000 000 \$
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	50 000 \$
Travailleurs de rue de La Tuque	50 000 \$
L'Éveil, ressource communautaire en santé mentale	50 000 \$
PIaMP	50 000 \$
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	50 000 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	50 000 \$
Travail de rue Repentigny	50 000 \$
Travail de rue Lavaltrie	50 000 \$
Travail de rue le TRAJET	50 000 \$
Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	50 000 \$
Le Pacte de Rue	50 000 \$
Le Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	50 000 \$
LaRue Bécancour	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaires à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$
Bénéficiaire à déterminer d'ici le 31 mars 2023	50 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
VOLET POLICIER	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	1 438 554 \$
Ville de Montréal	503 016 \$
Conseil des Mohawks d'Akwesasne	4 381 \$
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon	438 \$
Ville de Blainville	6 370 \$
Ville de Bromont	2 278 \$
Ville de Châteauguay	5 367 \$
Ville de Deux-Montagnes	4 807 \$
Gouvernement de la Nation Crie	729 \$
Ville de Gatineau	51 331 \$
Ville de Granby	7 549 \$
Administration régionale Kativik	4 875 \$
Nation naskapie de Kawawachikamach	908 \$
Ville de L'Assomption	4 080 \$
Ville de Laval	80 972 \$
Ville de Lévis	2 647 \$
Ville de Longueuil	174 043 \$
Conseil des Atikamekw de Manawan	294 \$
Ville de Mascouche	265 \$
Régie de police de Memphrémagog	1 780 \$
Ville de Mirabel	196 \$
Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais	5 247 \$
Ville de Québec	53 817 \$
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	37 357 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	11 807 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	7 471 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Ville de Repentigny	6 096 \$
Ville de Saguenay	48 710 \$
Ville de Saint-Eustache	9 093 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	12 064 \$
Ville de Saint-Jérôme	10 563 \$
Ville de Sherbrooke	32 973 \$
Ville de Terrebonne	6 146 \$
Ville de Trois-Rivières	20 884 \$
Info-Crime	160 000 \$
Échec au crime	160 000 \$

PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE PAR LES SPORTS, LES ARTS ET LA CULTURE (Budget CENTAURE)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	1 495 000 \$
POSA / Source des Monts	75 000 \$
Fondation Evens Guercy	75 000 \$
Action Jeunesse St-Pie X	75 000 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	75 000 \$
Fondation Santé Urbaine	75 000 \$
Maison d'Haïti	75 000 \$
Conseil des Atikamewk d'Opiticiwan	75 000 \$
DOD Basketball	75 000 \$
Les YMCA du Québec	75 000 \$
Maison des Jeunes Le Chemin Faisant	75 000 \$
Travail de rue Île de Laval	75 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Ville de Montréal - Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	70 000 \$
Les Ballons Intensifs	75 000 \$
Coopérative de Solidarité Multisports Plus	75 000 \$
Ville de Montréal - Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension (Prévention par le sport)	75 000 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	75 000 \$
Nos Jeunes à Cœur	75 000 \$
Patro Villeray, centre de loisirs et d'entraide	75 000 \$
Carrefour Jeunesse Emploi	75 000 \$
Drummondville Sports inc.	75 000 \$

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE TRAVAIL DE RUE EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ (NOUVEAU PROGRAMME)	
ORGANISME	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	4 600 000 \$
Corporation de la Maison des jeunes de Trois-Pistoles	115 000 \$
En tout C.A.S.	115 000 \$
Maison des jeunes de Matane	115 000 \$
Tandem-Jeunesse	115 000 \$
Comité du Travail de rue d'Alma	115 000 \$
Service de Travail de rue de Chicoutimi	115 000 \$
Toxic-Actions	115 000 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	115 000 \$
Pilier Jeunesse	115 000 \$
Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement P.E.C.H.	115 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec	115 000 \$
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	115 000 \$
SQUAT Basse-Ville	115 000 \$
TRAIC Jeunesse	115 000 \$
TRIP jeunesse Beauport	115 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Le Trâsh - Travail de rue à Shawinigan	115 000 \$
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	115 000 \$
Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	115 000 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	115 000 \$
AJOI	115 000 \$
En marge 12-17	115 000 \$
Plein Milieu	115 000 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	115 000 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	115 000 \$
Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	115 000 \$
Spectre de Rue inc.	115 000 \$
Travail de rue action communautaire	115 000 \$
Arrimage Jeunesse	115 000 \$
Groupe IO	115 000 \$
Centre de dépannage des Nords-Côtiers	115 000 \$
Le Carrefour employabilité - Travail de rue	115 000 \$
Maison des jeunes de Beauce-Sartigan	115 000 \$
Réseau d'Entraide des Appalaches	115 000 \$
Travail de rue de l'Île de Laval	115 000 \$
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	115 000 \$
L'Écluse des Laurentides	115 000 \$
L'Inter Section MRC d'Acton	115 000 \$
Macadam Sud	115 000 \$
La Piaule Centre-du-Québec inc.	115 000 \$
Répit Jeunesse	115 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME PRÉVENTION JEUNESSE	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	1 500 000 \$
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	125 000 \$
Mesures alternatives jeunesse de Laval	125 000 \$
Justice alternative du Suroît	125 000 \$
Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	125 000 \$
Corporation de développement communautaire ICI Montmagny-L'Islet	125 000 \$
Centre Hébergement Multiservices Mirabel	125 000 \$
Centre de santé et de services sociaux de Tsukuminu Kanani - Communauté de Natashkuan	125 000 \$
Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	125 000 \$
Les YMCA du Québec	125 000 \$
Maison des Jeunes de Repentigny	125 000 \$
Mesures Alternatives jeunesse de Frontenac	125 000 \$
Table de concertation petite enfance et jeunesse de Lachine	125 000 \$

FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISMES ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS RECOMMANDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	1 700 000 \$
Évasion St-Pie X	50 000 \$
La Maison Marie-Frédéric	25 000 \$
Projet L.U.N.E	25 000 \$
RAP jeunesse des Laurentides	25 000 \$
TRAIC jeunesse	50 000 \$
TRIP jeunesse Beauport	25 000 \$
Le Trâsh - Travail de rue Shawinigan	50 000 \$
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	25 000 \$
Dopamine	75 000 \$
En marge 12-17	25 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
L'Anonyme	125 000 \$
Le Projet Harmonie	50 000 \$
PACT de rue	25 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	25 000 \$
RAP Jeunesse	25 000 \$
Travail de rue action communautaire	25 000 \$
Les YMCA du Québec (Programme Premier Arrêt)	25 000 \$
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	25 000 \$
Travail de rue le Trajet	25 000 \$
Travail de rue - Secteur Brandon	25 000 \$
L'Écluse des Laurentides	25 000 \$
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	25 000 \$
Le 2159 (Groupe action nouvelle vie)	75 000 \$
Macadam Sud	25 000 \$
La Piaule Centre-du-Québec Inc.	25 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	50 000 \$
SQUAT Basse-Ville	25 000 \$
Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	25 000 \$
La maison des jeunes St-Rémi inc.	25 000 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	25 000 \$
LaRue Bécancour Inc.	25 000 \$
C.A.C.T.U.S. Montréal	100 000 \$
Équipe R.D.P.	100 000 \$
Réseau Intersection	75 000 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (IUJD)	150 000 \$
Travail de rue Saint-Jean-sur-Richelieu	50 000 \$
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	50 000 \$
Spectre de rue Inc.	50 000 \$
Point de rue de Trois-Rivières et Nicolet-Yamaska	25 000 \$

¹ Il s'agit des montants recommandés. Nous sommes en attente de l'approbation des recommandations de financement par les autorités et de l'autorisation du Conseil du trésor pour les subventions de plus de 50 k\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023(\$)
SOUS-TOTAL FINANCEMENT RÉGULIER	1 375 000 \$
Mirabel	75 000 \$
Municipalité de Saint-Prime	37 600 \$
Ville de Cowansville	55 000 \$
Ville de Saint-Pie	37 600 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	37 500 \$
Ville de Varennes	75 000 \$
Ville de Dorval	37 500 \$
MRC de La Matanie	37 500 \$
Ville de Saint-Gabriel	37 600 \$
Ville de Boisbriand	75 000 \$
Ville de Gaspé	75 000 \$
MRC du Témiscouata	75 000 \$
MRC des Maskoutains	75 000 \$
MRC de La Matapédia	75 000 \$
Ville de Blainville	75 000 \$
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	50 000 \$
Ville de Beauharnois	60 000 \$
Ville de Val-des-Sources	75 000 \$
MRC de La Côte-de-Gaspé	10 000 \$
Ville de Beloeil	45 000 \$
Ville de Saint-Colomban	75 000 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	37 500 \$
MRC Robert-Cliche	75 000 \$
MRC d'Argenteuil	50 000 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	17 200 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

SOUS TOTAL FINANCEMENT FONDS POUR BÂTIR DES COMMUNAUTÉS SÉCURITAIRES	500 000 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	25 000 \$
Ville de Gracefield	24 000 \$
MRC de Portneuf	75 000 \$
Ville de Saint-Antonin	37 500 \$
Ville de Granby	45 000 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	75 000 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	25 000 \$
MRC de Rivière-du-Loup	75 000 \$
Ville de Sainte-Catherine	68 500 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	50 000 \$

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	2 791 350 \$
Association des directeurs de police du Québec	85 000 \$
Blainville	9 450 \$
Bromont	9 450 \$
Châteauguay	14 400 \$
Deux Montagnes	7 200 \$
École nationale de police du Québec	105 000 \$
Gatineau	65 250 \$
Granby	19 800 \$
Laval	90 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Lévis	30 600 \$
Longueuil	96 750 \$
Memphrémagog	18 450 \$
Mirabel	12 600 \$
MRC Les Collines de l’Outaouais	13 500 \$
Québec	193 050 \$
Repentigny–L’ Assomption-Mascouche	33 750 \$
Richelieu-St-Laurent	44 100 \$
Roussillon	18 450 \$
Saguenay	43 650 \$
Saint-Eustache	14 850 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	29 700 \$
Saint-Jérôme	20 250 \$
Sherbrooke	48 600 \$
Montréal	1 655 000 \$
Terrebonne	33 750 \$
Thérèse-De Blainville	22 500 \$
Thetford-Mines	10 350 \$
Trois-Rivières	45 900 \$

1 Montant maximal prévu. En attente de l'autorisation du Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS CANNABIS	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	14 476 500 \$
Association des directeurs de police du Québec	85 000 \$
École nationale de police du Québec	92 000 \$
Gatineau	569 250 \$
Granby	379 500 \$
Laval	569 250 \$
Lévis	379 500 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	379 500 \$
Repentigny	379 500 \$
Châteauguay	379 500 \$
Terrebonne	379 500 \$
Blainville	125 000 \$
Longueuil	569 250 \$
L'Assomption	189 750 \$
Memphrémagog	189 750 \$
MRC des Collines de l’Outaouais	189 750 \$
Québec	1 538 000 \$
Richelieu-St-Laurent	379 500 \$
Saguenay	379 500 \$
Saint-Jérôme	379 500 \$
Sherbrooke	379 500 \$
Roussillon	345 000 \$
Montréal	5 840 000 \$
Trois-Rivières	379 500 \$

¹ Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	2 856 800 \$
Montréal	2 856 800 \$

¹ Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PROGRAMME ACCÈS TABAC	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	8 649 000 \$
Association des directeurs de police du Québec	85 000 \$
École nationale de police du Québec	67 000 \$
Gatineau	385 000 \$
Laval	385 000 \$
Longueuil	385 000 \$
Québec	385 000 \$
Richelieu-St-Laurent	250 000 \$
Roussillon	6 000 \$
Saguenay	385 000 \$
Memphrémagog	190 000 \$
St-Jérôme	385 000 \$
Sherbrooke	385 000 \$
Montréal	4 971 000 \$
Trois-Rivières	385 000 \$

¹ Montant maximal prévu. En attente de l'autorisation du Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

AUTRES BUDGET DE TRANSFERT	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	773 939 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	85 000 \$
École nationale de police du Québec (mesure SEXTO du Plan intimidation 2020-2025)	80 000 \$
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (budget de fonctionnement)	202 864 \$
Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) - Mesure disparition	100 000 \$
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (budget de fonctionnement)	206 075 \$
Réseau Enfants-Retour (RER) - Mesure disparition	100 000 \$
PARTAGE DES REVENUS PROVENANT DES COTISATIONS DE REVENU QUÉBEC	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	298 700 \$
Blainville	4 100 \$
Deux-Montagnes	600 \$
Gatineau	2 300 \$
Granby	600 \$
Laval	31 800 \$
Lévis	600 \$
Longueuil	54 000 \$
Mascouche	100 \$
Montréal	142 300 \$
Québec	39 800 \$
Roussillon	1 000 \$
Thérèse-De Blainville	600 \$
Repentigny	500 \$
Saguenay	12 800 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 :	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.
Saint-Eustache	600 \$
Saint-Jérôme	3 900 \$
Sherbrooke	500 \$
Terrebonne	600 \$
Trois-Rivières	2 000 \$

Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor.

PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INNOVATION ET AU DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES EXEMPLAIRES EN MATIÈRE POLICIÈRE (NOUVEAU PROGRAMME)	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	3 961 690 \$
Service de police de Saguenay	330 350 \$
Service de police de la Ville de Québec	350 000 \$
Service de police de la Ville de Granby	87 650 \$
Service de police de Sherbrooke	350 000 \$
Service de police de la Ville de Montréal	203 200 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	102 500 \$
MRC des Collines-de-l'Outaouais	62 640 \$
Service de police de la Ville de Lévis	69 400 \$
Service de police de Laval	158 650 \$
Service de police de la Ville de Repentigny	182 950 \$
Service de police intermunicipal de Terrebonne	350 000 \$
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	308 800 \$
Service de police de la Ville de Mirabel	147 900 \$
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	134 400 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	244 750 \$
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	248 500 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	132 500 \$
Service de police de Châteauguay	147 500 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	350 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

INITIATIVES FINANCÉES DANS LE CADRE DE LA RÉFORME POLICIÈRE	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	4 020 600 \$
Montréal	2 836 700 \$
Longueuil	1 183 900 \$

AJOUT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	7 937 029 \$
Blainville	113 670 \$
Bromont	145 000 \$
Châteauguay	145 000 \$
Gatineau	247 860 \$
Granby	107 370 \$
Lac des Deux-Montagnes	66 150 \$
L'Assomption	130 950 \$
Laval	290 000 \$
Lévis	140 715 \$
Longueuil	284 850 \$
Mascouche	129 510 \$
Memphrémagog	126 720 \$
Mercier	145 000 \$
Mirabel	94 770 \$
Montréal	1 160 000 \$
MRC des Collines-de-l'Outaouais	94 590 \$
Québec	435 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Richelieu Saint-Laurent	145 000 \$
Roussillon	145 000 \$
Saguenay	108 531 \$
Saint-Eustache	75 960 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	98 550 \$
Saint-Jérôme	145 000 \$
Sherbrooke	142 058 \$
Terrebonne	145 000 \$
Thérèse-de-Blainville	145 000 \$
Thetford Mines	145 000 \$
Trois-Rivières	143 280 \$
Repentigny	145 000 \$
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (mise en place et fonctionnement structure partagée)	675 000 \$
Abitiwinni	167 894 \$
Essipit	87 857 \$
Gesgapegiag	104 213 \$
Kahnawake	90 495 \$
Kawawachikamach	101 958 \$
Kebaowek	62 781 \$
Kitigan Zibi	84 000 \$
Lac Simon	133 529 \$
Listuguj	78 870 \$
Manawan	137 042 \$
Mashteuiatsh	184 242 \$
Odanak et Wôlinak	131 521 \$
Opitciwan	152 851 \$
Timiskaming	172 000 \$
Uashat	132 242 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
AJOUT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	1 667 500 \$
Gatineau	145 000 \$
Laval	145 000 \$
Lévis	72 500 \$
Longueuil	145 000 \$
Montréal	507 500 \$
Québec	217 500 \$
Richelieu Saint-Laurent	72 500 \$
Roussillon	72 500 \$
Saguenay	72 500 \$
Sherbrooke	72 500 \$
Terrebonne	72 500 \$
Trois-Rivières	72 500 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE ARMÉE : CENTAURE (axe répression - lutte contre trafic et violence armée)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	7 869 100 \$
Laval	1 200 000 \$
Longueuil	634 000 \$
Montréal	4 063 500 \$
Akwesasne	1 971 600 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
BUDGET - FONDS D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE LIÉE AUX ARMES À FEU ET AUX GANGS (FACVAFG)	
PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE PAR LES SPORTS, LES ARTS ET LA CULTURE	
ORGANISMES ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	1 500 000 \$
Le Projet Harmonie	75 000 \$
Événements Prima Danse	75 000 \$
Ville de Montréal : Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension (Un pont entre tous)	75 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce	75 000 \$
Maison de Jeunes L'Ouverture	75 000 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	75 000 \$
Centre des jeunes L'Escale de Montréal-Nord Inc.	74 993 \$
Maison de jeunes de Saint-Léonard	75 000 \$
Cirque Hors Piste	75 000 \$
Office municipal d'habitation de Montréal	75 000 \$
Motivaction Jeunesse	75 000 \$
L'Évasion St-Pie X	75 000 \$
Justice alternative du Suroît	75 000 \$
Macadam Sud	25 790 \$
Répit jeunesse	75 000 \$
Maison des jeunes Drummondville	69 993 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	75 000 \$
Nurrait Jeunes Karibus	74 866 \$
Fondation Nouveaux Sentiers	75 000 \$
Centre Mihawoso	75 000 \$
Nation naskapie de Kawawachikamach	54 358 \$

1- Les montants inscrit sont en cours d'approbation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

AUTRES BUDGETS DE TRANSFERT - FONDS D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE LIÉE AUX ARMES À FEU ET AUX GANGS (FACVAFG)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	4 388 524 \$
Service de police de la Ville de Québec (FACVAFG)	1 575 883 \$
Service de police de la Ville de Montréal (FACVAFG)	1 833 318 \$
Université de Montréal (FACVAFG)	7 500 \$
Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants - Programme Innovation et développement d'expertise (PIDE)	250 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité - Programme innovation et développement d'expertise (PIDE)	250 000 \$
Regroupement des centres amitiés autochtones du Québec - Programme Witcihitotan	200 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (FACVAFG)	18 525 \$
Université de Montréal (FACVAFG)	38 798 \$
Administration régionale Kativik - Mesure Campagne de sensibilisation	214 500 \$

SOUTIEN À LA CRÉATION ET À LA CONSOLIDATION D'ESPACES JEUNESSE (2M\$ CoSSUM) NOUVEAU PROGRAMME	
ORGANISMES ET ARRONDISSEMENTS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	2 000 000 \$
Arrondissement d'Achamps-Cartierville	75 000 \$
Table de concertation Bordeaux-Cartierville	52 400 \$
Maison des jeunes Le Squatt d'Achamps	7 500 \$
Arrondissement de Montréal-Nord	220 000 \$
Un itinéraire pour tous	59 400 \$
Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	105 000 \$
Arrondissement du Sud-Ouest	236 900 \$
Arrondissement de Villers-Saint-Michel-Parc-Extension	267 400 \$
Concertation Anjou	284 500 \$
Arrondissement de Saint-Léonard	480 000 \$
Office municipale d'habitation de Montréal	211 900 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

BUDGET COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (CSESM)	
PRÉVENTION JEUNESSE - VOLET TABLES RÉGIONALES DE CONCERTATION EN EXPLOITATION SEXUELLE (TRC-ES)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	1 000 000 \$
La Maison ISA-CALACS Saguenay / Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	125 000 \$
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille (CIASF)	125 000 \$
En marge 12-17	125 000 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de la Montérégie	125 000 \$
Centre d’aide aux victimes d’actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000 \$
Justice alternative du Suroît	125 000 \$
La Piaule du Centre-du-Québec inc.	125 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	125 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)1 2
SOUS-TOTAL	1 802 917 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	75 000 \$
L'Anonyme	73 245 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	75 000 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	71 320 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	68 250 \$
Maison Marie Frédéric	70 000 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	75 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	38 845 \$
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	62 500 \$
CALACS La Chrysalide	70 545 \$
Action Nouvelle Vie (le 2159)	75 000 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	52 815 \$
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	51 040 \$
YWCA Québec	37 500 \$
Sphère santé sexuelle globale	57 700 \$
Projet L.U.N.E	75 000 \$
Action prévention Verdun	68 775 \$
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille (CIASF)	71 250 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	68 100 \$
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles (CIVAS)	75 000 \$
La CLES	75 000 \$
YMCA Premier Arrêt	0 \$
Centre communautaire Petite-Côte*	68 250 \$
Spectre de rue*	72 840 \$
Le PIaMP*	70 052 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
CALACS l'espoir des Îles*	62 880 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.*	75 000 \$
La Rue Bécancour*	67 010 \$

1 Sous-réserve de l'approbation des recommandations de financement.
2 Six nouveau bénéficiaires ont été sélectionnés pour l'année financière 2022-2023 afin de comblé la disponibilité financière engendré par le transfert de plusieurs organismes vers le Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle.
Les recommandations de financement pour ces nouveaux bénéficiaires du PPI sont en cours d'approbation.
*Nouveaux bénéficiaires

PROGRAMME DE FINANCEMENT À LA MISSION EN EXPLOITATION SEXUELLE (PMES - NOUVEAU PROGRAMME)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	2 039 049 \$
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	113 272 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	113 273 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	113 274 \$
En Marge 12-17	113 275 \$
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	113 276 \$
SQUAT Basse-ville	113 277 \$
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	113 278 \$
Travail de rue le Trajet	113 279 \$
LaSortie	113 280 \$
Répit jeunesse	113 281 \$
Maison de Marthe	113 282 \$
MITAS	113 283 \$
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	113 284 \$
CALACS du Saguenay	113 285 \$
CALACS des rivières	113 286 \$
CALACS Coup de coeur	113 287 \$
CALACS Agression Estrie	113 288 \$
CALACS La Chrysalide	113 289 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP)	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	8 720 200 \$
Montréal	4 479 100 \$
Gatineau	641 800 \$
Laval	398 100 \$
Longueuil	464 300 \$
Québec	2 736 900 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE (EILP-J)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	1 256 200 \$
Montréal	364 800 \$
Gatineau	178 400 \$
Laval	169 800 \$
Longueuil	178 400 \$
Québec	364 800 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
AUTRES BUDGETS DE TRANSFERT - CSESM	
ORGANISATIONS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	2 368 000 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc. - Projet pilote d'intervention dans le cyberspace	175 000 \$
CIUSSS-CN - Formation spécialisées et non-spécialisés	233 000 \$
Fonds de recherche du Québec Société et culture - Projets de recherche sur l'exploitation sexuelle au Québec	1 500 000 \$
Fonds de recherche du Québec Société et culture - Projets de recherche sur l'exploitation sexuelle au Québec - volet autochtone	460 000 \$

FONDS POUR BÂTIR DES COMMUNAUTÉS SÉCURITAIRES (FBCS - NOUVEAU FINANCEMENT FÉDÉRAL)	
MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	5 743 855 \$
Montréal	2 628 098 \$
Gatineau	396 041 \$
Laval	707 699 \$
Longueuil	428 131 \$
Québec	627 265 \$
Sherbrooke	212 128 \$
Trois-Rivières	181 594 \$
Terrebonne	201 731 \$
Saguenay	190 516 \$
Lévis	170 652 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION	
ORGANISATIONS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	681 000 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	600 000 \$
Université de Sherbrooke-Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents*	36 000 \$
Cégep Édouard-Montpetit - Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation	45 000 \$

FINANCEMENT POUR LA PARTICIPATION DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À LA RÉALISATION DES VISIOCOMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	
CORPS DE POLICE MUNICIPAUX	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	703 732 \$
Service de police de L'Assomption/St-Sulpice	3 255 \$
Service de police de la Ville de Blainville	7 402 \$
Service de police de la Ville de Bromont	1 306 \$
Service de police de Châteauguay	8 328 \$
Service de police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	6 325 \$
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	6 155 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	34 911 \$
Service de police de la Ville de Granby	8 330 \$
Service de police de Laval	53 150 \$
Service de police de la Ville de Lévis	17 988 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	52 281 \$
Service de police de la Ville de Mascouche	6 068 \$
Régie de police de Memphrémagog	4 402 \$
Service de police de la Ville de Mercier	1 765 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Service de police de Mirabel	9 286 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	249 442 \$
Service de police de la Ville de Québec	70 547 \$
Service de police de Repentigny	11 136 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-St-Laurent	25 853 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	13 770 \$
Service de police de Saguenay	17 920 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke	20 544 \$
Service de police de la Ville de St-Eustache	5 468 \$
Service de police de St-Jean-sur-Richelieu	11 892 \$
Service de police de la Ville de St-Jérôme	9 602 \$
Service de police de la Ville de Terrebonne	17 418 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	9 313 \$
Service de police de Thetford Mines	3 084 \$
Service de police de Trois-Rivières	16 791 \$

Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue			
CORPS DE POLICE	Coûts de remplacement ¹ (\$)	Coûts de déplacement ² (\$)	Frais de formation ³
Régie de police de Memphrémagog	12 700 \$	465 \$	
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	11 000 \$	397 \$	
Service de police de la Ville de Granby	34 100 \$	376 \$	
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	39 900 \$	456 \$	
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	23 800 \$	503 \$	
Régie intermunicipale de police Roussillon	41 700 \$	426 \$	
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-laurent	64 000 \$	382 \$	
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	40 900 \$	467 \$	
Service de police de Châteauguay	34 800 \$	485 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.			
Service de police de Laval	163 100 \$	156 \$	
Service de police de la Ville de Blainville	27 800 \$	470 \$	
Service de police de la Ville de Bromont	13 600 \$	435 \$	
Service de police de la Ville de Lévis	41 600 \$	435 \$	
Service de police de la Ville de Mascouche	18 700 \$	1 226 \$	
Service de police de la Ville de Mirabel	12 100 \$	515 \$	
Service de police de la Ville de Mercier	17 800 \$	3 764 \$	
Service de police de l'agglomération de Longueuil	149 900 \$	131 \$	
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	34 700 \$	497 \$	
Service de police de L'Assomption Saint-Sulpice	11 700 \$	341 \$	
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	32 700 \$	538 \$	
Service de police de Repentigny	59 100 \$	365 \$	
Service de police de Saguenay	52 100 \$	1 064 \$	
Service de police de Sherbrooke	81 000 \$	406 \$	
Service de police de la Ville de Terrebonne	72 600 \$	406 \$	
Service de la sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	23 300 \$	1 061 \$	
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	67 300 \$	75 \$	
Service de police de la Ville de Gatineau	134 300 \$	950 \$	
Service de police de la Ville de Montréal	657 700 \$	1 352 \$	50 000 \$
Service de police de la Ville de Québec	206 700 \$	0 \$	
<i>SOUS-TOTAL (corps de police municipaux)</i>	<i>2 180 700 \$</i>	<i>18 144 \$</i>	<i>50 000 \$</i>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.			
Corps de police régional de Kativik	9 100 \$	48 510 \$	
Sécurité publique de Pakua Shipi	9 700 \$	27 544 \$	
Corps de police de Eeyou Eenou	6 700 \$	29 265 \$	
Police de Naskapi	7 000 \$	22 573 \$	
Corps de police de Timiskaming	7 000 \$	17 787 \$	
Service de police de Pikogan	9 100 \$	15 566 \$	
Service de police de Lac Simon	9 700 \$	13 862 \$	
Sécurité publique d’Uashat Mak Mani-Utenam	6 700 \$	16 299 \$	
Corps de police de Eagle Village	7 000 \$	15 437 \$	
Corps de police de Gesgapegiag	7 000 \$	15 394 \$	
Sécurité publique de Pessamit	9 700 \$	11 540 \$	
Corps de police de Listuguj	6 700 \$	13 171 \$	
Sécurité publique d’Opitciwan	6 700 \$	10 413 \$	
Sécurité publique de Wemotaci	9 700 \$	6 762 \$	
Corps de police de Kitigan Zibi	6 700 \$	8 685 \$	
Corps de police d'Essipit	6 700 \$	8 355 \$	
Service de police de Manawan	9 100 \$	5 412 \$	
Sécurité publique de Mashteuiatsh	6 700 \$	6 956 \$	
Mohawk Police Service de Akwesasne	7 000 \$	5 627 \$	
Peacekeepers de Kahnawake	7 000 \$	3 493 \$	
Corps de police de Wendake	7 000 \$	3 320 \$	
Corps de police des Abénaquis	7 000 \$	556 \$	
<i>SOUS-TOTAL (corps de police autochtones)</i>	<i>169 000 \$</i>	<i>306 527 \$</i>	
TOTAL	2 349 700 \$	324 671 \$	50 000 \$

¹ Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

² Idem

³ Idem

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

Formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social	
Financement 2022-2033 destiné à l'École nationale de police du Québec	312 000 \$

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VUS REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.		
ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Municipalité régionale de comté des Basques	Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité	Une demande similaire est financée dans le cadre du Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité.
Ville de Victoriaville	Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité	Une demande similaire est financée dans le cadre du Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité.
Corporation de l'Entre-Jeunes de Rivière-du-Loup	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Une demande identique est financée dans le cadre du Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité.
La Sortie	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	La demande ne répond pas aux critères d'admissibilité de l'organisation.
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Travailleurs de rue de La Tuque	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
L'Éveil, ressource communautaire en santé mentale	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Centre communautaire Espoir et Solidarité de Montréal-Nord	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	La demande ne répond pas aux critères d'admissibilité de l'organisation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Les Anges de l'Espoir ACI	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	La demande ne répond pas aux critères d'admissibilité de l'organisation.
PIaMP	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Travail de rue secteur Brandon	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Une demande identique est financée dans le cadre du Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité.
Travail de rue Repentigny	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Travail de rue Lavaltrie	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Travail de rue le TRAJET	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Passe-moi la puck	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas aux critères d'admissibilité de l'organisation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Mille et une rues	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Une demande identique est financée dans le cadre du Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité.
Le Pacte de Rue	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
Le Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
LaRue Bécancour	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien. Cette demande est financé dans le cadre du Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité.
CALACS Est Bas-Saint-Laurent	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Diversité 02	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Maison d'hébergement Le Rivage	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Maison Marie-Frédéric	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Projet L.U.N.E	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
YWCA de Québec	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
CALACS Trois-Rivières	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
CALACS Entraid'action de Shawinigan	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Centre d'amitié autochtone de la Tuque	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Les amis du monde	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
La CLES	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Le PIaMP	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
RAP Jeunesse	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Réseau Enfants-Retours	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Un toit pour elles	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
YWCA de Montréal	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
CALAS	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
CALACS Étoile du Nord	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Sphère Santé sexuelle globale	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.
Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Action jeunesse St-Pie X de Longueuil (Maison Kekpart)	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Le 2159 (Action nouvelle vie)	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
CALACS Unies-Vers-Toi	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle	La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs du FSPC.
Centre Socioéducatif Lasallien	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs du FSPC.
Inter Foot Montréal	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs du FSPC.
Conseil de la nation Anishnabe de Lac Simon	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs du FSPC.
Travail de Rue Île de Laval	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs du FSPC.
Original tatoué, café de rue	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	La demande de cet organisme sera répondue via un autre programme.
CALACS Longueuil Inc.	Fonds supplémentaire en prévention de la criminalité (FSPC)	L'aide financière demandée ne respecte pas les objectifs du FSPC.
24H ChronoSports	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Les services de main-d'œuvre l'Appui	Programme Prévention jeunesse	La demande ne répond pas à l'ensemble des critères d'évaluation du programme.
CALACS Entraid'action de Shawinigan et CALACS de Trois-Rivières	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Équijustice Trois-Rivières	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Tandem Mauricie	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Centre d'initiatives pour le développement communautaire l'Unité	Programme Prévention jeunesse	La demande ne répond pas à l'ensemble des critères d'évaluation du programme.
Fondation Leski	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Le regroupement des organismes mandataires du programme Tandem	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Maison des jeunes Rivière-des-Prairies	Programme Prévention jeunesse	La concertation n'est pas admissible au programme. Un seul organisme dans le mécanisme de
Montréal Autochtone	Programme Prévention jeunesse	La demande ne répond pas à l'ensemble des critères d'évaluation du programme.
Mouvement jeunesse Montréal-Nord (Café-Jeunesse Multiculturel)	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Nous faisons ce que nous pouvons (Organisation NSK)	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Vivre Saint-Michel en santé	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Table de concertation jeunesse Montréal Nord	Programme Prévention jeunesse	La demande ne répond pas à l'ensemble des critères d'évaluation du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville	Programme Prévention jeunesse	La demande ne répond pas à l'ensemble des critères d'évaluation du programme.
Prévention CDN-NDG	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Table de développement social de la Vallée-de-la-Gatineau	Programme Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Passe-moi la puck	Programme Prévention jeunesse	L'organisme n'est pas admissible au programme.
Arrondissement de Saint-Laurent	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Les projets déposés par cet arrondissement n'ont pas été financés en raison d'une non disponibilité financière.
Arrondissement d'Achimsic-Cartierville	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Trois projets font l'objet d'un financement dans cet arrondissement. Un des projets déposés n'a pas été financé, puisque le besoin a finalement été répondu via un des trois projets financés.
Arrondissement de Verdun	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Cet arrondissement n'a pas été priorisé lors de la sélection des projets, puisqu'il ne faisait pas partie des arrondissements les plus touchés par la violence armée en 2021-2022 (SPVM).
Arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Cet arrondissement n'a pas été priorisé lors de la sélection des projets, puisqu'il ne faisait pas partie des arrondissements les plus touchés par la violence armée en 2021-2022 (SPVM).
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Projets déposés non financés, car cet arrondissement n'a pas été priorisé lors de la sélection des projets.
Arrondissement Lachine	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Cet arrondissement n'a pas été priorisé lors de la sélection des projets, puisqu'il ne faisait pas partie des arrondissements les plus touchés par la violence armée en 2021-2022 (SPVM).
Arrondissement de Ville-Marie	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Projets déposés non financés, car cet arrondissement n'a pas été priorisé lors de la sélection des projets.
Arrondissement de Montréal-Nord	Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse (2M\$ CoSSUM)	Projet d'envergure pour lesquelles les sommes disponibles ne permette de combler le besoin.
Commissaire à la lutte contre la corruption	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Le projet ne répond pas à l'ensemble des critères d'évaluation du programme.
Service de police de la Ville de Blainville	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Deux des trois projets déposés par le Service de police de la Ville de Blainville n'ont pas été retenus pour financement. En effet, l'un d'eux ne répondait pas à l'ensemble des critères d'évaluation du programme et l'autre était déjà en partie répondu via une autre mesure.
Corps de police des Abénakis	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Après discussion auprès de la DAPA, il a été convenu de ne pas donner suite à leur projet, car leur demande peut être en partie répondue à partir d'un levier déjà existant, soit l'entente tripartite entre le corps de police des Abénakis, le MSP et le gouvernement fédéral.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Le Service de police de la Ville de Saint-Eustache nous a avisé qu'il ne pouvait aller de l'avant avec un de leurs projets déposés.
Service de police intermunicipal de Terrebonne	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Ce projet ne peut être financé, car l’organisation a déjà atteint le montant maximal pouvant être alloué dans le cadre du programme. Nous avons décidé de financer le projet de création d'un centre de concertation et d’intervention de proximité plutôt que celui-ci en raison d’une
Kitigan Zibi Police Service	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Après discussion auprès de la Direction des affaires policières autochtones (DAPA), il a été convenu de ne pas donner suite à leurs projets, car leurs demandes peuvent être en partie répondue à partir d'un levier déjà existant, soit l'entente tripartite entre Kitigan Zibi Police
Direction de la police de Trois-Rivières	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Le projet ne respecte pas les critères d’admissibilité du programme.
Service de police de la Ville de Québec	Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière	Ce projet ne peut être financé, car l’organisation a déjà atteint le montant maximal pouvant être alloué dans le cadre du programme. Nous avons décidé de financer le projet « Bonification de l’équipe santé mentale et itinérance » plutôt que celui-ci en raison d’une

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 23 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 : 106 719 148 \$

SUBVENTIONS AD HOC

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 28 février 2023 (\$)
Administration régionale Kativik (ARK)	293 486
Association de sécurité civile du Québec	11 000
Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	10 000
Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ)	45 000
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ)	7 500
Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS)	50 000
Avalanche Québec (incluant la contribution du MEQ)	90 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excellence – Science	2 000
Ville de Montréal	7 942

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES¹ (incluant les budgets en provenance du Fonds d'électrification et de changements climatiques et du Fonds du Plan Nord)

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023 (\$)
Aguanish - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	93 443
Baie-Johan-Beetz - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	57 836
Bastiscan – Travaux de stabilisation de talus visant la prévention des risques liés aux glissements de terrain fortement rétrogressifs dans la secteur de la rue des Brumes	250 000
Bastiscan – Travaux de stabilisation de talus visant la prévention des risques liés aux glissements de terrain fortement rétrogressifs dans la secteur du ruisseau Veillet	230 000
Blainville – Travaux préventifs de stabilisation de talus le long du secteur sud du ruisseau " sans nom ", compris entre la rue de Clervaux au nord et l'autoroute 640 au sud	300 000
Bonne-Espérance - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	150 000
Coaticook - Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations	2 000 000
Consultants Ropars inc. – Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au ministère de la Sécurité publique (MSP) et au ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)	103 000
Fermont - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	183 122
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (localité de Radisson) - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	121 910
Îles-de-la-Madeleine - Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur de la falaise de Cap-aux-Meules	1 400 000
Îles-de-la-Madeleine - Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière pour le secteur de La Grave	510 200
Îles-de-la-Madeleine - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur La Martinique	4 000 000

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2023. Ces budgets excluent les frais de fonctionnement pour la Direction du soutien à la réduction des risques de sinistres et la Direction de la planification gouvernementale en sécurité civile de la Direction générale de la prévention et de la planification (DGPP) du Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie.

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023 (\$)
Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Mouvement de terrain dans les sols argileux au Québec - Volets analyse et instrumentation	195 000
Lasalle NHC inc. – Modélisation numérique des conditions hydrosédimentaires	100 000
Longueuil - Projet pilote pour la mise en œuvre d'une démarche régionale de gestion des risques de sinistre	75 000
Maria – Mise en œuvre d'une mesure de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières au centre-ville	1 000 000
Matane - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Matane-sur-Mer	10 800 000
Matane - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Petit-Matane	12 000 000
Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) – Inventorier, documenter et localiser des événements historiques liés à des aléas naturels - Phase 3	101 045
Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) – Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques	240 000
Montréal-Est - Soutien financier pour la mise en place de comités mixtes de municipalités et industries sur la gestion des risques liés aux matières dangereuses	12 500
MRC de La Matapédia - Projet pilote pour la mise en œuvre d'une démarche régionale de gestion des risques de sinistre	75 000
Natashquan - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	151 342
Notre-Dame-du-Portage - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la route du fleuve à l'ouest du quai	7 571 391
Pointe-aux-Outardes – Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Labrie	200 000
Rivière-au-Tonnerre - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	144 235
Sainte-Anne-des-Monts - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières	11 000 000

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023 (\$)
Saint-Augustin - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	257 976
Sainte-Flavie – Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur du centre-ville	1 500 000
Sainte-Luce – Déplacement ou versement d'une allocation de départ concernant les propriétaires de vingt résidences pour la prévention des risques de sinistres associés à l'érosion et à la submersion côtières	265 000
Sainte-Luce - Réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques	151 000
Sainte-Luce - Réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques - Phase 2	6 600 000
Sainte-Thérèse - Travaux préventifs de stabilisation de talus le long du secteur sud du ruisseau Charron, entre la rue du Ruisseau à l'ouest et la rue de la Renaissance à l'est	1 500 000
Sept-Îles - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur des plages	5 954 854
Sept-Îles - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur Matamec	10 000 000
Sept-Îles - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans les secteurs Gallix et Val-Marguerite	17 000 000
SOPFEU-MRNF-MSP - Entente particulière pour un agent de protection des Zones Nordique - Interentité	130 464
Tête-à-la-Baleine - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	150 000
Université de Montréal (UdeM) – Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - pôle société	400 000
Université Laval (UL) – Compréhension du comportement des rivières en hiver et mesures de gestion des risques liés aux inondations	275 000
Université Laval (UL) – Développement de méthodes, de données et d'outils en soutien à la démarche de production d'un portrait du risque lié aux inondations et d'anticipation de ces dernières - volet génie civil - Phase 2 (ORACLE-1)	280 000
Université Laval (UL) – Développement de solutions géoinformatiques pour soutenir la mise en valeur et l'exploitation des données d'historiques de catastrophes naturelles au Québec	100 000

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023 (\$)
Université Laval (UL) – Glissement fortement rétrogressifs : investigation et modélisation numérique	120 000
Université Laval (UL) – Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 1 : Terrain et laboratoire	87 500
Université Laval (UL) – Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 2 : Modélisation numérique	87 500
Université Laval (UL) – Problème de suffosion et formation de cavité naturelle dans sols naturels	200 000
Université Laval (UL) – Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - pôle physique	400 000
Université Laval (UL) – Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - pôle physique - Projet 2	100 000
Université Laval (UL) – Risques liés aux inondations dans des municipalités	275 000
Université Laval (UL) – Suivi biologique des sites de recharge de plage	120 000
Université McGill – Évaluation du dommage moyen pour le risque résidentiel dans la vallée du Saint-Laurent (Gatineau à Québec)	80 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière et à la submersion côtière	550 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Évaluation préliminaire du risque lié aux inondations - EPRI 3	120 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Outils d'aide automatisés pour l'identification des zones fluviales sujettes à l'obstruction et la constriction - Application à Rivière-du-Loup (CONSTRUCTOR)	61 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Programme de suivi environnemental de recharges de plage réalisés dans l'estuaire et le golf du Saint-Laurent	284 480
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures exposés du Québec maritime : 2022-2023	750 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi environnemental des côtes du Québec maritime : 2019-2022	1 200 000

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023 (\$)
Université du Québec à trois-Rivières (UQTR) - Analyse de stabilité - Saint-Fabien	62 422
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) - Concertation des parties prenantes et acceptabilité sociale dans le contexte des projets d'atténuation des risques associés aux aléas côtiers	75 000

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL¹

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 28 février 2023 (\$)
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	82 817
MRC d'Acton	29 255
MRC d'Antoine-Labelle	86 402
MRC d'Argenteuil	61 864
MRC d'Arthabaska	65 598
MRC de D'Autray	-
MRC d'Avignon	48 647
MRC de Beauce-Sartigan	48 473
MRC de Beauharnois-Salaberry	72 494
MRC de Bécancour	30 485
MRC de Bellechasse	62 598
MRC de Bonaventure	20 620
MRC de Brome-Missisquoi	115 563
MRC de Caniapiscau	14 520
MRC de Charlevoix	54 710

¹ Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2023.

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 28 février 2023 (\$)
MRC de Charlevoix-Est	60 761
MRC de Coaticook	40 473
MRC de Drummond	32 019
MRC de Joliette	42 279
MRC de Kamouraska	24 039
MRC de La Côte-de-Beaupré	14 520
MRC de La Côte-de-Gaspé	76 827
MRC de La Haute-Côte-Nord	60 083
MRC de La Haute-Gaspésie	35 700
MRC de La Haute-Yamaska	29 991
MRC de La Jacques-Cartier	20 479
MRC de La Matanie	43 890
MRC de La Tuque	16 605
MRC de l'Abitibi	46 940
MRC de l'Abitibi-Ouest	47 561
MRC de l'Assomption	13 926
MRC de L'Érable	101 307
MRC Deux-Montagnes	19 170

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2022 AU 28 février 2023 (\$)
MRC La Matapédia	32 816
MRC La Mitis	44 773
MRC La Nouvelle-Beauce	51 245
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	57 186
MRC La Vallée-de-l'Or	38 295
MRC La Vallée-du-Richelieu	41 769
MRC Lac-Saint-Jean-Est	64 838
MRC Le Domaine-du-Roy	79 332
MRC Le Fjord-du-Saguenay	95 108
MRC Le Granit	25 197
MRC Le Haut-Richelieu	75 896
MRC Le Haut-Saint-François	49 632
MRC Le Haut-Saint-Laurent	41 445
MRC Le Rocher-Percé	23 667
MRC Le Val-Saint-François	48 790
MRC Les Appalaches	75 000
MRC Les Basques	27 887

MRC	1^{ER} AVRIL 2022 AU 28 février 2023 (\$)
MRC Les Chenaux	48 972
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	55 641
MRC Les Etchemins	52 396
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	23 412
MRC Les Jardins-de-Napierville	59 412
MRC Les Laurentides	47 707
MRC Les Maskoutains	75 557
MRC Les Pays-d'en-Haut	30 572
MRC Les Sources	17 606
MRC L'Île-d'Orléans	19 774
MRC L'Islet	68 074
MRC Lotbinière	56 499
MRC Maguerite-D'Youville	21 333
MRC Manicouagan	38 112
MRC Maria-Chapdelaine	59 697
MRC Maskinongé	56 679
MRC Matawinie	95 631
MRC Mékinac	52 790

MRC	1^{ER} AVRIL 2022 AU 28 février 2023 (\$)
MRC Memphrémagog	63 233
MRC Minganie	-
MRC Montcalm	1 250
MRC Montmagny	30 503
MRC Nicolet-Yamaska	67 267
MRC Papineau	65 832
MRC Pierre-de-Saurel	20 933
MRC Pontiac	30 539
MRC Porneuf	45 832
MRC Rimouski-Neigette	26 174
MRC Rivière-du-Loup	88 254
MRC Beauce-Centre	37 927
MRC Rouville	51 639
MRC Rouyn-Noranda	66 902
MRC Sept-Rivières	12 538
MRC Témiscaming	55 172
MRC Témiscouata	22 050
MRC Thérèse-de-Blainville	-
MRC Vaudreuil-Soulanges	40 599

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 24 : Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant :
a) coûts pour l'exercice 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024;
b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF;
c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs;
d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.

	Projet de développement informatique (\$)	Évolution TI (\$)	Opérations (prise d'inventaire) (\$)	Dépenses communications (\$)	Autres dépenses (\$)	Total (\$)
Coûts estimés pour l'exercice 2022-2023 ¹ :		80 000 \$	4 619 629 \$	12 465 \$		4 712 094 \$

¹ Les coûts représentent une projection au 31 mars 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2023

Nombre de demandes d'immatriculation qui ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	739 422
Nombre d'armes à feu sans restriction inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF)	1 548 290

Au 28 février 2023

Note : Nombre d'armes à feu inscrites au FIAF inclut indistinctement les demandes d'immatriculation transmises en ligne ou par la poste.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 26 : Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu
--

Lors de la mise en place du Fichier d'immatriculation des armes à feu, le ministère de la Sécurité publique a fixé à au moins 1,3 million le nombre d'armes à feu à être immatriculées au 31 mars 2021. Cet objectif a été atteint en octobre 2020. Au 28 février 2023, 1,55 million d'armes à feu sans restriction étaient inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 27 : Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2023.

Notons que seules les armes à feu sans restriction, soit les armes d'épaule principalement utilisées pour la chasse, sont visées par la Loi sur l'immatriculation sur les armes à feu (LIAF). Selon les données provenant du Système canadien d'information relativement aux armes à feu fournies par le Bureau du contrôleur des armes à feu au 28 février 2015, 1,6 million d'armes à feu sans restriction étaient enregistrées sur le territoire du Québec lors de la suppression de l'obligation d'enregistrer les armes sans restriction au Québec.

Dans ce contexte, il est difficile d'estimer précisément le nombre total d'armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec en date d'aujourd'hui. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) a été mis en place.

L'abolition du registre fédéral a créé une discontinuité dans la mesure du nombre d'armes à feu sans restriction en circulation au Québec. Cependant, plus les propriétaires d'armes à feu demandent l'immatriculation de leurs armes comme le prévoit la loi, plus le portrait se précise. Au 28 février 2023, 1 548 290 armes à feu sans restriction étaient inscrites au FIAF.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

<p>QUESTION 28 : Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire ::</p> <p>a) Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet;</p> <p>b) Le nombre d'armes saisies en 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023. Veuillez ventiler l'information par région;</p> <p>c) La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.</p>
--

<p>Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits</p>
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 29 : Nombre d'amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

Cette question relève de la responsabilité du ministère de la Justice

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 30 : Concernant l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2022-2023 :
a. La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année;
b. Pour chacune des mesures, les investissements en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

L'annonce du 20 octobre 2020 comprenait des montants alloués pour plusieurs exercices financiers. Ces montants se déclinaient comme suit :

- 1.** 27,6 M\$ sur trois ans pour la mise en œuvre de certaines mesures du Plan d'action québécois de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, dont le financement est assuré par le Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement du Canada, répartis de la façon suivante :
- Près de 7,5 M\$ pour la mise en place d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu par la Sûreté du Québec (SQ);
 - Près de 12,0 M\$ pour la création d'équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions en lien avec le crime organisé par la SQ;
 - 4,2 M\$ pour la poursuite des activités de l'équipe Quiétude et pour la mise en place de l'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui vise à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;
 - 3,9 M\$ pour la création d'une équipe dédiée à la lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (projet MALSAIN) par le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

Pour les exercices financiers 2020-2021 à 2022-2023, les sommes allouées s'élèvent à un peu plus de 27,4 M\$:

- 7,3 M\$ pour la mise en place d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu par la Sûreté du Québec (SQ);
- 11,7 M\$ pour la création d'équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions en lien avec le crime organisé par la SQ;
- 4,5 M\$ pour la poursuite des activités de l'équipe Quiétude/EMAF du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);
- 3,9 M\$ pour le projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

L'équipe mise en place en 2019 par la SQ afin de s'attaquer au trafic d'armes à feu a été intégrée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) qui relève de la Sûreté du Québec (SQ). Les équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions poursuivent leurs activités tel que prévu, tout comme le projet MALSAIN du SPVQ. La réaffectation des membres de l'équipe Quiétude dans les différentes escouades du SPVM s'est fait parallèlement à la création de la nouvelle Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) qui a repris le mandat de l'équipe Quiétude d'intervenir de façon ciblée sur les individus à risque de recourir à la violence par armes à feu.

2. 32,5 M\$ sur cinq ans annoncés dans le Budget 2020-2021 | Un Québec ambitieux.

Vous référer aux cahiers de l'étude des crédits de la SQ pour connaître les détails.

3. 4,5 M\$ provenant de la distribution annuelle du produit des biens confisqués à la suite d'activités criminelles, versés dans le cadre de l'exercice 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 31 : **Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir :**

- a) Le nombre de nouveaux effectifs policiers;**
- b) Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes;**
- c) La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale;**
- d) Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements;**
- e) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers;**
- f) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés;**
- g) Le bilan et les résultats en 2022-2023.**

A) Le nombre de nouveaux effectifs policiers :
En 2022-2023, la Stratégie Centaure permet de financer l'équivalent de **143 policiers** au sein des équipes suivantes : l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA), les différentes équipes et escouades régionales mixtes au sein de la structure de lutte contre le crime organisé de la Sûreté du Québec (SQ), l'Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu (ELTA), l'Équipe multidisciplinaire sur les armes à feu (EMAF) et les Équipes multidisciplinaires dans les écoles en prévention dans les milieux à risque (EMIE) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), les équipes d'enquêtes sur les dossiers de meurtres et disparitions liés au crime organisé de la SQ, le projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) et l'Équipe dédiée aux armes à feu dans l'escouade du crime organisé du Service de police de la Ville Laval (SPL).

B) Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes :
Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas de données concernant les intervenants spécialisés au sein des équipes.

C) La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le Laboratoire de sciences juridiques et de médecine légale (LSJML) & D) Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements:
Aucun

E) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers :
L'une des mesures du Plan d'action 2019-2023 élaboré dans le cadre du Fonds d'action de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), qui s'inscrit dans la Stratégie Centaure, vise le développement par l'École nationale de police du Québec (ENPQ) d'un programme de formation à l'intention des policiers en matière d'application des lois sur les armes à feu. Cette mesure bénéficie d'un budget de 658 838 \$ de 2019-2020 à 2022-2023, dont 344 892 \$ en 2022-2023.

F) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés
Le MSP ne détient pas cette information.

G) Le bilan et les résultats en 2022-2023 : voir les réponses aux questions des fiches QP1-032, QP1-033, QP1-034, QP1-036, QP1-037, QP1-038, QP1-039, QP1-078 et QP1-079, QP1-111 et QP1-112

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 32 :	<p>Concernant l'axe 1 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a. L'état d'avancement des travaux ;b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;c. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;d. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;e. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.f. Les résultats des actions pour cet axe.
----------------------	--

<p>Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE.</p> <p>Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes (plutôt que 4 tel qu'annoncé le 24 septembre 2021) puisque les 2 premiers axes ont ensuite été regroupés en un seul afin de créer une synergie entre toutes les initiatives dans le cadre d'une vision commune et concertée. Ces 3 axes sont maintenant les suivants:</p> <p>Axe 1 est "prévention", axe 2 est "répression" et axe 3 est "acquisition de connaissances et compétences". La réponse à la QP1-32 portera donc sur la prévention.</p> <p>* Conséquemment, les réponses aux questions C), D) et E) se retrouvent dans la fiche QP1-033 puisque les initiatives visées se situent dans l'axe 2 (Répression) de la Stratégie Centaure.</p> <p>A. État d'avancement des travaux :</p> <p><i>Mesures liées au Fonds d'action contre la violence armée et les gangs (FACVAFG)</i></p> <p>Le Plan d'action 2019-2023 de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, élaboré dans le cadre du FACVAFG, en est à sa quatrième et dernière année.</p> <p>Les mesures réalisées dans le cadre du Plan d'action sont au nombre de 4 : l'amélioration de la sécurité urbaine, le programme de mobilisation communautaire autochtone, le projet travailleur de rue autochtone ainsi que le Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC).</p>

Mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain

Les autres mesures de l'axe prévention de la Stratégie CENTAURE regroupent le soutien aux grandes municipalités du Québec (Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires (FBCS)) et celles destinées aux organismes communautaires et ont toutes été mises en oeuvre en 2022-2023. Les résultats de ces mesures pourront être détaillés en 2023-2024. Ces mesures sont :

- La réalisation de plan de sécurité urbaine adapté à chacune des dix plus grandes municipalités du Québec (Montréal, Laval, Québec, Lévis, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières, Terrebonne, Saguenay et Longueuil dans le cadre du FBCS);
- Le développement et la mise en oeuvre d'un programme de soutien à la mission pour les organismes de travail de rue (Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité);
- La bonification des action visant le renforcement des facteurs de protection chez les jeunes cumulant divers facteurs de risque et de vulnérabilité (PPDSAC);
- La mise en place d'un budget permettant de soutenir les arrondissements de la Ville de Montréal afin d'assurer et de maintenir un climat sécuritaire dans les espaces publics fréquentés par les jeunes (Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais);
- La poursuite d'une offre de soutien aux organismes communautaires pour le maintien de leurs actions auprès des populations les plus vulnérables ou marginalisées ou le déploiement d'initiatives inédites ou non-couvertes par les programmes réguliers en prévention de la criminalité du MSP.

B. Sommes dépensées et prévisions :

Sommes autorisées pour la période 2019-2020 à 2022-2023 pour les initiatives de l'axe prévention : 26 718 300\$;

F. Résultat des actions pour cet axe :

Résultats liés aux mesures FACVAFG

Les investissements du FACVAFG en prévention de la criminalité ont permis :

- de développer un modèle d'intervention sociale adapté aux réalités des populations autochtones (mesure Projet pilote - Travailleur de rue autochtone)
- d'offrir un soutien durable aux organismes communautaires et aux administrations municipales, principalement des arrondissements de la Ville de Montréal, pour agir auprès de jeunes à risque de délinquance par le renforcement des facteurs de protection (mesure Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture)
- d'établir les bases de la collaboration actuelle entre le MSP et la Ville de Montréal dans le cadre du Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (mesure amélioration de la sécurité urbaine)

Résultats liés aux mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain

Les résultats de ces mesures pourront être détaillés en 2023-2024 après réception des bilans annuels des activités réalisées par les bénéficiaires.

Au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 33 :

Concernant l’axe 2 de l’Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :

- a. L’état d’avancement des travaux ;
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;
- c. Le nombre de ressources embauchées en 2022-2023 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2023-2024;
- e. Les résultats des actions pour cet axe.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes (plutôt que 4 tel qu'annoncé le 24 septembre 2021) puisque les 2 premiers axes ont ensuite été regroupés en un seul et afin de créer une synergie entre toutes les initiatives dans le cadre d’une vision commune et concertée. Ces 3 axes sont maintenant les suivants: Axe 1 est "prévention", axe 2 est "répression" et axe 3 est "acquisition de connaissances et compétences". La réponse à la QP1-33 portera donc sur la répression.

Conséquemment, les questions c), d) et e) de la fiche QP1-032 ainsi que les questions c) et d) de la fiche QP1-034 sont donc répondues ici, puisque ces mesures font désormais partie de l'axe 2.

A/ Question concernant l’état d’avancement des travaux :

Fiche QP1-033 - question A) L’état d'avancement des travaux :

- Dès 2019, grâce au Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), la Sûreté du Québec avait mis en place une équipe de lutte contre le trafic d’armes à feu, à laquelle une partie des effectifs de l’Équipe dédiée à la lutte au trafic d’armes (ELTA) du SPVM s'est joint en août 2021 pour créer l’Équipe intégrée de lutte contre le trafic d’armes (EILTA), sous le commandement de la SQ. EILTA poursuit sa mission qui vise à intervenir sur les sources d'approvisionnement illicite en armes à feu.
- La SQ poursuit par ailleurs ses efforts visant à résoudre les dossiers de meurtres et de disparitions associés au crime organisé.
- Le Sous-ministériat des services correctionnels poursuit ses efforts visant à renforcer les capacités de renseignement concernant les activités des gangs dans les établissements de détention.
- Les équipes spécialisées des corps de police de Montréal, Québec, Laval et Longueuil, mises en place ou bonifiées grâce aux investissements du Québec et dans le cadre du FACVAFG, poursuivent leurs activités.
- Le Service de police du Nunavik a pu démarrer des initiatives visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu dans les communautés Inuit.
- Le LSJML poursuit le rehaussement de ses capacités en matière d'analyse balistique grâce à l'embauche de ressources additionnelles et à l'acquisition de matériel.
- Le soutien aux interventions policières en matière d’approvisionnement illégal d’armes à feu pour le corps de police d’Akwasasne.

Le Service de police mohawk d'Akwesasne a embauché 5 policiers additionnels et acquis des équipements spécialisés (bateau, motoneige, VTT) afin d'augmenter l'efficacité des interventions policières en matière d'approvisionnement illégal d'armes à feu, et ce grâce à des investissements du Québec de 6,2M\$ couvrant la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2027.

B / Questions concernant les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

Fiche QP1-033 - question B) : Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- Pour l'exercice financier 2022-2023, un montant s'élevant à 38 207,7 k\$ a été prévu pour financer les initiatives de l'axe répression.
- Concernant les sommes octroyées pour la bonification de la structure de lutte contre le crime organisé, qui visent à permettre de prioriser les dossiers d'armes à feu dans les enquêtes criminelles, 11 367 200\$ du 15 730 600\$ ont été dépensés en date du 31 janvier 2023.
- Concernant les sommes octroyées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), le LSJML a dépensé 299 856,9 \$ en date du 31 janvier 2023.
- Pour l'exercice financier 2023-2024, 20 235,6 k\$ sont prévus pour financer les initiatives de l'axe répression.

C/ Questions concernant le nombre de ressources embauchées :

Fiche QP1-033 - question C) Nombre de ressources embauchées en 2022-2023 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ et prévision pour 2023-2024 :

En date du 31 décembre 2022, 70 postes sur 78 ont été dotés afin de bonifier la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ.

Fiche QP1-034 - question C) Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) pour 2022-2023.

Dans le cadre de cet investissement, LSJML a engagé 10 ressources financées au cours de la période 2022-2023.

LSJML - 5,1 M\$ sur cinq ans :

2021-2022: 151 808 \$

2022-2023: 1 134 973 \$

2023-2024: 1 453 682 \$

2024-2025: 1 305 435 \$

2025-2026: 1 225 107 \$

Fiche QP1-034 - question D) Le nombre de ressources embauchées au sous-ministériat des services correctionnels pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et ventiler la somme de 2,6 M\$.

Il est à noter qu'au final, en vertu du budget du gouvernement du Québec 2022-2023, le montant accordé pour cette mesure est de 2,6 M\$ sur 6 ans, ventilés comme suit :

2021-2022 : 140 000 \$

2022-2023 : 475 000 \$

2023-2024 : 485 000 \$

2024-2025 : 495 000 \$

2025-2026 : 505 000 \$

2026-2027 : 515 000 \$

- Cinq ressources ont été embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels en 2022-2023 et 386 463,38 \$ ont été dépensés au 28 février 2023.

D/ Questions concernant la ventilation des sommes annoncées :

Fiche QP1-033 - question D) Ventilation du 74,7 M\$ à la SQ sur 5 ans :

2021-2022 : 11 325 100 \$

2022-2023 : 15 730 600 \$

2023-2024 : 15 697 900 \$

2024-2025 : 15 962 600 \$

2025-2026 : 15 933 200 \$

Fiche QP1-032 - question C) La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'escouade crime organisé - armes à feu du Service de police de Laval pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024

Ventilation des sommes :

Service de police de Laval - 5,2 M\$ sur cinq ans :

2021-2022 : 400 000 \$

2022-2023 à 2025-2026 : 1,2 M\$/an

Fiche QP1-032 - question D) La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans pour renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Service de police de l'agglomération de Longueuil- 3 M\$ sur cinq ans :

2021-2022 : 348 900 \$

2022-2023 : 634 000 \$

2023-2024 : 646 500 \$

2024-2025 : 659 300 \$

2025-2026 : 672 300 \$

Fiche QP1-032 - question E) La ventilation de la somme de 911 000\$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

Service de police de la Ville de Montréal - 911 000 \$ sur 2 ans :

2021-2022 : 657 600 \$

2022-2023 : 253 400 \$

2023-2024 : 0\$

Les sommes versées au SPVM pour ELTA sont ventilées dans la fiche QP1-036.

Fiche QP1-034 - question C) Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) les prévisions pour 2023-2024 et ventiler la somme de 5,1 M\$.

LSJML - 5,1 M\$ sur cinq ans :

2021-2022: 151 800 \$

2022-2023: 1 135 000 \$

2023-2024: 1 163 700 \$

2024-2025: 1 380 400 \$

2025-2026: 1 320 200 \$

E/ Question concernant les résultats de l'axe :

Fiche QP1-033 - question E) Résultats des actions pour cet axe :

Plusieurs enquêtes sont en cours au sein des différentes équipes. Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies d'armes à feu. Pour des informations complémentaires, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 34 : Concernant l’axe 3 de l’Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :

- a. L’état d’avancement des travaux ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- c. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et ventiler la somme de 5,1 M\$**
- d. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et ventiler la somme de 2,4 M\$.**
- e. Les résultats des actions de cet axe.**

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE.

Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes (plutôt que 4 tel qu'annoncé le 24 septembre 2021) puisque les 2 premiers axes ont ensuite été regroupés en un seul et afin de créer une synergie entre toutes les initiatives dans le cadre d’une vision commune et concertée. Ces 3 axes sont maintenant les suivants: Axe 1 est "prévention", axe 2 est "répression" et axe 3 est "acquisition de connaissances et compétences". La réponse à la QP1-34 portera donc sur le développement des connaissances et des compétences.

- Les questions C) et D) sont répondues dans la fiche QP1-033, puisque les mesures ciblées font dorénavant partie de l’axe 2 (répression).

A/ ÉTATS D’AVANCEMENT DES TRAVAUX

La subvention octroyée à l’Administration régionale Kativik a permis le déploiement d’une campagne de sensibilisation à l’entreposage sécuritaire des armes à feu dans les communautés Inuit.

Les sommes octroyées à l’École nationale de police du Québec (ENPQ) ont permis la mise en place d’un nouveau programme de formation à l’intention des policiers sur les lois en matière d’armes à feu. Le MSP a par ailleurs prévu des sommes afin de financer des projets de recherche sur la violence liée aux armes à feu et aux gangs et les moyens de la contrer.

Le Programme innovation et développement d’expertise vise à promouvoir le développement d’outils d'agrégation de données et d'analyse afin d’élaborer un modèle de production et d’implantation des connaissances en sécurité urbaine par le Centre international pour la prévention de la criminalité.

B/ SOMMES DÉPENSÉS À CE JOUR ET PRÉVISION POUR 2023-2024

L’axe 3 de la Stratégie Centaure, entièrement financé par le FACVAFG, prévoit 3,9 M\$ sur quatre ans.

- De 2019-2020 à 2021-2022, 2,2 M\$ ont été dépensés pour les initiatives de développement des connaissances et des compétences ;
- En 2022-2023, une somme de 1,7 M\$ a été allouée pour les initiatives de cet axe.

Le Plan d’action 2019-2023 élaboré dans le cadre du FACVAFG en est à sa quatrième et dernière année.

Dans la foulée du renouvellement de l’entente de contribution financière dans le cadre du FACVAFG, le MSP a entamé une réflexion sur les prochains angles d’intervention qui pourraient s’inscrire dans le nouveau plan d’action à venir.

C/ NOMBRE DE RESSOURCES EMBAUCHÉES AU LABORATOIRE DE SCIENCE JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE POUR 2022-2023

Dans le cadre de cet investissement, le LSJML a engagé 10 ressources financées au cours de la période 2022-2023.

LSJML - 5,1 M\$ sur cinq ans :

2021-2022: 151 808 \$

2022-2023: 1 134 973 \$

2023-2024: 1 453 682 \$

2024-2025: 1 305 435 \$

2025-2026: 1 225 107 \$

D/RESSOURCES EMBAUCHÉES AUX SERVICES CORRECTIONNELLES ET VENTILATION DES SOMMES

Il est à noter qu'au final, en vertu du budget du gouvernement du Québec 2022-2023, le montant accordé pour cette mesure est de 2,6 M\$ sur 6 ans, ventilés comme suit :

2021-2022 : 140 000 \$

2022-2023 : 475 000 \$

2023-2024 : 485 000 \$

2024-2025 : 495 000 \$

2025-2026 : 505 000 \$

2026-2027 : 515 000 \$

- Cinq ressources ont été embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels en 2022-2023 et une somme de 386 463,38 \$ a été dépensée.

E/ LES RÉSULTATS DES ACTIONS DE CET AXE

La sensibilisation de la population aux enjeux liés aux armes :

- Bien que les restrictions mises en place en raison des vagues successives de la COVID-19 ont eu pour effet de retarder le déploiement de cette initiative, le Service de police du Nunavik a tout de même été en mesure de visiter certaines des communautés, de procéder à l’acquisition des casiers d’entreposage et à la distribution d’un bon nombre de ces casiers.

Le développement des compétences des policiers :

- Au 31 janvier 2023, 4 des 6 capsules interactives prévues avaient été diffusées par l’École nationale de police du Québec; les 2 autres étant en cours d’élaboration.

Le partage des connaissances sur les phénomènes criminels afin de développer des leviers d’actions basés sur des études probantes

- Au 31 janvier 2023, les rapports finaux des 3 projets de recherche portant sur des enjeux en lien avec la violence liée aux armes à feu et aux gangs ont été déposés. Ils sont en cours d’analyse et feront l’objet d’une diffusion au sein des communautés policière et scientifique.
- Le programme innovation et développement d’expertise a permis notamment :
 - o L’embauche de deux pairs-aidants dans le cadre du projet ACTES de la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants;
 - o Le déploiement, par le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), du Laboratoire en sécurité urbaine qui permet de centraliser les données liées à la sécurité urbaine et la production de rapports et de diagnostics sur la violence chez les jeunes et autres aspects liés aux armes à feu et aux gangs à Montréal.

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 35 : Concernant l'axe 4 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :

- a. L'état d'avancement des travaux ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- c. Les résultats des actions pour cet axe.**

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes (plutôt que 4 tel qu'annoncé le 24 septembre 2021) puisque les 2 premiers axes ont ensuite été regroupés en un seul et afin de créer une synergie entre toutes les initiatives dans le cadre d'une vision commune et concertée. Ces 3 axes sont maintenant les suivants: Axe 1 est "prévention", axe 2 est "répression" et axe 3 est "acquisition de connaissances et compétences".

* Conséquemment, les réponses aux questions A, B et C portant sur les initiatives de prévention de la violence armées ont été intégrées à la fiche QP1-032 (axe 1 - prévention).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 36 : **Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), indiquer :**

- a. Le budget alloué pour cette équipe ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- c. Le nombre d'arrestations en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- d. Le nombre d'enquêtes en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.**

A/ Le budget alloué pour cette équipe
Le 25 mars 2021, lors du discours sur le budget, le gouvernement du Québec a annoncé un investissement de 5 M\$ sur deux ans pour soutenir la mise en place d'une Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA) au sein du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

B/ Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2023-2024
La somme de 2 M\$ octroyée en 2021-2022 a été dépensée en totalité. Pour 2022-2023, la somme de 2 681 975,53\$ a été dépensé du 1er avril 2022 au 31 janvier 2023. Cette subvention a été accordée sur une période de deux ans.

C/ Le nombre d'arrestations en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024
Rappelons que le 4 août 2021, la mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) a été annoncée. Cette équipe est le prolongement de l'ELTA du SPVM avec une portée provinciale, et est coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ). À partir du 1er octobre 2021, les données de l'ELTA ont été comptabilisées par la SQ dans le cadre de l'EILTA. Pour les statistiques de cette équipe, voir la fiche QP1-033.

D/ Le nombre d'enquêtes en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024
Rappelons que le 4 août 2021, la mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) a été annoncée. Cette équipe est le prolongement de l'ELTA du SPVM avec une portée provinciale, et est coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ). À partir du 1er octobre 2021, les données de l'ELTA ont été comptabilisées par la SQ dans le cadre de l'EILTA. Pour les statistiques de cette équipe, voir la fiche QP1-033.

E/ La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe
Le MSP a alloué 2 M\$ en 2021-2022 et 3 M\$ en 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 37 : Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), indiquer :

- a. Le budget alloué pour cette équipe ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- c. Le nombre d'arrestations en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- d. Le nombre d'enquêtes en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;**
- e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.**

A/ Le budget alloué à cette équipe :

- Dans le cadre du Plan d'action 2019-2023 du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), 8 185 642 \$ sont alloués à l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu de la Sûreté du Québec (SQ).
 - Cette équipe a été fusionnée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA).
- Dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, un investissement de 74 649 300 M\$ sur 5 ans a été accordé à la SQ. Ces sommes visent à financer l'ajout de 78 ressources dont certaines sont dédiées à l'EILTA.

B/ Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- Concernant le financement octroyé dans le cadre du FACVAFG,
 - 5 006 242 \$ ont été dépensé au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2021-2022;
 - Une somme de 3 179 400 \$ a été allouée en 2022-2023.
- Concernant l'investissement de 74 649 300 \$, les sommes dépensées à ce jour sont les suivantes:
 - au 31 mars 2022 : 6 034 003 \$
 - au 31 janvier 2023: 11 367 200\$

C/ Le nombre d'arrestations en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024

- L'EILTA a procédé à 339 arrestations du 1er octobre 2021 au 28 février 2023.

D/ Le nombre d'enquêtes en 2022-2023 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2023-2024

Pour la même période, 170 nouveaux dossiers d'enquêtes ont été ouverts.

E/ La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe

- Voir la fiche QP1-036

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 38 : Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;**
- b. Les sommes prévues en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- c. Les sommes dépensées en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- d. Les sommes prévues pour 2023-2024, par région;**
- e. L’état d’avancement de chacune des mesures.**

Mesure 1:
Dans le cadre de l'annonce de 52 M\$ pour lutter contre les armes à feu et la criminalité, 11,25 M\$ sur cinq ans ont été alloués à la prévention dans le cadre du *Programme de prévention de la délinquance par le sport, les arts et la culture*.

a. Ventilation

Année	Montant
2021-2022	750 k\$
2022-2023	1,5 M\$
2023-2024	3 M\$
2024-2025	3 M\$
2025-2026	3 M\$

¹ Ce montant est arrondi aux centaines de milliers.

b. Sommes dépensées
L'ensemble des sommes prévues en 2021-2022 et 2022-2023 au Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture sont dépensées, soit un total de 2,25 M\$.

c. Avancement des travaux
Tous les travaux liés à la gestion du PPDSAC 2022-2023 ont été effectués.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 38 : Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;**
- b. Les sommes prévues en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- c. Les sommes dépensées en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- d. Les sommes prévues pour 2023-2024, par région;**

Mesure 2:

Les conséquences de la pandémie sur l'organisation des services en milieu communautaire et sur leur clientèle, y compris les communautés des Premières Nations et Inuit, sont demeurées importantes en 2021-2022. C'est pourquoi, le 5 décembre 2021, le ministère de la sécurité publique (MSP) a annoncé un financement de 9 millions de dollars, réparti sur cinq ans, pour des organismes oeuvrant en prévention de la criminalité, et ce, afin de mettre en place des mesures de maintien du personnel et de bonifier le soutien envers celui-ci. Par ce financement, le MSP souhaite également augmenter sa capacité de soutien pour des initiatives et des besoins qui ne sont pas couverts par ses programmes normés découlant d'enjeux spécifiques et de situations inédites.

a. Ventilation

Année	Montant
2021-2022	1M\$
2022-2023	2 M\$
2023-2024	2 M\$
2024-2025	2 M\$
2025-2026	2 M\$

b. Sommes dépensées

Les sommes prévues en 2021-2022 (1 M\$) ont été dépensées. En 2022-2023, un solde de 300 k\$ est prévu au Financement supplémentaire en prévention de la criminalité. Ainsi, un total de 2,7 M\$ sera dépensé d'ici le 31 mars 2023.

c. L'avancement des travaux

Tous les travaux liés à la gestion du FSPC 2022-2023 ont été effectués.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 38 : Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;**
- b. Les sommes prévues en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- c. Les sommes dépensées en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- d. Les sommes prévues pour 2023-2024, par région;**
- e. L’état d’avancement de chacune des mesures.**

Mesure 3:
Afin de bonifier les efforts de prévention notamment dans la lutte contre les armes à feu, une somme de 20,2 M\$ sur 4 ans, débutant en 2022-2023 a été accordé pour soutenir le *Programme de financement de la mission des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité*. Une sollicitation de projet a eu lieu au printemps 2022 permettant de soutenir 40 organismes communautaires autonomes de travail de rue, pour un total de 4,6 M\$ en 2022-2023. Les sommes prévues en 2023-2024 sont réservées au renouvellement de l'aide financière accordée aux bénéficiaires actuels.

a. Ventilation

Année	Montant
2022-2023	4,6 M\$
2023-2024	4,6 M\$
2024-2025	5,2 M\$
2025-2026	5,8 M\$

b. Sommes dépensées
L'ensemble des sommes prévues en 2022-2023 au Programme de financement des organismes de travail de rue en prévention de la criminalité (TRPC), soit un total de 4,6 M\$.

c. Avancement des travaux
Tous les travaux liés à la gestion du TRPC 2022-2023 ont été effectués.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 38 : Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;**
- b. Les sommes prévues en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- c. Les sommes dépensées en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**

Mesure 4 :
Afin de bonifier et d'améliorer l'offre de services aux jeunes montréalais, dans le cadre des travaux du Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal, une somme de 8 M\$ sur quatre ans a été allouée.

a. Ventilation

Année	Montant
2022-2023	2 M\$
2023-2024	2 M\$
2024-2025	2 M\$
2025-2026	2 M\$

b. Sommes dépensées

L'ensemble des sommes prévues en 2022-2023 pour le Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais sont dépensées, soit un total de 2 M\$. En 2023-2024, il est prévu dépenser la totalité de l'enveloppe de 2 M\$ disponible pour ce même programme.

c. Avancement des travaux

Tous les travaux liés à la gestion de ce programme ont été effectués. Il est prévu de reconduire, en 2023-2024, pour une deuxième année d'activités les projets les plus structurant, c'est-à-dire ceux dont la réalisation a permis, par exemple, un accès accru aux infrastructures municipales et communautaires aux jeunes à risque de délinquance ou d'embaucher des intervenants qui effectuent la liaison entre l'école, les familles et la communauté. Une estimation de 1,5 M\$ sera octroyée en reconduction. Le solde de 500 k\$ permettra de soutenir de un à cinq nouveaux projets. Présentement en cours, ces démarches se termineront en septembre 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 38 : Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;**
- b. Les sommes prévues en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- c. Les sommes dépensées en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- d. Les sommes prévues pour 2023-2024, par région;**
- e. L'état d'avancement de chacune des mesures.**

Mesure 5:

- a) 3,1 M\$ sur 5 ans pour l'ajout de 7 effectifs dans la région de Montréal.
- b) 318,7 k\$
- c) Sept ressources ont été embauchées, soit six professionnels et une technicienne en administration.
- d) Le service a été implanté dans les trois établissements de détention du Réseau correctionnel de Montréal. Une collaboration a été établie avec les partenaires communautaires qui offrent des services en détention afin d'assurer une complémentarité de service.

Au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 38 : Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

- a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;**
- b. Les sommes prévues en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- c. Les sommes dépensées en 2022-2023 pour chacune des 6 mesures, par région;**
- d. Les sommes prévues pour 2023-2024, par région;**
- e. L'état d'avancement de chacune des mesures.**

Mesure 6:

Cette mesure prévoit l'embauche d'un conseiller en développement communautaire autochtone. Une subvention de 366 247 \$ sur quatre ans est octroyée à la Ville de Montréal pour la création d'un poste de conseiller en développement communautaire autochtone à la Division de la prévention et de la sécurité urbaine du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Ce conseiller travaillera de concert avec l'agent de liaison autochtone policier du SPVM.

A. La ventilation de la somme de 366 247 \$ allouée à cette mesure est :

- 38 347 \$ en 2021-2022,
- 107 190 \$ en 2022-2023,
- 109 400 \$ en 2023-2024,
- 111 310 \$ en 2024-2025.

B. Au 17 février 2023, une somme de 107 190 \$ a été dépensée.

C. Une ressource a été embauchée au début du mois de mai 2022 pour combler le poste de conseiller en développement communautaire autochtone au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

D. L'entrée en fonction le 2 mai 2022 de la conseillère en développement communautaire autochtone a apporté une nouvelle expertise au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et a donné des résultats:

- Diagnostic interne des relations, procès et pratiques qui existent au SPVM en ce qui concerne la communauté autochtone
- Plan d'action SPVM pour le dossier autochtone
- Soutien à la coordination d'événements
- Activités culturelles de rapprochement

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 39 : Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir : a. La liste et le nombre de projets reçus en 2022-2023 ; b. La liste et le nombre de projets refusés en 2022-2023, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus en 2022-2023 et le montant accordé, par projet.	
Le Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité (PSM) vise à soutenir les organisations municipales et les communautés autochtones dans la mise en oeuvre de mesures adaptées à leurs propres réalités afin d'assurer des milieux de vie plus sécuritaires à leurs citoyens.	
a. En 2022-2023, le ministère de la Sécurité publique a reçu un total de 36 projets à financer dans le cadre du PSM. À ces projets s'ajoute le financement du Centre international pour la prévention de la criminalité qui collabore avec le MSP dans son soutien à diverses organisations municipales et autochtones, le cas échéant.	
b. Deux projets ont été refusés au PSM pour être financés par un autre programme en lien avec leur mission, soit le travail de rue.	
c. Voici les montants accordés pour chacun des projets en 2022-2023 - Notez qu'un montant supplémentaire de 500 k\$ provenant du gouvernement fédéral (Fond pour bâtir des communautés plus sécuritaires) a été ajouté au 1 375 M\$.	
PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022-2023 (\$)
SOUS-TOTAL	1 375 000 \$
Ville de Mirabel	75 000 \$
Municipalité de Saint-Prime	37 600 \$
Ville de Cowansville	55 000 \$
Ville de Saint-Pie	37 600 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	37 500 \$
Ville de Varennes	75 000 \$
Ville de Dorval	37 500 \$
MRC de La Matanie	37 500 \$
Ville de Saint-Gabriel	37 600 \$

Ville de Boisbriand	75 000 \$
Ville de Gaspé	75 000 \$
Municipalité régionale de comté de Témiscouata	75 000 \$
Municipalité régionale de comté des Maskoutains	75 000 \$
Municipalité régionale de comté de La Matapédia	75 000 \$
Ville de Blainville	75 000 \$
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	50 000 \$
Ville de Beauharnois	60 000 \$
Ville de Val-des-Sources	75 000 \$
Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	10 000 \$
Ville de Beloeil	45 000 \$
Ville de Saint-Colomban	75 000 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	37 500 \$
Municipalité régionale de comté Robert-Cliche	75 000 \$
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	50 000 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	17 200 \$
PSM FINANCÉS PAR LE FONDS POUR BÂTIR DES COMMUNAUTÉS PLUS SÉCURITAIRES (FBCS) DU GOUVERNEMENT DU CANADA	
SOUS-TOTAL	500 000 \$
Ville de l'Ancienne-Lorette*	25 000 \$
Ville de Gracefield*	24 000 \$
Municipalité régionale de comté de Portneuf*	75 000 \$
Ville de Saint-Antonin*	37 500 \$
Ville de Granby	45 000 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu*	75 000 \$
Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac*	25 000 \$
Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup*	75 000 \$
Ville de Sainte-Catherine	68 500 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	50 000 \$

* Nouvelle cohorte pour le PSM 2022-2024 (29 anciennes organisations municipales et 7 nouvelles)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 40 :	Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire : a.Les besoins budgétaires demandés en 2022-2023; b.Le budget octroyé en 2022-2023; c.Le budget demandé pour 2023-2024; d.Les prévisions budgétaires pour 2023-2024.
---------------	---

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2022-2023 (\$)	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022- 2023 (\$)	PROJET
Conseil de la Nation huronne-wendat	50 000 \$	50 000 \$	Le programme s'inspirant de TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée) Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité
Communautés Inuit du Nord-du-Québec	214 500\$	214 500 \$	Campagne de sensibilisation à l'entreposage sécuritaire des armes à feu Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs
Nation Anishnabe de Lac Simon	77 500 \$	0 \$	Prolongation du projet Prévention jeunesse Financement supplémentaire en prévention de la criminalité
Communauté de Kawawachikamach	75 000 \$	54 358 \$	Prévention Naskapi Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture
Communauté de Nutashkuan	125 000 \$	125 000 \$	Projet Prévention jeunesse

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 40 :	Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire : a. <input type="checkbox"/> Les besoins budgétaires demandés en 2022-2023; b. <input type="checkbox"/> Le budget octroyé en 2022-2023; c. <input type="checkbox"/> Le budget demandé pour 2023-2024; d. <input type="checkbox"/> Les prévisions budgétaires pour 2023-2024.
---------------	---

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2022-2023 (\$)	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022- 2023 (\$)	PROJET
Administration régionale Kativik	293 486 \$	293 486 \$	Entente pour le financement de certaines infrastructures et équipements prévus dans le projet de schéma de couverture de risques de l'Administration régionale Kativik (rénovation de cinq casernes et mise à niveau des véhicules d'intervention de deux municipalités).
Administration régionale Kativik	900 000 \$	900 000 \$	Projet pilote pour la prise d'appels d'urgence (police et incendie) au Nunavik dans quatre villages nordiques (Kuujjuarapik, Umiujaq, Inukjuaq et Puvirnituq).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 40 : Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :
a. Les besoins budgétaires demandés en 2022-2023;
b. Le budget octroyé en 2022-2023;
c. Le budget demandé pour 2023-2024;
d. Les prévisions budgétaires pour 2023-2024.

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2022-2023 (\$)	MONTANTS ACCORDÉS EN 2022- 2023 (\$)	PROJET
Innu	805 492	746 109	Hébergement dans la communauté de personnes contrevenantes autochtones en vue de leur réinsertion sociale

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 41 : Pour l'année 2022-2023, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones

Au cours de 2022-2023, il y a eu des échanges avec le Secrétariat des relations avec les Premières Nations et les Inuit concernant le Fichier d'immatriculation des armes à feu et la clientèle autochtone.

Des discussions concernant la mise en oeuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction ont été tenues avec la communauté Naskapie de Kawawachikamach.

Des informations ont également été transmises à la communauté Mi'gmaq de Gesgapegiag sur la possibilité de mettre en place des mesures d'assistance pour faciliter les demandes d'immatriculation faites au Service d'immatriculation des armes à feu du Québec (SIAF).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 42 : Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

Le projet de loi no 25, Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, a été sanctionné le 30 octobre 2019. Cette loi permet notamment aux agents de protection de la faune d'appliquer l'ensemble de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu. Ils peuvent également donner un avis enjoignant le propriétaire d'une arme à feu qui n'est pas immatriculée d'en demander l'immatriculation dans un délai de 14 jours et d'en fournir la preuve. Ces pouvoirs sont effectifs depuis le 1er décembre 2019.

Pour la période du 1er avril 2022 au 31 janvier 2023, 7 avis demandant une immatriculation dans les 14 jours et 9 constats d'infraction général ont été émis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 43 : Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique n'a émis aucune directive opérationnelle au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

En ce qui a trait aux activités de la Sûreté du Québec, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 44 : État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2022-2023. Sommes totales prévues en subvention pour 2023-2024.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) a pour mission de développer une expertise de pointe, d’identifier les facteurs de risque et de protection, ainsi que de soutenir et d’outiller les proches, les enseignants, les intervenants et la communauté. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l’exercice de l’étude des crédits du MSP.

La mesure 2.2 du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 intitulé : « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble », a permis d'établir un partenariat avec le CPRMV, créé par la Ville de Montréal, afin de rendre disponibles les services offerts à l'ensemble de la population québécoise. En outre, précisons que le Conseil des ministres a décidé de reconduire le plan d'action gouvernemental en juin 2018 pour une durée d'un an et que celui-ci a pris fin au 31 mars 2019. En mars 2019, la Ville de Montréal et le MSP ont demandé un exercice de repositionnement du CPRMV afin de recadrer son mandat en fonction des ressources disponibles et d'assurer la complémentarité de l'organisme avec les acteurs du milieu. Rappelons que les services offerts par le CPRMV visent à lutter contre la radicalisation, et ce, sous toutes ses formes.

Au regard de cette mesure, le MSP a offert quelques contributions financières au CPRMV depuis 2015 pour un montant cumulatif de 5 425 000 \$. Cela inclut une subvention de 600 000 \$ pour l'année financière 2022-2023*. Soulignons qu'une subvention de 600 000 \$ est aussi prévue pour l'année financière 2023-2024. Grâce au financement, une ligne téléphonique sans frais, et opérée par le CPRMV, est accessible à l’ensemble des citoyens du Québec. Elle permet à ceux qui observent ou estiment observer des signes de radicalisation dans leur milieu ou qui ont des préoccupations à l’égard du phénomène, de s’adresser de façon confidentielle à des intervenants multidisciplinaires qui détiennent l’expertise requise.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme pour l'année civile 2022. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2022 : 1 005
- Nombre de demandes d’assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux en 2022 : 209 (inclus dans le nombre total de 1 005 demandes)

* Le montant correspond à la dépense réelle du MSP pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 45 : Concernant l'annonce de 1,75 M\$ octroyé à 29 organismes dans le cadre du programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes, indiquer :

- a. Le nombre total de demandes reçues ;**
- b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ;**
- c. La liste des 29 projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.**

Veillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 4.01 - 4.02 - 4.03 - 4.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 46 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :

- a. Les représentants sur ce comité ;**
- b. Les dates des rencontres ;**
- c. La liste des participants ;**
- d. Les ordres du jour ;**
- e. Les procès-verbaux.**
- f. Le budget alloué à ce comité.**

a) Directeur des poursuites criminelles et pénales; ministère de l'Économie et de l'Innovation; ministère des Finances; ministère de la Justice; ministère de la Sécurité publique; Sûreté du Québec; Université de Montréal

Les détails des rencontres selon b) c) d) sont présentées dans le document en annexe (15 rencontres au total).

e) Les procès verbaux de ce comité demeurent confidentiels car, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes et sur la protection des renseignements personnels, ils s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.

f) Un montant total de 50 000 \$ a été alloué dont 25 000 \$ a été utilisé en 2021-2022. Aucun montant n'a été utilisé en 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d’experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
1	2021-05-27	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• ministère de l’Économie et de l’Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue et présentation des membres2. Lecture et adoption de l’ordre du jour3. Mise en contexte des travaux du groupe de travail4. Présentation des mandats et des livrables<ul style="list-style-type: none">○ État de situation○ Mesures préventives et répressives○ Recommandation 13 du rapport CSESM5. Expertise et contribution attendue des partenaires<ul style="list-style-type: none">○ Thèmes à couvrir○ Consultation à mener6. Fonctionnement du groupe de travail et plan de travail7. Date de la prochaine rencontre et préparation8. Varia<ul style="list-style-type: none">○ Proposition d’un calendrier de rencontres○ Engagement à la confidentialité
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
2	2021-07-14	<ul style="list-style-type: none">• ministère de l’Économie et de l’Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue2. Lecture et adoption de l’ordre du jour3. Commentaires ou modifications du compte-rendu4. Mise à jour depuis la dernière rencontre<ul style="list-style-type: none">○ Présentation du mandat révisé○ Présentation du rapport du Comité permanent de l’accès à l’information, de la protection des renseignements personnels et de l’éthique5. Présentation répertoire TEAMS6. Avancement des travaux<ul style="list-style-type: none">○ État de situation (premier livrable)○ Table des matières (projet)○ Liste des personnes/organismes à consulter7. Expertise et contribution attendue des partenaires<ul style="list-style-type: none">○ Confirmation des contributions des partenaires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

			<div><div>○ Sous-groupe de travail</div><div>8. Date de la prochaine rencontre</div><div><div>○ 25 août 2021</div></div><div>9. Varia</div></div>
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
3	2021-08-25	<div><div></div><div><ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• ministère de l'Économie et de l'Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal</div></div>	<div><div>1. Mot de bienvenue</div><div>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</div><div>3. Commentaires ou modifications du compte-rendu</div><div>4. Mise à jour depuis la dernière rencontre<div><div>○ Formulaire de confidentialité</div><div>○ Suivi canal TEAMS</div><div>○ Présentation répertoire TEAMS</div></div></div><div>5. Avancement des travaux<div><div>○ Définition des entreprises ciblées/objectifs visés (MFQ)</div></div></div><div>6. Présentation Sûreté du Québec<div><div>○ Lt. Responsable de division (division des enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet)</div><div>○ Présentation UdeM (état de situation)</div></div></div><div>7. Expertise et contribution attendue des partenaires<div><div>○ Discussion sur les livrables attendus des partenaires</div></div></div><div>8. Date de la prochaine rencontre</div><div><div>○ 29 septembre 2021</div></div><div>9. Varia</div></div>
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
4	2021-09-29	<div><div></div><div><ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• ministère de l'Économie et de l'Innovation• ministère des Finances• ministère de la Sécurité publique</div></div>	<div><div>1. Mot de bienvenue</div><div>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</div><div>3. Commentaires ou modifications du compte-rendu</div><div>4. Mise à jour depuis la dernière rencontre<div><div>○ Liste des entreprises</div></div></div></div>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d’experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

		<ul style="list-style-type: none">• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ul style="list-style-type: none">○ Document organisme la CLES○ Suivi canal TEAMS <p>5. Présentation DPCP</p> <ul style="list-style-type: none">○ PPCP, coordinatrice provinciale du Comité de concertation en matière de lutte contre l’exploitation sexuelle des enfants sur Internet○ Suivi des travaux (UdeM) <p>6. Expertise et contribution attendue des partenaires</p> <ul style="list-style-type: none">○ Suivi et discussion sur les livrables attendus des partenaires <p>7. Date de la prochaine rencontre</p> <ul style="list-style-type: none">○ 17 novembre 2021 <p>8. Varia</p>
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
5	2021-11-17	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• ministère de l’Économie et de l’Innovation• ministère des Finances• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>2. Lecture et adoption de l’ordre du jour</p> <p>3. Commentaires ou modifications du compte-rendu</p> <p>4. Mise à jour depuis la dernière rencontre</p> <ul style="list-style-type: none">○ Retour sur les rencontres pour les contributions○ Présentation du rapport préliminaire <p>5. Expertise et contribution attendue des partenaires</p> <ul style="list-style-type: none">○ Recension des pistes de solution○ Contribution – rapport final <p>6. Date de la prochaine rencontre</p> <ul style="list-style-type: none">○ 15 décembre 2021 <p>7. Varia</p>
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
6	2021-12-15	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• Centre Canadien de Protection de l’Enfance• ministère de l’Économie et de l’Innovation	<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>2. Lecture et adoption de l’ordre du jour</p> <p>3. Commentaires ou modifications du compte-rendu</p> <p>4. Présentation du Centre Canadien de protection de l’enfance</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d’experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

		<ul style="list-style-type: none">• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ul style="list-style-type: none">○ Directeur de recherche et représentant du CCPE pour le Québec <ol style="list-style-type: none">5. Mise à jour depuis la dernière rencontre<ul style="list-style-type: none">○ Retour sur le rapport préliminaire6. Expertise et contribution attendue des partenaires<ul style="list-style-type: none">○ Recension des pistes de solution7. Date de la prochaine rencontre<ul style="list-style-type: none">○ 2 février 20228. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
7	2022-02-02	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• Direction du droit des technologies et l’information et de la propriété intellectuelle• ministère de l’Économie et de l’Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue2. Lecture et adoption de l’ordre du jour3. Commentaires ou modifications du compte-rendu4. Mise à jour depuis la dernière rencontre<ul style="list-style-type: none">○ Remise du rapport préliminaire (1^{er} livrable)<ol style="list-style-type: none">a. Rappel recommandation 135. Présentation DDTIPI<ul style="list-style-type: none">○ Direction du droit des technologies de l’information et de la propriété intellectuelle6. Expertise et contribution attendue des partenaires<ul style="list-style-type: none">○ Recension des pistes de solutions○ Contributions rapport final (2^e livrable)7. Date de la prochaine rencontre<ul style="list-style-type: none">○ 16 mars 20228. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
8	2022-03-16	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• Direction du droit des technologies et l’information et de la propriété intellectuelle• ministère de l’Économie et de l’Innovation	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue2. Lecture et adoption de l’ordre du jour3. Commentaires ou modifications du compte-rendu4. Mise à jour depuis la dernière rencontre

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

		<ul style="list-style-type: none">ministère des Financesministère de la Justice du Québecministère de la Sécurité publiqueSûreté du QuébecUniversité de Montréal	<ul style="list-style-type: none">Présentation MJQ (prochaine rencontre)Présentation tableau pistes de solutions <p>5. Expertise et contribution attendue des partenaires</p> <ul style="list-style-type: none">Priorisation des pistes de solutionsRencontres de parties prenantes <p>6. Date de la prochaine rencontre</p> <ul style="list-style-type: none">À confirmer <p>7. Varia</p>
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
9	2022-04-08	<ul style="list-style-type: none">Directeur des poursuites criminelles et pénalesDirection du droit des technologies et l'information et de la propriété intellectuelleministère de l'Économie et de l'Innovationministère des Financesministère de la Justice du Québecministère de la Sécurité publiqueSûreté du QuébecUniversité de Montréal	<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</p> <p>3. Présentation tribunaux spécialisés (MJQ)</p> <ul style="list-style-type: none">Tribunal spécialiséServices intégrés <p>4. Date de la prochaine rencontre</p> <ul style="list-style-type: none">22 avril 2022 <p>5. Varia</p>
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
10	2022-04-22	<ul style="list-style-type: none">Directeur des poursuites criminelles et pénalesDirection du droit des technologies et l'information et de la propriété intellectuelleministère de l'Économie et de l'Innovationministère des Financesministère de la Justice du Québecministère de la Sécurité publique	<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>2. Lecture et adoption de l'ordre du jour</p> <p>3. Discussions sur les recommandations adressées aux entreprises</p> <p>4. Date de la prochaine rencontre</p> <ul style="list-style-type: none">06 mai 2022 <p>5. Varia</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d’experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

		<ul style="list-style-type: none">• Sûreté du Québec• Université de Montréal	
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
11	2022-04-29	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• Direction du droit des technologies et l’information et de la propriété intellectuelle• ministère de l’Économie et de l’Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	Aucun ordre du jour n’a été produit pour cette rencontre ad hoc.
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
12	2022-05-06	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• Direction du droit des technologies et l’information et de la propriété intellectuelle• ministère de l’Économie et de l’Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue2. Lecture et adoption de l’ordre du jour3. Retour sur les « suivis »<ul style="list-style-type: none">○ Poursuite des discussions sur les recommandions4. Date de la prochaine rencontre<ul style="list-style-type: none">○ 11 mai 20225. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
13	2022-05-11	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

		<ul style="list-style-type: none">• Direction du droit des technologies et l'information et de la propriété intellectuelle• ministère de l'Économie et de l'Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ol style="list-style-type: none">2. Lecture et adoption de l'ordre du jour3. Commentaires ou modifications du compte-rendu4. Mise à jour depuis la dernière rencontre<ul style="list-style-type: none">○ Les derniers ateliers de travail○ Recommandations pour le rapport final5. Expertise et contribution attendue des partenaires<ul style="list-style-type: none">○ Retour des partenaires○ Lecture et commentaire du rapport final6. Date de la prochaine rencontre<ul style="list-style-type: none">○ À confirmer selon la nécessité7. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
14	2022-05-20	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• Direction du droit des technologies et l'information et de la propriété intellectuelle• ministère de l'Économie et de l'Innovation• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue2. Lecture et adoption de l'ordre du jour3. Retour sur les recommandations4. Recommandations adressées aux entreprises (participation CCPE)<ul style="list-style-type: none">○ Utilisation d'outils technologiques (Photo DNA);○ Transmission des images problématiques aux fins de déférencement5. Retour sur les suivis<ul style="list-style-type: none">○ Retour sur 28.16. Rapport final<ul style="list-style-type: none">○ Ébauche du rapport7. Date de la prochaine rencontre<ul style="list-style-type: none">○ 27 mai 2022, au besoin
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
15	2022-05-27	<ul style="list-style-type: none">• Directeur des poursuites criminelles et pénales• Direction du droit des technologies et l'information et de la propriété intellectuelle• ministère de l'Économie et de l'Innovation	<ol style="list-style-type: none">1. Mot de bienvenue2. Lecture et adoption de l'ordre du jour3. Retour sur les recommandations<ul style="list-style-type: none">○ Document sur la recommandation 1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

**Question 46 : Concernant le comité d’experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants; Les ordres du jour; Les procès-verbaux;**

		<ul style="list-style-type: none">• ministère des Finances• ministère de la Justice du Québec• ministère de la Sécurité publique• Sûreté du Québec• Université de Montréal	<ul style="list-style-type: none">4. Rapport final5. Date de la prochaine rencontre6. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu’indiqué dans la fiche QP1-046, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux s’inscrivent dans un processus décisionnel en cours.			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 47 : Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

- a. Les dates des rencontres ;**
- b. Les listes des participants ;**
- c. Les ordres du jour ;**
- d. Les procès-verbaux.**

Voir "Tableau des rencontres du Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l'exploitation sexuelle" présenté en annexe.

Tableau des rencontres du Comité interministériel du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l'exploitation sexuelle*

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)	PROCÈS-VERBAUX (d)
1	2021-01-15	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • Ministère des Affaires municipales et de l'habitation • Ministère de la Famille • Ministère de la Justice du Québec • Ministère de la Santé et des Services sociaux • Ministère de la Sécurité publique • Ministère de l'Éducation • Ministère de l'Enseignement supérieur • Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • Ministère des Relations internationales • Ministère du Tourisme • Ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Secrétariat à la Condition féminine • Secrétariat à la jeunesse • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat aux communications gouvernementales • Secrétariat québécois aux relations canadiennes • Société d'habitation du Québec 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre 2. Tour de table 3. Présentation du plan de travail sommaire et de l'échéancier 4. Prochaines étapes importantes <ol style="list-style-type: none"> a. Fiche sommaire b. Fiche prébudgétaire 5. Partage des responsabilités interministérielles 6. Échanges 7. Période de questions et varia 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>
2	2021-02-16	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • Ministère des Affaires municipales et de l'habitation • Ministère de la Famille • Ministère de la Justice du Québec • Ministère de la Santé et des Services sociaux • Ministère de la Sécurité publique • Ministère de l'Éducation • Ministère de l'Enseignement supérieur • Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • Ministère des Relations internationales • Ministère du Tourisme • Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Secrétariat à la Condition féminine 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre 2. Tour de table 3. Retour sur la démarche prébudgétaire et le suivi du partage des responsabilités 4. Prochaines étapes importantes <ol style="list-style-type: none"> a. Fiche mesure détaillée b. Note d'information du Conseil des ministres 5. Formation d'un sous-comité sur la formation 6. Volet communications 7. Volet autochtone 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)	PROCÈS-VERBAUX (d)
		<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat à la jeunesse • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat aux communications gouvernementales • Secrétariat québécois aux relations canadiennes • Société d'habitation du Québec 	8. Varia	
3	2021-04-21	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • Ministère des Affaires municipales et de l'habitation • Ministère de la Famille • Ministère de la Justice du Québec • Ministère de la Santé et des Services sociaux • Ministère de la Sécurité publique • Ministère de l'Éducation • Ministère de l'Enseignement supérieur • Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • Ministère des Relations internationales • Ministère du Tourisme • Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Secrétariat à la Condition féminine • Secrétariat à la jeunesse • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat aux communications gouvernementales • Secrétariat québécois aux relations canadiennes • Société d'habitation du Québec 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Retour sur la démarche prébudgétaire 2. Action de sensibilisation (volet communication) 3. Mesure de soutien à la recherche FRQSC 4. Mesures autochtones 5. Tour de table – Avancement des travaux sur les fiches mesures détaillées 6. Bulletin de veille du CRUJeF sur l'exploitation sexuelle. 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>
4	2021-06-14	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • Ministère des Affaires municipales et de l'habitation • Ministère de la Famille • Ministère de la Justice du Québec • Ministère de la Santé et des Services sociaux • Ministère de la Sécurité publique • Ministère de l'Éducation • Ministère de l'Enseignement supérieur 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre 2. Tour de table 3. État d'avancement des travaux 4. Prochaines étapes importantes 5. Présentation du plan de communication et échanges 6. Période de questions 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)	PROCÈS-VERBAUX (d)
		<ul style="list-style-type: none"> Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Ministère des Relations internationales Ministère du Tourisme Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Secrétariat à la Condition féminine Secrétariat à la jeunesse Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat aux communications gouvernementales Secrétariat québécois aux relations canadiennes Société d'habitation du Québec 		
5 ¹	2022-01-27	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de la Sécurité publique Directeur des poursuites criminelles et pénales Ministère des Affaires municipales et de l'habitation Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère de la Justice du Québec Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère du Tourisme Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat à la Condition féminine Secrétariat à la jeunesse. 	<ol style="list-style-type: none"> Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre Points d'information <ol style="list-style-type: none"> Retour sur le lancement du plan d'action Volet financier Suivi et reddition de comptes Campagne de sensibilisation Tour de table sur la mise en œuvre des mesures Retour sur les prochaines étapes importantes Varia 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>
6	2022-09-23	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de la Sécurité publique Directeur des poursuites criminelles et pénales Ministère des Affaires municipales et de l'habitation Ministère de l'Éducation Ministère de l'Enseignement supérieur Ministère de la Justice du Québec Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère du Tourisme Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat à la Condition féminine 	<ol style="list-style-type: none"> Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre Rapport de mise en œuvre du PACSESM <ol style="list-style-type: none"> Mise en contexte Précisions sur les informations attendues Présentation des échéanciers Questions Mise à jour du cadre financier du PACSESM <ol style="list-style-type: none"> Précisions sur les informations attendues Présentation de l'échéancier Questions 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)	PROCÈS-VERBAUX (d)
		<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat à la jeunesse 	4. Varia	

¹ : À noter que le nombre de participants a été réduit à la suite de l'annonce du Plan d'action le 3 décembre 2021 de manière que seulement les ministères et organismes directement impliqués dans la mise en œuvre des actions soient présents.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 48 : En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :

- a.** Les sommes prévues en 2022-2023;
- b.** Les sommes investies en 2022-2023;
- c.** Les prévisions pour les 4 prochaines années;
- d.** Le bilan et les résultats;
- e.** Le suivi de chacune des mesures.

Le MSP a mis en place deux mesures de répression pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs, soit : Renforcer la capacité d'action de l'équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) et Créer la première escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile (EILP-J). Voici pour chacune des mesures l'information demandée.

L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) (79,2M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies en 2022-2023

Sûreté du Québec	7 167 200 \$
Service de police de la Ville de Montréal	4 479 200 \$
Service de police de la Ville de Québec	2 736 900 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	641 800 \$
Service de police de Laval	398 100 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	464 300 \$
Ministère de la Sécurité publique	101 779 \$
Montants pour des besoins ponctuels	250 000 \$
Total 2022-2023	16 239 279 \$

¹Sommes approuvées par le SCT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 48 : En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :
a.Les sommes prévues en 2022-2023;
b.Les sommes investies en 2022-2023;
c.Les prévisions pour les 4 prochaines années;
d.Le bilan et les résultats;
e.Le suivi de chacune des mesures.

c) Prévisions pour les 4 prochaines années

Sommes prévues en 2023-2024	16 965 700 \$
Sommes prévues en 2024-2025	17 438 800 \$
Sommes prévues en 2025-2026	17 669 700 \$

Les sommes pour 2026-2027 ne sont pas connues. Le Plan d'action se termine le 31 mars 2026.

d) Bilan et résultats

Les résultats de l'EILP :

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 janvier 2023, il y a eu :

- 40 perquisitions;
- 74 arrestations;
- 252 chefs d’accusation. Pour un bilan plus détaillé, veuillez consulter la feuille verte QP1-048.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 48 : En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :
a.Les sommes prévues en 2022-2023;
b.Les sommes investies en 2022-2023;
c.Les prévisions pour les 4 prochaines années;
d.Le bilan et les résultats;
e.Le suivi de chacune des mesures.

Escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile (EILP-J) (12,6M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies pour l'année 2022-2023

Organisations	Sommes investies en 2022-2023 ¹
Sûreté du Québec	1 515 400 \$
Service de police de la Ville de Montréal	364 800 \$
Service de police de la Ville de Québec	364 800 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	178 400 \$
Service de police de Laval	169 800 \$
Service de police de l’agglomération de Longueuil	178 400 \$
Total 2021-2022	2 771 600 \$

¹Sommes approuvées par le SCT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 48 : En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :
a.Les sommes prévues en 2022-2023;
b.Les sommes investies en 2022-2023;
c.Les prévisions pour les 4 prochaines années;
d.Le bilan et les résultats;
e.Le suivi de chacune des mesures.

c) Prévisions pour les 4 prochaines années

Sommes prévues en 2023-2024	2 722 000 \$
Sommes prévues en 2024-2025	2 764 300 \$
Sommes prévues en 2025-2026	2 733 000 \$

Les sommes pour 2026-2027 ne sont pas connues. Le Plan d'action se termine le 31 mars 2026.

d) Bilan et résultats

Résultats de l'EILP-J :

Pour la période du 1er avril 2022 au 31 janvier 2023, il y a eu :

- 86 perquisitions;
- 70 arrestations;
- 43 dossiers avec accusations de distribution de pornographie juvénile; 17 dossiers avec accusations de production de pornographie juvénile; 24 dossiers avec autres accusations.

e) Suivi de chacune des mesures

L'EILP et l'EILP-J sont en place et opérationnelles. Le suivi de ces deux mesures est inclus dans le suivi général du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l’exploitation sexuelle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 49 : **En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :**
a.Les sommes prévues en 2022-2023;
b.Les sommes investies en 2022-2023;
c.Les prévisions pour les 4 prochaines années;
d.Le bilan et les résultats;
e.Le suivi de chacune des mesures.

Le MSP a annoncé en octobre 2021, un investissement de près de 19,3 M\$ sur 5 ans afin de poursuivre son engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Les sommes versées seront consacrées à la mise en œuvre des cinq mesures en prévention et en intervention auprès des victimes actuelles et potentielles.						
a, b, c. Les sommes prévues et investies en 2022-2023. Les prévisions pour les 4 prochaines années.						
	2022-2023		2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Mesures	Sommes prévues	Sommes investies	Sommes prévues	Sommes prévues	Sommes prévues	Sommes prévues
10. Soutien à la mission des organismes communautaires	2 134 300 \$	2 134 296 \$	2 361 300 \$	3 493 300 \$	95 400 \$	Non disponible
11. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	2 000 000 \$	1 800 167 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	Non disponible	Non disponible
12. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention dans le cyber espace	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	25 000 \$	Non disponible	Non disponible
13. Consolidation des tables de concertation	1 025 000 \$	1 000 000 \$	1 250 000 \$	1 500 000 \$	Non disponible	Non disponible
15. Formation spécialisé en exploitation sexuelle	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	Non disponible	Non disponible
16. Formation non spécialisé en exploitation sexuelle	150 000 \$	183 000 \$	0 \$	0 \$	Non disponible	Non disponible

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 49 :	En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a.Les sommes prévues en 2022-2023; b.Les sommes investies en 2022-2023; c.Les prévisions pour les 4 prochaines années; d.Le bilan et les résultats; e.Le suivi de chacune des mesures.
----------------------	---

d, e. Bilan, résultats et suivis des mesures

Mesures	Bilan et résultats	Suivi de la mesure
10. Soutien à la mission des organismes communautaires	Un bilan sera produit à la fin du programme.	– Création du Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle (PMES). – Lancement d'un appel de candidatures à l'automne 2022. – Sélection de 18 bénéficiaires pour l'année 2022-2023. – Ententes signées avec les bénéficiaires du programme.
11. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Un bilan sera produit à la fin du programme.	– Financement de 28 projets en prévention de l'exploitation sexuelle pour l'année 2022-2023. – Ententes en cours avec les bénéficiaires du programme.
12. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention dans le cyber espace	L'organisme bénéficiaire de la mesure (Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)) produit un bilan après chaque année d'activité, conformément à l'entente de subvention. Le premier bilan présente les résultats suivants: – Création d'un répertoire des stratégies et des outils numériques utilisés auprès des jeunes pour les sensibiliser, prévenir et intervenir en matière d'exploitation sexuelle. – Analyse et appréciation des outils et stratégies existantes. – Création d'un groupe de discussion abordant l'utilisation des TIC dans un contexte de prévention de l'exploitation sexuelle.	– Entente en cours avec le bénéficiaire de la mesure (PIPQ).

13. Consolidation des tables de concertation	Un bilan sera produit à la fin du programme.	<ul style="list-style-type: none"> – Financement de 8 tables régionales de concertation en exploitation sexuelle (Saguenay, Outaouais, Montréal, Québec, Laval, Longueuil, Drummondville et Salaberry-de-Valleyfield). – Ententes en cours avec les bénéficiaires du programme.
15. Formation spécialisé en exploitation sexuelle	L'organisme bénéficiaire de la mesure (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) produit un bilan après chaque année d'activité, conformément à l'entente de subvention. Le premier bilan sera remis en mars 2024.	– Entente signée avec le bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN).
16. Formation non spécialisé en exploitation sexuelle	L'organisme bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN) produit un bilan après chaque année d'activité, conformément à l'entente de subvention. Le premier bilan sera remis en mars 2024.	– Entente signée avec le bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 50 : **Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2022-2023, veuillez nous indiquer :**

a. Le nombre de demandes reçues ;

b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ;

c. La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.

- a. Le nombre de demande reçues**
Un appel de candidature a eu lieu à l'automne 2022 dans le cadre du Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle (PMES). Le MSP a reçu 42 demandes de financement.
- b. Le nombre de demande refusées et le motif de refus**
L'appel de candidature du PMES a mené au refus de 24 demandes :
- 15 demandes ont été refusées pour le motif suivant : *Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.*
 - 9 demandes ont été refusées pour le motif suivant : *La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.*
- c. La liste des organismes retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu**

Bénéficiaires PMES 2022-2023	
Organismes	Montant attribué
Service de travail de rue de Chicoutimi	113 272 \$
CALACS du Saguenay	113 272 \$
Maison de Marthe	113 272 \$
Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)	113 272 \$
SQUAT Basse-Ville	113 272 \$
CALACS Agression Estrie	113 272 \$
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	113 272 \$
En Marge 12-17	113 272 \$
L'Anonyme	113 272 \$
La Sortie	113 272 \$
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	113 272 \$
CALACS La Chrysalide	113 272 \$
Milieu d'Intervention et de Thérapie en Agression Sexuelle (MITAS)	113 272 \$
CALACS Coup de cœur	113 272 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

Le TRAJET	113 272 \$
CALACS des rivières	113 272 \$
Le refuge La Piaule inc	113 272 \$
Répit jeunesse	113 272 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

ÉTAT D’AVANCEMENT PAR RECOMMANDATION		
Rapport de la Commission spéciale sur l’exploitation sexuelle des mineurs		
RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 1 La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare formellement et solennellement que la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs constitue une priorité nationale. Qu’à cette fin, le gouvernement du Québec élabore un plan d’action à partir des présentes recommandations de la Commission. Que ce plan d’action soit révisé périodiquement par un comité interministériel qui devra faire rapport à l’Assemblée nationale tous les deux ans sur la mise en œuvre des actions et que ce rapport soit étudié par la commission compétente.	Réalisé	3 décembre 2020 : L’Assemblée nationale adoptait à l’unanimité une motion déclarant formellement la lutte à l’exploitation sexuelle des mineurs une priorité nationale pour le Québec. 3 décembre 2021 : Le ministère de la Sécurité publique lançait le <i>Plan d’action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l’exploitation sexuelle des mineurs</i> (PACSESM).
Recommandation n° 2 La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare le 4 mars de chaque année comme étant la Journée de la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs et qu’il souligne, en association avec l’ONU, la Journée mondiale de la lutte contre la traite d’êtres humains le 30 juillet de chaque année.	Réalisé	10 mars 2021 : L’Assemblée nationale adoptait à l’unanimité une motion visant à faire le 4 mars la Journée nationale de la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs.
Recommandation n° 3 La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare la première semaine du mois de mars de chaque année la Semaine nationale de la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs.	Réalisé	10 mars 2021 : L’Assemblée nationale adoptait à l’unanimité une motion visant à faire du 1 ^{er} au 7 mars la Semaine nationale de la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs.
Recommandation n° 4 La Commission recommande que soit créée, et soutenue financièrement, une chaire de recherche de stature internationale en partenariat avec l’UNESCO se penchant sur le phénomène de l’exploitation sexuelle des mineurs et les réponses à y apporter.	Réalisé	Mesure n° 1 : Soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l’exploitation sexuelle au Québec (MSP)
Recommandation n° 5 La Commission recommande que le gouvernement du Québec confie à des experts le mandat de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec et les mesures mises en place pour la prévenir et la réprimer.	Réalisé	Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d’experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 6</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec élabore de vastes campagnes de sensibilisation multiplateformes et récurrentes visant à :</p> <ul style="list-style-type: none">• Informer sur l’exploitation sexuelle des mineurs en s’adressant à l’ensemble de la population et que des volets spécifiques s’adressent aux familles et aux jeunes, aux organismes communautaires (par exemple les maisons des jeunes ou les maisons de la famille), aux intervenants sociaux, aux milieux de la restauration et de l’hôtellerie et aux organisateurs de grands événements.• Rappeler le caractère criminel de l’achat de services sexuels.	En cours (récurrent)	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l’exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 7</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation pour les visiteurs à l’entrée de leurs territoires.</p>	En cours	<p>Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 8</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation ciblant les jeunes Autochtones et leurs communautés sur l’exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours	<p>Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 9</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, avec le soutien du gouvernement fédéral, mène une campagne de sensibilisation, spécifiquement aux portes d’entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontières, s’adressant à tous les voyageurs, quel que soit leur statut, visant à rappeler le caractère criminel de l’achat de services sexuels et de la traite des personnes sur le territoire canadien.</p>	Non réalisé	<p>Lors de l’élaboration du PACSESM, le Québec était aux prises avec les deuxième et troisième vagues de la pandémie de COVID-19. Conséquemment, les efforts déployés par les gouvernements fédéraux et provinciaux aux portes d’entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontières se concentraient à ce moment essentiellement sur cette problématique.</p> <p>Cette recommandation avait donc été jugée non-prioritaire et très complexe à mettre en œuvre dans ce contexte. Le ministère de la Sécurité publique avait d’ailleurs choisi de prioriser la sensibilisation directe des acteurs de l’industrie du tourisme (mesures n°s 21 et 22 du PACSESM) et des personnes immigrantes (mesure n° 6 du PACSESM).</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 10</p> <p>La Commission recommande que le ministère de l’Éducation intègre un contenu adapté, spécifique à la prévention et aux risques de l’exploitation sexuelle des personnes mineures au cours d’éducation à la sexualité au primaire et au secondaire.</p> <p>La Commission recommande que les thèmes suivants soient abordés au cours d’éducation à la sexualité, notamment le consentement, le respect, l’accomplissement personnel, l’estime de soi, les relations interpersonnelles saines, l’exploitation sexuelle, les méthodes de recrutement, un usage sécuritaire des médias sociaux et des technologies de l’information.</p>	En cours	<p>Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l’exploitation sexuelle aux contenus d’éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)</p>
<p>Recommandation n° 11</p> <p>La Commission recommande que les cours d’éducation à la sexualité soient donnés par du personnel enseignant formé à cet effet et appuyé par des sexologues ou autres professionnels qualifiés.</p>	En cours	<p>Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l’exploitation sexuelle aux contenus d’éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)</p>
<p>Recommandation n° 12</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une vaste campagne de sensibilisation pour les enfants et leurs parents afin de faire connaître les conséquences liées à un usage risqué des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu’à les outiller pour reconnaître les situations à risque d’exploitation sexuelle dans l’univers virtuel.</p>	En cours	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l’exploitation sexuelle (MSP)</p> <p>Mesure n° 6 : Sensibiliser les personnes immigrantes, notamment les personnes nouvellement arrivées, à l’exploitation sexuelle des mineurs (MIFI)</p>
<p>Recommandation n° 13</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place un système d’avis sur Internet qui cible directement les personnes recherchant des services sexuels de mineurs et des sites d’annonces de services sexuels.</p>	En cours	<p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d’experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 14</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec soutienne des initiatives visant la prévention et le dépistage de l’exploitation sexuelle des mineurs dans l’ensemble des lieux fréquentés par les jeunes.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 11 : Reconduire et bonifier le Programme de prévention et d’intervention en matière d’exploitation sexuelle (MSP)</p> <p>Mesure n° 12 : Documenter et expérimenter la pratique d’intervention en matière d’exploitation sexuelle dans le cyberspace (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 15</p> <p>La Commission recommande, en s’inspirant d’initiatives développées localement, de créer et de généraliser des programmes d’éducation à la sexualité adaptés directement aux jeunes en centre jeunesse.</p>	En cours	<p>Mesure n° 9 : Rendre disponibles et offrir des programmes d’éducation à la sexualité adaptés aux besoins des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d’adaptation (MSSS)</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L'ÉTAT D'AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 16 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une campagne d'information multilingue pour les victimes afin de leur faire connaître leurs droits, particulièrement lorsqu'elles sont liées à un crime et qu'elles sont manipulées par ce fait.	En cours	Mesure n° 7 : Effectuer des activités de sensibilisation ciblées à l'intention des jeunes victimes d'exploitation sexuelle pour leur faire connaître leurs droits ainsi que les ressources d'aide à leur disposition (MJQ)
Recommandation n° 17 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée avec les organismes du milieu, au cours de la prochaine année, une plateforme unique et interactive dédiée à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que cette plateforme offre de l'information et un registre interactif regroupant toutes les ressources d'aide en matière d'exploitation sexuelle des mineurs sur l'ensemble du territoire québécois. Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec recense tous les outils éducatifs, les initiatives et les organismes de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des mineurs déployés au Québec.	En cours	Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP) Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)
Recommandation n° 18 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée et offre aux parents, à même la plateforme unique et interactive, les outils nécessaires afin de les conscientiser, de les accompagner et de les instruire à la problématique de l'exploitation sexuelle des mineurs et à un usage sécuritaire des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les soutenir dans les interventions auprès de leurs enfants, et ce, dès le jeune âge.	En cours	Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP) Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)
Recommandation n° 19 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place dans les plus brefs délais une formule de financement à la mission pour les organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs plutôt que par projet. Que ce financement soit bonifié.	Réalisé	Mesure n° 10 : Mettre en place un programme de soutien à la mission globale pour les organismes communautaires dont l'expertise et le savoir-faire en matière d'exploitation sexuelle sont reconnus (MSP)
Recommandation n° 20 La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que sera désignée dans chaque région administrative une table de concertation composée des différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que le mandat, la mission et l'appellation de ces tables soient uniformisés. Que la réalité de chaque région soit prise en compte dans la composition des tables avec la participation des acteurs des milieux institutionnels et communautaires. Que le partage d'information entre ces tables de concertation soit établi. La Commission recommande de reconduire les mandats des projets du programme Prévention Jeunesse en assurant le financement récurrent ainsi que d'en élargir la portée partout au Québec.	En cours	Mesure n° 13 : Bonifier le programme Prévention jeunesse pour y inclure un volet de soutien aux tables régionales de concertation en matière d'exploitation sexuelle (MSP)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 21</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec uniformise un protocole approprié de partage des renseignements personnels et d’information entre les intervenants des services sociaux et des services policiers dans l’optique de prévenir et d’intervenir pour protéger les mineurs de situations d’exploitation sexuelle.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 14 : Clarifier les règles de partage et de communication de renseignements confidentiels entre les professionnels travaillant avec des jeunes bénéficiant de services de protection de la jeunesse pour mieux les protéger en situation de risque ou d’exploitation sexuelle (MSSS)</p>
<p>Recommandation n° 22</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec bonifie la formation initiale et la formation continue des intervenantes et des intervenants susceptibles d’être impliqués dans les dossiers d’exploitation sexuelle des mineurs.</p> <p>Que les différents corps d’emploi ciblés comprennent entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les intervenantes et les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux (incluant les services préhospitaliers)• Le personnel de première ligne dans les communautés autochtones• Les pharmaciennes et les pharmaciens• L’ensemble du personnel enseignant et les intervenants des niveaux primaires et secondaires• La magistrature de la Chambre criminelle et pénale ainsi que de la Chambre de la jeunesse• Les procureurs et les procureures aux poursuites criminelles et pénales ainsi qu’aux cours municipales• Le personnel policier et civil au sein des organisations policières• Les autres intervenantes et les intervenants auprès des jeunes (les organismes de loisirs, etc.)• Les agentes et les agents des services correctionnels et de probation. <p>Que le ministère de la Santé et des Services sociaux s’assure que l’ensemble des professionnels œuvrant auprès des jeunes connaissent l’obligation de dénoncer des situations à risque d’exploitation sexuelle en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.</p> <p>Que le contenu de la formation soit développé en partenariat entre les tables régionales et la Chaire de recherche.</p>	En cours	<p>Mesure n° 15 : Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour les intervenantes et les intervenants spécialisés (MSP)</p> <p>Mesure n° 16 : Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d’être en contact avec des mineurs victimes d’exploitation sexuelle à l’importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse (MSP)</p> <p>Mesure n° 17 : Offrir une formation initiale et une formation de perfectionnement sur l’intervention auprès des personnes victimes d’exploitation sexuelle à l’intention des policières et des policiers ainsi que des agentes et des agents des services correctionnels (MSP)</p> <p>Mesure n° 19 : Rendre accessible une formation sur l’exploitation sexuelle des mineurs aux membres de la magistrature qui officient à la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec (DPCP)</p> <p>Mesure n° 20 : Développer et diffuser une formation visant les étudiantes et les étudiants de programmes d’enseignement supérieur menant à des corps d’emploi et à des professions liés à des dossiers d’exploitation sexuelle (MESQ)</p> <p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l’exploitation sexuelle.</p>
<p>Recommandation n° 23</p> <p>La Commission recommande que l’École nationale de police du Québec développe et diffuse une formation sur l’accompagnement des victimes d’exploitation sexuelle des mineurs dans le processus judiciaire.</p>	À débiter	<p>Mesure n° 18 : Tenir une journée d’actualisation des connaissances sur l’accompagnement des personnes victimes d’exploitation sexuelle dans le processus judiciaire à l’intention des policières et des policiers de même que pour les procureurs et procureures.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 24</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un sceau « Non à l’exploitation sexuelle des mineurs » et en fasse la promotion notamment en partenariat avec l’industrie hôtelière, les festivals, les grands événements, l’industrie du transport de personnes, et ce, sur l’ensemble du territoire du Québec.</p> <p>Que le sceau soit disponible pour l’ensemble des commerces et que son obtention repose sur des conditions dont la formation obligatoire du personnel concernant le dépistage de l’exploitation sexuelle des mineurs et l’affichage au sein du commerce d’une publicité sensibilisant à l’exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours	<p>Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l’industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l’exploitation sexuelle (SCF)</p>
<p>Recommandation n° 25</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec impose aux plateformes locatives numériques, aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d’hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas l’obligation d’un affichage bien en vue rappelant le caractère criminel de l’achat de services sexuels.</p>	Partiellement réalisé	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l’exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 26</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec exige que les plateformes locatives numériques, les établissements hôteliers, les propriétaires de lieux d’hébergement touristique, les salons de massage érotique et les saunas affichent de manière visible les coordonnées pour rapporter un crime d’exploitation sexuelle des mineurs.</p>	Partiellement réalisé	<p>Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l’exploitation sexuelle (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 27</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende les subventions ou autres incitatifs fiscaux aux grands événements, représentés par le Regroupement des événements majeurs internationaux, conditionnels à la mise en œuvre de mesures de sensibilisation, de formation de leur personnel et de prévention de l’exploitation sexuelle des mineurs.</p> <p>Que la formation sur l’exploitation sexuelle des mineurs soit admissible en tant que dépense de formation pour les entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre (loi du 1 %).</p> <p>Que cette démonstration d’actions concrètes (par exemple la sensibilisation du public) contre l’exploitation sexuelle des mineurs soit élaborée de concert avec la table de concertation régionale et qu’elle soit validée par la Chaire de recherche.</p> <p>Que les promoteurs déposent obligatoirement un rapport faisant état des mesures mises en place pour lutter contre l’exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours	<p>Mesure n° 22 : Outiller les promoteurs de festivals et d’événements touristiques pour susciter leur engagement quant à la prévention de l’exploitation sexuelle (MTO)</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 28 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande formellement au gouvernement fédéral de prendre le décret permettant l’entrée en vigueur de la disposition autorisant l’imposition de peines consécutives pour les trafiquants de la traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d’apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d’exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 29 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification au Code criminel afin d’ajouter l’ensemble des crimes liés au proxénétisme aux activités visées par la confiscation des produits de la criminalité.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d’apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d’exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 30 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement du Canada de proposer une modification au Code criminel afin de diminuer la pression sur les victimes en retirant l’étape de l’enquête préliminaire lors d’accusations d’exploitation sexuelle des mineurs et de traite de personnes.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d’apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d’exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 31 La Commission recommande que le gouvernement du Québec s’assure que les clients abuseurs reconnus coupables sont inscrits au Registre national des délinquants sexuels.	Réalisé	L’inscription au Registre est effectuée sur ordonnance d’un juge. Cette ordonnance doit être rendue à l’égard de certaines infractions désignées. L’obtention de services sexuels moyennant rétribution d’une personne mineure, la traite d’une personne mineure et le proxénétisme impliquant une victime mineure figurent parmi les infractions sexuelles désignées. Le Centre québécois d’enregistrement des délinquants sexuels procède aux inscriptions dans le Registre national des délinquants sexuels à la réception des jugements.
Recommandation n° 32 La Commission recommande que le gouvernement du Québec rappelle aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d’hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas leur obligation de signaler toute situation à risque d’exploitation sexuelle de mineurs.	En cours	Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l’industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l’exploitation sexuelle (SCF)
Recommandation n° 33 La Commission recommande que le ministère de la Justice examine la possibilité de modifier le Code civil du Québec afin d’accorder aux victimes d’exploitation sexuelle un recours en dommages et intérêts imprescriptible contre un établissement hôtelier qui n’a pas agi ou alerté la police alors qu’il savait ou devait savoir qu’une personne mineure y était sexuellement exploitée.	Réalisé	Les dispositions actuelles du Code civil du Québec permettent déjà à une personne victime de poursuivre toute personne qui aurait commis une faute contributive aux préjudices résultant de l’exploitation sexuelle qu’elle aurait subie. La Loi modifiant le Code civil est entrée en vigueur en 2020. Elle vient notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d’agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l’enfance et de violence conjugale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 34 La Commission recommande que le gouvernement du Québec exerce son leadership lors de rencontres fédérales-provinciales-territoriales et au sein du Conseil de la fédération afin d’assurer une plus grande collaboration entre les provinces dans la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs, dans l’arrimage des différentes lois en matière de protection de la jeunesse et dans les interventions interprovinciales.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d’apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d’exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 35 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification afin de mettre à jour les définitions de « lieu », d’« endroit public » et d’« endroit quelconque » dans les définitions inscrites au Code criminel afin d’y inclure le cyberspace privé ou public.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d’apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d’exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 36 La Commission recommande que le gouvernement du Québec développe avec le soutien de l’Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités une stratégie provinciale visant à recenser la réglementation municipale liée à l’industrie du sexe, notamment en ce qui a trait à l’octroi de permis, et à l’uniformiser afin de mieux sévir en matière de lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs, et ce, dans l’ensemble des municipalités et des arrondissements.	En cours	Mesure n° 24 : Documenter l’encadrement de l’industrie du sexe par le milieu municipal afin de proposer des pistes de solution pour contribuer à un meilleur contrôle des activités qui ont cours dans ces établissements (MAMH)
Recommandation n° 37 La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique augmente les ressources humaines et financières de l’Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme et ajoute des équipes régionales (satellites) ayant comme mandat prioritaire d’effectuer des opérations ciblant les clients-abuseurs.	Réalisé	Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l’Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)
Recommandation n° 38 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un poste de procureur coordonnateur désigné à l’Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme afin de faciliter l’arrimage des poursuites liées aux dossiers de marchandisation de services sexuels de mineurs	Réalisé	Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l’exploitation sexuelle (DPCP)
Recommandation n° 39 La Commission recommande que le Directeur des poursuites criminelles et pénales désigne des procureurs attitrés aux dossiers sur l’exploitation sexuelle, dans les régions, afin d’assurer une expertise et une uniformité dans le traitement des dossiers au sein du système judiciaire.	Réalisé	Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l’exploitation sexuelle (DPCP)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 40</p> <p>Afin de mettre la victime mineure au centre des interventions, de faciliter la coordination et le partage d’expertise, la Commission recommande que soient greffés à l’Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme :</p> <ul style="list-style-type: none">• Une agente ou un agent de liaison interprovinciale• Un ou des membres des services de police autochtones• Une procureure ou un procureur coordonnateur désigné• Les centres d’aide aux victimes d’actes criminels• Le programme Les Survivantes du Service de police de la Ville de Montréal. <p>Et que l’Équipe agisse en partenariat avec les intervenants des tables de concertation régionales et qu’un lien soit établi avec la Chaire de recherche.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l’Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p> <p>Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l’exploitation sexuelle (DPCP)</p> <p>Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d’exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d’aide aux victimes d’actes criminels (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 41</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, évalue les moyens de mieux outiller les corps de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l’exploitation sexuelle des mineurs.</p>	À débiter	<p>Mesure A4 : Évaluer les moyens pour mieux outiller les services de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l’exploitation sexuelle des mineurs (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 42</p> <p>La Commission recommande de bonifier les ressources humaines et financières afin de renforcer les équipes spécialisées dans l’analyse des nouvelles technologies et des médias sociaux et que ces ressources appuient l’Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme dans ses enquêtes.</p>	Réalisé	<p>Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l’Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 43</p> <p>La Commission recommande que le ministre de la Justice développe des orientations et des mesures permettant de déjudiciariser les victimes d’exploitation sexuelle lorsqu’elles déposent une plainte contre un proxénète ou un client-abuseur et qu’elles reçoivent de l’information complète sur leurs droits.</p>	En cours	<p>Mesure n° 29 : Développer des critères pour l’orientation des victimes vers un programme de mesures de rechange en lien avec les infractions qu’elles auraient pu commettre en contexte d’exploitation sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 44</p> <p>La Commission recommande que les services de police augmentent les patrouilles mixtes, associant policiers et intervenants psychosociaux, ou misent sur une approche de type « police communautaire » centrée sur les victimes afin de favoriser l’efficacité des opérations, d’assurer la sécurité des victimes et de renforcer la confiance des personnes marginalisées envers les autorités.</p>	Réalisé	<p>Cette recommandation est réalisée dans le cadre du <i>Plan d’action interministériel en santé mentale 2022-2026</i> :</p> <p>Mesure n° 2.4 : Mettre en œuvre et consolider des pratiques mixtes d’interventions psychosociales et policières de proximité</p>
<p>Recommandation n° 45</p> <p>La Commission recommande d’étendre à l’ensemble du Québec des mesures pour faciliter le témoignage des victimes au tribunal, leur assurer un soutien et un accompagnement, par exemple en les préparant à rendre témoignage.</p>	En cours	<p>Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d’exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d’aide aux victimes d’actes criminels.</p> <p>Mesure n° 30 : Favoriser la participation des personnes victimes d’exploitation sexuelle dans le processus judiciaire, notamment celles d’âge mineur, par des mesures de facilitation du témoignage.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L'ÉTAT D'AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 46</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Justice finance et développe, en collaboration avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et la Chaire de recherche, un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels. Le programme doit exclure les clients de services sexuels de mineurs, les récidivistes et ceux qui en ont déjà bénéficié.</p> <p>Que ce programme comprenne les éléments suivants : une contribution volontaire des contrevenants, une formation et un suivi avec un organisme qui offre une aide psychosociale aux contrevenants.</p>	En cours	<p>Mesure n° 33 : Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels.</p>
<p>Recommandation n° 47</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles afin, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'accorder l'aide sociale aux victimes mineures d'exploitation sexuelle et aux personnes sans statut • De réduire le délai d'obtention d'un premier chèque • De revoir l'allocation afin qu'elle s'accorde davantage au coût de la vie • D'exclure l'indemnité accordée par le programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels du calcul des revenus considéré pour établir le montant des prestations d'aide sociale • De modifier le processus d'enquête dans les cas de fraude en raison de revenus de prostitution non déclarés (en excluant le proxénète) • De reconnaître les séquelles de l'exploitation sexuelle comme une contrainte sévère à l'emploi • De tenir compte des réalités régionales dans l'attribution des ressources financières. 	Partiellement réalisé	<p>Le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1), qui introduisait notamment une exclusion relative aux indemnités accordées en matière d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles du calcul de l'aide financière de dernier recours, a été édicté le 6 octobre 2021. Les dispositions visant l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles sont entrées en vigueur le 1er janvier 2022.</p> <p>Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.</p>
<p>Recommandation n° 48</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec révise les dossiers d'aide sociale des personnes exploitées sexuellement qui ont fait l'objet d'enquêtes pour fraude commise par un proxénète ou en raison des gains provenant de la prostitution et, le cas échéant, d'effacer leurs dettes et le remboursement des intérêts.</p>	Réalisé	<p>L'article 104 de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> permet déjà à une personne de demander l'annulation de sa dette pour des circonstances telles que violence conjugale ou violence liée à l'exploitation sexuelle.</p>
<p>Recommandation n° 49</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec instaure un programme spécial de sortie de la prostitution ayant pour objet le versement de prestations d'aide financière à toutes les victimes en processus de reconstruction leur assurant notamment un revenu, un accès aux services de santé physique et psychologique et un logement, tout en tenant compte des spécificités régionales. Que ce programme soit simple en matière de critères d'admissibilité.</p>	En cours	<p>Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L'ÉTAT D'AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 50 La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels afin d'ajouter le proxénétisme et la traite des personnes à la liste des crimes indemnisés, de reconnaître les victimes d'exploitation sexuelle des mineurs, d'abolir le délai de prescription, et ce, même si le crime a été commis ailleurs au Canada.	Réalisé	13 octobre 2021 : Entrée en vigueur de la <i>Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement</i> (LAPVIC) ainsi que son règlement d'application. Notamment, cette loi élargit la notion de personne victime afin d'inclure les proches de la personne qui subit l'infraction criminelle. Elle permet l'admissibilité de toutes les infractions criminelles contre la personne, dont celles commises hors Québec. Pour les infractions criminelles commises en contexte de violence conjugale, de violence sexuelle et de violence subie pendant l'enfance, il n'y a plus de délai pour présenter une demande.
Recommandation n° 51 La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende accessibles aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs des soins et du soutien psychologique dès que requis, remboursés par la Régie de l'assurance maladie du Québec, et que l'accès à ces soins se poursuive après l'atteinte de la majorité.	Réalisé	Le MSSS entend réviser en profondeur l'offre de service en Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (CRJDA) afin de répondre aux besoins des jeunes, notamment ceux à risque ou victime d'exploitation sexuelle ainsi que les abuseurs mineurs.
Recommandation n° 52 La Commission recommande que le gouvernement du Québec interdise la mixité des clientèles dans les centres jeunesse afin d'optimiser le rétablissement des victimes d'exploitation sexuelle.	Réalisé	Cette Mesure est inscrite au Plan d'action : Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (2018) et la Commission spéciale sur le droit des enfants et la protection de la jeunesse a également émis des recommandations à cet égard. Plusieurs actions ont été et seront posées dans les prochaines années. Par exemple, un investissement de 25 M\$ annoncé à l'automne 2020 afin d'accroître l'accessibilité aux services en santé mentale pour les jeunes, un financement de 40 M\$ visant le déploiement du programme Aire Ouverte (services adaptés pour les jeunes de 12 à 25 ans), un appel à projets novateurs en CRJDA, un mandat confié à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux afin de connaître les bonnes pratiques, etc.
Recommandation n° 53 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée sur l'ensemble de son territoire, des lieux d'hébergement spécifiques et hautement sécuritaires dotés de services psychosociaux et éducatifs afin de protéger, de soigner et de contribuer à la réinsertion sociale des victimes d'exploitation sexuelle.	Réalisé	Cette recommandation n'avait pas été retenue puisque les jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle ayant besoin d'hébergement peuvent déjà être accueillies au sein des CRJDA. D'ailleurs, la Loi sur la protection de la jeunesse a été modifiée en 2017 pour assurer une meilleure protection des jeunes hébergés en CRJDA en empêchant notamment les sorties des jeunes qui présentent un risque élevé de fugue qui pourraient les mettre en danger, notamment dans les cas d'exploitation sexuelle.
Recommandation n° 54 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un fonds dédié destiné à soutenir les initiatives visant l'offre d'hébergement aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs. Que ce fonds soit alimenté, entre autres, par l'entière des sommes saisies dans les affaires d'exploitation sexuelle des mineurs et les contributions volontaires des personnes condamnées pour l'achat de services sexuels.	Non réalisé	Par ailleurs, il importe de souligner que la thématique des besoins résidentiels des personnes victimes d'exploitation sexuelle a été ciblée parmi les chantiers prioritaires du Comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale, soit la mesure n° 31 du PACSESM.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE
QUESTION 51 : POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS, INDIQUER L’ÉTAT D’AVANCEMENT.

RECOMMANDATION	ÉTAT D’AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
<p>Recommandation n° 55</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose les modifications législatives qui auraient pour effet de forcer les fournisseurs et toutes les plateformes du Web (existantes, passées et à venir) à effacer et déréférencer les renseignements sur les victimes d’exploitation sexuelle et à collaborer de façon étroite avec les services de police.</p>	En cours	<p>21 septembre 2021 : Adoption de la Loi modernisant les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels. La loi octroie des droits à une personne concernée par un renseignement personnel, dont celui d'exiger que cesse la diffusion d'un tel renseignement ou que soit désindexé ou réindexé un hyperlien rattaché à son nom permettant d'accéder à ce renseignement par un moyen technologique.</p> <p>Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d’experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)</p>
<p>Recommandation n° 56</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette sur pied des équipes spécialisées d’aide et d’accompagnement des parents dont un ou une enfant est victime d’exploitation sexuelle.</p>	En cours	<p>Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l’entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)</p>
<p>Recommandation n° 57</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende disponibles des programmes de réhabilitation qui s’adressent spécifiquement aux clients-abuseurs et aux proxénètes afin d’éviter la récidive.</p>	Réalisé	<p>Le MSP soutient le développement d’une activité clinique sur la traite des personnes et l’exploitation sexuelle visant à prévenir le proxénétisme chez les jeunes contrevenants hébergés en <i>Centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d’adaptation</i>.</p>
<p>Recommandation n° 58</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, tel qu’adopté dans une motion unanime de l’Assemblée nationale, dépose dans les plus brefs délais son nouveau plan d’action en santé et bien-être des femmes. Que ce plan mette de l’avant des mesures contribuant à une sortie durable des situations d’exploitation sexuelle.</p>	Réalisé	<p>Le Plan d’action en santé et bien-être des femmes 2020-2024 a été lancé le 18 décembre 2020.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 52 :	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chacune des dix dernières années : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.
---------------	--

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

TABEAU : NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2020 ^a	2021 ^p
TOTAL	9 419	11 800
Agressions sexuelles graves	35	31
Agressions sexuelles armées	111	101
Agressions sexuelles simples	5 562	7 238
Total des agressions sexuelles	5 708	7 370
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	3 711	4 430

Données 2022 non disponibles. Le traitement des données 2022 sera effectué en mai 2023.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'entente ou l'arrangement d'infractions d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans (infraction abrogée le 21 juin 2019), la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite, le fait qu'un parent ou tuteur serve d'entremetteur pour qu'un enfant commette des actes sexuels interdits et enfin, toute infraction sexuelle survenue avant le 4 janvier 1983.

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Les statistiques annuelles concernant les infractions sexuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/publications/statistiques-criminalite-quebec>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

TABEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (NOMBRE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2020 ^a	2021 ^p
TOTAL	9 419	11 800
Classées par mise en accusation ou accusation recommandée	4 436	3 880
Classées sans mise en accusation	1 150	1 131
<i>Total des infractions classées</i>	5 586	5 011
Infractions non classées	3 833	6 789

TABEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (POURCENTAGE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2020 ^a	2021 ^p
TOTAL	100,0 %	100,0 %
Classées par mise en accusation ou accusation recommandée	47,1 %	32,9 %
Classées sans mise en accusation	12,2 %	9,6 %
<i>Total des infractions classées</i>	59,3 %	42,5 %
Infractions non classées	40,7 %	57,5 %

¹Les statistiques concernent toutes les infractions enregistrées par la police durant l'année correspondante (2020 ou 2021) selon leur état de classement lors de l'extraction des données en mai 2022. Données 2022 non disponibles. Le traitement des données 2022 sera effectué en mai 2023.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l’affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données du Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces renseignements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 53 : 22,5 M\$ sur cinq ans pour rehausser le financement des maisons d'hébergement à l'occasion du budget 2022-2023, soit 4,5 M\$ par année. Indiquer :

- a. Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ;**
- b. Le montant reçu ;**
- c. La date de réception du financement.**
- d. Les prévisions pour 2023-2024**

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 54 : 92 M\$ sur cinq ans pour les maisons d’aide et d’hébergement de première étape, soit 18,4 M\$ par année. Indiquer :

- a. Les noms des maisons d’hébergements ayant bénéficié de ce financement ;**
- b. Le montant reçu ;**
- c. La date de réception du financement.**
- d. Les prévisions pour 2023-2024.**

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 55 : 222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes. Ventiler les coûts pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

La question relève du Secrétariat à la condition féminine

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 56 : Concernant l'annonce de 19,8 M\$ pour mieux soutenir les organismes intervenant auprès des conjoints violents, indiquer :

- a. La liste des organismes ayant reçu un financement, la date du financement et le montant accordé ;**
- b. Les résultats quant à la réduction des délais en vue d'obtenir des services pour les hommes en crise ;**
- c. Les résultats quant à l'augmentation de l'offre de service.**

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 57 : Concernant l'annonce de 13,2 M\$ pour augmenter le nombre de cellules d'intervention rapide intersectorielles et accroître l'accès au programme Supplément au loyer, indiquer :

- a.** La ventilation du montant de 9,1 M\$ pour les cellules d'intervention rapide intersectorielles ;
- b.** Le nombre d'unités de logement ajoutées ;
- c.** La ventilation du montant de 4,1 M\$ pour quelque 100 unités du programme Supplément au loyer.

La question relève du Secrétariat à la condition féminine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04-01 - 04-02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 58 : **Concernant l’annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ;**
a. La ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ;
b. La ventilation du montant de 27 M\$ pour l’ajout d’effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.

a. Pour la ventilation du montant de 44 M\$, vous référer au DPCP.

b. Afin d'assurer un meilleur accompagnement des victimes de violence conjugale et d'accroître la surveillance accrue des contrevenants, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a accordé un montant total de 27 M\$ sur 5 ans pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale, soit 24,225 M\$ pour les ressources au sein de corps de police au Québec et 2,77 M\$ pour les ressources oeuvrant au sein des services correctionnels, pour l'ajout de 6 effectifs.

Les investissements de 24,225 M\$ sur 5 ans pour les corps de police sont répartis ainsi :

	Contribution réelle du MSP (\$)					
Corps de police	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	Total
SQ	696 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Gatineau	174 000	247 860	252 450	257 220	261 990	1 193 520
Laval	174 000	290 000	290 000	290 000	290 000	1 334 000
Lévis	79 569	140 715	144 540	145 000	145 000	654 824
Longueuil	174 000	284 850	290 000	290 000	290 000	1 328 850
Québec	261 000	435 000	435 000	435 000	435 000	2 001 000
Roussillon	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Sherbrooke	81 345	142 058	144 899	145 000	145 000	658 302
Trois-Rivières	86 580	143 280	144 090	145 000	145 000	663 950
Collines-de-l'Outaouais	55 080	94 590	94 590	94 590	94 590	433 440

Saint-Eustache	49 140	75 960	77 490	79 110	80 730	362 430
Thérèse-De Blainville	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Mirabel	57 870	94 770	97 020	99 270	101 610	450 540
Saint-Jérôme	73 530	145 000	145 000	145 000	145 000	653 530
Montréal	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Terrebonne	145 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Granby	84 195	107 370	110 250	81 450	83 700	466 965
Richelieu Saint-Laurent	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Saguenay	43 200	108 531	110 340	112 230	114 120	488 421
Total	3 133 509	5 209 984	5 235 669	5 218 870	5 231 740	24 029 772
*La différence entre le montant annoncé de 24,225 M\$ et celui de la contribution réelle prévue de 24,030 M\$ (total du tableau) s’explique par le fait que certains corps de police ont proposé des projets à coûts moindres que le maximum accordé par le MSP.						

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 59 : Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2022 pour les maisons d'hébergement de 1re étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 60 : Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2022 pour les maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 61 : Les sommes investies pour les campagnes de publicité pour la violence conjugale depuis le 1er avril 2022. Veuillez ventiler les sommes.

La question relève du Secrétariat à la condition féminine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 62 :	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2022-2023 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.
----------------------	--

<p>Pour l'action 6 « Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels afin d’assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d’interventions », voir réponse à la QP1-058 b).</p>

<p>Pour l'action A4 « Ajouter du personnel en violence conjugale au sein de corps de police autochtones, afin d’assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d’interventions » :</p>

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Le MSP dispose d’une enveloppe de 9,8 M\$ pour mettre en œuvre la mesure. Une partie de cette enveloppe est utilisée pour verser une subvention à l’Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec (ADPPNIQ) pour la mise en place d’une structure de services partagés pour les corps de police autochtones (CPA). Cette subvention est de 675 000\$ pour 2022-2023.• L’ADPPNIQ compte à son effectif deux conseillers (coordonnateurs de projet) attitrés aux relations avec les CPA, un conseiller aux communications et une adjointe administrative.• De la promotion a été effectué auprès des CPA : rencontre avec l’ADPPNIQ, appel de projets aux Conseils de bande et aux CPA, rencontres personnalisées, visites dans les communautés, colloque des directeurs de police des Premières Nations et des Inuits, etc.• À ce jour, le MSP a conclu 15 ententes avec les CPA visant l'ajout de 15 effectifs (policiers et civils).• Une subvention d'un montat de 2 149 810 \$ a été accordée aux CPA en 2022-2023. |
|--|

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 63: Concernant le projet de loi no 24, loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d’y prévoir le pouvoir d’exiger qu’une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve, indiquer les organisations ou toutes autres personnes ayant été rencontrées pour la rédaction de ce projet de loi.

Ministère de l’Économie et de l’Innovation
Ministère de la Justice du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 64 : État de situation concernant le projet de déploiement des bracelets antirapprochement au Québec

Le lancement du service du bracelet antirapprochement s'est effectué en mai 2022 à Québec.

Le premier bracelet antirapprochement a été imposé en juin 2022 au Palais de justice de Québec

Les comités de travail sont en place, incluant des partenaires judiciaires et correctionnels, pour assurer le respect des orientations et apporter des solutions concrètes de manière continue.

Plus d'une dizaine de consultations ont été effectuées depuis l'automne auprès de regroupements autochtones pour recueillir leurs commentaires et préoccupations en vue d'adapter le service à leur réalité.

Le service a depuis été déployé dans les régions suivantes Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Laurentides, Laval, Lanaudière, Montérégie et Mauricie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 65 :	État de situation, au 31 mars 2023, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a) Le budget pour chacune des années ; b) Nombre d'employés ; c) Nombre de postes vacants; d) Liste des interventions pour chacune des années ;
----------------------	--

		2022-2023
a)	Budget :	1 525 748 \$
b)	Techniciens et assimilés	11
	Professionnels	2
	Personnel de bureau	3
	Cadres	1
	TOTAL	17
c)	Points d'information produits	102
	Rapports d'événement produits	119
	Bulletins de l'opération déglçage produits	12
	Bulletins du suivi de la crue printanière	18
	Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	2
	Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	136
	Bilan des événements signalés à la sécurité civile	664
	Nombre total d'appels traités par le COG (lignes partenaires et lignes sécurité civile)	32 520
	Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	15 330

d) Aucun autre document pertinent

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

Au 28 février 2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 66 :	<p>Au 31 mars 2023, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser :</p> <p>a. Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi;</p> <p>b. Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire;</p> <p>c. Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi;</p> <p>d. Le nombre de postes à combler (policiers et civils);</p> <p>e. Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi;</p> <p>f. Le nombre de démissions, par corps d'emploi.</p>
---------------	---

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2021)

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1516-2021)
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	11 279
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	70 297
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 718
				Magog	28 083
				Orford	5 006
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 746
	unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	99 758
	unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	81 253
unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 799	

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1516-2021)
2	unique multiple	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	62 245
		Châteauguay	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois Châteauguay Léry Saint-Isidore	13 881 50 927 2 421 2 834
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption Saint-Sulpice	23 795 3 402
	unique	Lévis	Hors MRC-Lévis	Lévis	151 527
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	51 677
	unique	Mercier	Roussillon	Mercier	14 896
	multiple	Mirabel	Hors MRC-Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel Saint-Colomban	61 935 18 143
		MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley Chelsea La Pêche L'Ange-Gardien Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	11 432 7 981 8 474 6 299 853 6 146 12 788
	multiple	Lac des Deux Montagnes (régie)	Deux Montagnes	Deux Montagnes Pointe-Calumet Sainte-Marthe-sur-le-Lac Saint-Joseph-du-Lac	18 235 6 444 20 298 7 232

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1516-2021)
2 (suite)	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac Delson La Prairie Saint-Constant Sainte-Catherine Saint-Mathieu Saint-Philippe	23 113 8 397 26 380 30 539 17 421 2 323 7 560
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne Repentigny	6 253 87 391
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil Carignan Chambly McMasterville Mont-Saint-Hilaire Otterburn Park Saint-Basile-le-Grand Saint-Jean-Baptiste Saint-Mathieu-de-Beloeil Calixa-Lavallée Contrecoeur Saint-Amable Sainte-Julie Varennes Verchères Richelieu Saint-Mathias-sur-Richelieu	24 672 11 743 31 450 5 950 19 247 8 383 17 414 3 293 2 824 552 9 838 13 356 30 992 21 530 5 826 5 624 4 596
			Marguerite-d'Youville		
			Rouville		

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1516-2021)
2 <i>(suite)</i>	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay Hors MRC-Saguenay	Larouche Saguenay	1 686 147 535
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	45 978
	unique	Sherbrooke	Hors MRC-Sherbrooke	Sherbrooke	173 207
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville Les Moulins	Bois-des-Filion Sainte-Anne-des-Plaines Terrebonne	10 368 15 664 120 893
	multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville	Boisbriand Lorraine Rosemère Sainte-Thérèse	27 853 9 658 14 516 26 561
	unique	Trois-Rivières	Hors MRC-Trois-Rivières	Trois-Rivières	141 352
3	unique	Gatineau	Hors MRC-Gatineau	Gatineau	290 770
	unique	Laval	Hors MRC-Laval	Laval	443 004
	multiple	Longueuil	Hors MRC-Longueuil	Boucherville Brossard Longueuil Saint-Bruno-de-Montarville Saint-Lambert	42 551 90 787 251 639 26 873 22 523
4	multiple	Québec	Hors MRC-Québec	L'Ancienne-Lorette Québec Notre-Dame-des-Anges Saint-Augustin-de-Desmaures	16 778 548 996 313 19 933

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1516-2021)
5	multiple	Montréal	Hors MRC-Montréal	Baie-D'Urfé	3 962
				Beaconsfield	20 124
				Côte-Saint-Luc	34 911
				Dollard-des-Ormeaux	49 696
				Dorval	19 735
				Hampstead	7 473
				Kirkland	20 081
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 784 681
				Montréal-Est	4 305
				Montréal-Ouest	5 395
				Mont-Royal	21 798
				Pointe-Claire	34 174
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 020
				Senneville	994
				Westmount	20 687

Il s'agit des données de 2021 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2022 seront traitées à partir de juillet 2023. À noter que le Service de police de la Ville de Mont-Tremblant a été aboli le 22 juin 2021. Les services policiers sur le territoire de cette municipalité sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.□

Population totale desservie :

5 838 950

Nombre de municipalités desservies :

97

Nombre de CPM :

29

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 66 : Au 31 mars 2023, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser :

- a. Le nombre d’effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d’emploi;
- b. Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire;
- c. Le nombre de postes vacants, par corps d’emploi;
- d. Le nombre de postes à combler (policiers et civils);
- e. Le nombre de départs à la retraite, par corps d’emploi;
- f. Le nombre de démissions, par corps d’emploi.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2021)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1516-2021	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹
Blainville	62 245	2	62
Bromont	11 279	1	17
Gatineau	290 770	3	261
Granby	70 297	1	59
Laval	443 004	3	379
Lévis	151 527	2	113
Mascouche	51 677	2	49
Mercier	14 896	2	12
Saint-Eustache	45 978	2	44
Saint-Jean-sur-Richelieu	99 758	1	82
Saint-Jérôme	81 253	1	90
Sherbrooke	173 207	2	163
Thetford Mines	25 799	1	21
Trois-Rivières	141 352	2	119

Population totale :	1 663 042	
Nombre de policiers permanents (surveillance):		1 471
Nombre de CPM :	14	

Il s'agit des données de 2021 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2022 seront traitées à partir de juillet 2023.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 66 : Au 31 mars 2023, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser :

- a. Le nombre d’effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d’emploi;
- b. Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire;
- c. Le nombre de postes vacants, par corps d’emploi;
- d. Le nombre de postes à combler (policiers et civils);
- e. Le nombre de départs à la retraite, par corps d’emploi;
- f. Le nombre de démissions, par corps d’emploi.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2021)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1516-2021	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1516-2021
Châteauguay	70 063	2	86	Beauharnois	13 881
				Châteauguay	50 927
				Léry	2 421
				Saint-Isidore (paroisse)	2 834
L'Assomption	27 197	2	24	L'Assomption	23 795
				Saint-Sulpice	3 402
Longueuil	434 373	3	439	Boucherville	42 551
				Brossard	90 787
				Longueuil	251 639
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 873
				Saint-Lambert (ville)	22 523
Memphrémagog (régie)	37 553	1	35	Austin	1 718
				Magog	28 083
				Orford	5 006
				Sainte-Catherine de Hatley	2 746

Services de police	Population du décret 1516-2021	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1516-2021
Mirabel	80 078	2	47	Mirabel	61 935
				Saint-Colomban	18 143
Montréal	2 033 041	5	2 697	Baie D'Urfé	3 962
				Beaconsfield	20 124
				Côte-Saint-Luc	34 911
				Dollard-des-Ormeaux	49 696
				Dorval	19 735
				Hampstead	7 473
				Kirkland	20 081
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 784 681
				Montréal-Est	4 305
				Montréal-Ouest	5 395
				Mont-Royal	21 798
				Pointe-Claire	34 174
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 020
				Senneville	994
				Westmount	20 687

Services de police	Population du décret 1516-2021	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1516-2021
MRC Les Colline-de- l'Outaouais	53 973	2	47	Cantley	11 432
				Chealsea	7 981
				L'Ange-Gardien (82005)	6 299
				La Pêche	8 474
				Notre-Dame-de-la-Salette	853
				Pontiac	6 146
				Val-des-Monts	12 788
Québec	586 020	4	621	L'Ancienne-Lorette	16 778
				Notre-Dame-des-Anges	313
				Québec	548 996
				Saint-Augustin-Desmaures	19 933
Lac des Deux Montagnes (régie)	52 209	2	42	Deux Montagnes	18 235
				Pointe-Calumet	6 444
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	20 298
				Saint-Joseph-du-Lac	7 232
Roussillon (régie)	115 733	2	93	Candiac	23 113
				Delson	8 397
				La Prairie	26 380
				Saint-Constant	30 539
				Sainte-Catherine	17 421
				Saint-Mathieu	2 323
				Saint-Philippe	7 560

Services de police	Population du décret 1516-2021	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1516-2021
Repentigny	93 644	2	94	Charlemagne	6 253
				Repentigny	87 391
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	217 290	2	173	Beloeil	24 672
				Calixa-Lavallée	552
				Carignan	11 743
				Chambly	31 450
				Contrecoeur	9 838
				McMasterville	5 950
				Mont-Saint-Hilaire	19 247
				Otterburn Park	8 383
				Richelieu	5 624
				Saint-Amable	13 356
				Saint-Basile-le-Grand	17 414
				Sainte-Julie	30 992
				Saint-Jean-Baptiste	3 293
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 596
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 824
				Varenes	21 530
				Verchères	5 826

Saguenay	149 221	2	134	Larouche	1 686
				Saguenay	147 535
Terrebonne	146 925	2	130	Bois-des-Filion	10 368
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 664
				Terrebonne	120 893
Services de police	Population du décret 1516-2021	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1516-2021
Thérèse-De Blainville (régie)	78 588	2	82	Boisbriand	27 853
				Lorraine	9 658
				Rosemère	14 516
				Sainte-Thérèse	26 561
Nombre de CPM :		15	4 744	Population totale :	4 175 908
Nombre de municipalités desservies :					83

Il s'agit des données de 2021 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2022 seront traitées à partir de juillet 2023. À noter que le Service de police de la Ville de Mont-Tremblant a été aboli le 22 juin 2021. Les services policiers sur le territoire de cette municipalité sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.□

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 67 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2021 ^P

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																			Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales				
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total				Nombre	Infractions classées ¹				Nombre	Infractions classées ¹					
	Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹				Nombre	Infractions classées ¹				Nombre	Infractions classées ¹				
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées			Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées			Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	97 370	54 113	15 622	71,6%	135 170	18 514	6 723	18,7%	29 493	23 232	1 609	84,2%	26 826	11 587	1 576	49,1%	288 859	107 446	25 530	46,0%	9 154	6 257	425	73,0%	1 356	875	43	67,7%	19 614	14 152	832	76,4%

Source : ministère de la Sécurité publique. Données 2021 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

^P: données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2021, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2021.

Données 2022 non disponibles. Elles seront disponibles à l'automne 2023.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 68 : Pour l'année 2022-2023, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ

<p><u>Conservé un corps de police municipal :</u></p> <p><u>Nouvelles ententes intermunicipales :</u></p> <p>Le 27 juin 2022, la nouvelle entente de desserte policière liant les Villes de Repentigny et de Charlemagne a été approuvée par la précédente ministre de la Sécurité publique, Mme Geneviève Guilbault. Cette entente a pris effet rétroactivement au 1^{er} octobre 2021.</p> <p>Le 17 novembre 2022, le ministre approuvait une entente relative à la répartition des appels de police intervenue entre la Ville de Saint-Eustache et l'Administration régionale Kativik.</p> <p><u>Opté pour la Sûreté du Québec (SQ) :</u></p> <p>Le 6 juin 2022, la Ville de Thetford Mines présentait une résolution au ministère de la Sécurité publique pour lui demander l'abolition de son service de police. Cette résolution était accompagnée d'un rapport de consultation suivant les deux assemblées publiques ayant eu lieu sur le projet d'abolition.</p> <p>Le 23 août 2022, la précédente ministre de la Sécurité publique autorisait l'abolition du corps de police municipal. L'intégration à la desserte par la SQ a lieu le 24 mars 2023.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 69 :	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP
----------------------	---

<p>Le 6 juin 2022, la Ville de Thetford Mines présentait une résolution au ministère de la Sécurité publique pour lui demander l'abolition de son service de police. Cette résolution était accompagnée d'un rapport de consultation suivant les deux assemblées publiques ayant eu lieu sur le projet d'abolition. Le 23 août 2022, la précédente ministre de la Sécurité publique, Mme Geneviève Guilbault, autorisait l'abolition du corps de police municipal. L'intégration à la desserte par la Sûreté du Québec a eu lieu le 24 mars 2023.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 70 :	Fournir une copie du dernier rapport d’inspection des corps de police en vertu de l’article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.
QUESTION 74 :	Fournir une copie du dernier rapport d’inspection des corps de police autochtones en vertu de l’article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La liste des services de police inspectés avec l’année de la dernière inspection pour chacun d’eux est présentée ici bas. À noter que certains ont été inspectés à plus d’une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Sécurité publique Mashteuiatsh	2023
Gesgapegiag Police	2023
Listiguj Police Department	2023
Service de police de la Ville de Bromont	2023
Akwesasne MohawK Police Service	2022
Service de police de Nunavik	2022
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2022
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2022
Service de police de la Ville de Québec	2022
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2022
Service de police de Lac Simon	2022
Service de police de Laval	2022
Service de police de la Ville de Lévis	2022
Corps de police de Manawan	2021
Corps de police de Pessamit	2021

Dernières inspections des corps de police - Suite

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Corps de police de Wendake	2021
Corps de police du village Naskapi	2021
Service de la sécurité publique de Saguenay	2021
Service de police de la Ville de Châteauguay	2021
Service de police de la Ville de Montréal	2021
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2021
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2021
Service de police de Repentigny	2021
Bureau des enquêtes indépendantes	2020
Corps de police de Essipit	2020
Corps de police de Kitigan Zibi	2020
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2020
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2020
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	2020
Service de police de la Ville de Blainville	2020
Sûreté du Québec	2020
Service de police de Terrebonne	2020
Régie intermunicipale de police de Roussillon	2019
Sécurité publique de Pakua Shipi	2019
Service de police de la Ville de Gatineau	2019

Dernières inspections des corps de police - Suite

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2019
Service de police de Mirabel	2019
Service de police de Pikogan	2019
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2019
Service de police de Sherbrooke	2019
Service de police de Wemotaci	2019

Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2018
Régie de police de Memphrémagog	2018
Corps de police des Abénakis	2018
Service de police de la Ville de Granby	2018
Service de police de la Ville de Mercier	2018
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 71 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION AUTOCHTONE DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$) -2022-2023	DISTRICT COUVERT ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	7	704	535 094	17
Algonquins	Eagle Village (Kebaowek) ⁵	Corps de police	7	302	1 208 677	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	10	1 233	754 786	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	14	1 570	1 401 375	8
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinni)	Corps de police	6	558	444 554	8
Algonquins	Timiskaming ⁶	Corps de police	8	528	1 640 162	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	10	2 203	983 762	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	15	2 135	1 767 274	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	10	1 318	833 101	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	97	18 889	11 538 040	10
Hurons	Wendake	Corps de police	10	2 210	916 381	3

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).
² Source : Gazette officielle. Décret de population 1831-2022
³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel de l'entente tripartite pour l'année financière 2022-2023 à laquelle s'ajoute, dans le cas de Kebaowek et Timiskaming les sommes versées dans une entente bilatérale. Ce montant inclut les montants supplémentaires accordés aux avenants.
⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.
⁵ Le montant inclut les sommes versées en 2022-2023 dans une entente bilatérale pour le Projet de desserte policière autochtone à Winneway.
⁶ Le montant inclut les sommes versées en 2022-2023 dans une entente bilatérale pour le Projet de desserte policière autochtone à Winneway.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 71 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION AUTOCHTONE DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$)2022-2023	DISTRICT COUVERT ⁴
Innus	Essipit	Corps de police	6	278	381 188	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 087	1 062 923	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	7	231	771 054	9
Innus	Pessamit	Corps de police	10	2 429	1 003 272	9
Innus	Uashat-Malietenam	Corps de police	21	3 252	1 681 859	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	85	14 673	15 286 112	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	7	708	633 598	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	14	1 564	1 238 387	11
Mohawk	Akwesasne ⁵	Corps de police	28	2 426	3 434 927	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	36	10 269	2 860 656	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	8	636	805 185	9

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).
²Source : Gazette officielle. Décret de population 1831-2022
³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel de l'entente tripartite pour l'année financière 2022-2023 à laquelle s'ajoute, dans le cas de Kebaowek et Timiskaming les sommes versées dans une entente bilatérale. Ce montant inclut les montants supplémentaires accordés aux avenants.
⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.
⁵ L'entente avec Akwesasne est quadripartite. La quote-part de chacune des parties est la suivante : Canada 52 %, Ontario 24 %, Québec 24 %. Le montant inclut les sommes versées en 2022-2023 dans une entente bilatérale dans le cadre du renforcement de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu.
* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 72 : Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %) (en \$)
Akwesasne	3 170 542
Eagle Village-Kipawa (Kebaowek)	529 429
Eeyou-Eenou (Cris)	12 499 543
Essipit	412 954
Gesgapegiag	686 397
Kahnawake	3 099 044
Kativik	16 559 956
Kawawachikamach	872 284
Kitigan Zibi	817 684
Lac-Simon	1 518 156
Listuguj	1 341 585
Manawan	1 065 742
Mashteuiatsh	1 151 502
Odanak-Wôlinak	579 686
Opitciwan	1 914 546
Pakua Shipi	835 309
Pessamit	1 086 878
Pikogan (Abitibiwinni)	481 601
Timiskaming	723 346
Uashat-Maloteni	1 822 014
Wemotaci	902 526
Wendake	992 747

Note : Cette information provient des ententes tripartites sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2022-2023 ainsi que les montants supplémentaires accordés aux avenants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 73 : Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale

Le MSP ne détient aucune analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 76 : Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité.

Déploiement national de la méthode d'intervention SEXTO

(Mesure 3 du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyber intimidation : Soutenir la mise en place d'un modèle d'intervention concertée entre les milieux policier, judiciaire et scolaire en cas de cyberintimidation découlant d'incidents de partage non consensuel de photos intimes (SEXTO)).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 77 : Les avis, analyses ou tout autre document produits au sujet des risques liés à l'application TikTok.

Aucun document n'a été produit au sujet des risques liés à l'application TikTok. Le ministère de la Sécurité publique a suivi les directives portant sur le retrait de l'application TikTok transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique le 2 mars 2023 et l'a fait appliquer.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 78 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant

NOM DU CORPS POLICIER	2019	2020a	2021p
Service de police de la Ville de Montréal ¹	172	238	196
Service de police de Laval	16	19	21
Service de police de la Ville de Gatineau	87	65	33
Service de police de l'agglomération de Longueuil	0	1	3
Service de police de la Ville de Sherbrooke	18	20	9
Service de police de la Ville de Granby	1	-	1
Service de police de la Ville de Terrebonne	1	-	3
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	0	-	-
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	0	1	-
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	1	-	1
Service de police de Châteauguay	0	-	-
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	4	-	-
Service de police de Repentigny	0	-	-
Régie intermunicipale de police Roussillon	0	-	-
Service de police de la Ville de Lévis	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Brome-Missisquoi	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	0	2	1
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	0	-	-
Service de police de Mirabel	0	2	-
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	1	1	-
Sûreté du Québec, MRC de l'Islet	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Rivière-du-Loup	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Vaudreuil-Soulanges Ouest	0	2	-
Corps de police de Wendake	0	-	-

Régie de police du Lac des Deux Montagnes	0	-	-
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	0	-	6
Service de la sécurité publique-Ville de Mascouche	0	-	-
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	3	1	1
Service de police de la Ville de Blainville	0	-	-
Service de police de la Ville de Bromont	0	-	-
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	0	-	-
Service de police de la Ville de Québec	7	19	14
Service de police de l'Assomption-Saint-Sulpice	0	-	-
Service de sécurité publique de Saguenay	0	-	1
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	0	-	4
Sûreté du Québec, MRC d'Antoine-Labelle	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC d'Arthabaska	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	0	2	1
Sûreté du Québec, MRC de Bécancour	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Bellechasse	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Coaticook	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	0	1	-
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	1	-	1
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	0	2	1
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	0	-	1
Sûreté du Québec, MRC de La Haute-Yamaska	-	1	-
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	0	2	-
Sûreté du Québec, MRC de Mekinac	-	-	1
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	0	-	1
Sûreté du Québec, MRC de Montmagny	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Papineau	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	1	1	-
Sûreté du Québec, MRC de Portneuf	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	1	-	-
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	1	-	-
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	1	-	1
Sûreté du Québec, MRC des Pays-d'En-Haut	0	-	-

Sûreté du Québec, MRC du Domaine-du-Roy	-	-	3
Sûreté du Québec, MRC du Granit	-	-	1
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Richelieu	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Saint-Laurent	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC du Val-Saint-François	-	1	-
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de Manicouagan	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC des Etchemins	0	-	-
Sûreté du Québec, MRC de La Rivière-du-Nord	0	-	-

¹Il est à noter que le Service de police de la Ville de Montréal n'isole plus la variable « gang de rue » depuis plusieurs années. En effet, il combine les variables « gang de rue » et « crime organisé ».

a : données actualisées p : données provisoires

Les données sont présentées selon le corps de police attribué au territoire, mais un autre corps de police peut avoir traité le dossier.

Données 2022 non disponibles.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique

<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 79 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2022-2023

Sous réserve des différentes obligations prévues selon leur niveau de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur la criminalité liée aux gangs de rue. Le ministère de la Sécurité publique ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté spécifiquement à la lutte contre les gangs de rue dans les différents corps de police du Québec ni leur rémunération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 80 : Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir, a) copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2022-2023; b) le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année; c) le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région; d) le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années; e) le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.

A)

Bleetman, A., Hepper, A. E., & Sheridan, R. D. (2023). The use of TASER devices in UK policing: an update for clinicians following the recent introduction of the TASER 7. *Emergency medicine journal*, 40(2), 147-150. <https://emj.bmj.com/content/40/2/147.abstract>

Crawley, K., Taylor, R., & Sandhu, A. (2022). Frontal Sinus Injury Secondary to TASER Dart: A Narrative Review. *Journal of Maxillofacial and Oral Surgery*, 1-3. <https://link.springer.com/article/10.1007/s12663-022-01790-7>

Sanrattana, W., Smits, S., Barendrecht, A. D., van Kleef, N. D., El Otmani, H., Zivkovic, M., ... & Maas, C. (2022). Targeted SERPIN (TaSER): A dual-action antithrombotic agent that targets platelets for SERPIN delivery. *Journal of Thrombosis and Haemostasis*, 20(2), 353-365. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0379073822003504>

Cao, W., Liscio, E., Ruffo, H. E., Doucette, C. M., & Zhou, Y. R. (2023). Damage characteristics of fabrics created by TASER probes. *Journal of forensic sciences*. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1556-4029.15206>

Williams, H. E. (2022). Weapon Confusion: TASER CEWs, Firearms, and Human Error Theories. *Criminal Justice Review*, 07340168221123238. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/07340168221123238>

Ruffo, H. E., Liscio, E., Cao, W., Zhou, Y. R., & Doucette, C. (2022). Manifestation of TASER drive stun burn marks on fabrics. *Journal of forensic sciences*, 67(6), 2425-2437. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1556-4029.15145>

Sheridan, R. D., & Hepper, A. E. (2022). An analysis of officer-reported TASER X2™ probe discharge effectiveness in the United Kingdom. *Journal of forensic and legal medicine*, 91, 102417. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1752928X22001147>

Williams, H. E., Reinhard, D., & Oriola, T. B. (2022). Fatal officer involved shootings following the use of TASER conducted energy weapons. *The Police Journal*, 95(4), 713-733. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0032258X211030322?journalCode=pjxa>

Peel, M., & Tremlett, D. (2022). Assessing and managing people exposed to conducted energy device (Taser) discharge. *Emergency Nurse*, 30(5). <https://journals.rcni.com/emergency-nurse/evidence-and-practice/assessing-and-managing-people-exposed-to-conducted-energy-device-taser-discharge-en.2022.e2125/abs>

Willoughby, L., Peyton, K., Gorgas, D., & Li-Sauerwine, S. (2022). Leveraging Resources to Remove a Taser Barb Embedded in Bone: Case Report. *Clinical Practice and Cases in Emergency Medicine*, 6(1), 41. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8885210/>

Elliott-Davies, H. M. L. (2022). *Crewing and the decision to use TASER in the Police Service of England and Wales: a mixed methods approach to examining impacts and drivers* (Doctoral dissertation, Royal Holloway, University of London). <https://ethos.bl.uk/OrderDetails.do?uin=uk.bl.ethos.855474>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

Boehme, H. M., Martin, A., & Kaminski, R. J. (2022). Evaluating the 4th Circuit's decision to limit officer use of Tasers: A descriptive and time-series approach. *Police practice and research*, 23(5), 523-538. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/15614263.2021.1982713>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 80 : Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir :
a.Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2022-2023;
b.De nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année;
c.De nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région;
d.De nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années;
e.De nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.

b) Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années¹, et ce, par année

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES ²

CORPS DE POLICE	2022⁴	2021³
Blainville	N/D	3
Bromont	N/D	6
Châteauguay	N/D	6
Gatineau	N/D	118
Granby	N/D	6
L'Assomption/Saint-Sulpice	N/D	3
Laval	N/D	86
Lévis	N/D	7
Longueuil	N/D	44
Mascouche	N/D	3
Memphrémagog (régie)	N/D	2
Mercier	N/D	2
Mirabel	N/D	5

Montréal	N/D	179
MRC des Collines-de-l’Outaouais	N/D	6
Québec	N/D	120
Lac des Deux-Montagnes (régie)	N/D	3
Région de Roussillon (régie)	N/D	4
Repentigny	N/D	5
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	N/D	6
Saguenay	N/D	10
Saint-Eustache	N/D	4
Saint-Jean-sur-Richelieu	N/D	9
Saint-Jérôme	N/D	7
Sherbrooke	N/D	33
Terrebonne	N/D	8
Thérèse-De Blainville (régie)	N/D	5
Thetford Mines	N/D	3
Trois-Rivières	N/D	8
Sûreté du Québec	N/D	416

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

³ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec. À noter que le Service de police de la Ville de Mont-Tremblant a été aboli le 22 juin 2021 et n'a donc pas complété le questionnaire pour l'année 2021. Les services policiers sur le territoire de cette municipalité sont désormais assurés par la Sûreté du Québec. □

⁴ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2022 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 80 : **Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir :**
a.Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2022-2023;
b.Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année;
c.Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région;
d.Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années;
e.Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.

c) Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année, par corps policier et par région
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS¹

CORPS DE POLICE	2022 ²	2021	2020
Blainville	ND	7	17
Bromont	ND	0	-
Châteauguay	ND	3	13
Gatineau	ND	36	75
Granby	ND	12	7
L'Assomption/Saint-Sulpice	ND	3	-
Laval	ND	129	34
Lévis	ND	2	3
Longueuil	ND	83	57
Mascouche	ND	3	11
Memphrémagog (régie)	ND	10	13
Mercier	ND	0	-
Mirabel	ND	7	2
Montréal	ND	465	351
Mont-Tremblant ³			2
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	ND	13	1
Québec	ND	161	227

Lac des Deux-Montagnes (régie)	ND	17	6
Région de Roussillon (régie)	ND	8	19
Repentigny	ND	8	9
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	ND	8	11
Saguenay	ND	5	9
Saint-Eustache	ND	23	11
Saint-Jean-sur-Richelieu	ND	18	26
Saint-Jérôme	ND	1	-
Sherbrooke	ND	37	33
Terrebonne	ND	30	28
Thérèse-De Blainville (régie)	ND	21	55
Thetford Mines	ND	3	-
Trois-Rivières	ND	8	12
Sûreté du Québec (SQ)	ND	597	412
TOTAL		1 718	1 444

¹ Données issues du Questionnaire sur l’administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

² Données du Questionnaire sur l’administration des activités policières 2022 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2023.

³ Le corps de police municipal de Mont-Tremblant a été intégré à la SQ le 22 juin 2021.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l’Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 80 :	Concernant l’usage des pistolets Taser, fournir : a.Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2022-2023; b.Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année; c.Le nombre d’interventions policières incluant l’usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région; d.Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années; e.Le nombre d’interventions des policiers autochtones incluant l’usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.
---------------	---

d) Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, pour les cinq dernières années¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER	
	2022 ³	2021 ²
Akwesasne	N/D	11
Eagle Village	N/D	2
Eeyou-Eenou Police Force/9 communautés cries	N/D	N/D
Essipit	N/D	-
Gesgapegiag	N/D	5
Kahnawake	N/D	21
Nunavik/14 villages nordiques	N/D	43
Kawawachikamach	N/D	6
Kitigan Zibi	N/D	7
Lac Simon	N/D	9
Listuguj	N/D	14

Manawan	N/D	N/D
Mashteuiatsh	N/D	3
Odanak/Wôlinak	N/D	2
Opitciwan	N/D	6
Pakua Shipi	N/D	-
Pessamit	N/D	5
Pikogan	N/D	N/D
Timiskaming	N/D	6
Uashat-Maloteni	N/D	9
Wemotaci	N/D	5
Wendake	N/D	3

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2022 non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 80 :	Concernant l’usage des pistolets Taser, fournir : a.Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2022-2023; b.Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année; c.Le nombre d’interventions policières incluant l’usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région; d.Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années; e.Le nombre d’interventions des policiers autochtones incluant l’usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.
---------------	---

e) Le nombre d’interventions des policiers autochtones incluant l’usage du pistolet Taser par année, pour les cinq dernières années¹

	NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS	
COMMUNAUTÉS	2022 ³	2021 ²
Akwesasne	N/D	2
Eagle Village	N/D	2
Essipit	N/D	-
Eeyou-Eenou Police Force	N/D	N/D
Gesgapegiag	N/D	1
Kahnawake	N/D	-
Nunavik	N/D	88
Lac Simon	N/D	2
Listuguj	N/D	9
Kawawachikamach	N/D	-
Kitigan Zibi	N/D	-
Manawan	N/D	N/D
Mashteuiatsh	N/D	4
Odanak/Wôlinak	N/D	-
Opitciwan	N/D	-
Pakua Shipi	N/D	-
Pessamit	N/D	2
Pikogan	N/D	N/D

Timiskaming	N/D	-
Uashat-Maliotenam	N/D	N/D
Wemotaci	N/D	-
Wendake	N/D	3

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2022 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 81 : Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2022-2023 concernant les caméras portatives pour les policiers.

Un rapport de recommandations a été remis le 17 juin 2022 à la ministre de la Sécurité publique de l'époque. Ce rapport a été rendu public le 2 décembre 2022 et est disponible sur le site Internet du ministère : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/rapport/autres-rapports/police/RA_cameras_portatives_2022.pdf

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 82 : Les résultats concernant les projets pilotes des caméras portatives sur les policiers.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 83 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2022-2023 ¹	
	NOMBRE	VALEUR (\$)
Cartouches	33 702	2 224 332 \$
Sac de type Ziploc (200 cigarettes)	20 904	1 379 664 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	51	2 244 \$
Tabac en vrac (kilos)	261	12 058 \$
Chicha (kilos)	2 171	477 620 \$
Cigares et cigarillos ²	94 168	36 441 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2022-2023 sont calculées pour la période du 1er avril 2022 au 31 janvier 2023. Pour les quatre années précédentes, se référer aux études des crédits antérieures.

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 84 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2022-2023

Le ministère de la Sécurité publique dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre des activités du Comité ACCES Tabac.

Année financière	2022-2023¹
Amendes imposées (en M\$)	20,3

¹ Le montant des amendes pour l'exercice 2022-2023 est calculé pour la période du 1er avril au 31 décembre 2022.

Le ministère de la Sécurité publique ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 85 : Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années

Le ministère de la Sécurité publique compile ces renseignements uniquement depuis la mise en place, en octobre 2018, du comité ACCES Cannabis (Action concertée contre les économies souterraines).

Pour la période comprise entre le 1er avril 2022 et le 15 février 2023, l'équivalent de 7 473,23 kilogrammes de cannabis séché a été saisi.

Une diminution dans la quantité de cannabis saisie est constatée par rapport à 2021-2022. Elle s'explique principalement par le retour du rythme régulier des activités d'ACCES Cannabis. En effet, l'année 2020-2021 a été marquée par les ralentissements en raison de la pandémie de la COVID-19. En 2021-2022, les policiers ont pu traiter des informations qu'ils avaient accumulées durant la pandémie, ce qui a grandement haussé la quantité de cannabis saisi. À noter que l'équivalence en cannabis séché des différentes formes de cannabis est calculée selon l'annexe 3 de la Loi sur le cannabis (L.C. 2018, ch. 16).

Le ministère de la Sécurité publique n'est pas en mesure de convertir cette donnée, puisqu'aucune source officielle ne détermine la valeur du cannabis de contrebande à l'heure actuelle.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 86 : Le nombre d'arrestations effectuées en 2022-2023 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans;

Le ministère de la Sécurité publique ne dispose pas de cette donnée pour 2022-2023. Ces données ne deviendront accessibles qu'à compter de l'été 2023.
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 87 : Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 88 : Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social

Les actions pour répondre aux recommandations du Groupe d'action contre le racisme (GACR) mises en œuvre par le MSP concernent plus particulièrement l'interpellation policière sans fondement, la formation continue et les patrouilles mixtes. Voici le détail des actions posées par le MSP en 2022-2023.

FORMATION

Des travaux sont en cours, de concert avec l'École nationale de police du Québec (ENPQ) afin d'offrir des capsules formatives sur le profilage racial et social aux policiers. Ces travaux s'effectuent en étroite collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) et le Commissaire à la déontologie policière. Le gouvernement a déjà annoncé un budget de 930 000 \$ sur 4 ans, pour la réalisation de ce projet. Les travaux ont débuté au cours de l'année financière 2021-2022. La livraison des deux premières capsules formatives est prévue au printemps 2023. Les objectifs visés par cette offre de formation sont : d'améliorer la compréhension des enjeux complexes auxquels font face les policiers et les policières dans une société diversifiée, de situer le cadre législatif et jurisprudentiel de la pratique policière au regard des droits de la personne, d'outiller l'agent de la paix pour lui permettre de détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne, de stimuler l'introspection, de donner des orientations claires quant aux attentes envers les corps de police.

Enfin, depuis l'automne 2022, soulignons que le ministère de l'Enseignement supérieur a bonifié le programme d'études en Techniques policières par l'ajout de 45 heures dédiées aux interventions policières faites auprès des populations issues de communautés culturelles, ethniques et autochtones. Ce programme bonifié est obligatoire depuis 2023.

PATROUILLES MIXTES

Dans le cadre du budget du gouvernement pour l'année 2021-2022, 25 M\$ sur trois ans ont été alloués pour entreprendre la réforme du modèle policier. À partir de ces sommes, en 2022-2023, 4 M\$ ont servi à soutenir le projet policier RÉSO (réseau d'entraide sociale et organisationnelle) du Service de police de l'agglomération de Longueuil, l'équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) ainsi que la bonification de l'équipe de soutien aux urgences psychosociales (ÉSUP) du Service de police de la Ville de Montréal.

De plus, 5 M\$ ont été rendus disponibles pour l'année 2022-2023 pour la mise en place du programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière (PSIP). Ce programme vise à soutenir le développement et l'expérimentation de modèles d'intervention novateurs en matière policière par l'entremise de financement de projets dans les corps de police. En 2022-2023, le PSIP a permis au MSP de soutenir financièrement 10 équipes mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité ainsi que 4 projets visant la lutte au profilage racial et social.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

Par ailleurs, afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), de la Commission d'enquêtes sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) et parallèlement du GARC, le MSP a annoncé en 2021-2022, la somme de 11,6 M\$ sur 4 ans pour la mise en place d'équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires dans quatre municipalités desservies par la Sûreté du Québec : Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ces équipes seront formées pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques (par ex. : la consommation d'alcool et de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance).

INTERPELLATION POLICIÈRE

Dans un souci d'établir des balises claires pour prévenir toute interpellation policière sans fondement et d'améliorer les relations entre le policier et le citoyen, le ministère a mis en œuvre une pratique policière sur l'interpellation policière à l'été 2020. Cette pratique permet d'interdire l'interpellation policière fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale, la religion et la condition sociale. S'appuyant sur cette dernière, le MSP a rendu disponible en mai 2022 un cadre de collecte de données sur l'interpellation policière et a soutenu financièrement les corps de police qui en ont eu besoin afin qu'ils développent leur capacité à documenter les interpellations policières réalisées.

De plus, le projet de loi numéro 14 (*Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la loi visant à aider à retrouver des personnes disparues*) prévoit d'étendre le pouvoir actuel du ministre de la Sécurité publique d'émettre des lignes directrices à tout sujet relatif à l'activité policière. Pour les policiers, ces lignes directrices pourraient entre autres confirmer l'interdiction relative aux interpellations policières, incluant les interceptions routières, basées sur un motif discriminatoire. Le nouveau projet de loi prévoit également d'imposer au directeur de police de transmettre avant le 1^{er} avril de chaque année un rapport faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuée en vertu de l'article 636 du Code de sécurité routière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 89 : État de situation des travaux du Comité sectoriel en matière de profilage racial et social.
--

Au cours de la dernière année, voici les actions mises en oeuvre par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social (comité).

- Les représentants du comité offrent un rôle-conseil important quant à l'élaboration d'une offre de formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social, destinée aux organisations policières, de concert avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, l'École nationale de police du Québec et le Commissaire à la déontologie policière. En effet, puisque la formation est identifiée comme un moyen adéquat et prioritaire pour lutter contre le profilage racial et social et qu'il s'agit de l'une des recommandations du rapport déposé par le Groupe d'action contre le racisme, les travaux menés par le comité au cours de l'année 2022-2023 ont porté principalement sur le développement de la formation. Cette dernière vise notamment à améliorer la compréhension des enjeux auxquels font face les policières et les policiers dans une société diversifiée et à situer le cadre légal des interventions policières au regard des droits de la personne. Elle permettra également d'outiller le personnel policier afin qu'il puisse détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne. La publication des 2 premières capsules est prévue pour le printemps 2023.

- Le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social s'est réuni 4 fois au cours de la période allant du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 90 : Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social

Le MSP œuvre sur plusieurs fronts afin de lutter contre le racisme et le profilage racial et social, et ce, en cohérence avec les recommandations qui lui ont été formulées par le Groupe d’action contre le racisme (GACR) et le Comité consultatif sur la Réalité policière (CCRP).

ACTIONS	BUDGET 2022-2023
FORMATION	
Formation sur le profilage racial et social aux policiers (en coll. avec l’ÉNPQ, la CDPDJ et le Commissaire à la déontologie policière).	930 000 \$ sur 4 ans. De cette somme, 312 000 \$ sont rendus disponibles pour l’année 2022-2023.
PATROUILLES MIXTES	
Programme de soutien à l’innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière (PSIP)	En 2022-2023, le budget total est de 5 149 400 \$ pour soutenir des projets innovants dans les corps de police. C'est donc 23 projets qui seront financés dont 10 équipes mixtes d’interventions psychosociales et policières de proximité et 4 projets visant la lutte au profilage racial et social sont financés par l’entremise du PSIP. Respectivement, cela représente 1,9 M\$ et 430 050 \$ en 2022-2023.
Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) et l’équipe de soutien aux urgences psychosociales (ÉSUP) du SPVM	2 836 700 \$ a été accordé au cours de l’année 2022-2023.
Projet policier RÉSO (réseau d’entraide sociale et organisationnelle) du Service de police de l’agglomération de Longueuil	1 183 900 \$ a été accordé au cours de l’année 2022-2023.
Équipes mixtes d’intervention composées de policiers et d’intervenants communautaires (ÉMIPIC)	11,6 M\$ sur 4 ans. De cette somme, 3 971 255 \$ ont été rendu disponible en 2022-2023.
INTERPELLATIONS POLICIÈRES	
Implantation d’un mécanisme de collecte de données concernant l’interpellation policière (sommes octroyées aux corps de police permettront la mise en place de la technologie nécessaire à cette cueillette de données).	0 \$
Lignes directrices encadrant l’interpellation policière, incluant l’interception routière	0 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 91 : Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.

Au cours de l'année 2022-2023, le ministère de la Sécurité publique a travaillé à l'élaboration d'un cadre de collecte de donnée sur l'interpellation policière. Cette collecte de données vise à établir un portrait de l'interpellation policière au Québec, en suivre l'évolution et ainsi mesurer l'impact de la pratique policière à cet égard. Depuis le 30 mai 2022, les corps de police ont tous les outils leur permettant de déployer le cadre de collecte de données au sein de leur organisation. Le MSP en est actuellement à constituer une banque de données informatique pour y agréger les données qui lui sont transmises par les corps de police. À cette étape, aucune donnée n'est disponible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 92 : Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.

Dans un souci d'établir des balises claires pour prévenir toute interpellation policière sans fondement et d'améliorer les relations entre le policier et le citoyen, le ministère a mis en œuvre une pratique policière sur l'interpellation policière à l'été 2020. Cette pratique permet d'interdire l'interpellation policière fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale, la religion et la condition sociale. S'appuyant sur cette dernière, le MSP a rendu disponible en mai 2022 un cadre de collecte de données sur l'interpellation policière et a soutenu financièrement les corps de police qui en ont eu besoin afin qu'ils développent leur capacité à documenter les interpellations policières réalisées. Au total, 12 corps de police ont bénéficié de la subvention (2021-2022), pour un total de 240 000 \$.

De plus, le projet de loi numéro 14 (Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la loi visant à aider à retrouver des personnes disparues) prévoit d'étendre le pouvoir actuel du ministre de la Sécurité publique d'émettre des lignes directrices à tout sujet relatif à l'activité policière. Pour les policiers, ces lignes directrices pourraient entre autres confirmer l'interdiction relative aux interpellations policières, incluant les interceptions routières, basées sur un motif discriminatoire. Le nouveau projet de loi prévoit également d'imposer au directeur de police de transmettre avant le 1^{er} avril de chaque année un rapport faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuée en vertu de l'article 636 du Code de sécurité routière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 93 : Pour les 5 dernières années, veuillez nous indiquer le nombre d'interceptions aléatoires effectuées en vertu de l'article 636 du code de la Sécurité routière. Veuillez nous fournir l'information par corps de police et par région.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 95 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2022-2023.

Aucune étude ou analyse n'a été réalisée pour l'année 2022-2023 par le ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 96 : Les notes, avis ou tout autre document produits concernant la décision du juge Michel Yergeau de la Cour supérieure concernant l'interception sans motif réel pour des raisons de sécurité routière.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

<p>QUESTION 97 : Concernant l’annonce de 930 000 \$ pour la formation du personnel policier pour contrer le profilage racial et social, indiquer :</p> <p>a.La ventilation de la somme de 930 000 \$</p> <p>b.Les sommes dépensées pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 ;</p> <p>c.Le nombre total d’organisations policières qui recevra cette formation ;</p> <p>d.Les organisations policières ayant reçu la formation pour 2022-2023 et les dates de formation, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.</p>
<p>a.La ventilation de la somme de 930 000 \$</p> <p>An 1 (2021-2022) 82 000 \$</p> <p>oConstruction du plan de formation et développement des contenus;</p> <p>oCréation du réseau de répondants.</p> <p>An 2 (2022-2023) 312 000 \$</p> <p>oDéveloppement de deux capsules et de guides de déploiement à l’intention des répondants;</p> <p>oDéveloppement de la journée de formation et pilote avec répondants;</p> <p>oDiffusion de la formation aux répondants.</p> <p>An 3 (2023-2024) 316 000 \$</p> <p>oDiffusion par les répondants dans leur organisation des capsules 1 et 2;</p> <p>oOrientations et développement des capsules 3 et 4 (ciblage des clientèles);</p> <p>oDéveloppement de la journée de formation et projet-pilote avec les répondants;</p> <p>oDiffusion de la formation aux répondants.</p> <p>An 4 (2024-2025) 220 000 \$</p> <p>oDiffusion par les répondants dans leur organisation des capsules 3 et 4;</p> <p>oIntégration des capsules dans les cours existants ENPQ.</p>

Le MSP prévoit octroyer une subvention totale de 930 000 \$ à l’ENPQ pour le développement et le déploiement de cette offre de formation. L’entente avec l'ENPQ est sur trois ans avec la possibilité de la reconduire une autre année. Le cas échéant, une seconde autorisation de verser sera demandée.

Voici la ventilation par année financière :

2021-2022 – 82 000 \$

2022-2023 – 312 000 \$

2023-2024 – 316 000 \$

Sous-total : 710 000 \$ - Autorisation de verser demandée à la présente demande

2024-2025 – 220 000 \$

Total : 930 000 \$

b.Les sommes dépensées pour 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : 156 930 \$

Au 28 février 2023.

c.Le nombre total d’organisations policières qui recevra cette formation :

Cette formation est destinée à toutes les organisations policières municipales et à la Sûreté du Québec.

d.Les organisations policières ayant reçu la formation pour 2022-2023 et les dates de formation, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

Aucune formation pour 2022-2023. Le déploiement des 2 premières capsules de formation est prévu pour le printemps 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2021 ^p	479

p : données provisoires

Données 2022 non disponibles. Elles seront disponibles à l'été 2023.

* Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Web du ministère de la Sécurité publique.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/publications/statistiques-criminalite-quebec>

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 99 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2023-2024

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2022-2023*	1 625 526 \$ ¹
---	------------------	---------------------------

* La période concernée est du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ce montant correspond à la dépense réelle du CGIS pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023. Il inclut aussi une subvention de 600 000 \$ accordée au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, une de 36 000 \$ à la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (Université de Sherbrooke) et une autre de 45 000 \$ accordée au Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (Cégep Édouard-Montpetit).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 100 : Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.
Sommes ventilées prévues pour 2023-2024. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l’emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées (en \$) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (7) :

	Salaires	Contrats	TOTAL
Secteur Est 4271	2 998 332	304 836	3 303 168
Secteur Centre du Québec 4272	1 924 739	267 605	2 192 344
Secteur Palais de justice Québec 4273	2 482 955	-	2 482 955
Secteur Sud 4274	2 389 637	419 173	2 808 810
Secteur Laval - Laurentides 4275	1 587 218	175 881	1 763 099
Secteur Abitibi - Outaouais 4279	1 315 802	239 532	1 555 334
Secteur Île de Montréal ¹ 4269	6 847 692	826 861	7 674 553

Au 31 janvier 2023

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affecté à la sécurité des palais de justice :

2022-2023	318
-----------	-----

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 101 : Suite au dépôt du rapport du comité consultatif sur la réalité policière, veuillez nous dire le suivi apporté pour chacune des 138 recommandations.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 102 : Nombres d'intervenants en services sociaux ajoutés aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.

Le MSP ne détient pas l'information exhaustive du nombre d'intervenants sociaux dans les équipes de patrouille mixte de l'ensemble des corps de police.

Toutefois, dans le cadre d'une annonce visant à soutenir les corps de police par la bonification d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale, 15 intervenants sociaux ont été ajoutés aux corps de police pour la création d'équipes de patrouille mixte.

Ces intervenants sociaux travaillent spécifiquement en violence conjugale et en violences sexuelles en concertation avec les corps de police, les milieux de la justice, de la santé et des services sociaux, les organismes communautaires, etc.

De plus, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics du Québec (Commission Viens) et pour répondre à une des recommandations du GACR, le MSP a annoncé que des équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires seront mises en place dans quatre municipalités caractérisées par une forte présence autochtone et desservies par la SQ, soit Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ce sont ainsi 8 intervenants sociaux qui seront ajoutés. Ces équipes seront composées de policiers et d'intervenants communautaires formés pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques, telles que la consommation d'alcool et de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance.

Enfin, dans le cadre du *Programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière*, qui a débuté en 2022-2023, le MSP finance dix équipes mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité, ce qui a permis l'ajout de 13 intervenants sociaux aux corps de police. De plus, par l'entremise de ce programme, quatre projets visant à lutter contre le profilage racial et social sont également financés.

☐

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 105 :	<p>Concernant Québec En Alerte, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a. La liste des alertes en 2022-2023 en indiquant la date et la nature de l’alerte;b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers;c. Le coût pour chaque utilisation;d. Le taux d’erreur de diffusion ou d’échec relativement à la technologie.
<p>a. Au Québec, seuls le ministère de la Sécurité publique (MSP) et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) peuvent émettre des alertes au public par le biais du système Québec En Alerte. ECCC se charge de l’émission autonome des alertes concernant des événements météorologiques, comme les tornades. Entre janvier 2022 et mars 2023, le COG a diffusé 7 alertes par le système Québec En Alerte (excluant le message d’essai du 16 septembre 2022), soit;</p> <ul style="list-style-type: none">1. 30 avril 2022 - Une alerte d’animal dangereux à Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine en Gaspésie;2. 25 mai 2022 - Une alerte AMBER en lien avec l’enlèvement présumé d’un enfant à Sainte-Adèle dans les Laurentides;3. 2 septembre 2022 - Une alerte de menace imminente (AMMI) à Saint-Elzéar en Gaspésie;4. 23 septembre 2022 - Une alerte d’Ouragan lors du passage de l’ouragan Fiona dans l’est du Québec et aux Îles-de-la-Madeleine;5. 14 novembre 2022 - Une alerte de menace imminente (AMMI) à Salluit au Nord-du-Québec;6. 15 décembre 2022 - Une alerte AMBER en lien avec l’enlèvement présumé d’un enfant à Québec dans la Capitale-Nationale;7. 25 février 2023 - Une alerte de menace imminente (AMMI) La Doré au Saguenay-Lac-Saint-Jean. <p>b. Aucun crédit alloué au MSP pour ce système. Annuellement, deux rencontres du comité de gouvernance de l'alerte pancanadien auquel le MSP siège sont prévues. Depuis l'automne 2018, le MSP assume les dépenses associées à ces rencontres.</p> <p>c. L'accès et l'utilisation du système national d'alerte au public - Québec En Alerte est sans frais pour le Québec. Ce système est développé et administré par la société Pelmorex Communications inc. (Pelmorex) qui possède un statut de chaîne obligatoire des canaux de base en vertu de l’alinéa 9 (1) h) de la Loi sur la radiodiffusion du CRTC, lui permettant de recevoir un financement à même les canaux de base. L’accès sans frais à ce système ainsi que ses conditions d’utilisations sont régis par une entente établie entre le MSP et Pelmorex.</p> <p>d. Les taux d'échec ou d'erreur ne sont pas répertoriés. Toutes les alertes émises par le COG ont été acheminées avec succès au système de Pelmorex et elles ont été par la suite relayées aux distributeurs de fin de lignes (DFL) pour diffusion (radio, télé et appareils cellulaires compatibles LTE). Les DFL (soit les radiodiffuseurs, télédiffuseurs et fournisseurs cellulaires) ont l'obligation à l'égard du CRTC de diffuser les alertes transmises par le système. Lorsque des problèmes techniques surviennent lors des essais annuels ou des alertes réelles, ils sont rapidement investigués et corrigés par les DFL.</p>	

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 107 : Concernant la mise en place de l'alerte Silver

a. Sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver;

b. Depuis le 23 janvier, soit le début du projet pilote déployé dans les MRC de Drummond, de Joliette et de la Vallée-de-l'Or, veuillez nous fournir un bilan des événements survenus et le nombre d'alerte déclenchées.

a) Aucune somme n'est prévue pour l'implantation et la mise en œuvre du projet pilote Alerte Silver. Aucune somme n'a été versée pour 2022-2023.

b) Le MSP ne dispose d'aucun bilan à ce point-ci du projet. Un bilan complet sera fait à la fin du projet pilote prévue le 23 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 109 : Tout plan et crédit alloué dans l'amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d'enquêtes et de mobilisation de recherches de personnes disparues depuis les évènements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier;

Suivant les recommandations 24 et 25 du Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP) qui visaient respectivement à "Inscrire dans la Loi sur la police l'obligation pour la Sûreté du Québec (SQ) de créer et de maintenir une unité de coordination consacrée aux disparitions et de créer l'obligation pour tous les services policiers de signaler les disparitions à cette unité" et "Adopter une loi sur les personnes disparues encadrant l'assistance des fournisseurs de services de télécommunication afin de faciliter les recherches entreprises par les services de police et l'unité de coordination consacrée aux disparition de la Sûreté du Québec", la ministre de la Sécurité publique de l'époque a déposé le 8 décembre 2021 un projet de loi (PL18) qui visait notamment à aider les corps de police à retrouver les personnes disparues en leur offrant de nouveaux moyens modernes et efficaces pour agir rapidement en cas de disparition. N'ayant pas été adopté avant la clôture de la session parlementaire de l'hiver 2022, ce projet de loi n'a pas eu de suite, mais mentionnons qu'il aurait permis aux policiers de :

- demander une ordonnance à un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat pour avoir accès à des renseignements personnels relatifs à une personne disparue détenus par des personnes, des entreprises privées, des organismes publics ou des sociétés;
- demander une ordonnance d'accès aux renseignements personnels d'une personne qui accompagnerait la personne disparue, si celle-ci est mineure ou en situation de vulnérabilité;
- diffuser au public certains renseignements obtenus pour favoriser les recherches.

Les renseignements visés par une telle ordonnance, le cas échéant, sont, par exemple, des données de géolocalisation, mais aussi des renseignements médicaux susceptibles d'aider les policiers à retrouver la personne disparue. Reprenant les propositions du PL18 et proposant certaines bonifications, un nouveau projet de loi a été déposé à l'Assemblée nationale le 15 mars 2023 (PL-14).

Par ailleurs, une somme de 10,1 M\$ sur cinq ans a été annoncée au budget 2022-2023 pour augmenter les efforts de recherche consacrés aux disparitions et aux enlèvements. Cette somme permettra donc la mise en œuvre de la recommandation 24 du CCRP visant la création d'une unité de coordination consacrée aux disparitions. De cette somme, un montant annuel de 100 000 \$ a aussi été alloué à l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues et au Réseau Enfants-Retour pour une durée de trois ans (2022-2023 à 2024-2025 : investissement total de 600 000 \$). L'objectif de ce dernier soutien financier est d'assurer le maintien des activités de ces organisations en lien avec le support aux familles de personnes disparues et la liaison avec les corps de police. En mai 2022, la ministre de la Sécurité publique de l'époque a annoncé la mise en place de l'Équipe intégrée de coordination des disparitions et des enlèvements, laquelle est responsable d'assumer un rôle de leader en matière d'enquêtes dans ces domaines au Québec. Dans ce contexte, la SQ assure son rôle de coordination de cette équipe depuis décembre 2022 et est impliquée activement dans plusieurs dossiers d'enquêtes de disparition.

Aussi, en réponse à la recommandation 7 du CCRP qui visait à "Procéder à l'élaboration d'une directive conjointe du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Justice (MJQ) sur l'interprétation à donner au cadre législatif entourant le partage d'informations en contexte d'urgence" et aux rapports d'investigation de la coroner du 3 novembre 2021 sur les causes et les circonstances des décès de M. Martin Carpentier, ainsi que de Romy et Norah Carpentier, le MSP a également entrepris des travaux visant à optimiser le partage d'informations entre les intervenants dans un contexte d'urgence, notamment entre les corps de police et le réseau de la santé et des services sociaux. À cet effet, un comité de travail interministériel coprésidé par le MSP et le MSSS et réunissant des membres du MJQ, du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la laïcité ainsi que de la SQ a été mis sur pied. Ce comité avait pour mandat de cibler les obstacles au partage de renseignements et de recommander des pistes de solutions probantes pour y remédier. Ce comité a mené des travaux intensifs d'avril à septembre 2022. En décembre 2022, le projet de loi no 3 sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives a été présenté à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi propose plusieurs grandes mesures qui, à terme, permettraient d'optimiser le partage d'informations en contexte de sécurité publique. Les travaux législatifs relatifs à ce projet de loi sont en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

Finally, in order to address the recommendation regarding the review of the criteria for triggering the AMBER Alert, the MSP and its partners have conducted various work. In light of the fact that these criteria were established for a North American application, it was agreed to keep them as such, while noting that the criterion for abduction (reasonable grounds to believe in abduction) should be interpreted in Quebec with more flexibility, that is to say without being limited to the elements constituting the offence under the Criminal Code. This orientation has been integrated into the practices of the SQ.

We mention that on March 23, 2022, the Minister of Public Security of the time requested the Chief Coroner to conduct a public inquiry into the circumstances surrounding the deaths of Martin, Romy and Norah Carpentier. This public inquiry will have the objective of shedding light on these tragic events, identifying the contributing factors and, where appropriate, formulating recommendations. The public hearings took place in February and March 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 110 : Concernant le Rapport d'enquête du Coroner sur le décès de Pierre Coriolan, veuillez nous indiquer, pour chacune des 16 recommandations du Coroner, le suivi apporté par l'organisation ciblée par la recommandation.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 111 :	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing notamment en précisant notamment : a. toutes initiatives législatives ou règlementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés.
-----------------------	--

A/ Toutes initiatives législatives ou règlementaires afin d'interdire ce type d'armes

Aucune initiative législative ou règlementaire n'a été mise en œuvre par le ministère de la Sécurité publique (MSP) au cours de l'année 2022-2023 concernant l'interdiction des armes de poing. Il importe de préciser que le contrôle des armes à feu est de compétence fédérale.

B/ Bilan et état des lieux

Dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement du Canada, des sommes ont été consacrées en 2022-2023 pour la poursuite des activités d'équipes policières mise en place pour intervenir sur l'approvisionnement illégal en armes à feu et auprès d'individus à risque de recourir à la violence armée :

- L'équipe mise en place en 2019 par la Sûreté du Québec (SQ) afin de s'attaquer au trafic d'armes à feu a été intégrée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (ELTA). Un financement de 3,2 M\$ a été accordé en 2022-2023 pour financer l'équivalent de quinze (15) ressources.
- Une somme d'un peu plus 1,8 M\$ a été octroyée en 2022-2023 pour financer notamment l'équivalent de neuf (9) ressources au sein de l'Équipe multisectorielle sur les armes à feu du SPVM.
- Une somme d'un peu plus de 1,5 M\$ a été octroyée en 2022-2023 pour financer l'équivalent de neuf (9) ressources de l'équipe dédiée à la lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (projet MALSAIN) qui relève du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).
- Un financement de près de 600 k\$ a été accordé en 2022-2023 au Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale pour l'achat d'équipement et l'ajout de trois (3) ressources additionnelles afin de rehausser les capacités en analyse balistique.

Dans le cadre du Budget 2022-2023, l'équivalent de dix-huit (18) ressources ont été financées (3 M\$) pour soutenir l'ELTA au sein du SPVM.

Dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, les sommes suivantes ont été allouées en 2022-2023 :

- La bonification de la stratégie de lutte contre le crime organisé de la SQ par l'ajout de 78 ressources, dont dix (10) ressources provenant des corps de police municipaux – 15 730 600 \$

- Le financement de l'équivalent de cinq ressources dans l'escouade du crime organisé (ECO-AF) du Service de police de la Ville de Laval (SPL)
– 1 200 000 \$
- La bonification du soutien aux équipes dédiées à la lutte contre le trafic d'armes à feu du SPVM (acquisition d'équipements et formation) – 253 500 \$
- La bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) par l'ajout de quatre (4) ressources
– 634 000 \$
- Le rehaussement des capacités du Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) par l'ajout d'équipements scientifiques et de
15 nouvelles ressources - 1 135 000 \$;
- Le renforcement de la Direction du renseignement des Services correctionnels pour bonifier les connaissances et le partage de renseignements avec les corps
policiers - 500 000 \$.

Dans le cadre du Budget 2022-2023, un financement de plus de 1,9 M\$ en 2022-2023 a été accordé au corps de police d'Akwesasne afin d'appuyer les interventions policières en matière d'approvisionnement illégal d'armes à feu.

C/ Toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations

Pour des informations concernant la mise en œuvre et le bilan des opérations, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

D/ Effectifs dédiés

Équipe intégrée de lutte contre le trafic d’armes à feu (EILTA) :

- L’équivalent de quinze (15) ressources sont financées par le FACVAFG, auxquelles s’ajoutent une partie des 78 ressources financées dans le cadre de la bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ, dont dix (10) ressources provenant des corps de police municipaux

Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d’armes à feu du SPVM :

- L’équivalent de dix-huit (18) ressources

Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du SPVM :

- L’équivalent de neuf (9) ressources

Projet MALSAIN du SPVQ :

- L’équivalent de neuf (9) ressources

Escouade du crime organisé (ECO-AF) du Service de police de la Ville de Laval (SPL) :

- L’équivalent de cinq ressources

Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l’agglomération de Longueuil (SPAL) :

- L’équivalent de quatre (4) ressources

Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) :

- L’équivalent de vingt (20) ressources

Direction du renseignement des Services correctionnels (Sous-ministériat des services correctionnels)

- L’équivalent de cinq (5) ressources

Corps de police d’Akwesasne :

- L’équivalent de cinq (5) ressources.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 112 : Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant : a) toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'armes; b) bilan et état des lieux; toutes opérations mises en œuvre et bilan des opérations; d) effectifs dédiés.

A/ Toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme

Aucune initiative législative ou réglementaire n'a été mise en œuvre au cours de l'année 2022-2023.

B/ Bilan et état des lieux

Dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement du Canada, des sommes ont été consacrées en 2022-2023 pour la poursuite des activités d'équipes policières mise en place pour intervenir sur l'approvisionnement illégal en armes à feu et auprès d'individus à risque de recourir à la violence armée, dont les membres de groupes criminels organisés et les gangs de rue :

- Un financement de près de 5,8 M\$ a été accordé en 2022-2023 pour la poursuite des activités des équipes d'enquête liées aux dossiers de disparitions et de meurtres en lien avec le crime organisé, qui relève de la Sûreté du Québec (SQ);
- L'équipe mise en place en 2019 par la SQ afin de s'attaquer au trafic d'armes à feu a été intégrée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) qui relève de la Sûreté du Québec (SQ). Un financement de 3,2 M\$ a été accordé en 2022-2023.
- Une somme de près de 1,8 M\$ a été accordée en 2022-2023 pour financer notamment l'équivalent de neuf (9) ressources au sein de l'Équipe multisectorielle sur les armes à feu du SPVM.
- Une somme d'un peu plus de 1,5 M\$ a été accordée en 2022-2023 pour financer l'équipe dédiée à la lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (projet MALSAIN) du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

Dans le cadre du Budget 2022-2023, (3 M\$) ont été alloués au SPVM pour soutenir la mise en place de l'ELTA.

D'autres investissements ont par ailleurs été annoncés dans le cadre du Budget 2020-2021 pour le déploiement de nouvelles équipes d'intervention affectées à la lutte contre le crime organisé par la SQ. À noter que ces crédits ont été attribués à la SQ (voir le cahier de l'étude des crédits de la SQ).

Dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, les sommes suivantes ont été investies en 2022-2023:

- La bonification de la stratégie de lutte contre le crime organisé de la SQ – 15 730 600 \$
- Le financement l'escouade du crime organisé (ECO-AF) du Service de police de la Ville de Laval (SPL) – 1 200 000 \$;
- La bonification du soutien aux équipes dédiées à la lutte contre le trafic d'armes à feu du SPVM (acquisition d'équipements et formation) – 253 500 \$;
- La bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) – 634 000 \$;
- Le rehaussement des capacités du Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) par l'ajout d'équipements scientifiques et de nouvelles ressources – 1 135 000 \$;
- Le renforcement de la Direction du renseignement des Services correctionnels pour bonifier les connaissances et le partage de renseignements avec les corps policiers - 500 000 \$.

Dans le cadre du budget 2022-2023, plus de 2,9 M\$ ont été accordé au Corps de police d'Akwesasne pour rehausser les capacités de lutte contre le trafic d'armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

C/ Toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations

Pour des informations concernant la mise en œuvre et le bilan des opérations, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

D/ Effectifs dédiés.

Équipes d'enquête liées aux dossiers de disparitions et de meurtres en lien avec le crime organisé, qui relève de la Sûreté du Québec

- L'équivalent de vingt-quatre (24) ressources.

Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) :

- L'équivalent de quinze (16) ressources sont financées par le FACVAFG. En plus de ces ressources, la bonification de la structure de lutte contre le crime organisé permet l'ajout de 18 ressources de la SQ à EILTA et de 60 ressources - dont 10 provenant des corps de police municipaux - dans les différentes équipes d'enquêtes criminelles afin de prioriser les dossiers d'armes à feu auxquelles s'ajoutent les soixante-dix-huit (78) ressources financées dans le cadre de la bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ, dont dix (10) ressources provenant des corps de police municipaux.

Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu du SPVM :

- L'équivalent de dix-huit (18) ressources

Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du SPVM :

- L'équivalent de neuf (9) ressources

Projet MALSAIN du SPVQ :

- L'équivalent de neuf (9) ressources

Escouade du crime organisé (ECO-AF) du Service de police de la Ville de Laval (SPL) :

- L'équivalent de cinq ressources

Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) :

- L'équivalent de quatre (4) ressources

Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) :

- L'équivalent de vingt (20) ressources

Direction du renseignement des Services correctionnels :

- L'équivalent de cinq (5) ressources

Corps de police d'Akwesasne :

- L'équivalent de cinq (5) ressources.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

<p>QUESTION 113 : Concernant le règlement encadrant les chiens notamment ceux qui sont considérés comme dangereux veuillez fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a. le nombre de municipalités qui n'ont pas encore mis en place un plan d'encadrement;b. les pénalités et leur ventilation aux municipalités récalcitrantes;c. toutes statistiques, études et notes pertinentes au sujet des chiens dangereux au Québec;

<p>Cette question relève de la compétence du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 114 : Concernant l'accès à l'information:
a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2022-2023.

Les réponses à ces questions seront dans le Rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 116 : Veuillez nous indiquer, pour les 5 dernières années, le nombre de constats d’infraction au code de la sécurité routière émis, ventilés par région et par type d’infractions.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du ministère de la Justice.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 137 : Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police sur la santé mentale/détresse psychologique des policiers et des policières.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 138 : Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 140 : Veuillez nous fournir, pour les 5 dernières années, les études, recherches, notes, avis ou tout autre document produit par le Ministère ou un corps de police concernant l'espérance de vie des policiers et des policières.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 144 : Toute analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipal en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier

Aucune ville de 50 000 habitants et plus n'a manifesté officiellement auprès du ministère de la Sécurité publique son intention de se départir de son corps de police municipal en 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 145 : Toute analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal

Le fichier de la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, pour l'année 2022, est disponible sur le site Internet de Québec.ca.

<https://www.quebec.ca/securite-situations-urgence/police-prevention-criminalite/structure-fonctionnement-police/types-corps-police>

Une capsule d'information portant sur les éléments affectant la variation annuelle de la facture est en cours de production et devrait également être mise en ligne prochainement sur le même site.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 154 : Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) :

- a) au 31 mars 2022, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) budget ventilé de l'EILP pour 2021-2022 et 2022-2023;**
- c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022;**
- d) bilan des activités de l'EILP.**

Veillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 159 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2023.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2022	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2016-2021) (\$)	Facture 2023 (\$)
46005	Abercorn	353	82 228 576	75 027
NR880	Abitibi	157	12 239 039	11 277
NR870	Abitibi-Ouest	90	2 486 593	2 309
48028	Acton Vale	7 833	688 790 342	1 047 302
31056	Adstock	3 008	437 899 091	405 019
98030	Aguanish	228	13 846 341	12 732
92030	Albanel	2 236	150 612 850	137 357
07025	Albertville	228	21 015 513	19 238
84050	Alleyn-et-Cawood	179	58 459 194	53 481
93042	Alma	30 894	3 386 847 490	5 148 788
78070	Amherst	1 563	341 502 964	311 651
88055	Amos	12 651	1 245 708 275	1 893 763
07047	Amqui	6 145	503 570 468	765 662
55008	Ange-Gardien	2 908	522 093 608	456 899
NR790	Antoine-Labelle	5	67 237 748	61 176
19037	Armagh	1 499	122 137 890	111 579
78060	Arundel	555	104 534 112	95 419
41055	Ascot Corner	3 365	335 272 421	343 010
50013	Aston-Jonction	448	49 660 369	44 348
13045	Auclair	448	40 525 014	36 936

30055	Audet	771	70 323 792	63 971
83090	Aumond	797	85 589 677	78 105
87050	Authier	267	13 364 515	11 797
87100	Authier-Nord	295	14 062 392	12 575
NR060	Avignon	0	604 573	385
45035	Ayer's Cliff	1 183	206 300 457	188 145
96020	Baie-Comeau	20 823	1 899 823 939	3 116 771
08080	Baie-des-Sables	618	50 567 362	46 171
50100	Baie-du-Febvre	974	192 286 784	162 713
98035	Baie-Johan-Beetz	87	7 162 453	6 541
15065	Baie-Sainte-Catherine	188	18 837 232	17 269
16013	Baie-Saint-Paul	7 227	1 180 179 710	1 789 050
96005	Baie-Trinité	393	30 172 190	27 702
78050	Barkmere	57	82 065 945	75 620
44045	Barnston-Ouest	574	109 283 048	99 651
88022	Barraute	2 008	136 204 923	124 276
37210	Batiscan	959	124 243 728	113 503
85020	Béarn	672	58 705 788	45 630
27028	Beauceville	6 296	531 766 815	808 370
31008	Beaulac-Garthby	1 021	223 838 656	203 295
19105	Beaumont	3 115	399 934 766	383 507
21025	Beaupré	3 924	707 801 667	853 771
38010	Bécancour	14 179	1 772 832 189	2 695 207
46035	Bedford	2 652	225 019 857	208 402
46040	Bedford	723	96 511 357	88 109
94250	Bégin	866	65 223 460	59 637
89050	Belcourt	217	9 344 197	8 605
85065	Belleterre	299	14 800 499	13 466
88070	Berry	510	38 427 319	35 168
18065	Berthier-sur-Mer	1 728	249 968 692	228 160
52035	Berthierville	4 341	423 146 373	544 813
48005	Béthanie	329	52 449 456	46 727
13055	Biencourt	448	32 286 593	28 207
98005	Blanc-Sablon	1 103	87 513 050	79 644
83045	Blue Sea	670	180 816 414	165 060
80115	Boileau	362	92 185 880	84 261
21045	Boischatel	8 652	1 056 381 415	1 605 966
83085	Bois-Franc	407	39 725 306	36 167
45095	Bolton-Est	1 146	296 805 332	270 867

46065	Bolton-Ouest	660	249 839 169	227 775
05045	Bonaventure	2 745	254 254 561	232 007
NR050	Bonaventure	35	14 191 843	13 082
98010	Bonne-Espérance	670	28 846 513	26 163
42040	Bonsecours	657	106 804 201	97 343
83050	Bouchette	672	140 229 701	127 739
80145	Bowman	697	126 977 813	115 811
78075	Brébeuf	1 035	112 515 740	102 730
46090	Brigham	2 352	273 752 070	249 706
84005	Bristol	1 040	230 571 690	210 461
46070	Brome	299	44 328 910	40 399
76043	Brownsburg-Chatham	7 607	802 288 496	1 219 673
84025	Bryson	692	33 228 646	30 396
41070	Bury	1 196	156 994 859	143 129
12057	Cacouna	1 863	198 060 765	180 835
84030	Campbell's Bay	732	44 572 778	40 784
04047	Cap-Chat	2 388	160 218 017	146 207
05060	Caplan	2 011	156 158 874	142 359
18045	Cap-Saint-Ignace	3 084	293 964 473	275 019
34030	Cap-Santé	3 559	362 929 603	397 562
06013	Carleton-sur-Mer	4 141	394 727 717	494 025
05077	Casapédia--Saint-Jules	768	60 181 013	55 020
07018	Causapscal	2 248	129 139 750	117 735
83040	Cayamant	840	161 145 347	146 976
91020	Chambord	1 781	217 610 839	198 533
37220	Champlain	1 949	236 557 440	215 847
88005	Champneuf	132	4 221 033	3 848
02028	Chandler	7 423	487 543 015	741 038
99020	Chapais	1 552	81 331 406	74 450
51080	Charette	1 013	79 655 523	70 857
NR160	Charlevoix	0	32 948 069	30 011
NR150	Charlevoix-Est	190	110 183 873	100 421
41020	Chartierville	297	58 780 740	53 481
21035	Château-Richer	4 501	482 970 299	639 312
87095	Chazel	275	15 900 084	14 621
80103	Chénéville	814	89 552 922	81 568
62047	Chertsey	4 985	791 128 630	1 102 322
39030	Chesterville	939	113 672 714	103 499
99025	Chibougamau	7 310	644 255 545	979 586

84090	Chichester	349	43 038 619	37 206
96035	Chute-aux-Outardes	1 405	63 995 150	58 483
79065	Chute-Saint-Philippe	977	161 030 161	146 976
84015	Clarendon	1 246	224 900 798	197 443
15035	Clermont	3 119	255 835 922	247 782
87110	Clermont	496	34 149 726	31 165
87075	Clerval	445	36 273 522	33 089
42110	Cleveland	1 574	197 112 515	179 680
03010	Cloridorme	614	35 028 169	33 229
44037	Coaticook	9 070	922 044 481	1 401 662
95050	Colombier	684	33 856 116	30 780
44071	Compton	3 260	432 605 737	422 287
41038	Cookshire-Eaton	5 446	522 709 169	794 519
71040	Coteau-du-Lac	7 610	1 106 675 555	1 682 533
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	788	51 480 109	46 940
30090	Courcelles	789	69 246 885	63 100
46080	Cowansville	15 721	1 388 800 269	2 111 534
61013	Crabtree	4 193	369 459 697	462 475
40047	Danville	3 848	301 985 340	356 668
39152	Daveluyville	2 390	181 410 532	165 445
13005	Dégelis	2 871	212 778 558	193 916
83070	Déléage	1 893	124 985 315	113 887
83005	Denholm	481	113 429 121	103 499
93005	Desbiens	1 008	59 914 761	54 635
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	896	100 213 877	91 572
34058	Deschambault-Grondines	2 290	425 389 277	389 247
31015	Disraeli	2 361	167 190 567	152 363
31020	Disraeli	1 133	168 492 742	153 517
44023	Dixville	733	88 542 870	80 798
92022	Dolbeau-Mistassini	13 906	1 126 883 837	1 713 313
34025	Donnacoona	7 569	769 203 495	1 169 270
33040	Dosquet	984	102 432 598	93 495
49058	Drummondville	80 479	7 790 355 317	13 620 049
41117	Dudswell	1 888	243 077 582	221 619
80135	Duhamel	479	271 870 789	248 167
85030	Duhamel-Ouest	895	115 094 570	105 038
69075	Dundee	396	102 213 303	90 072
46050	Dunham	3 652	544 309 119	615 223
87005	Duparquet	711	59 017 675	53 866

87085	Dupuy	911	49 455 653	45 016
49015	Durham-Sud	1 107	105 915 869	96 573
41060	East Angus	3 909	267 497 562	322 809
31122	East Broughton	2 250	118 275 335	107 731
46085	East Farnham	600	58 114 946	53 096
44010	East Hereford	279	46 281 220	42 323
45093	Eastman	2 333	559 811 531	510 570
83075	Egan-Sud	496	46 001 874	41 938
69050	Elgin	399	89 851 611	81 953
62053	Entrelacs	1 003	271 535 162	247 782
06025	Escuminac	535	47 564 565	43 477
10005	Esprit-Saint	335	22 293 722	20 392
77011	Estérel	215	332 553 428	303 187
46112	Farnham	10 581	895 151 327	1 360 878
80005	Fassett	483	48 689 620	44 247
94220	Ferland-et-Boilleau	612	64 410 653	58 867
79097	Ferme-Neuve	2 747	273 864 274	249 706
97035	Fermont	2 389	829 462 151	782 669
95045	Forestville	2 884	166 964 856	152 363
84060	Fort-Coulonge	1 338	61 945 838	56 559
38047	Fortierville	646	64 424 794	58 867
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 286	430 068 062	392 450
26005	Frampton	1 320	164 064 912	149 670
69010	Franklin	1 736	264 846 978	241 626
96015	Franquelin	285	18 789 800	17 177
46010	Frelighsburg	1 252	245 803 748	224 312
30025	Frontenac	1 781	234 731 278	213 924
85055	Fugèreville	331	30 994 552	23 319
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 060	519 112 508	473 633
87020	Gallichan	487	36 797 009	33 474
03005	Gaspé	15 151	1 381 265 878	2 099 991
92055	Girardville	986	71 171 305	65 024
96010	Godbout	256	16 440 736	15 005
69060	Godmanchester	1 479	240 184 484	212 917
76025	Gore	2 158	405 197 016	369 749
83032	Gracefield	2 535	466 934 078	433 529
02015	Grande-Rivière	3 451	209 376 353	223 927
35040	Grandes-Piles	463	96 955 622	88 494
03020	Grande-Vallée	1 068	81 188 697	73 873

09060	Grand-Métis	215	26 485 680	24 738
83095	Grand-Remous	1 204	119 964 152	109 270
50065	Grand-Saint-Esprit	501	60 777 975	55 405
76055	Grenville	1 812	140 023 488	127 739
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 957	432 752 035	394 758
98014	Gros-Mécatina	406	22 089 072	20 864
01042	Grosse-Île	474	32 833 152	30 011
08015	Grosses-Roches	381	28 365 107	25 779
85095	Guérin	317	27 800 863	24 606
39010	Ham-Nord	858	85 833 199	78 105
41075	Hampden	183	26 854 525	24 624
40005	Ham-Sud	242	53 593 001	48 665
76065	Harrington	874	299 452 484	273 176
45043	Hatley	723	251 917 964	229 699
45055	Hatley	2 278	413 362 764	377 060
69005	Havelock	758	140 034 293	127 739
98040	Havre-Saint-Pierre	3 361	414 789 786	444 529
93020	Hébertville	2 622	246 055 089	224 312
93025	Hébertville-Station	1 325	86 988 866	79 259
68010	Hemmingford	803	69 440 170	63 485
68015	Hemmingford	2 021	346 068 118	310 043
56042	Henryville	1 478	319 761 376	265 864
35035	Hérouxville	1 342	110 772 217	101 191
69045	Hinchinbrooke	2 252	263 315 608	240 087
19070	Honfleur	902	119 005 578	108 501
05025	Hope	606	37 015 996	33 858
05020	Hope Town	392	25 142 333	23 085
69025	Howick	836	65 151 920	59 252
78065	Huberdeau	897	97 009 002	90 163
71110	Hudson	5 567	1 202 395 951	1 827 970
69055	Huntingdon	2 596	169 850 076	155 056
32058	Inverness	918	169 613 830	154 629
31040	Irlande	882	96 226 338	87 724
78042	Ivry-sur-le-Lac	361	265 629 516	245 327
61025	Joliette	21 924	2 173 399 650	3 304 274
14050	Kamouraska	607	124 482 845	113 503
NR140	Kamouraska	10	4 161 289	4 116
83015	Kazabazua	1 030	153 049 261	139 666
79025	Kiamika	823	107 567 925	98 112

42070	Kingsbury	144	11 935 587	10 773
39097	Kingsey Falls	1 932	232 147 234	211 615
31105	Kinnear's Mills	377	60 777 186	55 405
85010	Kipawa	464	64 118 223	58 483
90017	La Bostonnais	633	49 023 917	44 632
78115	La Conception	1 449	344 312 183	313 960
88030	La Corne	791	92 643 607	84 646
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	83 115 214	75 797
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 353 766	5 002
91050	La Doré	1 368	97 344 186	88 878
19090	La Durantaye	807	92 931 126	84 646
29030	La Guadeloupe	1 799	125 126 358	114 272
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	49 037 606	44 632
NR040	La Haute-Gaspésie	182	29 404 488	25 621
NR220	La Jacques-Cartier	0	7 205 556	6 541
79047	La Macaza	1 140	224 539 479	204 690
15013	La Malbaie	8 289	869 926 932	1 322 402
04030	La Martre	218	14 876 674	12 692
NR080	La Matanie	0	10 340 594	9 822
NR070	La Matapédia	26	62 814 472	57 328
78130	La Minerve	1 337	398 346 133	365 238
NR090	La Mitis	0	29 783 379	26 687
88015	La Morandière	203	12 942 787	11 444
88045	La Motte	476	43 814 601	40 014
41027	La Patrie	815	99 298 847	90 417
14085	La Pocatière	3 915	408 959 096	501 322
54035	La Présentation	2 591	500 799 531	439 452
09005	La Rédemption	428	25 922 634	23 470
87080	La Reine	335	15 609 444	14 236
87090	La Sarre	7 287	595 380 265	905 328
10010	La Trinité-des-Monts	245	22 649 294	20 408
90012	La Tuque	10 903	1 040 126 040	1 581 342
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	2	27 834 834	25 394
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	661	92 065 424	83 594
50085	La Visitation-de-Yamaska	339	83 812 377	74 493
78120	Labelle	2 498	424 827 268	387 448
93055	Labrecque	1 328	123 086 934	112 348
22040	Lac Beauport	8 285	1 388 034 639	2 110 380
22030	Lac Delage	743	101 677 199	92 726

22015	Lac Saint-Joseph	273	342 895 418	312 806
07057	Lac-au-Saumon	1 424	79 260 987	72 334
35010	Lac-aux-Sables	1 366	251 633 891	229 699
91005	Lac-Bouchette	1 179	123 737 313	112 733
46075	Lac-Brome	5 908	1 504 343 885	2 286 982
13060	Lac-des-Aigles	503	34 374 280	31 165
79078	Lac-des-Écorces	2 912	264 292 387	241 241
80130	Lac-des-Plages	478	141 487 610	128 893
77055	Lac-des-Seize-Îles	150	103 465 147	94 265
30080	Lac-Drolet	1 062	115 524 593	105 423
79015	Lac-du-Cerf	532	112 778 317	102 730
90027	Lac-Édouard	188	60 175 878	55 020
28053	Lac-Etchemin	3 972	401 607 572	484 406
18010	Lac-Frontière	174	21 317 870	19 622
76020	Lachute	14 097	1 319 075 176	2 005 342
30030	Lac-Mégantic	5 596	549 582 682	835 687
56023	Lacolle	2 722	364 164 684	331 237
29095	Lac-Poulin	148	55 940 944	51 172
79060	Lac-Saguay	478	91 555 635	83 492
83020	Lac-Sainte-Marie	631	277 000 354	252 784
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	15 341 999	13 851
79105	Lac-Saint-Paul	517	82 466 525	75 412
34120	Lac-Sergent	533	125 110 184	114 481
80095	Lac-Simon	1 030	424 205 081	387 063
78095	Lac-Supérieur	1 958	562 043 941	512 493
85070	Laforce	546	12 620 757	11 543
93060	Lamarche	503	56 384 244	51 557
30095	Lambton	1 672	279 000 583	254 323
88035	Landrienne	921	69 975 796	63 869
21040	L'Ange-Gardien	3 962	461 387 603	556 355
52017	Lanoraie	5 338	601 832 026	855 025
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 253	168 656 340	153 902
78015	Lantier	954	248 808 276	227 005
79050	L'Ascension	892	127 988 351	116 581
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 109	188 986 130	172 370
06060	L'Ascension-de-Patapédia	158	11 442 025	10 204
85060	Latulipe-et-Gaboury	302	22 045 838	18 210
88080	Launay	224	14 499 799	12 850
33060	Laurier-Station	2 653	272 373 872	248 552

32072	Laurierville	1 346	143 842 415	131 081
52007	Lavaltrie	14 944	1 399 794 760	2 128 079
49025	L'Avenir	1 432	146 970 938	133 895
85052	Laverlochère-Angliers	943	84 217 814	72 852
42045	Lawrenceville	629	55 752 393	50 788
NR910	Le Domaine-du-Roy	40	76 377 353	69 641
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	61	596 651 478	544 428
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 239 284	1 154
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 081	133 881 082	121 967
33123	Leclercville	491	72 327 071	65 793
49020	Lefebvre	968	91 604 004	82 809
13050	Lejeune	257	27 006 570	22 790
38020	Lemieux	283	34 879 122	31 935
60037	L'Épiphanie	9 054	826 797 597	1 076 929
NR110	Les Basques	0	781 238	770
95018	Les Bergeronnes	651	55 716 416	50 788
71050	Les Cèdres	7 220	929 865 365	1 392 316
71033	Les Coteaux	5 751	548 480 957	833 764
16048	Les Éboulements	1 408	275 107 454	250 860
95025	Les Escoumins	1 819	145 355 816	132 740
09015	Les Hauteurs	482	29 665 335	26 933
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 467	1 023 169 342	1 555 563
08005	Les Méchins	973	77 900 002	71 180
71095	L'Île-Cadieux	131	76 780 387	70 025
98020	L'Île-d'Anticosti	190	40 716 663	37 321
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	642	96 588 049	88 109
71060	L'Île-Perrot	11 580	1 241 711 002	1 887 607
41085	Lingwick	472	84 891 985	77 336
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 329	311 874 789	284 334
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 095	174 193 339	158 904
17078	L'Islet	3 836	333 008 856	393 219
12043	L'Isle-Verte	1 332	132 098 495	120 428
84040	Litchfield	458	107 615 865	98 112
80055	Lochaber	442	53 260 458	48 479
80060	Lochaber-Partie-Ouest	911	109 652 855	100 036
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	426	31 664 287	29 372
95032	Longue-Rive	968	48 673 096	44 520
85037	Lorrainville	1 239	97 314 946	88 471
33115	Lotbinière	844	164 717 716	150 439

51015	Louiseville	7 217	632 216 291	961 117
83010	Low	1 032	185 888 644	169 677
32065	Lyster	1 613	167 362 438	152 748
87058	Macamic	2 686	169 812 324	155 056
39165	Maddington Falls	440	31 508 547	28 857
89015	Malartic	3 279	334 712 325	335 891
52095	Mandeville	2 349	346 743 759	316 268
NR960	Manicouagan	84	66 623 476	60 791
83065	Maniwaki	3 827	251 013 627	296 304
38028	Manseau	819	83 287 848	75 353
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 358	240 910 599	219 695
06005	Maria	2 715	250 862 715	228 929
NR920	Maria-Chapdelaine	247	130 640 714	116 894
42065	Maricourt	425	68 403 234	61 215
55048	Marieville	11 425	1 202 732 534	1 828 355
04025	Marsoui	277	13 061 083	11 927
30035	Marston	745	102 968 721	93 880
44060	Martinville	453	49 284 982	45 016
51008	Maskinongé	2 356	236 192 876	215 463
53010	Massueville	546	38 459 925	35 013
99015	Matagami	1 367	96 235 039	88 399
08053	Matane	13 868	1 236 509 785	1 885 570
06045	Matapédia	627	51 833 489	47 325
NR620	Matawinie	106	91 081 527	83 107
80065	Mayo	645	106 431 194	96 958
NR350	Mékinac	5	82 687 388	75 353
42075	Melbourne	1 114	176 063 954	160 443
83060	Messines	1 682	215 803 712	196 994
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 931	398 475 509	480 559
09048	Métis-sur-Mer	559	109 644 577	100 036
30040	Milan	337	52 284 909	47 710
76030	Mille-Isles	1 722	283 409 987	258 555
85075	Moffet	210	23 604 398	19 853
78047	Mont-Blanc	3 800	657 680 186	759 891
78055	Montcalm	654	141 896 162	129 278
14005	Mont-Carmel	1 146	97 200 859	88 494
83088	Montcerf-Lytton	645	58 687 484	53 481
80010	Montebello	1 010	113 863 426	103 884
09077	Mont-Joli	6 312	489 857 616	744 885

79088	Mont-Laurier	14 409	1 431 867 850	2 176 942
18050	Montmagny	11 074	1 068 531 840	1 624 435
80090	Montpellier	1 067	130 096 160	118 504
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 293	532 950 242	509 628
79110	Mont-Saint-Michel	609	64 412 235	58 867
04015	Mont-Saint-Pierre	170	11 377 531	10 388
77050	Morin-Heights	4 759	930 366 361	1 263 535
80085	Mulgrave-et-Derry	373	153 998 545	140 435
03025	Murdochville	621	19 034 908	17 461
80110	Namur	624	59 614 964	54 250
30045	Nantes	1 449	126 154 692	115 042
68030	Napierville	4 147	428 902 575	536 733
98025	Natashquan	277	17 489 880	16 087
85100	Nédélec	338	30 975 243	27 803
34007	Neuville	4 567	579 927 591	769 894
05040	New Carlisle	1 425	104 553 814	95 419
05070	New Richmond	3 787	305 542 180	353 205
41037	Newport	740	139 001 798	126 969
50072	Nicolet	8 544	915 303 393	1 391 658
79030	Nominingue	2 203	471 053 427	429 771
92040	Normandin	3 016	238 386 721	222 388
87115	Normétal	763	20 384 893	18 468
45050	North Hatley	681	190 278 917	174 251
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	742	96 021 350	87 724
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	309	100 906 031	91 956
39015	Notre-Dame-de-Ham	433	33 957 606	31 165
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 014	305 258 158	278 562
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	673	75 060 096	69 211
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 607	1 573 721 354	2 392 405
92060	Notre-Dame-de-Lorette	187	16 270 275	13 903
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	782	93 703 188	85 416
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	3 018	269 010 968	249 213
35005	Notre-Dame-de-Montauban	760	133 046 570	121 198
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	786	186 766 242	170 446
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 043	125 624 877	114 657
15025	Notre-Dame-des-Monts	792	52 190 327	47 710
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 066	155 707 899	141 975
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 751	157 076 332	135 361
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 618	972 087 611	1 477 843

12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	37	37 274 432	33 858
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	670	122 664 701	111 459
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 697	118 836 307	106 488
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 046	150 773 631	128 504
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 664	419 481 872	382 446
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	6 320	427 970 688	650 620
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 027	93 332 783	85 031
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 195	195 180 158	178 141
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	403	45 792 422	41 938
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	893	109 595 889	100 036
06020	Nouvelle	1 703	139 377 042	126 969
56015	Noyan	1 559	247 826 214	220 758
45020	Ogden	768	243 159 142	221 619
72032	Oka	5 966	553 036 406	840 689
69037	Ormstown	3 928	493 467 856	569 257
84055	Otter Lake	929	211 438 284	192 762
13015	Packington	616	52 502 523	47 710
09040	Padoue	239	15 706 454	14 236
87025	Palmarolle	1 388	109 948 757	100 421
80037	Papineauville	2 237	222 957 792	203 535
38055	Parisville	538	55 859 169	50 788
05032	Paspébiac	3 169	231 637 874	224 312
02005	Percé	3 069	242 339 559	225 851
92010	Péribonka	525	133 797 752	121 967
16005	Petite-Rivière-Saint-François	909	400 733 468	365 517
03015	Petite-Vallée	166	11 401 702	10 550
94205	Petit-Saguenay	624	50 021 645	45 786
77030	Piedmont	3 456	693 362 497	722 980
50113	Pierreville	2 175	230 757 115	210 461
46025	Pike River	544	104 059 429	93 903
71070	Pincourt	15 242	1 758 258 141	2 672 891
30020	Piopolis	374	94 968 923	86 570
80045	Plaisance	1 188	95 945 559	87 545
32040	Plessisville	6 666	481 326 807	731 804
32045	Plessisville	2 679	282 528 010	257 786
13095	Pohénégamook	2 513	215 696 074	196 610
06030	Pointe-à-la-Croix	1 355	87 002 913	79 259
96030	Pointe-aux-Outardes	1 289	101 476 960	92 782
71055	Pointe-des-Cascades	1 813	174 484 458	145 804

71140	Pointe-Fortune	612	65 332 798	59 637
96025	Pointe-Lebel	1 868	128 576 740	117 350
NR840	Pontiac	5	25 149 181	20 474
34017	Pont-Rouge	10 346	961 138 560	1 461 299
84020	Portage-du-Fort	213	20 849 977	18 853
97022	Port-Cartier	6 530	699 025 536	1 109 171
02047	Port-Daniel-Gascons	2 267	210 025 016	124 319
34048	Portneuf	3 313	313 557 697	324 564
NR340	Portneuf	0	58 943 819	53 866
95040	Portneuf-sur-Mer	594	34 267 410	31 801
45030	Potton	1 950	755 177 659	688 711
87035	Poularies	674	35 230 613	32 181
88090	Preissac	943	152 953 846	139 666
75040	Prévost	13 895	1 514 104 046	2 301 988
09065	Price	1 775	76 108 830	69 256
32033	Princeville	6 494	554 008 153	837 071
42032	Racine	1 413	245 102 236	223 543
96040	Ragueneau	1 328	62 184 184	56 559
87010	Rapide-Danseur	359	36 065 439	33 089
84100	Rapides-des-Joachims	155	20 961 264	19 078
62037	Rawdon	12 164	1 251 687 806	1 902 997
85105	Rémigny	276	31 788 913	24 788
42098	Richmond	3 315	238 285 149	247 397
71133	Rigaud	8 215	1 142 835 602	1 737 552
10043	Rimouski	49 886	4 960 263 015	7 540 809
NR100	Rimouski-Neigette	11	8 804 235	8 080
80078	Ripon	1 713	213 514 346	194 686
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	166	12 889 952	11 927
04020	Rivière-à-Claude	148	9 950 438	9 027
34135	Rivière-à-Pierre	578	130 869 080	119 274
98055	Rivière-au-Tonnerre	259	24 632 764	22 821
71005	Rivière-Beaudette	2 504	296 734 818	270 012
13025	Rivière-Bleue	1 234	79 386 189	72 334
12072	Rivière-du-Loup	20 065	2 026 286 459	3 080 347
94215	Rivière-Éternité	405	37 282 668	33 858
89010	Rivière-Héva	1 499	142 784 816	130 432
14065	Rivière-Ouelle	997	150 404 979	137 357
79037	Rivière-Rouge	4 623	563 147 198	756 428
98050	Rivière-Saint-Jean	215	13 146 858	12 346

91025	Roberval	9 885	896 606 425	1 363 186
88010	Rochebaucourt	135	6 302 606	5 771
87015	Roquemaure	418	26 844 237	26 096
55037	Rougemont	2 840	372 234 499	339 354
86042	Rouyn-Noranda	43 092	4 639 544 760	7 053 324
48015	Roxton	1 128	179 821 284	162 871
48010	Roxton Falls	1 356	101 923 715	93 111
47047	Roxton Pond	4 393	494 353 669	615 293
95010	Sacré-Cœur	1 761	129 627 069	118 120
31130	Sacré-Cœur-de-Jésus	544	69 239 525	63 100
17015	Saint-Adalbert	499	57 087 732	51 942
08030	Saint-Adelme	518	36 711 051	33 474
35015	Saint-Adelphe	972	112 410 777	102 345
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 820	1 043 491 644	1 224 083
40010	Saint-Adrien	549	58 339 039	53 096
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	409	43 395 066	39 630
33045	Saint-Agapit	4 530	416 569 505	552 893
53015	Saint-Aimé	476	186 063 275	124 282
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 124	135 719 925	123 891
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	809	96 539 665	88 109
34097	Saint-Alban	1 213	167 551 802	152 748
39085	Saint-Albert	1 734	172 295 310	154 668
56055	Saint-Alexandre	2 675	427 568 010	334 830
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 292	185 318 372	168 907
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	275	18 378 711	16 476
63023	Saint-Alexis	1 398	217 117 649	193 480
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	516	28 159 652	25 779
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 024	393 842 084	364 988
27015	Saint-Alfred	538	53 227 864	48 479
05065	Saint-Alphonse	730	42 507 976	38 860
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 362	449 334 430	455 165
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 397	480 208 594	499 027
94255	Saint-Ambroise	4 037	332 729 605	408 225
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 174	484 091 290	582 467
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 048	249 242 919	232 392
80027	Saint-André-Avellin	3 897	358 053 463	422 845
76008	Saint-André-d'Argenteuil	2 954	380 921 772	347 434
14040	Saint-André-de-Kamouraska	682	67 418 129	61 561
06040	Saint-André-de-Restigouche	156	11 308 187	10 388

91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	479	38 646 366	35 397
69070	Saint-Anicet	2 786	580 511 342	529 423
19062	Saint-Anselme	4 154	444 505 538	551 242
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	146	42 051 602	38 475
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 722	295 610 478	269 713
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 780	308 963 628	281 640
12015	Saint-Antonin	4 264	331 837 662	422 076
33090	Saint-Apollinaire	7 813	769 929 805	1 164 244
46017	Saint-Armand	1 266	226 028 359	206 889
12065	Saint-Arsène	1 282	105 351 704	96 189
13100	Saint-Athanase	311	22 522 066	20 392
17055	Saint-Aubert	1 465	199 693 759	181 989
92005	Saint-Augustin	356	24 381 045	22 316
98012	Saint-Augustin	670	28 686 577	26 949
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	691	85 324 760	77 720
51025	Saint-Barnabé	1 194	114 506 341	104 269
54105	Saint-Barnabé-Sud	858	235 447 932	189 868
52055	Saint-Barthélemy	2 145	260 671 260	224 165
34038	Saint-Basile	2 707	276 518 990	252 399
28025	Saint-Benjamin	1 050	89 497 725	81 568
29100	Saint-Benoît-Labre	1 659	183 642 677	167 368
26055	Saint-Bernard	2 590	301 385 632	275 100
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 616	347 071 051	280 070
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	610	163 550 649	138 344
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 134	392 457 940	339 985
49125	Saint-Bonaventure	1 086	155 382 750	128 358
51085	Saint-Boniface	5 163	402 535 105	579 664
93030	Saint-Bruno	2 981	254 300 802	232 007
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 140	121 627 992	107 228
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	541	50 099 895	45 786
63055	Saint-Calixte	6 927	599 024 953	910 715
40025	Saint-Camille	548	64 342 830	58 867
28070	Saint-Camille-de-Lellis	732	68 074 822	61 946
34078	Saint-Casimir	1 423	123 088 441	112 348
50030	Saint-Célestin	897	63 924 351	58 483
50035	Saint-Célestin	621	113 366 651	102 845
55023	Saint-Césaire	5 985	773 878 561	1 174 579
61035	Saint-Charles-Borromée	15 012	1 413 416 111	2 148 855
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 581	288 960 649	263 557

94260	Saint-Charles-de-Bourget	856	70 447 720	64 254
09010	Saint-Charles-Garnier	238	17 707 347	16 013
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 782	347 966 475	317 423
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 086	304 759 572	284 334
69017	Saint-Chrysostome	2 746	334 855 657	302 939
42100	Saint-Claude	1 195	160 200 019	146 207
11005	Saint-Clément	465	36 158 687	33 089
07090	Saint-Cléophas	334	21 476 857	19 622
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	239	29 601 951	26 933
71045	Saint-Clet	1 860	266 405 014	237 972
62065	Saint-Côme	2 517	461 054 876	420 537
29057	Saint-Côme--Linière	3 268	248 886 751	249 706
52062	Saint-Cuthbert	1 872	296 742 343	254 018
12005	Saint-Cyprien	1 095	76 909 730	70 025
28040	Saint-Cyprien	495	44 790 203	40 784
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	739	88 087 575	80 414
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	5 059	453 223 957	631 306
07105	Saint-Damase	366	30 853 320	28 087
54017	Saint-Damase	2 631	457 134 554	403 223
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	540	58 260 345	53 096
62075	Saint-Damien	2 225	329 492 409	300 493
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 853	188 046 339	171 721
53005	Saint-David	892	223 493 855	154 442
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 947	898 174 187	827 343
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	504	97 306 857	88 878
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 693	720 920 122	954 366
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 410	408 715 069	372 827
52090	Saint-Didace	701	137 373 126	124 410
54060	Saint-Dominique	2 733	386 783 719	346 951
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	440	31 450 083	28 220
09030	Saint-Donat	842	77 303 363	70 410
62060	Saint-Donat	4 332	1 528 214 915	1 956 022
77022	Sainte-Adèle	14 414	1 960 117 535	2 979 926
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 153	162 133 543	149 151
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	11 327	1 654 179 506	2 514 757
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	996	60 058 244	54 635
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 774	264 241 343	234 989
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	627	50 080 622	45 786
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 905	293 879 806	268 174

37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 081	210 552 355	191 993
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 567	148 356 938	135 434
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	614	80 702 365	73 488
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 180	343 430 708	299 103
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 894	798 291 895	942 649
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 790	289 991 799	264 711
79115	Sainte-Anne-du-Lac	562	77 479 582	70 795
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	535	70 508 837	64 254
28015	Sainte-Aurélie	859	99 432 988	90 802
69065	Sainte-Barbe	1 592	250 459 698	228 544
62020	Sainte-Béatrix	2 318	269 831 913	246 243
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 471	350 453 416	291 670
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	8 482	818 779 090	1 244 682
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	744	122 478 348	111 240
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	8 519	938 850 600	1 427 440
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	375	43 108 299	39 245
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 255	268 605 718	245 089
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	876	99 791 206	91 187
48020	Sainte-Christine	738	117 639 681	99 686
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	653	154 931 200	138 979
19055	Sainte-Claire	3 556	377 202 385	414 766
68020	Sainte-Clotilde	2 528	298 584 515	269 228
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	595	66 350 155	61 155
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 602	158 556 138	144 668
33102	Sainte-Croix	2 589	328 963 299	300 109
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	776	112 561 018	98 115
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	383	22 452 444	20 392
68045	Saint-Édouard	1 363	252 432 293	216 712
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	631	55 171 995	50 119
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 205	163 130 447	148 900
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	738	63 383 425	57 713
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	553	93 449 045	85 416
52030	Sainte-Élisabeth	1 459	257 835 990	223 780
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	383	58 608 457	53 481
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 754	199 290 065	181 604
50005	Sainte-Eulalie	1 003	136 488 773	121 498
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	335	29 481 084	26 933
20010	Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	912	156 544 772	142 744
08023	Sainte-Félicité	1 142	67 824 133	62 934

17025	Sainte-Félicité	360	28 699 806	26 163
09085	Sainte-Flavie	837	90 081 635	82 943
07010	Sainte-Florence	383	19 828 119	18 083
11030	Sainte-Françoise	376	32 680 559	29 626
38035	Sainte-Françoise	471	54 655 562	50 018
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 027	141 500 121	128 893
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 343	282 931 769	255 491
87030	Sainte-Germaine-Boulé	978	53 674 603	48 864
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	785	53 457 015	48 864
91030	Sainte-Hedwidge	872	63 782 433	58 098
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 650	283 376 688	258 555
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	407	57 873 721	52 711
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	906	72 550 419	66 178
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	358	24 141 006	21 931
26040	Sainte-Hénédine	1 409	144 350 514	131 586
07040	Sainte-Irène	351	44 063 594	40 014
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	273	24 092 807	21 931
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 048	78 579 984	71 564
63060	Sainte-Julienne	11 603	940 191 107	1 429 364
28045	Sainte-Justine	1 854	136 112 119	124 276
71115	Sainte-Justine-de-Newton	964	242 778 464	193 987
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 939	223 026 393	203 535
11035	Saint-Eloi	285	31 818 900	28 857
17060	Sainte-Louise	704	60 202 684	55 020
50095	Saint-Elphège	272	74 726 236	60 794
09092	Sainte-Luce	2 772	273 884 763	249 706
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	262	26 568 674	24 240
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 442	205 808 548	187 760
05050	Saint-Elzéar	467	28 920 425	26 548
26022	Saint-Elzéar	2 594	261 731 489	238 933
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	313	24 135 477	21 931
54025	Sainte-Madeleine	2 314	226 053 956	206 229
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	299	27 274 598	24 724
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 813	200 337 373	182 759
26035	Sainte-Marguerite	1 213	136 423 737	124 276
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 412	628 954 882	606 462
07005	Sainte-Marguerite-Marie	177	11 400 767	10 475
26030	Sainte-Marie	13 572	1 385 522 629	2 106 532
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	449	51 889 004	47 095

54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 979	441 019 994	398 124
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 209	123 268 570	112 348
71110	Sainte-Marthe	1 076	276 123 391	230 722
70012	Sainte-Martine	5 741	686 729 993	1 043 840
61050	Sainte-Mélanie	3 255	373 416 290	371 498
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	530	77 815 305	70 795
50057	Sainte-Monique	514	102 625 441	92 460
93075	Sainte-Monique	850	155 804 526	141 975
08040	Sainte-Paule	268	33 012 338	30 011
17030	Sainte-Perpétue	1 656	104 886 682	95 804
50050	Sainte-Perpétue	970	157 919 399	141 737
20030	Sainte-Pétronille	1 041	198 412 382	182 618
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 391	224 223 495	204 690
12030	Saint-Épiphane	861	61 450 729	56 174
31050	Sainte-Praxède	342	111 636 718	101 960
11015	Sainte-Rita	305	26 337 691	23 219
28030	Sainte-Rose-de-Watford	733	70 760 003	64 639
94230	Sainte-Rose-du-Nord	475	55 728 590	50 788
28065	Sainte-Sabine	342	37 107 589	33 858
46105	Sainte-Sabine	1 129	158 552 707	144 668
39105	Sainte-Séraphine	385	56 172 759	51 172
75028	Sainte-Sophie	18 491	1 583 639 743	2 407 411
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	730	77 259 017	70 410
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	604	89 842 977	79 628
63030	Saint-Esprit	2 088	340 484 965	305 334
35050	Sainte-Thècle	2 492	230 715 944	210 461
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 013	57 392 165	52 327
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	597	109 399 704	99 651
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 064	176 742 249	153 604
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	787	178 895 349	163 136
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 658	366 964 796	492 871
49105	Saint-Eugène	1 186	191 534 678	162 530
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	477	36 744 790	33 474
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	461	55 124 437	46 667
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	394	45 784 500	41 938
51040	Sainte-Ursule	1 357	133 502 421	121 967
13030	Saint-Eusèbe	597	46 581 191	42 323
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	597	91 511 641	83 492
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 510	306 378 690	279 024

10070	Saint-Fabien	1 799	172 954 637	160 780
18015	Saint-Fabien-de-Panet	959	79 585 309	72 719
91042	Saint-Félicien	10 130	989 533 754	1 504 391
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	961	70 862 295	64 639
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 481	195 616 464	177 785
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 991	709 074 967	1 078 083
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 072	146 070 928	133 125
32013	Saint-Ferdinand	2 087	296 108 866	270 098
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 652	719 998 047	777 059
33052	Saint-Flavien	1 596	174 199 286	158 904
31030	Saint-Fortunat	269	44 112 505	40 033
06055	Saint-François-d'Assise	671	34 100 993	31 165
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	1 635	181 197 313	165 498
20005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	552	141 827 119	129 446
91015	Saint-François-de-Sales	630	43 685 454	40 014
50128	Saint-François-du-Lac	2 011	201 584 757	183 913
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 438	244 467 755	223 158
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	265	21 037 565	19 238
27065	Saint-Frédéric	1 058	104 256 132	95 034
94235	Saint-Fulgence	2 157	194 753 905	177 757
52080	Saint-Gabriel	2 740	170 956 886	155 826
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 721	340 971 066	310 882
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 162	92 715 755	84 646
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 758	436 518 309	489 117
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	685	40 199 159	36 664
93035	Saint-Gédéon	2 254	315 600 683	287 797
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 129	169 187 369	154 287
29073	Saint-Georges	33 569	3 060 635 352	4 652 839
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 248	250 354 489	225 781
40032	Saint-Georges-de-Windsor	976	107 343 975	97 723
53085	Saint-Gérard-Majella	244	68 481 813	48 411
49048	Saint-Germain-de-Grantham	5 024	544 695 361	770 279
14045	Saint-Germain-de-Kamouraska	293	37 583 336	34 028
19075	Saint-Gervais	2 161	247 009 009	225 466
34060	Saint-Gilbert	304	29 576 543	26 933
33035	Saint-Gilles	2 786	283 961 688	258 940
05015	Saint-Godefroi	334	22 965 897	20 777
49113	Saint-Guillaume	1 460	191 485 191	174 679
11020	Saint-Guy	52	13 471 334	12 312

19068	Saint-Henri	5 884	698 100 629	1 061 154
93070	Saint-Henri-de-Taillon	907	136 720 040	124 661
44015	Saint-Herménégilde	700	142 533 821	130 047
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	44 555 163	40 784
16050	Saint-Hilarion	1 131	122 580 972	111 964
75045	Saint-Hippolyte	10 972	1 427 605 882	2 170 402
94240	Saint-Honoré	6 416	540 654 644	821 836
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 521	177 712 814	161 982
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	757	53 780 397	47 404
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 375	152 844 611	139 281
54100	Saint-Hugues	1 375	269 916 729	226 163
54048	Saint-Hyacinthe	57 785	6 834 137 644	11 948 406
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 159	220 064 686	200 842
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	752	130 446 173	118 889
15005	Saint-Irénée	698	139 443 917	127 354
26063	Saint-Isidore	3 216	393 040 644	381 506
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	693	103 963 845	95 970
63013	Saint-Jacques	4 419	486 768 394	596 484
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	715	80 884 227	73 873
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	184	40 579 648	36 842
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	2 044	307 809 160	267 271
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 078	109 556 711	100 036
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	374	50 917 604	46 555
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	173	10 706 046	9 727
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 639	97 569 660	88 878
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	236	29 162 802	26 548
20015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 214	258 512 273	236 444
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 731	591 349 361	802 983
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 427	357 575 534	382 446
21020	Saint-Joachim	1 412	154 756 838	141 205
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 402	190 632 328	173 909
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 915	409 063 204	570 207
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 811	217 287 948	198 149
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	396	36 645 097	32 967
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	555	44 325 158	42 199
27050	Saint-Joseph-des-Érables	414	48 590 948	44 247
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 614	197 375 655	183 703
54110	Saint-Jude	1 431	230 551 139	192 590
27055	Saint-Jules	540	57 001 145	51 942

31035	Saint-Julien	387	56 280 115	51 172
18005	Saint-Just-de-Bretenières	668	51 746 586	47 325
13040	Saint-Juste-du-Lac	580	51 814 661	47 095
51045	Saint-Justin	985	131 225 831	119 659
87120	Saint-Lambert	200	7 150 138	6 405
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 931	759 417 281	1 154 649
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 781	332 314 348	306 668
71105	Saint-Lazare	22 653	2 979 102 266	4 528 948
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 356	136 628 395	124 661
08065	Saint-Léandre	366	32 287 774	29 626
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 518	282 123 987	254 689
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 171	136 511 129	124 661
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 083	110 620 371	101 387
07030	Saint-Léon-le-Grand	983	60 632 002	55 405
51035	Saint-Léon-le-Grand	931	137 869 297	118 297
54072	Saint-Liboire	3 103	401 998 076	365 199
63065	Saint-Liguori	2 084	266 976 729	240 970
63048	Saint-Lin--Laurentides	24 553	1 976 476 546	3 004 935
54120	Saint-Louis	746	139 607 432	115 260
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 157	126 647 191	115 426
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	393	46 913 671	42 708
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	2 013	279 172 962	245 288
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 258	76 486 595	69 641
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	444	63 213 739	57 691
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	540	55 570 603	50 788
49030	Saint-Lucien	1 818	198 822 741	178 962
30072	Saint-Ludger	1 058	100 053 566	91 187
93080	Saint-Ludger-de-Milot	642	61 268 545	55 789
28075	Saint-Magloire	668	80 493 772	73 488
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 400	154 323 183	140 820
19025	Saint-Malachie	1 574	161 020 661	146 976
44003	Saint-Malo	488	79 347 464	72 334
88040	Saint-Marc-de-Figuery	930	87 934 821	79 686
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 999	240 926 475	219 695
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	368	41 630 040	37 927
17020	Saint-Marcel	429	52 363 958	47 710
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	527	148 537 635	117 907
10025	Saint-Marcellin	376	47 672 164	43 477
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 286	392 425 264	357 822

29045	Saint-Martin	2 589	198 737 045	181 219
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	687	94 484 492	86 185
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	810	86 969 497	79 259
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 389	254 647 282	232 392
37230	Saint-Maurice	3 601	284 122 524	310 043
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 113	63 222 376	57 713
11025	Saint-Médard	200	12 449 654	11 437
68050	Saint-Michel	3 590	506 811 508	549 641
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 848	284 394 889	259 325
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 482	504 978 130	460 551
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 056	76 753 969	70 025
12020	Saint-Modeste	1 162	101 101 437	92 341
07095	Saint-Moïse	556	38 343 444	35 013
37240	Saint-Narcisse	1 887	160 113 307	146 656
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 123	155 481 775	141 975
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 086	101 326 909	92 341
93045	Saint-Nazaire	2 085	162 279 927	148 131
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	897	168 685 151	142 189
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	371	38 194 144	35 013
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	756	82 895 616	75 797
07100	Saint-Noël	400	18 966 144	17 314
52070	Saint-Norbert	1 087	140 882 886	126 372
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 240	146 972 309	133 895
09055	Saint-Octave-de-Métis	504	36 660 678	33 474
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 378	132 588 312	120 813
17005	Saint-Omer	272	33 397 653	30 396
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	557	40 872 171	37 321
53032	Saint-Ours	1 765	280 485 259	255 862
14070	Saint-Pacôme	1 566	115 012 071	105 038
17010	Saint-Pamphile	2 300	157 004 745	143 129
14018	Saint-Pascal	3 495	279 292 465	298 570
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 078	136 137 142	129 439
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 364	385 875 571	352 051
61005	Saint-Paul	6 628	610 167 488	927 505
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 913	435 777 697	397 452
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	322	28 368 389	25 779
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 281	326 929 842	298 185
18030	Saint-Paul-de-Montminy	809	95 491 949	86 955
51060	Saint-Paulin	1 563	129 393 480	118 120

19005	Saint-Philémon	696	102 877 786	93 880
29065	Saint-Philibert	359	46 347 343	42 323
14060	Saint-Philippe-de-Néri	807	59 030 485	53 866
54008	Saint-Pie	5 852	765 343 388	1 152 063
49130	Saint-Pie-de-Guire	447	88 540 799	76 162
61020	Saint-Pierre	298	47 703 293	43 477
32050	Saint-Pierre-Baptiste	543	93 923 328	85 800
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	930	109 005 071	99 891
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	114	14 929 097	13 468
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	920	109 475 609	100 036
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 970	261 783 885	238 933
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 128	126 638 768	115 426
72043	Saint-Placide	1 798	299 614 181	273 176
71020	Saint-Polycarpe	2 496	384 197 548	326 662
91035	Saint-Prime	2 799	233 949 680	213 539
28020	Saint-Prosper	3 615	252 149 810	281 787
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	520	74 376 843	67 717
19082	Saint-Raphaël	2 443	244 913 455	223 543
34128	Saint-Raymond	11 176	1 287 871 727	1 958 017
68055	Saint-Rémi	9 001	1 089 630 265	1 656 369
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	476	71 079 657	65 024
29050	Saint-René	884	76 036 808	67 145
08035	Saint-René-de-Matane	951	61 840 168	56 559
53020	Saint-Robert	1 855	215 351 063	196 610
30070	Saint-Robert-Bellarmin	540	58 214 924	53 096
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 625	731 947 864	1 080 889
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	305	67 002 136	61 176
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 590	250 523 609	228 544
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	972	117 899 090	107 731
63040	Saint-Roch-Ouest	289	86 124 292	71 276
30100	Saint-Romain	723	105 035 227	95 804
39145	Saint-Rosaire	920	133 284 227	121 298
39130	Saint-Samuel	822	77 434 010	70 795
26010	Saints-Anges	1 212	130 517 114	118 889
77043	Saint-Sauveur	11 446	2 443 068 220	3 714 038
30085	Saint-Sébastien	683	68 232 729	62 330
56050	Saint-Sébastien	709	262 226 163	202 058
51030	Saint-Sévère	326	46 774 889	40 376
27070	Saint-Séverin	299	47 364 672	43 093

35020	Saint-Séverin	828	66 250 103	60 406
05055	Saint-Siméon	1 196	87 788 699	80 029
15058	Saint-Siméon	1 154	122 624 841	111 964
54090	Saint-Simon	1 437	249 702 923	218 584
11055	Saint-Simon-de-Rimouski	439	60 656 626	55 405
29125	Saint-Simon-les-Mines	609	57 995 551	52 711
80070	Saint-Sixte	525	53 561 512	48 864
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	273	97 306 357	88 878
37245	Saint-Stanislas	1 027	117 376 547	108 121
92070	Saint-Stanislas	395	30 178 427	27 702
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 884	283 397 436	258 239
38005	Saint-Sylvère	802	89 524 334	80 847
33007	Saint-Sylvestre	1 017	147 698 988	134 664
71015	Saint-Télesphore	811	192 268 030	160 481
07070	Saint-Tharcisius	407	25 458 427	23 085
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 610	215 782 085	181 044
29005	Saint-Théophile	682	106 708 694	97 343
61027	Saint-Thomas	3 569	478 950 739	514 908
92045	Saint-Thomas-Didyme	681	62 990 866	57 328
34085	Saint-Thuribe	316	37 367 808	34 243
35027	Saint-Tite	3 740	362 195 071	418 613
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 466	187 575 694	171 216
34090	Saint-Ubalde	1 441	233 156 292	212 769
08073	Saint-Ulric	1 563	128 762 445	118 222
16055	Saint-Urbain	1 369	150 037 727	136 973
70005	Saint-Urbain-Premier	1 378	234 334 837	197 951
56030	Saint-Valentin	460	141 125 132	118 081
39135	Saint-Valère	1 228	148 104 001	135 049
10060	Saint-Valérien	868	76 472 534	69 641
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 798	306 714 913	278 744
19117	Saint-Vallier	1 089	149 860 892	136 588
44005	Saint-Venant-de-Paquette	101	27 207 062	25 009
07075	Saint-Vianney	449	30 160 489	27 702
27008	Saint-Victor	2 376	247 900 182	226 236
50023	Saint-Wenceslas	1 200	155 575 109	137 414
28005	Saint-Zacharie	1 684	136 770 649	124 661
62080	Saint-Zénon	1 197	222 098 995	202 766
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	355	33 026 154	30 011
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	712	141 801 469	113 999

71025	Saint-Zotique	9 720	994 609 548	1 512 086
70052	Salaberry-de-Valleyfield	43 899	4 343 656 702	6 603 546
07085	Sayabec	1 779	143 768 284	131 201
97040	Schefferville	156	41 908 035	41 471
41080	Scotstown	485	26 993 448	24 624
26048	Scott	2 601	278 874 687	254 323
89040	Senneterre	2 755	190 929 672	174 294
89045	Senneterre	1 152	92 999 528	84 646
97007	Sept-Îles	24 956	3 079 588 419	4 940 408
NR971	Sept-Rivières	128	29 256 965	26 563
22020	Shannon	6 481	588 380 026	894 555
36033	Shawinigan	50 717	3 669 220 157	5 801 301
84010	Shawville	1 568	152 409 462	138 896
84095	Sheenboro	112	82 787 573	75 412
47035	Shefford	7 604	990 935 304	1 506 315
05010	Shigawake	284	17 064 349	15 390
53052	Sorel-Tracy	35 627	3 187 664 924	4 845 986
46045	Stanbridge East	865	117 109 194	106 962
46030	Stanbridge Station	279	53 767 665	48 864
45008	Stanstead	2 826	216 523 624	197 379
45025	Stanstead	1 006	626 174 161	571 361
44050	Stanstead-Est	630	131 596 937	120 043
68035	St-Cyprien-de-Napierville	2 070	401 340 287	364 237
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 333	440 777 654	670 243
42005	Stoke	3 152	366 475 994	352 129
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	9 629	1 397 462 865	2 124 616
30105	Stornoway	535	70 885 087	64 051
30110	Stratford	964	258 887 736	236 239
45105	Stukely-Sud	1 179	151 993 546	138 512
46058	Sutton	4 329	1 139 131 459	1 466 300
95005	Tadoussac	786	104 284 496	96 038
87042	Taschereau	942	38 634 326	35 397
85005	Témiscaming	2 370	267 818 039	244 319
NR850	Témiscamingue	102	103 578 499	81 495
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 017	472 940 549	490 482
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 996	206 335 744	188 145
84045	Thorne	486	133 015 407	121 198
80050	Thurso	2 995	240 970 878	227 728
39025	Tingwick	1 455	189 837 944	173 140

17035	Tourville	586	33 427 539	29 485
88075	Trécesson	1 236	116 412 175	106 192
71125	Très-Saint-Rédempteur	1 025	126 545 626	115 426
69030	Très-Saint-Sacrement	1 257	265 277 205	241 794
27060	Tring-Jonction	1 467	103 679 189	94 650
11040	Trois-Pistoles	3 214	211 241 888	212 000
35055	Trois-Rives	397	168 841 345	153 902
42078	Ulverton	439	65 737 134	60 022
48038	Upton	2 347	290 895 190	251 579
33070	Val-Alain	998	103 051 478	93 880
07080	Val-Brillant	930	78 644 632	71 564
42055	Valcourt	2 181	216 315 790	197 533
42060	Valcourt	1 054	143 031 587	130 432
78010	Val-David	5 587	701 899 433	1 066 925
80140	Val-des-Bois	909	182 230 699	166 214
78100	Val-des-Lacs	770	201 279 432	188 392
40043	Val-des-Sources	6 994	389 881 186	592 907
89008	Val-d'Or	32 931	3 414 139 060	5 190 342
42095	Val-Joli	1 669	189 338 174	172 755
NR890	Vallée-de-l'Or	266	4 120 944	2 601
26015	Vallée-Jonction	1 818	166 972 963	152 363
78005	Val-Morin	3 092	458 386 067	427 463
30015	Val-Racine	167	36 776 350	33 474
87105	Val-Saint-Gilles	166	7 522 782	6 926
71083	Vaudreuil-Dorion	42 694	6 142 709 273	9 287 448
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 382	256 656 159	233 931
56005	Venise-en-Québec	1 923	296 423 390	270 483
39062	Victoriaville	48 041	4 138 824 839	6 292 279
85025	Ville-Marie	2 501	234 437 722	213 924
32085	Villeroy	500	70 343 448	63 971
84070	Waltham	361	62 035 972	56 559
47030	Warden	369	27 229 608	25 009
39077	Warwick	4 866	493 143 933	678 564
47025	Waterloo	5 098	371 280 263	514 012
44080	Waterville	2 330	218 033 196	198 918
41098	Weedon	2 748	291 863 877	266 250
76035	Wentworth	620	275 014 134	250 860
77060	Wentworth-Nord	1 539	537 822 704	490 562
41065	Westbury	1 077	116 774 405	106 577

49040	Wickham	2 600	274 909 744	246 122
42088	Windsor	5 385	483 058 021	724 493
40017	Wotton	1 406	138 359 019	126 200
51020	Yamachiche	2 938	315 942 589	285 429
53072	Yamaska	1 754	195 475 176	174 644
1039		2 681 845	308 634 609 205	387 049 883
78127 ²	Lac-Tremblant-Nord	52	173 361 502	211 905
78102 ²	Mont-Tremblant	10 825	3 986 519 408	6 512 646
80087 ²	Notre-Dame-de-la-Salette	853	105 184 082	145 209

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² La facture de ces municipalités est calculée en fonction certaines données dont la valeur diffère de celles considérées pour les 1039 autre municipalités, soit le coût moyen d'un policier et le taux de partage. En effet, le Règlement prévoit certaines dispositions transitoires applicables entre 2020 et 2024 s'adressant uniquement aux municipalités desservies avant l'année 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 159 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2022.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2021	Richesse foncière uniformisée moyenne 2015-2020 (\$)	Facture 2022 (\$)
46005	Abercorn	359	79 742 259	72 400
NR880	Abitibi	156	12 188 747	11 056
NR870	Abitibi-Ouest	88	2 493 822	2 209
48028	Acton Vale	7 790	660 358 504	993 621
31056	Adstock	2 869	419 376 872	378 522
98030	Aguanish	232	13 746 382	12 483
92030	Albanel	2 258	145 688 686	131 676
07025	Albertville	217	20 232 236	18 339
84050	Alleyn-et-Cawood	176	56 093 409	50 616
93042	Alma	30 915	3 329 236 428	5 009 920
78070	Amherst	1 509	337 767 705	304 799
88055	Amos	12 721	1 180 748 637	1 776 708
07047	Amqui	6 119	488 498 728	735 038
55008	Ange-Gardien	2 862	484 768 521	427 009
NR790	Antoine-Labelle	5	64 723 875	58 319
19037	Armagh	1 468	119 486 560	107 835
78060	Arundel	577	103 259 556	93 163
41055	Ascot Corner	3 286	322 784 106	320 570
50013	Aston-Jonction	443	45 774 911	41 447
13045	Auclair	444	38 715 517	34 794
30055	Audet	765	66 405 735	59 786
83090	Aumond	759	83 336 560	75 191
87050	Authier	271	12 553 893	11 025
87100	Authier-Nord	282	13 440 125	11 752
NR060	Avignon	0	540 040	367
45035	Ayer's Cliff	1 161	200 035 115	180 458
96020	Baie-Comeau	20 951	1 957 899 741	3 055 658
08080	Baie-des-Sables	617	49 074 831	44 381
50100	Baie-du-Febvre	975	178 838 065	152 069
98035	Baie-Johan-Beetz	83	6 899 991	6 235
15065	Baie-Sainte-Catherine	191	17 993 314	16 139
16013	Baie-Saint-Paul	7 217	1 130 195 266	1 672 009
96005	Baie-Trinité	380	29 244 678	26 409
78050	Barkmere	59	81 728 012	74 137
44045	Barnston-Ouest	570	104 784 229	94 631
88022	Barraute	2 008	130 494 228	117 738
37210	Batiscan	905	121 034 993	110 205
85020	Béarn	706	53 913 517	42 645
27028	Beauceville	6 292	516 675 247	777 585
31008	Beaulac-Garthby	994	210 247 174	189 995
19105	Beaumont	3 015	388 897 248	358 418
21025	Beaupré	3 870	697 306 704	814 997
38010	Bécancour	13 827	1 729 058 518	2 601 975
46035	Bedford	2 581	225 366 948	204 316
46040	Bedford	704	93 405 194	84 361
94250	Bégin	836	63 385 636	57 219
89050	Belcourt	218	9 177 042	8 436
85065	Belleterre	298	14 599 079	13 095
88070	Berry	534	38 007 621	34 478
18065	Berthier-sur-Mer	1 717	242 619 742	218 971
52035	Berthierville	4 348	410 738 989	523 403
48005	Béthanie	320	48 885 544	43 670
13055	Biencourt	432	30 448 979	26 362
98005	Blanc-Sablon	1 090	84 192 578	75 925
83045	Blue Sea	671	176 224 621	159 185
80115	Boileau	348	89 845 421	81 060
21045	Boischatel	8 315	1 010 662 268	1 520 692
83085	Bois-Franc	408	38 566 163	34 845
45095	Bolton-Est	1 041	283 281 623	255 649

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46065	Bolton-Ouest	666	243 644 121	220 071
05045	Bonaventure	2 710	247 275 375	223 372
NR050	Bonaventure	35	13 798 701	12 347
98010	Bonne-Espérance	652	27 895 722	25 067
42040	Bonsecours	636	102 845 783	92 797
83050	Bouchette	677	135 411 065	122 139
80145	Bowman	673	122 495 352	110 769
78075	Brébeuf	1 052	110 056 673	99 461
46090	Brigham	2 325	265 433 638	239 511
84005	Bristol	1 030	219 016 763	197 697
46070	Brome	277	42 965 710	38 879
76043	Brownsburg-Chatham	7 316	770 863 130	1 160 142
84025	Bryson	690	32 918 430	29 710
41070	Bury	1 159	153 874 393	139 012
12057	Cacouna	1 855	193 620 489	174 957
84030	Campbell's Bay	729	42 807 372	38 512
04047	Cap-Chat	2 341	157 865 728	142 679
05060	Caplan	2 015	152 016 493	137 178
18045	Cap-Saint-Ignace	3 058	286 992 229	269 627
34030	Cap-Santé	3 465	351 093 045	371 553
06013	Carleton-sur-Mer	4 043	384 903 347	467 284
05077	Cascapédia--Saint-Jules	746	58 467 814	52 817
07018	Causapscal	2 269	125 018 689	112 970
83040	Cayamant	844	158 157 536	142 679
91020	Chambord	1 766	214 254 050	193 296
37220	Champlain	1 862	230 609 148	208 334
88005	Champneuf	135	4 113 872	3 668
02028	Chandler	7 350	471 739 494	709 730
99020	Chapais	1 552	80 680 207	72 990
51080	Charette	987	75 136 742	66 221
NR160	Charlevoix	0	31 730 004	28 609
NR150	Charlevoix-Est	186	108 025 819	97 565
41020	Chartierville	294	57 362 315	51 717
21035	Château-Richer	4 414	466 631 369	597 488
87095	Chazel	286	15 279 093	13 843
80103	Chénéville	778	87 532 624	78 859
62047	Chertsey	4 926	769 949 417	1 062 210
39030	Chesterville	922	109 926 028	99 399
99025	Chibougamau	7 388	635 378 704	956 209
84090	Chichester	347	39 790 616	34 772
96035	Chute-aux-Outardes	1 444	62 867 313	56 852
79065	Chute-Saint-Philippe	982	156 908 038	141 579
84015	Clarendon	1 237	210 072 821	184 526
15035	Clermont	3 061	252 213 254	239 940
87110	Clermont	505	33 483 745	30 076
87075	Clerval	407	34 892 191	31 544
42110	Cleveland	1 551	189 803 025	171 289
03010	Cloridorme	611	34 943 199	32 577
44037	Coaticook	8 907	889 236 772	1 338 033
95050	Colombier	671	33 037 948	29 710
44071	Compton	3 191	411 846 572	394 661
41038	Cookshire-Eaton	5 447	511 403 655	769 516
71040	Coteau-du-Lac	7 413	1 068 309 003	1 607 620
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	796	50 831 124	45 848
30090	Courcelles	781	66 916 271	60 520
46080	Cowansville	15 057	1 328 684 047	1 999 347
61013	Crabtree	4 104	357 865 876	443 443
40047	Danville	3 889	293 916 577	343 678
39152	Daveluyville	2 386	174 894 429	158 084

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13005	Dégelis	2 848	207 987 856	187 794
83070	Déléage	1 877	122 786 976	110 769
83005	Denholm	485	110 646 496	99 766
93005	Desbiens	1 002	58 383 274	52 817
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	883	95 571 916	86 195
34058	Deschambault-Grondines	2 257	419 243 962	381 615
31015	Disraeli	2 379	162 898 014	147 081
31020	Disraeli	1 141	160 176 192	144 513
44023	Dixville	710	84 904 634	76 658
92022	Dolbeau-Mistassini	14 024	1 107 841 903	1 667 039
34025	Donnacona	7 563	748 987 366	1 127 131
33040	Dosquet	974	101 143 111	91 330
49058	Drummondville	79 153	7 462 062 098	12 913 079
41117	Dudswell	1 822	237 500 592	214 569
80135	Duhamel	469	264 820 869	239 144
85030	Duhamel-Ouest	887	109 677 628	99 032
69075	Dundee	378	96 313 314	84 179
46050	Dunham	3 609	528 194 857	589 632
87005	Duparquet	711	56 234 361	50 616
87085	Dupuy	904	47 885 515	43 281
49015	Durham-Sud	1 076	98 917 997	91 302
41060	East Angus	3 868	260 206 220	304 065
31122	East Broughton	2 223	113 180 433	102 333
46085	East Farnham	568	56 085 146	50 616
44010	East Hereford	274	44 750 674	40 346
45093	Eastman	2 156	528 650 116	477 188
83075	Egan-Sud	497	44 753 824	40 658
69050	Elgin	413	88 114 950	78 979
62053	Entrelacs	967	260 493 098	235 109
06025	Escuminac	521	45 648 226	41 080
10005	Esprit-Saint	325	21 231 969	19 073
77011	Estérel	231	320 732 918	289 760
46112	Farnham	10 036	860 671 157	1 295 119
80005	Fassett	459	47 248 636	42 547
94220	Ferland-et-Boilleau	575	61 926 910	55 751
79097	Ferme-Neuve	2 727	269 383 360	243 179
97035	Fermont	2 439	804 095 223	767 322
95045	Forestville	2 912	164 138 508	148 181
84060	Fort-Coulonge	1 363	59 849 786	53 917
38047	Fortierville	661	61 033 260	55 018
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 224	417 963 439	377 422
26005	Frampton	1 313	158 931 612	143 413
69010	Franklin	1 680	259 096 528	234 009
96015	Franquelin	302	17 739 975	16 054
46010	Frelighsburg	1 178	238 547 726	215 303
30025	Frontenac	1 758	224 235 871	202 465
85055	Fugèreville	311	28 358 327	21 794
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 045	495 495 597	447 478
87020	Gallichan	486	35 619 604	32 277
03005	Gaspé	15 182	1 349 338 484	2 030 523
92055	Girardville	994	69 129 283	62 353
96010	Godbout	258	15 674 974	14 131
69060	Godmanchester	1 446	225 200 285	198 988
76025	Gore	2 069	392 900 711	354 681
83032	Gracefield	2 518	466 734 415	425 028
02015	Grande-Rivière	3 423	201 377 333	213 102
35040	Grandes-Piles	446	93 441 914	84 361
03020	Grande-Vallée	1 051	78 429 669	70 790
09060	Grand-Métis	212	26 385 691	24 253
83095	Grand-Remous	1 158	116 775 545	105 267
50065	Grand-Saint-Esprit	490	57 630 129	52 084
76055	Grenville	1 783	136 621 202	123 240
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 834	417 631 157	377 055
98014	Gros-Mécatina	412	21 967 199	20 455
01042	Grosse-Île	470	31 379 068	28 242
08015	Grosses-Roches	380	27 415 993	24 575
85095	Guérin	323	26 121 395	22 996
39010	Ham-Nord	884	82 406 428	74 457
41075	Hampden	188	26 586 511	23 896
40005	Ham-Sud	233	50 430 751	45 481
76065	Harrington	860	292 709 926	264 452
45043	Hatley	709	241 519 398	218 237
45055	Hatley	2 267	406 974 158	367 519
69005	Havelock	805	135 820 488	122 506
98040	Havre-Saint-Pierre	3 380	416 699 623	435 813
93020	Hébertville	2 566	237 424 482	214 203
93025	Hébertville-Station	1 311	83 094 981	75 191
68010	Hemmingford	795	67 073 780	60 520
68015	Hemmingford	2 002	320 928 802	289 760
56042	Henryville	1 477	291 427 206	248 471
35035	Hérouxville	1 332	109 137 581	98 665
69045	Hinchinbrooke	2 184	251 076 020	226 673
19070	Honfleur	907	116 159 823	104 901
05025	Hope	589	35 866 064	32 277
05020	Hope Town	389	24 226 577	22 007
69025	Howick	825	64 383 332	57 952
78065	Huberdeau	886	98 025 825	88 395
71110	Hudson	5 419	1 173 838 748	1 765 171

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

69055	Huntingdon	2 545	165 319 516	149 282
32058	Inverness	906	160 232 060	144 513
31040	Irlande	891	93 894 629	84 727
78042	Ivry-sur-le-Lac	359	264 082 543	240 517
61025	Joliette	21 571	2 118 442 070	3 187 731
14050	Kamouraska	612	122 046 120	110 561
NR140	Kamouraska	10	4 290 663	4 035
83015	Kazabazua	976	151 157 231	136 444
79025	Kiamika	795	104 540 452	94 264
42070	Kingsbury	141	11 509 048	10 270
39097	Kingsey Falls	1 932	225 347 413	203 566
31105	Kinnear's Mills	377	58 488 334	52 817
85010	Kipawa	460	61 664 411	55 751
90017	La Bostonnais	600	46 898 098	42 180
78115	La Conception	1 431	325 366 917	293 795
88030	La Corne	757	88 864 971	80 326
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	80 727 427	72 990
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 189 163	4 768
91050	La Doré	1 383	94 061 083	85 094
19090	La Durantaye	796	89 217 071	80 693
29030	La Guadeloupe	1 774	122 955 700	111 136
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	48 190 043	43 647
NR040	La Haute-Gaspésie	182	26 953 355	23 944
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 882 277	6 235
79047	La Macaza	1 111	220 087 052	198 798
15013	La Malbaie	8 264	849 739 457	1 278 613
04030	La Martre	210	13 863 625	11 862
NR080	La Matanie	0	10 489 493	9 630
NR070	La Matapédia	29	61 407 377	55 385
78130	La Minerve	1 294	391 562 890	358 076
NR090	La Mitis	0	27 806 847	24 941
88015	La Morandière	207	12 173 353	10 695
88045	La Motte	447	42 182 701	38 146
41027	La Patrie	789	97 465 907	88 028
14085	La Pocatière	4 024	405 023 516	491 492
54035	La Présentation	2 547	463 291 413	410 703
09005	La Rédemption	428	25 262 050	22 826
87080	La Reine	340	14 852 318	13 469
87090	La Sarre	7 277	575 638 830	866 347
10010	La Trinité-des-Monts	227	21 162 546	19 073
90012	La Tuque	10 905	1 009 927 524	1 519 591
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	2	27 369 862	24 575
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	643	86 673 008	78 125
50085	La Visitation-de-Yamaska	332	79 168 316	69 619
78120	Labelle	2 479	415 819 329	376 562
93055	Labrecque	1 346	117 737 525	106 368
22040	Lac Beauport	8 098	1 359 971 767	2 046 295
22030	Lac Delage	719	98 640 424	89 129
22015	Lac Saint-Joseph	259	336 418 611	303 698
07057	Lac-au-Saumon	1 400	76 560 846	69 190
35010	Lac-aux-Sables	1 294	240 086 413	216 770
91005	Lac-Bouchette	1 171	118 639 320	107 101
46075	Lac-Brome	5 639	1 436 854 414	2 162 199
13060	Lac-des-Aigles	509	33 076 397	29 710
79078	Lac-des-Écorces	2 829	256 722 255	231 808
80130	Lac-des-Plages	444	137 999 239	124 707
77055	Lac-des-Seize-Îles	144	99 894 720	90 229
30080	Lac-Drolet	1 054	112 585 535	101 600
79015	Lac-du-Cerf	498	111 029 800	100 132
90027	Lac-Édouard	199	58 091 675	52 379
28053	Lac-Etchemin	3 867	387 547 157	452 980
18010	Lac-Frontière	182	20 665 518	18 706
76020	Lachute	13 653	1 272 455 020	1 914 619
30030	Lac-Mégantic	5 568	534 616 888	804 360
56023	Lacolle	2 730	342 835 745	309 567
29095	Lac-Poulin	145	54 542 187	49 149
79060	Lac-Saguay	490	88 657 067	79 959
83020	Lac-Sainte-Marie	600	269 547 146	243 545
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	14 694 766	13 204
79105	Lac-Saint-Paul	486	79 859 464	72 257
34120	Lac-Sergent	526	124 302 560	112 236
80095	Lac-Simon	991	412 451 972	372 287
78095	Lac-Supérieur	1 942	547 913 517	494 793
85070	Laforce	556	12 340 300	11 056
93060	Lamarche	471	54 378 516	49 149
30095	Lambton	1 628	267 547 662	241 711
88035	Landrienne	900	67 849 177	61 253
21040	L'Ange-Gardien	3 875	445 776 390	520 835
52017	Lanoraie	5 239	570 240 607	799 088
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 235	162 966 493	147 081
78015	Lantier	892	243 449 746	219 704
79050	L'Ascension	845	124 284 785	112 236
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 027	181 673 680	163 953
06060	L'Ascension-de-Patapédia	155	10 756 525	9 536
85060	Latulipe-et-Gaboury	288	20 523 618	17 019
88080	Launay	217	13 728 576	12 010
33060	Laurier-Station	2 601	267 385 982	241 345
32072	Laurierville	1 335	135 590 514	122 506

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52007	Lavaltrie	14 495	1 340 144 540	2 016 585
49025	L'Avenir	1 387	138 843 709	126 289
85052	Laverlochère-Angliers	943	78 535 891	68 086
42045	Lawrenceville	644	54 252 681	49 149
NR910	Le Domaine-du-Roy	35	74 193 199	67 122
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	52	576 669 423	520 835
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 209 522	1 100
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 085	131 208 916	118 472
33123	Leclercville	479	70 664 138	63 821
49020	Lefebvre	941	85 908 060	77 392
13050	Lejeune	258	24 968 341	21 299
38020	Lemieux	300	33 207 398	30 076
60037	L'Épiphanie	8 920	788 542 725	1 016 362
NR110	Les Basques	0	712 822	734
95018	Les Bergeronnes	641	53 880 577	48 782
71050	Les Cèdres	7 162	872 372 585	1 301 230
71033	Les Coteaux	5 593	526 568 012	792 256
16048	Les Éboulements	1 376	265 775 622	239 878
95025	Les Escoumins	1 849	142 093 851	128 375
09015	Les Hauteurs	471	28 776 146	26 042
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 320	990 512 044	1 490 615
08005	Les Méchins	952	76 947 906	69 322
71095	L'Île-Cadieux	128	74 146 284	67 122
98020	L'Île-d'Anticosti	196	39 308 941	35 578
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	635	92 062 638	83 260
71060	L'Île-Perrot	11 455	1 176 433 672	1 770 106
41085	Lingwick	454	83 661 113	75 558
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 319	300 522 728	271 421
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 084	171 127 142	154 417
17078	L'Islet	3 791	324 449 919	371 187
12043	L'Isle-Verte	1 313	126 644 996	114 437
84040	Litchfield	454	101 560 202	91 696
80055	Lochaber	434	51 085 931	46 215
80060	Lochaber-Partie-Ouest	894	105 544 022	95 364
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	423	31 788 859	28 796
95032	Longue-Rive	958	48 515 807	43 647
85037	Lorrainville	1 220	92 117 816	82 683
33115	Lotbinière	802	160 446 488	144 880
51015	Louiseville	7 158	616 972 102	928 334
83010	Low	1 030	178 966 754	161 752
32065	Lyster	1 592	159 602 340	144 147
87058	Macamic	2 721	162 845 843	147 081
39165	Maddington Falls	436	30 281 480	27 509
89015	Malartic	3 233	327 283 767	324 972
52095	Mandeville	2 286	331 246 570	298 930
NR960	Manicouagan	86	65 631 777	59 419
83065	Maniwaki	3 814	248 497 549	290 494
38028	Manseau	817	77 894 415	70 423
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 363	232 233 071	209 801
06005	Maria	2 653	243 435 574	219 704
NR920	Maria-Chapdelaine	238	121 905 214	109 247
42065	Maricourt	423	64 756 168	57 211
55048	Marieville	11 249	1 155 243 152	1 738 562
04025	Marsoui	272	12 790 644	11 413
30035	Marston	726	99 957 736	90 229
44060	Martinville	440	47 594 191	42 914
51008	Maskinongé	2 333	225 308 957	203 566
53010	Massueville	528	37 448 111	33 744
99015	Matagami	1 374	94 113 587	86 665
08053	Matane	14 178	1 228 560 016	1 848 598
06045	Matapédia	608	51 282 550	46 215
NR620	Matawinie	104	88 668 278	79 690
80065	Mayo	632	103 804 651	93 897
NR350	Mékinac	5	77 829 423	70 423
42075	Melbourne	1 087	167 722 703	151 482
83060	Messines	1 653	213 140 528	192 562
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 904	385 843 321	460 682
09048	Métis-sur-Mer	562	104 704 421	94 631
30040	Milan	316	50 072 585	45 115
76030	Mille-Isles	1 696	275 832 236	249 047
85075	Moffet	188	22 032 115	18 554
78055	Montcalm	628	138 168 246	124 707
14005	Mont-Carmel	1 137	93 271 778	84 361
83088	Montcerf-Lytton	631	56 353 496	51 001
80010	Montebello	977	111 929 393	101 233
09077	Mont-Joli	6 242	483 584 801	729 704
79088	Mont-Laurier	14 243	1 381 613 901	2 078 939
18050	Montmagny	11 031	1 038 657 524	1 562 872
80090	Montpellier	1 055	126 530 894	114 070
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 269	501 220 057	476 288
79110	Mont-Saint-Michel	597	61 881 436	55 751
04015	Mont-Saint-Pierre	159	11 060 269	10 177
77050	Morin-Heights	4 545	903 707 035	1 187 651
80085	Mulgrave-et-Derry	378	150 980 720	136 444
03025	Murdochville	607	18 819 109	17 119
80110	Namur	595	57 489 465	52 084
30045	Nantes	1 434	120 548 740	108 935
68030	Napierville	4 137	414 836 367	513 866

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

98025	Natashquan	274	17 318 860	15 772
85100	Nédélec	342	29 197 900	25 984
34007	Neuveville	4 515	563 189 424	740 173
05040	New Carlisle	1 404	102 271 031	92 430
05070	New Richmond	3 767	296 835 431	339 643
41037	Newport	747	135 694 918	122 876
50072	Nicolet	8 472	882 915 653	1 328 496
79030	Nominingue	2 116	462 078 835	417 993
92040	Normandin	3 029	233 567 635	215 670
87115	Normétal	777	19 892 656	17 972
45050	North Hatley	682	187 543 837	170 834
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	754	93 678 647	84 727
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	299	97 434 701	88 028
39015	Notre-Dame-de-Ham	415	32 870 490	29 710
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	973	294 174 018	265 553
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	679	74 274 689	67 854
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 366	1 496 599 983	2 252 062
92060	Notre-Dame-de-Lorette	183	15 180 516	12 993
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	744	89 554 783	80 693
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 969	257 873 075	232 909
35005	Notre-Dame-de-Montauban	765	129 588 409	117 005
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	785	182 188 521	164 320
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 000	121 165 466	109 302
15025	Notre-Dame-des-Monts	800	50 432 679	45 481
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 049	152 135 969	137 178
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 761	145 240 981	126 505
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 496	928 350 124	1 397 085
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	36	35 961 483	32 644
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	673	115 549 150	104 167
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 635	111 625 932	99 521
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 008	138 299 351	120 097
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 604	405 349 250	366 052
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	6 091	416 551 262	626 836
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 011	88 862 627	80 064
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 192	190 021 993	171 656
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	379	44 309 255	40 203
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	879	108 308 739	97 932
06020	Nouvelle	1 686	135 662 160	122 506
56015	Noyan	1 492	232 653 730	206 316
45020	Ogden	742	234 050 825	211 268
72032	Oka	5 988	542 709 801	816 831
69037	Ormstown	3 818	479 541 532	532 016
84055	Otter Lake	929	207 556 239	187 427
13015	Packington	598	50 675 679	46 513
09040	Padoue	251	15 296 735	13 938
87025	Palmarolle	1 387	108 110 417	97 565
80037	Papineauville	2 150	216 825 576	195 863
38055	Parisville	516	53 708 882	48 416
05032	Paspébiac	3 120	227 712 251	218 237
02005	Percé	3 038	235 279 626	217 137
92010	Péribonka	511	129 171 853	116 638
16005	Petite-Rivière-Saint-François	862	386 857 412	349 180
03015	Petite-Vallée	168	11 238 862	10 343
94205	Petit-Saguenay	609	47 610 372	42 914
77030	Piedmont	3 330	681 579 747	675 683
50113	Pierreville	2 143	218 256 783	196 964
46025	Pike River	516	97 914 829	87 759
71070	Pincourt	15 109	1 693 164 870	2 547 691
30020	Piopolis	351	92 172 881	83 260
80045	Plaisance	1 128	94 923 804	85 828
32040	Plessisville	6 642	467 486 783	703 494
32045	Plessisville	2 646	268 369 120	242 445
13095	Pohénégamook	2 469	211 137 509	190 728
06030	Pointe-à-la-Croix	1 371	84 799 293	76 658
96030	Pointe-aux-Outardes	1 297	100 920 956	90 963
71055	Pointe-des-Cascades	1 758	161 014 330	136 266
71140	Pointe-Fortune	584	64 245 579	57 952
96025	Pointe-Lebel	1 862	126 456 182	114 070
NR840	Pontiac	5	22 960 493	19 135
34017	Pont-Rouge	9 971	920 704 118	1 385 348
84020	Portage-du-Fort	204	19 896 755	17 972
97022	Port-Cartier	6 544	705 074 122	1 087 423
02047	Port-Daniel-Gascons	2 237	173 742 386	116 186
34048	Portneuf	3 280	305 560 315	303 331
NR340	Portneuf	0	57 668 129	52 084
95040	Portneuf-sur-Mer	604	34 388 298	31 177
45030	Potton	1 883	725 486 383	655 078
87035	Pouliaries	687	33 507 658	30 076
88090	Preissac	926	147 607 645	133 143
75040	Prévost	13 670	1 463 312 924	2 201 812
09065	Price	1 754	74 784 731	67 764
32033	Princeville	6 356	525 067 996	782 309
42032	Racine	1 394	237 316 047	214 203
96040	Ragueneau	1 294	60 154 377	54 284
87010	Rapide-Danseur	350	34 579 227	31 177
84100	Rapides-des-Joachims	154	20 110 626	17 830
62037	Rawdon	11 748	1 214 145 630	1 826 957
85105	Rémigny	272	29 079 415	23 166

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42098	Richmond	3 267	233 037 579	231 442
71133	Rigaud	8 104	1 107 828 966	1 667 039
10043	Rimouski	49 733	4 847 477 951	7 294 259
NR100	Rimouski-Neigette	10	8 365 586	7 642
80078	Ripon	1 682	208 354 419	188 161
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	161	12 391 311	11 370
04020	Rivière-à-Claude	128	9 532 490	8 436
34135	Rivière-à-Pierre	557	129 069 822	116 638
98055	Rivière-au-Tonnerre	255	24 583 594	22 374
71005	Rivière-Beaudette	2 469	279 365 544	252 348
13025	Rivière-Bleue	1 211	76 509 112	68 956
12072	Rivière-du-Loup	20 050	1 960 975 714	2 950 788
94215	Rivière-Éternité	419	35 894 680	32 277
89010	Rivière-Héva	1 503	140 668 386	126 908
14065	Rivière-Ouelle	956	146 442 487	132 043
79037	Rivière-Rouge	4 467	557 474 804	733 685
98050	Rivière-Saint-Jean	215	13 349 923	12 104
91025	Roberval	9 874	867 538 079	1 305 389
88010	Rochebaucourt	129	6 106 919	5 502
87015	Roquemaure	410	26 826 096	25 584
55037	Rougemont	2 829	355 629 889	320 937
86042	Rouyn-Noranda	43 182	4 480 349 714	6 741 880
48015	Roxton	1 115	168 778 624	152 216
48010	Roxton Falls	1 340	98 270 095	88 762
47047	Roxton Pond	4 195	468 791 381	575 040
95010	Sacré-Coeur	1 769	127 540 494	115 171
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	539	65 795 740	59 419
17015	Saint-Adalbert	489	55 608 796	50 250
08030	Saint-Adelme	497	35 367 715	31 801
35015	Saint-Adelphe	956	109 163 317	98 665
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 661	1 022 840 478	1 144 003
40010	Saint-Adrien	538	55 367 425	49 883
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	412	42 381 219	38 146
33045	Saint-Agapit	4 463	406 426 816	525 970
53015	Saint-Aimé	461	160 923 996	116 151
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 103	130 180 716	116 355
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	778	94 114 577	85 094
34097	Saint-Alban	1 191	160 473 281	143 370
39085	Saint-Albert	1 715	162 310 565	144 550
56055	Saint-Alexandre	2 609	387 356 638	312 925
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 268	179 798 896	162 486
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	279	17 245 145	15 398
63023	Saint-Alexis	1 382	204 722 731	180 822
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	490	27 476 857	24 941
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 931	377 739 964	341 110
27015	Saint-Alfred	525	51 950 998	46 949
05065	Saint-Alphonse	702	41 286 006	37 412
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 314	426 814 639	425 388
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 280	471 525 515	468 385
94255	Saint-Ambroise	3 954	325 972 770	389 159
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 072	457 405 462	544 361
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 045	246 074 188	227 427
14040	Saint-André	689	65 424 325	59 561
80027	Saint-André-Avellin	3 799	349 278 363	399 429
76008	Saint-André-d'Argenteuil	2 964	370 282 919	334 141
06040	Saint-André-de-Restigouche	159	10 824 742	9 903
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	473	37 009 939	33 245
69070	Saint-Anicet	2 733	562 143 254	507 631
19062	Saint-Anselme	4 035	425 257 533	515 179
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	140	41 379 790	37 412
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 655	291 480 952	262 985
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 760	295 662 341	267 020
12015	Saint-Antonin	4 233	319 705 228	402 363
33090	Saint-Apollinaire	7 442	730 445 935	1 088 079
46017	Saint-Armand	1 231	224 512 764	202 832
12065	Saint-Arsène	1 267	101 145 170	91 330
13100	Saint-Athanase	306	21 634 650	19 440
17055	Saint-Aubert	1 468	192 520 982	173 856
92005	Saint-Augustin	346	23 636 654	21 274
98012	Saint-Augustin	675	28 604 190	26 421
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	681	81 725 681	73 724
51025	Saint-Barnabé	1 190	108 685 174	98 103
54105	Saint-Barnabé-Sud	863	216 412 566	177 447
52055	Saint-Barthélemy	2 069	243 643 806	209 500
34038	Saint-Basile	2 702	271 503 705	245 013
28025	Saint-Benjamin	1 041	85 896 232	77 392
29100	Saint-Benoît-Labre	1 619	178 405 465	161 019
26055	Saint-Bernard	2 538	287 133 444	259 317
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 606	318 944 954	261 747
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	594	155 592 703	129 294
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 101	365 999 981	317 743
49125	Saint-Bonaventure	1 044	145 094 282	119 961
51085	Saint-Boniface	5 096	387 046 290	541 742
93030	Saint-Bruno	2 895	244 762 584	220 805
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 124	115 114 145	100 213
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	519	48 057 639	43 281
63055	Saint-Calixte	6 629	575 249 801	865 613
40025	Saint-Camille	554	60 815 022	55 018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28070	Saint-Camille-de-Lellis	715	65 983 884	59 419
34078	Saint-Casimir	1 437	118 386 593	106 735
50030	Saint-Célestin	886	62 184 573	56 118
50035	Saint-Célestin	616	108 445 536	96 117
55023	Saint-Césaire	5 945	731 562 581	1 097 738
61035	Saint-Charles-Borromée	14 683	1 355 420 952	2 039 693
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 566	278 359 267	251 248
94260	Saint-Charles-de-Bourget	799	68 622 875	62 414
09010	Saint-Charles-Garnier	223	16 652 795	14 965
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 788	335 194 507	302 598
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 085	294 631 339	271 788
69017	Saint-Chrysostome	2 692	317 856 379	283 120
42100	Saint-Claude	1 186	155 291 123	140 112
11005	Saint-Clément	468	34 613 518	31 177
07090	Saint-Cléophas	331	20 652 663	18 706
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	224	28 951 412	26 042
71045	Saint-Clet	1 826	247 829 399	222 403
62065	Saint-Côme	2 358	454 776 413	410 433
29057	Saint-Côme-Linière	3 245	243 291 893	241 711
52062	Saint-Cuthbert	1 840	274 467 519	237 400
12005	Saint-Cyprien	1 069	75 168 290	67 855
28040	Saint-Cyprien	498	43 112 380	38 879
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	731	85 247 881	77 025
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 907	431 816 509	590 005
07105	Saint-Damase	355	29 453 518	26 567
54017	Saint-Damase	2 560	422 625 967	376 844
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	523	56 175 410	50 616
62075	Saint-Damien	2 190	319 750 844	288 660
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 864	186 668 594	168 354
53005	Saint-David	861	196 197 926	144 339
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 883	898 095 283	811 121
14055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	515	93 580 756	85 239
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 514	688 012 610	891 931
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 384	389 188 828	351 380
52090	Saint-Didace	686	128 656 772	116 271
54060	Saint-Dominique	2 677	359 638 500	324 253
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	427	29 841 268	26 374
09030	Saint-Donat	846	74 209 107	67 122
62060	Saint-Donat	4 159	1 475 441 241	1 828 058
77022	Sainte-Adèle	13 893	1 907 954 287	2 871 195
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 149	160 644 992	146 226
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	11 045	1 628 917 223	2 451 226
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	957	58 738 663	53 184
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 773	248 514 302	219 616
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	613	47 921 281	43 281
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 864	290 686 602	262 618
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 063	204 587 071	184 860
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 591	143 419 226	129 475
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	617	79 407 965	71 523
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 151	318 460 165	279 535
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 787	781 431 493	892 679
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 800	276 339 041	249 414
79115	Sainte-Anne-du-Lac	564	76 699 962	69 322
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	532	67 935 993	61 253
28015	Sainte-Aurélie	860	95 025 225	85 828
69065	Sainte-Barbe	1 460	242 380 443	218 971
62020	Sainte-Béatrix	2 194	259 456 670	234 376
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 439	321 996 740	272 589
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	8 173	790 081 862	1 188 751
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	730	116 858 389	103 963
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	8 277	905 737 329	1 362 974
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	367	41 481 838	37 412
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 232	254 979 264	230 341
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	850	95 694 671	86 561
48020	Sainte-Christine	734	108 823 218	93 164
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	598	144 969 275	129 887
19055	Sainte-Claire	3 510	367 233 089	397 702
68020	Sainte-Clotilde	2 466	278 784 266	251 615
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	587	65 729 189	59 956
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 619	153 047 510	138 278
33102	Sainte-Croix	2 546	324 708 503	293 061
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	767	101 541 798	91 696
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	378	21 432 562	19 440
68045	Saint-Édouard	1 354	235 021 424	202 535
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	626	53 172 899	46 840
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 216	160 339 108	144 880
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	712	60 775 373	55 018
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	530	90 391 300	81 793
52030	Sainte-Élisabeth	1 472	238 404 685	209 140
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	379	56 831 019	51 350
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 703	190 487 573	172 022
50005	Sainte-Eulalie	979	126 768 026	113 550
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	330	28 589 168	25 679
20010	Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	948	154 020 099	139 012
08023	Sainte-Félicité	1 098	67 906 487	61 700
17025	Sainte-Félicité	364	27 851 559	24 719
09085	Sainte-Flavie	870	89 477 101	81 316
07010	Sainte-Florence	371	19 001 325	17 210

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11030	Sainte-Françoise	389	31 737 383	28 609
38035	Sainte-Françoise	447	53 914 030	48 782
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 011	136 830 283	123 607
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 348	264 504 456	238 777
87030	Sainte-Germaine-Boulé	973	52 321 546	47 315
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	788	51 362 378	45 850
91030	Sainte-Hedwidge	877	61 289 688	55 385
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 675	270 533 286	244 279
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	388	56 420 027	50 983
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	898	68 594 539	61 987
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	385	23 597 366	21 274
26040	Sainte-Hénédine	1 390	141 043 070	127 274
07040	Sainte-Irène	323	41 464 249	37 396
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	284	23 380 521	21 274
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 059	76 604 517	69 322
63060	Sainte-Julienne	11 086	898 295 094	1 351 604
28045	Sainte-Justine	1 809	131 499 475	118 838
71115	Sainte-Justine-de-Newton	964	217 299 681	181 296
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 881	213 315 190	192 562
11035	Saint-Éloi	286	30 412 363	27 509
17060	Sainte-Louise	682	57 838 214	52 084
50095	Saint-Elphège	267	70 282 765	56 816
09092	Sainte-Luce	2 773	270 274 488	243 912
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	255	25 830 992	23 474
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 384	202 544 519	183 026
05050	Saint-Elzéar	449	27 917 574	25 308
26022	Saint-Elzéar	2 591	251 485 514	227 040
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	313	22 865 244	20 540
54025	Sainte-Madeleine	2 289	219 173 155	198 064
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madelein	274	25 724 596	23 107
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 745	194 734 587	175 690
26035	Sainte-Marguerite	1 174	131 937 378	119 205
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 212	605 086 912	566 787
07005	Sainte-Marguerite-Marie	176	11 329 546	10 270
26030	Sainte-Marie	13 153	1 335 294 769	2 033 445
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	455	48 845 063	44 014
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 947	414 786 629	372 079
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 200	117 262 981	106 001
71110	Sainte-Marthe	1 053	251 047 191	215 628
70012	Sainte-Martine	5 678	650 944 741	976 859
61050	Sainte-Mélanie	3 208	357 278 083	347 195
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	503	74 413 399	67 122
50057	Sainte-Monique	513	98 035 240	86 412
93075	Sainte-Monique	867	150 764 161	136 077
08040	Sainte-Paule	239	31 867 912	28 609
17030	Sainte-Perpétue	1 625	102 097 574	92 063
50050	Sainte-Perpétue	986	152 377 563	132 464
20030	Sainte-Pétronille	1 088	197 241 714	179 038
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 417	217 906 701	196 597
12030	Saint-Épiphanie	843	59 818 821	53 917
31050	Sainte-Praxède	329	106 749 834	96 465
11015	Sainte-Rita	280	24 352 776	21 700
28030	Sainte-Rose-de-Watford	749	68 225 864	61 620
94230	Sainte-Rose-du-Nord	440	54 422 071	49 149
28065	Sainte-Sabine	346	35 817 858	32 277
46105	Sainte-Sabine	1 096	153 868 913	139 012
39105	Sainte-Séraphine	381	54 541 372	49 149
75028	Sainte-Sophie	17 726	1 519 477 780	2 286 539
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	710	75 109 157	67 855
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	600	84 892 386	74 418
63030	Saint-Esprit	2 033	316 119 952	285 359
35050	Sainte-Thècle	2 442	226 269 643	204 299
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 015	56 573 628	50 983
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	568	105 217 200	94 997
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 011	159 354 168	143 555
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	786	170 541 223	154 050
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 589	357 718 264	470 219
49105	Saint-Eugène	1 142	174 834 940	151 897
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	468	35 009 148	31 544
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	462	50 912 267	43 614
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	396	45 416 973	41 080
51040	Sainte-Ursule	1 311	127 218 867	114 804
13030	Saint-Eusèbe	589	45 082 217	40 713
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	570	87 541 424	78 859
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 510	290 136 046	260 770
10070	Saint-Fabien	1 773	172 334 624	157 628
18015	Saint-Fabien-de-Panet	902	76 714 000	69 322
78047	Saint-Faustin--Lac-Carré	3 684	641 990 683	718 166
91042	Saint-Félicien	10 259	964 009 646	1 450 636
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	948	68 047 471	61 620
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 505	184 155 573	166 154
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 799	675 861 516	1 017 096
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 031	142 439 248	128 742
32013	Saint-Ferdinand	2 097	281 459 074	254 182
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 502	691 235 811	726 224
33052	Saint-Flavien	1 610	170 203 094	153 683
31030	Saint-Fortunat	264	41 894 158	37 414
06055	Saint-François-d'Assise	636	32 977 187	29 710

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	1 633	179 015 128	162 253
20005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	587	140 468 900	126 908
91015	Saint-François-de-Sales	616	42 778 763	38 512
50128	Saint-François-du-Lac	1 959	195 909 097	176 791
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 442	232 778 050	210 168
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	240	20 283 842	18 332
27065	Saint-Frédéric	1 082	101 882 909	92 063
94235	Saint-Fulgence	2 113	188 373 871	170 188
52080	Saint-Gabriel	2 693	166 367 696	150 382
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 673	330 312 469	298 196
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 161	90 058 667	81 426
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 635	419 878 690	457 119
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	690	39 728 672	35 945
93035	Saint-Gédéon	2 201	307 454 006	277 656
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 177	164 375 202	148 548
29073	Saint-Georges	33 496	2 944 428 104	4 430 766
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 195	234 001 328	211 010
40032	Saint-Georges-de-Windsor	961	101 180 615	91 330
53085	Saint-Gérard-Majella	238	60 325 460	45 244
14045	Saint-Germain	296	35 618 405	31 801
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 963	524 512 347	723 667
19075	Saint-Gervais	2 155	239 840 321	216 403
34060	Saint-Gilbert	296	28 133 015	25 222
33035	Saint-Gilles	2 716	278 353 317	251 248
05015	Saint-Godefroi	334	22 444 182	20 173
49113	Saint-Guillaume	1 480	188 496 144	170 188
11020	Saint-Guy	51	12 974 400	11 737
19068	Saint-Henri	5 808	682 262 654	1 026 632
93070	Saint-Henri-de-Taillon	881	132 077 161	119 205
44015	Saint-Herménégilde	737	135 221 022	122 139
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	99	43 432 360	39 246
16050	Saint-Hilarion	1 130	118 919 893	107 468
75045	Saint-Hippolyte	10 367	1 379 233 421	2 075 271
94240	Saint-Honoré	6 178	529 646 370	797 024
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 521	170 912 746	154 417
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	739	51 816 452	44 303
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 343	147 317 880	133 143
54100	Saint-Hugues	1 351	247 462 324	211 367
54048	Saint-Hyacinthe	57 302	6 555 829 483	11 344 816
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 101	211 376 175	190 728
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	716	123 751 328	111 870
15005	Saint-Irénée	669	136 997 593	123 607
26063	Saint-Isidore	3 118	381 465 921	356 548
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	670	102 854 215	94 089
63013	Saint-Jacques	4 280	460 080 947	557 462
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	690	78 377 395	70 790
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	187	38 273 992	34 432
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	2 026	285 677 035	249 786
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 069	107 523 782	97 198
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	378	49 591 559	44 748
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	167	10 556 017	9 536
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 647	94 369 527	85 094
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	231	28 189 712	25 308
20015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 228	256 567 045	231 808
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 601	570 055 961	757 778
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 414	341 017 977	360 917
21020	Saint-Joachim	1 419	150 517 399	136 077
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 386	182 385 255	163 496
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 918	396 359 036	546 877
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 727	208 877 444	188 528
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	392	34 076 398	30 810
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	552	44 644 258	41 371
27050	Saint-Joseph-des-Érables	413	47 232 328	42 547
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 625	197 294 077	180 101
54110	Saint-Jude	1 507	212 205 860	179 990
27055	Saint-Jules	545	55 312 455	49 883
31035	Saint-Julien	371	53 849 661	48 782
18005	Saint-Just-de-Bretenières	655	50 934 978	46 079
13040	Saint-Juste-du-Lac	575	48 815 308	44 014
51045	Saint-Justin	969	125 979 706	112 810
87120	Saint-Lambert	195	6 783 665	5 986
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 862	745 002 568	1 120 896
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 864	332 633 263	300 655
71105	Saint-Lazare	22 022	2 825 555 863	4 251 775
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 342	133 810 810	120 672
08065	Saint-Léandre	351	31 215 421	28 242
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 477	266 744 510	238 027
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 126	131 619 316	118 838
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 088	109 930 148	99 399
07030	Saint-Léon-le-Grand	956	57 649 308	52 004
51035	Saint-Léon-le-Grand	921	128 306 961	110 558
54072	Saint-Liboire	3 064	380 730 338	341 308
63065	Saint-Liguori	2 040	249 571 869	225 206
63048	Saint-Lin--Laurentides	23 299	1 868 398 586	2 811 409
54120	Saint-Louis	722	123 995 698	107 720
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 154	121 108 050	109 302
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	378	44 225 628	39 980
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 731	253 995 021	229 241

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 237	73 811 648	66 755
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	443	59 817 665	53 917
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	557	54 328 006	49 149
49030	Saint-Lucien	1 763	185 122 520	167 254
30072	Saint-Ludger	1 043	95 164 967	85 828
93080	Saint-Ludger-de-Milot	619	59 417 473	53 551
28075	Saint-Magloire	639	79 443 387	71 890
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 403	146 936 080	132 776
19025	Saint-Malachie	1 559	156 915 779	141 579
44003	Saint-Malo	482	77 011 366	69 689
88040	Saint-Marc-de-Figuery	898	83 386 253	74 473
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 979	232 052 245	209 434
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	382	39 214 646	35 446
17020	Saint-Marcel	420	50 335 675	45 481
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	524	131 023 516	110 194
10025	Saint-Marcellin	357	46 158 200	41 814
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 253	376 237 959	339 643
29045	Saint-Martin	2 552	192 825 090	174 223
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	671	90 349 525	81 426
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	778	84 063 825	75 925
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 379	245 002 774	221 172
37230	Saint-Maurice	3 445	273 784 684	289 760
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 084	61 503 613	55 385
11025	Saint-Médard	191	12 005 407	10 689
68050	Saint-Michel	3 553	480 938 249	513 683
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 808	278 656 734	251 615
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 418	493 954 196	446 011
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 043	74 414 454	67 122
12020	Saint-Modeste	1 166	97 856 191	88 395
07095	Saint-Moïse	551	36 621 148	33 258
37240	Saint-Narcisse	1 841	159 258 486	143 780
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 126	153 268 875	138 278
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 047	97 056 225	87 662
93045	Saint-Nazaire	2 062	158 750 617	143 413
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	880	155 149 085	132 887
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	357	37 003 154	33 377
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	741	79 703 776	71 890
07100	Saint-Noël	405	18 512 524	16 872
52070	Saint-Norbert	1 051	130 660 575	118 105
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 217	142 237 852	128 375
09055	Saint-Octave-de-Métis	518	35 655 486	32 277
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 384	130 566 489	117 738
17005	Saint-Omer	276	32 310 259	28 700
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	521	39 935 206	35 945
53032	Saint-Ours	1 710	269 292 687	243 179
14070	Saint-Pacôme	1 558	113 166 598	102 333
17010	Saint-Pamphile	2 337	152 473 550	137 544
14018	Saint-Pascal	3 455	268 586 360	284 259
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 050	137 285 632	126 901
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 323	370 405 312	334 508
61005	Saint-Paul	6 477	578 782 039	866 827
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 928	412 749 420	372 654
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	308	27 299 884	24 575
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 165	310 039 521	279 857
18030	Saint-Paul-de-Montminy	783	93 066 765	83 994
51060	Saint-Paulin	1 545	126 053 429	113 703
19005	Saint-Philémon	705	99 491 356	89 862
29065	Saint-Philibert	358	44 772 853	40 346
14060	Saint-Philippe-de-Néri	805	56 930 332	51 350
54008	Saint-Pie	5 729	720 931 650	1 076 694
49130	Saint-Pie-de-Guire	459	83 392 773	71 179
61020	Saint-Pierre	301	45 819 059	41 447
32050	Saint-Pierre-Baptiste	529	89 645 450	80 438
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	892	108 336 964	97 932
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	117	14 704 992	13 204
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	913	105 790 982	94 655
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 985	255 000 691	230 341
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 122	123 198 179	111 136
72043	Saint-Placide	1 746	294 230 486	265 553
71020	Saint-Polycarpe	2 468	351 667 867	305 291
91035	Saint-Prime	2 755	223 818 457	202 099
28020	Saint-Prosper	3 564	241 932 331	263 352
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	508	71 185 443	64 187
19082	Saint-Raphaël	2 356	236 741 458	213 836
34128	Saint-Raymond	11 001	1 236 104 265	1 859 968
68055	Saint-Rémi	8 968	1 037 839 941	1 561 772
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	451	67 992 367	61 253
29050	Saint-René	830	71 087 025	62 752
08035	Saint-René-de-Matane	936	59 344 631	53 551
53020	Saint-Robert	1 795	206 710 535	186 318
30070	Saint-Robert-Bellarmin	553	55 067 142	49 883
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 492	683 944 271	1 010 176
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	308	64 169 791	57 952
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 375	238 544 044	215 303
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	960	114 210 862	103 067
63040	Saint-Roch-Ouest	282	78 038 875	66 613
30100	Saint-Romain	704	99 892 071	90 166
39145	Saint-Rosaire	892	126 959 419	113 362

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39130	Saint-Samuel	779	73 905 512	66 596
26010	Saints-Anges	1 161	126 303 424	114 070
77043	Saint-Sauveur	11 112	2 379 926 037	3 581 291
30085	Saint-Sébastien	664	66 132 183	59 786
56050	Saint-Sébastien	725	232 993 006	188 840
51030	Saint-Sévère	317	43 764 849	37 734
27070	Saint-Séverin	278	45 355 058	41 080
35020	Saint-Séverin	841	64 777 942	58 319
05055	Saint-Siméon	1 196	85 812 710	77 392
15058	Saint-Siméon	1 128	120 508 872	108 935
54090	Saint-Simon	1 436	233 546 177	204 284
11055	Saint-Simon-de-Rimouski	431	58 096 650	52 450
29125	Saint-Simon-les-Mines	611	55 734 733	50 250
80070	Saint-Sixte	506	52 675 103	47 682
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	280	95 901 112	86 561
37245	Saint-Stanislas	995	117 431 659	106 001
92070	Saint-Stanislas	374	29 081 508	26 189
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 769	267 144 108	241 345
38005	Saint-Sylvère	782	83 848 109	75 558
33007	Saint-Sylvestre	1 023	143 697 366	129 842
71015	Saint-Télesphore	786	175 005 564	149 983
07070	Saint-Tharcisius	426	24 484 289	22 007

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 565	198 018 634	169 200
29005	Saint-Théophile	695	103 434 586	93 530
61027	Saint-Thomas	3 495	454 752 233	481 222
92045	Saint-Thomas-Didyme	669	60 934 023	55 018
34085	Saint-Thuribe	279	36 059 843	32 644
35027	Saint-Tite	3 680	357 344 929	399 796
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 436	182 912 220	165 053
34090	Saint-Ubalde	1 413	223 418 663	201 732
08073	Saint-Ulric	1 523	128 223 115	115 904
16055	Saint-Urbain	1 357	145 923 224	131 676
70005	Saint-Urbain-Premier	1 312	215 718 942	185 001
56030	Saint-Valentin	451	128 896 782	110 356
39135	Saint-Valère	1 251	141 382 855	127 641
10060	Saint-Valérien	840	74 035 996	66 755
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 788	290 635 619	260 508
19117	Saint-Vallier	1 086	144 855 561	130 942
44005	Saint-Venant-de-Paquette	100	27 003 553	24 253
07075	Saint-Vianney	453	29 097 012	26 409
27008	Saint-Victor	2 441	241 103 541	217 504
50023	Saint-Wenceslas	1 147	145 775 541	128 425
28005	Saint-Zacharie	1 678	132 371 917	119 572
62080	Saint-Zénon	1 181	213 593 526	192 929
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	348	31 340 321	28 242
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	696	132 267 405	106 541
71025	Saint-Zotique	9 306	947 617 377	1 426 061
70052	Salaberry-de-Valleyfield	42 957	4 174 188 890	6 281 198
07085	Sayabec	1 747	141 278 509	127 641
97040	Schefferville	157	41 874 635	40 658
41080	Scotstown	498	26 538 505	23 841
26048	Scott	2 590	264 670 274	239 144
89040	Senneterre	2 759	185 354 292	167 254
89045	Senneterre	1 152	89 538 301	80 693
97007	Sept-Îles	25 081	3 152 487 452	4 843 537
NR971	Sept-Rivières	128	28 653 890	26 042
22020	Shannon	6 293	566 429 136	852 409
36033	Shawinigan	49 802	3 611 620 609	5 434 657
84010	Shawville	1 557	148 004 101	133 510
84095	Sheenboro	113	79 244 804	71 523
47035	Shefford	7 409	951 541 892	1 431 930
05010	Shigawake	271	16 476 658	15 038
53052	Sorel-Tracy	35 160	3 097 066 163	4 660 374
46045	Stanbridge East	857	112 270 199	101 233
46030	Stanbridge Station	278	51 330 299	46 215
45008	Stanstead	2 804	212 739 278	192 195
45025	Stanstead	969	608 707 321	549 444
44050	Stanstead-Est	619	125 640 200	113 337
68035	St-Cyprien-de-Napierville	2 065	378 539 589	340 409
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 309	436 626 846	656 912
42005	Stoke	3 114	351 564 276	329 093
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	9 367	1 353 167 038	2 036 392
30105	Stornoway	529	66 437 816	59 861
30110	Stratford	938	244 589 850	220 805
45105	Stukely-Sud	1 187	144 679 963	130 576
46058	Sutton	4 221	1 102 932 748	1 378 676
95005	Tadoussac	806	103 622 907	94 155
87042	Taschereau	919	37 698 000	34 111
85005	Témiscaming	2 339	262 289 813	236 943
NR850	Témiscamingue	99	94 621 761	76 164
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 935	459 919 448	458 394
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 985	199 476 395	180 092
84045	Thorne	456	128 519 434	115 904
80050	Thurso	2 940	243 096 381	223 263
39025	Tingwick	1 440	183 502 962	165 787
17035	Tourville	593	32 298 721	27 556
88075	Trécesson	1 241	111 339 900	100 499
71125	Très-Saint-Rédempteur	1 005	121 056 827	108 019
69030	Très-Saint-Sacrement	1 241	254 637 697	225 975
27060	Tring-Jonction	1 431	100 460 539	90 596
11040	Trois-Pistoles	3 128	207 949 898	203 610
35055	Trois-Rives	381	162 666 848	146 714
42078	Ulverton	429	62 703 361	56 485

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48038	Upton	2 221	271 252 196	235 121
33070	Val-Alain	973	101 270 506	91 330
07080	Val-Brillant	916	75 279 856	67 855
42055	Valcourt	2 169	213 873 547	193 660
42060	Valcourt	1 046	138 314 087	124 707
78010	Val-David	5 441	680 889 811	1 024 431
80140	Val-des-Bois	879	177 391 591	160 285
78100	Val-des-Lacs	741	201 811 693	184 698
40043	Val-des-Sources	6 823	382 700 264	575 853
89008	Val-d'Or	33 024	3 277 100 138	4 931 428
42095	Val-Joli	1 686	184 360 152	166 521
NR890	Vallée-de-l'Or	262	3 621 805	2 431
26015	Vallée-Jonction	1 856	161 939 087	146 347
78005	Val-Morin	3 040	452 311 327	417 402
30015	Val-Racine	177	35 887 956	32 277
87105	Val-Saint-Gilles	168	7 278 111	6 602
71083	Vaudreuil-Dorion	42 053	5 772 153 617	8 679 858
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 369	244 960 476	221 172
56005	Venise-en-Québec	1 839	280 415 313	253 082
39062	Victoriaville	47 796	3 985 351 073	5 996 939
85025	Ville-Marie	2 475	226 316 562	204 299
32085	Villerooy	473	66 309 177	59 786
84070	Waltham	381	60 504 737	54 651
47030	Warden	368	26 213 537	23 841
39077	Warwick	4 766	471 695 653	634 172
47025	Waterloo	4 816	355 640 330	480 385
44080	Waterville	2 270	213 239 426	192 562
41098	Weedon	2 634	285 536 990	257 850
76035	Wentworth	572	269 630 251	243 545
77060	Wentworth-Nord	1 510	521 578 697	470 952
41065	Westbury	1 066	113 596 333	102 700
49040	Wickham	2 629	255 488 993	230 020
42088	Windsor	5 419	471 236 345	708 996
40017	Wotton	1 425	131 731 141	118 838
51020	Yamachiche	2 902	295 900 904	266 756
53082	Yamaska	<u>1 737</u>	<u>180 936 448</u>	<u>163 219</u>
1039		2 640 615	297 691 505 423	369 044 675
78127 ²	Lac-Tremblant-Nord	47	170 676 260	223 891
78102 ²	Mont-Tremblant	10 510	3 844 429 300	6 361 847
80XXX ^{2,3}	Notre-Dame-de-la-Salette	819	102 719 788	160 427

L'écart total de 16,8 M\$ entre la facture des 1039 municipalités pour l'année 2022 et celle de 2021 (352 280 574 \$) est lié à une hausse du coût moyen d'un policier utilisé dans le calcul et l'imposition d'un plancher-plafond à la facturation.

La municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a intégré à la desserte SQ le 1^{er} janvier 2022.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² La facture de ces municipalités est calculée en fonction certaines données dont la valeur diffère de celles considérées pour les 1039 autre municipalités, soit lecoût moyen d'un policier et le taux de partage. En effet, le Règlement prévoit certaines dispositions transitoires applicables entre 2020 et 2024 s'adressant uniquement aux municipalités desservies avant l'année 2020.

³ Cette municipalité a changé de MRC le 1^{er} janvier 2022 causant ainsi un impact au niveau de son code géographique. En date de la mise à jour de cette fiche (02-02-2022), le code géographique officiel n'est pas connu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 159 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2021.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2020	Richesse foncière	Facture 2021 (\$)
			uniformisée moyenne 2014-2019 (\$)	
46005	Abercorn	344	79 314 325	70 980
NR880	Abitibi	147	12 041 089	10 839
NR870	Abitibi-Ouest	89	2 472 156	2 166
48028	Acton Vale	7 733	631 977 231	940 924
31056	Adstock	2 768	404 631 975	361 544
98030	Aguanish	238	13 553 734	12 238
92030	Albanel	2 232	142 623 297	127 275
07025	Albertville	227	19 458 458	17 483
84050	Alleyne-et-Cawood	172	54 123 615	48 253
93042	Alma	30 831	3 260 608 738	4 854 622
78070	Amherst	1 459	334 043 750	298 256
88055	Amos	12 769	1 120 674 491	1 668 215
07047	Amqui	6 065	472 158 444	702 808
55008	Ange-Gardien	2 861	452 543 018	399 074
NR790	Antoine-Labelle	5	63 021 935	56 295
19037	Armagh	1 502	115 466 627	103 148
78060	Arundel	560	101 092 821	90 211
40043	Asbestos	6 837	375 925 178	559 799
41055	Ascot Corner	3 255	309 701 049	304 201
50013	Aston-Jonction	430	43 667 356	39 161
13045	Auclair	455	36 221 187	32 518
30055	Audet	757	64 866 483	58 043
83090	Aumond	766	80 503 722	72 029
87050	Authier	266	11 605 000	10 304
87100	Authier-Nord	292	12 805 294	10 983
NR060	Avignon	0	483 680	350
45035	Ayer's Cliff	1 131	195 443 226	174 478
96020	Baie-Comeau	21 082	1 990 530 067	2 995 743
08080	Baie-des-Sables	634	47 850 213	42 658
50100	Baie-du-Febvre	955	164 343 794	142 120
98035	Baie-Johan-Beetz	85	6 775 854	5 892
15065	Baie-Sainte-Catherine	197	17 346 042	15 385
16013	Baie-Saint-Paul	7 168	1 065 781 790	1 562 625
96005	Baie-Trinité	389	28 401 190	25 525
78050	Barkmere	57	80 433 172	72 683
44045	Barnston-Ouest	554	101 172 604	90 211
88022	Barraute	1 984	126 238 170	112 939
37210	Batiscan	899	121 053 595	108 044
85020	Béarn	711	49 217 680	39 855
27028	Beauceville	6 297	502 792 323	748 613
31008	Beaulac-Garthby	972	199 846 865	178 674
19105	Beaumont	2 984	375 048 980	334 970
21025	Beaupré	3 847	685 358 690	792 670
38010	Bécancour	13 543	1 686 348 811	2 510 879
46035	Bedford	2 556	223 966 232	200 310
46040	Bedford	698	91 569 296	81 987
94250	Bégin	828	61 914 365	55 246
89050	Belcourt	217	8 981 793	8 042
85065	Belleterre	296	13 807 754	12 238
88070	Berry	542	36 274 986	32 492
18065	Berthier-sur-Mer	1 635	233 582 290	208 745
52035	Berthierville	4 346	402 548 668	507 351
48005	Béthanie	315	46 131 287	40 813
13055	Biencourt	434	29 072 191	24 637
98005	Blanc-Sablon	1 093	80 208 076	71 679
83045	Blue Sea	656	169 940 903	151 751
80115	Boileau	336	88 784 079	79 372
21045	Boischatel	8 103	960 525 411	1 425 539
83085	Bois-Franc	412	37 392 002	33 567
45095	Bolton-Est	1 028	270 822 293	241 962
46065	Bolton-Ouest	634	240 098 531	214 339
05045	Bonaventure	2 690	238 721 150	213 290
NR050	Bonaventure	35	12 981 319	11 539
98010	Bonne-Espérance	659	26 307 517	23 427
42040	Bonsecours	624	99 268 775	88 813
83050	Bouchette	667	131 018 868	117 135
80145	Bowman	670	117 734 522	105 246
78075	Brébeuf	1 037	108 695 761	97 510
46090	Brigham	2 318	258 002 055	230 423
84005	Bristol	1 042	208 164 795	184 996

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46070	Brome	293	42 045 629	37 413
76043	Brownsburg-Chatham	7 269	754 077 230	1 122 745
84025	Bryson	700	32 513 407	29 021
41070	Bury	1 139	152 411 361	136 016
12057	Cacouna	1 834	189 974 390	169 583
84030	Campbell's Bay	735	41 921 428	37 413
04047	Cap-Chat	2 327	156 583 567	139 862
05060	Caplan	1 980	147 276 535	131 471
18045	Cap-Saint-Ignace	3 105	278 722 437	264 340
34030	Cap-Santé	3 457	341 958 394	358 048
06013	Carleton-sur-Mer	4 015	375 518 410	451 056
05077	Cascapédia--Saint-Jules	741	56 516 218	50 350
07018	Causapscal	2 273	121 771 005	108 743
83040	Cayamant	808	151 373 783	135 317
91020	Chambord	1 743	209 659 334	187 416
37220	Champlain	1 909	224 391 498	200 353
88005	Champneuf	135	3 922 489	3 497
02028	Chandler	7 441	458 741 219	682 878
99020	Chapais	1 609	78 699 704	70 281
51080	Charette	986	69 430 502	61 889
NR160	Charlevoix	0	30 178 660	26 833
NR150	Charlevoix-Est	188	105 222 498	94 057
41020	Chartierville	282	55 743 035	50 358
21035	Château-Richer	4 288	448 371 341	558 400
87095	Chazel	296	14 595 826	12 937
80103	Chénéville	768	84 554 405	75 526
62047	Chertsey	4 816	757 209 132	1 022 044
39030	Chesterville	939	105 758 996	94 407
99025	Chibougamau	7 559	616 120 921	917 497
84090	Chichester	345	36 989 782	32 498
96035	Chute-aux-Outardes	1 481	61 120 411	54 546
79065	Chute-Saint-Philippe	948	153 727 080	137 415
84015	Clarendon	1 234	199 247 038	172 454
15035	Clermont	3 053	250 891 164	235 236
87110	Clermont	519	32 220 707	28 672
87075	Clerval	391	33 692 594	30 070
42110	Cleveland	1 552	183 498 424	163 989
03010	Cloridorme	626	35 428 515	31 938
44037	Coaticook	8 909	865 217 025	1 288 132
95050	Colombier	674	32 001 196	28 672
44071	Compton	3 174	397 748 765	376 929
41038	Cookshire-Eaton	5 432	498 805 195	742 669
71040	Coteau-du-Lac	7 221	1 034 232 026	1 539 885
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	831	49 885 327	44 406
30090	Courcelles	782	64 063 363	57 344
46080	Cowansville	14 727	1 267 598 100	1 887 442
61013	Crabtree	4 079	345 156 265	414 692
40047	Danville	3 833	287 032 017	331 823
39152	Daveluyville	2 336	170 397 681	152 100
13005	Dégelis	2 826	202 161 636	180 422
83070	Déléage	1 862	120 076 746	107 344
83005	Denholm	489	108 587 140	96 855
93005	Desbiens	1 007	56 113 328	50 001
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	872	93 108 497	83 218
34058	Deschambault-Grondines	2 246	418 691 566	374 132
31015	Disraeli	2 374	157 980 426	141 261
31020	Disraeli	1 138	151 881 056	135 666
44023	Dixville	714	81 964 559	73 078
92022	Dolbeau-Mistassini	14 039	1 076 530 474	1 602 823
34025	Donnacona	7 337	719 889 916	1 071 695
33040	Dosquet	982	97 511 208	88 013
49058	Drummondville	78 345	7 121 318 982	12 193 008
41117	Dudswell	1 794	233 466 671	208 395
80135	Duhamel	433	259 036 653	231 861
85030	Duhamel-Ouest	879	104 689 785	93 201
69075	Dundee	372	89 606 628	78 672
46050	Dunham	3 524	511 763 123	551 058
87005	Duparquet	688	53 515 301	47 903
87085	Dupuy	907	45 952 514	40 910
49015	Durham-Sud	1 082	100 308 494	89 512
41060	East Angus	3 826	251 387 746	290 564
31122	East Broughton	2 192	110 301 326	97 899
46085	East Farnham	576	53 627 943	47 903
44010	East Hereford	264	43 590 773	38 812
45093	Eastman	2 069	509 386 494	454 902
83075	Egan-Sud	502	44 694 369	39 861
69050	Elgin	399	82 272 915	73 812
62053	Entrelacs	916	251 122 125	224 479
06025	Escuminac	539	43 859 125	39 161
10005	Esprit-Saint	326	20 758 020	18 532
77011	Estérel	205	309 885 324	276 927
46112	Farnham	9 604	823 780 079	1 226 593
80005	Fassett	448	46 343 795	41 259
94220	Ferland-et-Boilleau	565	60 503 492	52 999

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

79097	Ferme-Neuve	2 740	265 581 773	237 416
97035	Fermont	2 455	796 741 888	752 277
95045	Forestville	2 929	161 686 452	144 408
84060	Fort-Coulonge	1 382	57 938 622	51 749
38047	Fortierville	651	58 702 515	52 448
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 092	401 974 256	359 097
26005	Frampton	1 301	152 050 007	135 666
69010	Franklin	1 678	247 401 877	220 983
96015	Franquelin	290	16 752 100	15 003
46010	Frelighsburg	1 144	233 174 696	208 395
30025	Frontenac	1 763	215 857 415	192 660
85055	Fugèreville	316	25 109 996	20 368
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 079	470 590 676	420 286
87020	Gallichan	490	34 137 995	30 420
03005	Gaspé	15 179	1 334 429 510	1 986 745
92055	Girardville	986	67 835 912	60 490
96010	Godbout	254	14 838 058	13 206
69060	Godmanchester	1 423	210 210 701	185 970
76025	Gore	1 969	379 206 429	338 817
83032	Gracefield	2 458	459 117 658	416 694
02015	Grande-Rivière	3 429	194 311 377	203 500
35040	Grandes-Piles	445	88 763 873	79 601
03020	Grande-Vallée	1 060	76 414 150	68 183
09060	Grand-Métis	210	26 451 253	23 777
83095	Grand-Remous	1 147	113 227 605	101 051
50065	Grand-Saint-Esprit	484	55 444 473	49 651
76055	Grenville	1 787	134 237 528	119 932
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 841	402 381 277	359 446
98014	Gros-Mécatina	424	22 054 867	20 053
01042	Grosse-Île	469	30 261 627	27 517
08015	Grosses-Roches	381	25 832 054	23 077
85095	Guérin	332	24 495 937	21 492
39010	Ham-Nord	872	80 286 071	71 679
41075	Hampden	181	26 163 759	23 427
40005	Ham-Sud	232	49 050 090	42 996
76065	Harrington	840	286 950 425	256 298
45043	Hatley	689	234 165 691	209 094
45055	Hatley	2 188	402 306 697	359 446
69005	Havelock	747	129 012 584	115 967
98040	Havre-Saint-Pierre	3 395	411 881 836	427 268
93020	Hébertville	2 564	227 896 436	203 500
93025	Hébertville-Station	1 301	79 521 861	70 980
68010	Hemmingford	797	64 464 361	57 693
68015	Hemmingford	2 003	304 147 691	271 683
56042	Henryville	1 436	266 658 467	232 216
35035	Hérouxville	1 311	106 443 564	95 106
69045	Hinchinbrooke	2 141	239 578 234	213 989
19070	Honfleur	882	112 032 355	100 002
05025	Hope	580	35 269 260	31 469
05020	Hope Town	363	23 474 779	20 979
69025	Howick	817	61 638 535	54 896
78065	Huberdeau	889	96 742 509	86 365
71110	Hudson	5 292	1 141 501 151	1 649 693
69055	Huntingdon	2 511	161 105 210	144 058
32058	Inverness	902	154 401 374	136 921
31040	Irlande	869	90 843 845	81 120
78042	Ivry-sur-le-Lac	370	263 196 477	235 801
61025	Joliette	21 136	2 067 205 555	3 077 671
14050	Kamouraska	609	121 335 073	108 393
NR140	Kamouraska	10	4 515 461	3 787
83015	Kazabazua	978	146 867 474	131 121
79025	Kiamika	791	100 362 649	89 512
42070	Kingsbury	139	11 151 553	9 790
39097	Kingsey Falls	1 902	218 561 481	195 108
31105	Kinnear's Mills	359	56 247 535	50 350
85010	Kipawa	484	58 816 771	52 448
90017	La Bostonnais	605	44 644 634	39 861
78115	La Conception	1 370	307 808 267	274 830
88030	La Corne	749	85 246 127	75 827
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	78 876 670	69 958
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 095 912	4 546
91050	La Doré	1 386	90 514 043	80 771
19090	La Durantaye	781	86 820 511	77 624
29030	La Guadeloupe	1 774	118 425 764	105 946
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	47 345 467	42 308
NR040	La Haute-Gaspésie	192	25 044 609	22 378
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 507 766	5 944
79047	La Macaza	1 087	215 313 202	192 311
15013	La Malbaie	8 164	826 228 126	1 230 089
04030	La Martre	216	12 752 576	11 086
NR080	La Matanie	0	10 507 747	9 441
NR070	La Matapédia	27	60 266 424	53 847
78130	La Minerve	1 231	393 140 853	351 055
NR090	La Mitis	0	26 174 370	23 427

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

88015	La Morandière	204	11 426 836	9 995
88045	La Motte	444	40 179 676	36 015
41027	La Patrie	793	96 120 649	86 299
14085	La Pocatière	4 040	400 390 257	480 777
54035	La Présentation	2 463	434 207 858	383 835
09005	La Rédemption	429	24 994 853	22 378
87080	La Reine	351	13 994 271	12 588
87090	La Sarre	7 319	555 949 038	827 635
10010	La Trinité-des-Monts	229	20 391 955	18 182
90012	La Tuque	10 933	974 438 787	1 450 722
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	2	26 741 580	23 794
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	630	82 510 334	73 777
50085	La Visitation-de-Yamaska	325	74 285 093	65 065
78120	Labelle	2 423	411 888 681	369 178
93055	Labrecque	1 350	112 072 980	99 718
22040	Lac Beauport	7 905	1 319 261 962	1 964 367
22030	Lac Delage	696	95 602 187	86 617
22015	Lac Saint-Joseph	262	332 026 087	296 508
07057	Lac-au-Saumon	1 400	75 752 831	67 833
35010	Lac-aux-Sables	1 283	229 900 103	205 248
91005	Lac-Bouchette	1 165	113 567 952	101 400
46075	Lac-Brome	5 595	1 380 547 049	2 055 627
13060	Lac-des-Aigles	517	32 372 668	29 021
79078	Lac-des-Écorces	2 775	247 944 515	221 332
80130	Lac-des-Plages	431	134 331 121	119 932
77055	Lac-des-Seize-Îles	158	96 090 265	85 666
30080	Lac-Drolet	1 033	110 072 024	98 253
79015	Lac-du-Cerf	482	108 238 813	96 855
90027	Lac-Édouard	184	54 941 378	48 952
28053	Lac-Etchemin	3 892	371 924 115	430 077
18010	Lac-Frontière	176	19 798 362	17 832
76020	Lachute	13 427	1 238 534 575	1 844 085
30030	Lac-Mégantic	5 601	523 646 919	779 733
56023	Lacolle	2 655	325 266 824	290 564
29095	Lac-Poulin	146	52 395 689	46 854
79060	Lac-Saguay	456	85 583 301	76 575
83020	Lac-Sainte-Marie	601	260 994 920	233 220
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	14 417 462	12 937
79105	Lac-Saint-Paul	477	77 782 714	70 704
34120	Lac-Sergent	505	122 386 480	109 442
80095	Lac-Simon	969	401 347 890	358 397
78095	Lac-Supérieur	1 906	541 357 158	483 574
85070	Laforce	550	12 104 578	10 839
93060	Lamarche	481	51 978 492	46 504
30095	Lambton	1 607	258 897 308	231 123
88035	Landrienne	934	65 291 543	58 393
21040	L'Ange-Gardien	3 807	430 060 515	497 211
52017	Lanoraie	5 017	542 155 751	746 812
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 242	155 691 630	139 163
78015	Lantier	903	239 501 906	213 989
79050	L'Ascension	824	122 103 877	109 093
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 044	174 091 764	155 597
06060	L'Ascension-de-Patapédia	163	10 208 911	9 091
85060	Latulipe-et-Gaboury	290	19 116 953	15 906
88080	Launay	217	12 864 746	11 224
33060	Laurier-Station	2 576	261 508 204	233 570
32072	Laurierville	1 322	128 992 852	115 386
52007	Lavaltrie	14 157	1 293 445 983	1 925 905
49025	L'Avenir	1 388	138 082 909	123 813
85052	Laverlochère-Angliers	958	73 025 494	63 632
42045	Lawrenceville	632	53 316 887	47 553
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	72 110 945	64 337
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	48	552 382 271	492 960
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 180 177	1 049
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 156	128 414 972	115 568
33123	Leclercville	479	68 730 228	61 539
49020	Lefebvre	948	81 886 577	73 078
13050	Lejeune	266	23 041 640	19 905
38020	Lemieux	303	31 716 987	28 322
60037	L'Épiphanie	8 899	766 602 297	977 638
NR110	Les Basques	0	691 169	699
95018	Les Bergeronnes	640	52 121 036	46 061
71050	Les Cèdres	7 076	816 708 714	1 216 103
71033	Les Coteaux	5 477	503 326 975	749 313
16048	Les Éboulements	1 327	256 804 286	229 374
95025	Les Escoumins	1 845	137 854 777	123 079
09015	Les Hauteurs	478	28 188 833	25 215
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 146	968 400 934	1 441 981
08005	Les Méchins	940	75 454 313	67 484
71095	L'Île-Cadieux	129	72 006 834	64 337
98020	L'Île-d'Anticosti	199	37 986 776	33 917
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	634	89 039 771	79 372
71060	L'Île-Perrot	11 281	1 139 694 691	1 696 880
41085	Lingwick	456	82 504 194	73 777

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 316	290 978 623	259 794
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 106	167 445 531	149 653
17078	L'Islet	3 787	313 927 714	358 951
12043	L'Isle-Verte	1 279	121 708 644	108 743
84040	Litchfield	459	96 237 487	85 732
80055	Lochaber	431	48 936 730	43 707
80060	Lochaber-Partie-Ouest	888	103 198 676	92 309
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	428	31 106 731	28 231
95032	Longue-Rive	966	47 469 776	42 574
85037	Lorrainville	1 233	86 563 665	77 274
33115	Lotbinière	791	156 278 178	139 513
51015	Louiseville	7 176	597 575 511	889 874
83010	Low	1 022	175 488 167	156 646
32065	Lyster	1 621	152 541 410	136 366
87058	Macamic	2 717	155 571 989	138 813
39165	Maddington Falls	430	28 911 547	25 875
89015	Malartic	3 274	317 618 360	312 243
52095	Mandeville	2 194	323 206 440	288 816
NR960	Manicouagan	86	64 153 748	57 344
83065	Maniwaki	3 832	243 414 828	283 488
38028	Manseau	807	74 733 127	66 784
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 353	223 383 055	199 654
06005	Maria	2 683	234 561 205	209 444
NR920	Maria-Chapdelaine	237	114 119 781	102 100
42065	Maricourt	430	61 240 286	53 468
55048	Marieville	11 179	1 113 694 368	1 658 068
04025	Marsoui	273	12 544 258	11 189
30035	Marston	720	96 719 064	86 365
44060	Martinville	445	45 762 853	40 910
51008	Maskinongé	2 347	216 166 212	190 945
53010	Massueville	525	36 147 684	32 168
99015	Matagami	1 418	95 080 459	84 966
08053	Matane	14 142	1 212 191 841	1 807 193
06045	Matapédia	618	50 550 427	45 106
NR620	Matawinie	103	83 200 275	74 477
80065	Mayo	665	101 156 096	90 211
NR350	Mékinac	5	74 234 496	66 384
42075	Melbourne	1 064	160 205 210	143 009
83060	Messines	1 641	207 248 273	184 968
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 928	370 879 466	438 119
09048	Métis-sur-Mer	551	101 581 284	90 911
30040	Milan	312	48 101 225	43 008
76030	Mille-Isles	1 622	271 011 968	243 240
85075	Moffet	191	19 878 419	17 340
78055	Montcalm	625	132 531 100	118 533
14005	Mont-Carmel	1 123	89 908 677	80 421
83088	Montcerf-Lytton	628	56 008 234	50 001
80010	Montebello	949	109 994 192	98 900
09077	Mont-Joli	6 213	480 392 882	715 396
79088	Mont-Laurier	14 149	1 337 981 099	1 991 990
18050	Montmagny	11 078	1 009 481 392	1 502 821
80090	Montpellier	1 012	123 335 930	110 142
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 203	471 876 796	445 129
79110	Mont-Saint-Michel	585	61 003 409	54 546
04015	Mont-Saint-Pierre	162	10 928 334	9 977
77050	Morin-Heights	4 333	880 785 262	1 110 157
80085	Mulgrave-et-Derry	359	148 576 654	132 869
03025	Murdochville	594	18 627 358	16 783
80110	Namur	571	55 675 396	49 651
30045	Nantes	1 413	115 462 948	103 148
68030	Napierville	4 110	400 977 530	490 824
98025	Natashquan	270	16 635 756	15 194
85100	Nédélec	339	27 270 788	24 285
34007	Neuville	4 440	554 089 902	709 452
05040	New Carlisle	1 410	101 267 202	90 561
05070	New Richmond	3 709	287 921 812	325 879
41037	Newport	743	132 013 571	120 467
50072	Nicolet	8 454	846 273 981	1 260 160
79030	Nominingue	2 095	458 897 859	409 797
92040	Normandin	3 017	226 932 729	207 346
87115	Normétal	779	19 217 367	17 133
45050	North Hatley	651	186 191 013	167 484
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	757	92 380 408	82 519
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	293	92 564 161	82 519
39015	Notre-Dame-de-Ham	416	31 507 774	27 972
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	937	283 109 079	252 801
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	644	71 836 087	66 524
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 214	1 438 161 527	2 141 293
92060	Notre-Dame-de-Lorette	179	13 917 135	12 143
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	697	85 673 146	75 710
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 909	247 551 560	220 983
35005	Notre-Dame-de-Montauban	740	125 358 281	111 890
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	796	177 132 313	158 394
30010	Notre-Dame-des-Bois	960	116 488 015	104 197

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15025	Notre-Dame-des-Monts	806	47 878 820	42 658
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 044	148 536 903	132 520
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 718	134 223 664	118 229
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 454	887 275 808	1 321 000
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	35	34 835 179	31 119
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	668	109 885 790	98 180
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 624	105 926 800	93 011
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 000	125 570 539	112 240
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 568	390 702 298	348 957
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 970	405 171 710	603 156
85090	Notre-Dame-du-Nord	994	83 883 277	74 826
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 159	185 089 470	165 387
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	377	43 961 018	39 415
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudi	886	106 169 577	94 757
06020	Nouvelle	1 712	131 909 260	117 834
56015	Noyan	1 448	218 150 021	192 818
45020	Ogden	736	227 391 758	203 150
72032	Oka	5 852	528 589 097	787 075
69037	Ormstown	3 682	449 273 326	497 211
84055	Otter Lake	929	200 159 311	178 674
13015	Packington	597	49 878 270	45 601
09040	Padoue	236	14 812 911	13 287
87025	Palmarolle	1 408	103 461 580	94 028
80037	Papineauville	2 092	210 407 313	188 115
38055	Parisville	518	51 437 973	45 805
05032	Paspébiac	3 096	220 747 757	206 802
02005	Percé	3 051	230 532 189	210 493
92010	Péribonka	497	122 521 350	109 442
16005	Petite-Rivière-Saint-François	851	366 045 905	326 928
03015	Petite-Vallée	174	11 158 424	10 140
94205	Petit-Saguenay	614	45 941 599	40 910
77030	Piedmont	3 129	666 066 524	631 479
50113	Pierreville	2 192	206 246 265	184 269
46025	Pike River	512	92 221 720	82 018
71070	Pincourt	14 968	1 644 011 290	2 447 591
30020	Piopolis	348	89 699 807	80 071
80045	Plaisance	1 102	93 213 561	83 218
32040	Plessisville	6 583	449 681 304	669 591
32045	Plessisville	2 628	255 416 154	228 325
13095	Pohénégamook	2 495	208 300 249	186 017
06030	Pointe-à-la-Croix	1 386	82 579 756	73 777
96030	Pointe-aux-Outardes	1 305	99 479 895	88 813
71055	Pointe-des-Cascades	1 738	148 710 373	127 351
71140	Pointe-Fortune	582	62 117 065	55 595
96025	Pointe-Lebel	1 861	122 143 241	109 093
NR840	Pontiac	5	20 911 863	17 883
34017	Pont-Rouge	9 874	876 902 981	1 305 615
84020	Portage-du-Fort	215	19 201 739	17 133
97022	Port-Cartier	6 574	715 942 016	1 066 101
02047	Port-Daniel-Gascons	2 236	136 211 512	108 585
34048	Portneuf	3 240	291 129 181	291 888
NR340	Portneuf	0	56 387 225	50 350
95040	Portneuf-sur-Mer	613	33 406 721	30 549
45030	Potton	1 817	702 787 715	627 982
87035	Pouliaries	692	31 973 821	28 672
88090	Preissac	900	140 089 279	125 177
75040	Prévost	13 328	1 422 882 336	2 118 565
09065	Price	1 751	74 331 387	66 435
32033	Princeville	6 230	491 145 894	731 130
42032	Racine	1 372	230 169 505	205 598
96040	Ragueneau	1 324	58 315 565	52 099
87010	Rapide-Danseur	336	32 730 618	29 312
84100	Rapides-des-Joachims	149	19 404 187	16 664
62037	Rawdon	11 402	1 174 886 148	1 749 328
85105	Rémigny	265	26 072 793	21 651
42098	Richmond	3 265	229 035 222	225 178
71133	Rigaud	7 970	1 075 180 547	1 600 725
10043	Rimouski	49 507	4 719 874 099	7 027 384
NR100	Rimouski-Neigette	10	7 961 886	7 142
80078	Ripon	1 617	203 997 449	182 171
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	164	11 996 793	10 839
04020	Rivière-à-Claude	125	9 101 802	8 042
34135	Rivière-à-Pierre	550	125 015 026	111 540
98055	Rivière-au-Tonnerre	264	23 697 786	21 069
71005	Rivière-Beaudette	2 321	268 821 862	240 214
13025	Rivière-Bleue	1 198	74 908 552	66 784
12072	Rivière-du-Loup	20 017	1 905 314 613	2 836 758
94215	Rivière-Éternité	412	35 034 459	31 469
89010	Rivière-Héva	1 496	137 057 509	122 380
14065	Rivière-Ouelle	967	144 657 339	129 373
79037	Rivière-Rouge	4 430	554 106 077	719 299
98050	Rivière-Saint-Jean	211	13 031 152	11 853
91025	Roberval	9 886	833 385 689	1 240 929
88010	Rochebaucourt	130	5 858 159	5 245

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

87015	Roquemaure	405	25 662 156	25 083
55037	Rougemont	2 819	349 283 012	311 893
86042	Rouyn-Noranda	43 011	4 324 119 494	6 438 214
48015	Roxton	1 091	160 132 390	143 009
48010	Roxton Falls	1 310	94 654 872	84 617
47047	Roxton Pond	4 092	447 492 432	537 421
95010	Sacré-Coeur	1 790	125 190 458	111 890
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	536	63 868 824	56 994
17015	Saint-Adalbert	485	53 316 939	47 553
08030	Saint-Adelme	505	33 417 934	29 721
35015	Saint-Adelphe	945	107 048 080	95 456
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 526	997 012 532	1 073 793
40010	Saint-Adrien	515	54 291 850	47 386
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	396	41 524 608	37 064
33045	Saint-Agapit	4 457	392 439 645	502 456
53015	Saint-Aimé	458	137 358 082	108 553
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 112	121 713 241	108 743
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	785	91 479 544	81 819
34097	Saint-Alban	1 199	150 432 546	133 991
39085	Saint-Albert	1 675	152 665 335	135 093
56055	Saint-Alexandre	2 540	352 218 260	292 453
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 217	174 420 263	155 947
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	16 268 840	14 391
63023	Saint-Alexis	1 322	192 242 766	168 993
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	498	26 643 808	23 777
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 901	366 935 858	327 628
27015	Saint-Alfred	517	49 920 706	44 756
05065	Saint-Alphonse	707	39 823 724	35 665
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 269	404 705 240	397 559
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 248	463 303 013	455 252
94255	Saint-Ambroise	3 996	320 359 236	378 178
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 951	430 728 855	508 749
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 064	243 562 734	222 968
14040	Saint-André	679	65 228 352	58 393
80027	Saint-André-Avellin	3 744	341 239 992	386 020
76008	Saint-André-d'Argenteuil	2 976	362 071 575	323 432
06040	Saint-André-de-Restigouche	155	10 435 809	9 441
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	466	34 970 909	31 071
69070	Saint-Anicet	2 669	541 203 732	483 574
19062	Saint-Anselme	4 000	407 699 568	481 476
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	136	40 632 437	36 364
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 640	285 583 384	255 249
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 706	282 281 511	252 102
12015	Saint-Antonin	4 219	307 015 789	382 524
33090	Saint-Apollinaire	7 093	687 865 733	1 016 896
46017	Saint-Armand	1 227	221 466 469	197 905
12065	Saint-Arsène	1 221	97 597 711	87 064
13100	Saint-Athanase	306	20 880 784	18 532
17055	Saint-Aubert	1 453	186 371 319	166 436
92005	Saint-Augustin	339	22 696 020	20 228
98012	Saint-Augustin	668	28 627 759	25 903
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	696	79 059 225	70 630
51025	Saint-Barnabé	1 192	103 739 716	91 685
54105	Saint-Barnabé-Sud	875	195 831 225	165 838
52055	Saint-Barthélemy	2 030	225 625 064	195 794
34038	Saint-Basile	2 674	262 898 350	234 969
28025	Saint-Benjamin	1 009	82 597 034	73 777
29100	Saint-Benoît-Labre	1 623	173 719 796	155 247
26055	Saint-Bernard	2 470	272 571 368	243 360
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 600	292 747 776	244 624
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	598	141 705 324	120 835
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 113	336 231 433	296 956
49125	Saint-Bonaventure	1 030	138 991 276	112 113
51085	Saint-Boniface	4 994	371 565 748	507 001
93030	Saint-Bruno	2 937	237 066 334	211 891
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 125	106 555 350	93 657
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	534	45 530 980	40 560
63055	Saint-Calixte	6 402	555 220 022	826 587
40025	Saint-Camille	536	58 595 619	52 448
28070	Saint-Camille-de-Lellis	727	64 126 145	57 344
34078	Saint-Casimir	1 435	113 796 054	101 750
50030	Saint-Célestin	862	61 404 993	54 896
50035	Saint-Célestin	598	101 913 027	89 829
55023	Saint-Césaire	5 922	690 026 213	1 025 923
61035	Saint-Charles-Borromée	14 575	1 305 822 816	1 944 087
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 492	273 531 137	244 409
94260	Saint-Charles-de-Bourget	775	68 686 203	61 190
09010	Saint-Charles-Garnier	232	15 832 995	13 986
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 720	319 596 836	285 611
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 095	284 282 449	259 445
69017	Saint-Chrysostome	2 721	298 339 203	264 598
42100	Saint-Claude	1 190	149 460 437	133 569
11005	Saint-Clément	470	33 208 113	29 585
07090	Saint-Cléophas	333	19 812 290	17 832

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	219	28 354 315	25 175
71045	Saint-Clet	1 797	235 401 518	207 854
62065	Saint-Côme	2 277	443 858 789	396 510
29057	Saint-Côme-Linière	3 256	234 381 895	230 423
52062	Saint-Cuthbert	1 869	254 489 495	221 869
12005	Saint-Cyprien	1 079	72 969 605	65 036
28040	Saint-Cyprien	488	41 595 185	37 064
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	729	82 691 911	73 777
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 896	408 390 102	551 407
07105	Saint-Damase	347	28 423 521	24 829
54017	Saint-Damase	2 521	395 904 434	352 191
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	535	54 267 455	48 602
62075	Saint-Damien	2 175	307 968 475	275 179
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 877	182 618 063	163 289
53005	Saint-David	861	170 027 420	134 896
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 880	883 358 361	795 216
14055	Saint-Denis-De La Boutellerie	510	93 521 266	83 568
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 385	661 194 357	833 580
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 303	367 011 079	330 543
52090	Saint-Didace	682	123 877 022	110 491
54060	Saint-Dominique	2 600	341 106 059	303 041
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	445	27 936 479	24 649
09030	Saint-Donat	841	72 493 456	64 686
62060	Saint-Donat	4 002	1 428 059 933	1 715 062
77022	Sainte-Adèle	13 495	1 872 410 455	2 787 806
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 130	160 489 286	143 359
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 832	1 606 387 063	2 391 646
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	940	57 203 445	51 050
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 770	232 616 400	205 248
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	612	45 719 991	40 910
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 889	284 872 098	254 549
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 953	197 436 078	177 802
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 606	140 541 111	125 526
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	632	78 287 735	69 931
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 138	295 867 961	261 248
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 633	753 695 547	834 279
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 766	265 170 783	236 717
79115	Sainte-Anne-du-Lac	558	75 225 296	67 516
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	536	65 941 009	58 742
28015	Sainte-Aurélie	832	90 425 953	80 771
69065	Sainte-Barbe	1 424	232 954 601	208 045
62020	Sainte-Béatrix	2 137	251 598 324	224 829
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 414	294 650 273	254 756
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	8 059	768 883 041	1 144 773
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	708	109 061 970	97 161
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartie	8 047	871 475 312	1 297 573
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	382	39 746 075	35 665
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 229	242 136 275	216 437
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	865	92 899 014	82 868
48020	Sainte-Christine	712	98 840 889	87 069
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	594	137 596 346	121 390
19055	Sainte-Claire	3 484	355 054 852	371 684
68020	Sainte-Clotilde	2 386	265 884 285	237 416
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	558	65 919 771	58 780
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 582	148 252 278	132 520
33102	Sainte-Croix	2 513	317 503 987	283 571
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	768	97 877 058	87 414
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	375	20 494 117	18 182
68045	Saint-Édouard	1 373	216 573 472	189 285
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	609	50 833 035	43 776
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 192	153 766 063	137 415
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	716	58 576 552	52 448
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	542	86 851 035	77 624
52030	Sainte-Élisabeth	1 441	218 910 152	195 458
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	377	55 069 953	49 301
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 638	186 819 674	166 786
50005	Sainte-Eulalie	944	119 532 255	106 121
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	329	28 274 391	25 175
20010	Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	962	151 710 126	135 666
08023	Sainte-Félicité	1 106	67 552 444	60 490
17025	Sainte-Félicité	364	26 521 474	23 102
09085	Sainte-Flavie	886	89 074 986	79 722
07010	Sainte-Florence	366	18 002 223	16 084
11030	Sainte-Françoise	395	31 299 339	27 972
38035	Sainte-Françoise	451	52 675 195	47 204
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	996	131 608 713	117 484
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 346	260 413 179	232 521
87030	Sainte-Germaine-Boulé	963	50 676 685	45 106
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	777	48 366 384	42 850
91030	Sainte-Hedwidge	873	58 389 123	52 099
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 691	259 358 468	231 167
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	401	54 247 830	48 602
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	893	65 972 930	59 092
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	382	22 574 251	20 397

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26040	Sainte-Hénédine	1 328	134 981 745	120 631
07040	Sainte-Irène	320	39 269 461	34 950
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	285	22 962 581	20 630
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 043	74 989 112	67 134
63060	Sainte-Julienne	10 678	862 790 246	1 284 636
28045	Sainte-Justine	1 811	126 541 581	112 939
71115	Sainte-Justine-de-Newton	971	201 132 922	169 436
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 878	204 660 293	182 870
11035	Saint-Éloi	296	29 034 451	25 875
17060	Sainte-Louise	679	56 340 286	50 350
50095	Saint-Elphège	273	65 210 490	53 099
09092	Sainte-Luce	2 771	266 560 416	238 116
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	271	24 889 556	22 378
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 376	200 453 869	179 108
05050	Saint-Elzéar	440	26 990 327	24 126
26022	Saint-Elzéar	2 530	239 657 906	213 989
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	324	22 051 935	19 581
54025	Sainte-Madeleine	2 265	214 504 210	191 611
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madele	277	24 263 827	21 679
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 672	190 285 497	169 933
26035	Sainte-Marguerite	1 133	128 647 092	115 037
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 079	582 506 150	529 708
07005	Sainte-Marguerite-Marie	168	10 974 112	9 790
26030	Sainte-Marie	13 606	1 286 211 485	1 993 573
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	456	47 120 097	41 959
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 914	392 347 471	347 737
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 213	113 008 565	101 051
71110	Sainte-Marthe	1 030	232 323 758	201 522
70012	Sainte-Martine	5 640	613 223 046	912 952
61050	Sainte-Mélanie	3 142	342 432 899	324 481
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	480	71 332 651	63 637
50057	Sainte-Monique	518	92 164 297	80 759
93075	Sainte-Monique	863	144 609 540	129 023
08040	Sainte-Paule	245	30 598 711	27 001
17030	Sainte-Perpétue	1 588	99 207 423	88 463
50050	Sainte-Perpétue	981	145 360 747	123 798
20030	Sainte-Pétronille	1 086	196 576 664	175 527
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 381	211 422 602	188 814
12030	Saint-Épiphanie	839	57 423 917	51 399
31050	Sainte-Praxède	315	103 629 933	92 659
11015	Sainte-Rita	294	22 564 225	20 280
28030	Sainte-Rose-de-Watford	730	65 844 281	58 742
94230	Sainte-Rose-du-Nord	414	52 654 717	47 204
28065	Sainte-Sabine	353	35 115 371	31 245
46105	Sainte-Sabine	1 103	148 998 127	133 219
39105	Sainte-Séraphine	372	53 008 808	47 204
75028	Sainte-Sophie	17 184	1 451 436 119	2 160 873
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	698	72 271 274	64 686
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	584	79 070 059	69 550
63030	Saint-Esprit	2 014	299 895 684	267 836
35050	Sainte-Thècle	2 429	218 622 940	195 458
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	995	54 124 614	48 253
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	558	101 197 524	90 561
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	957	151 580 036	134 163
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	735	164 572 420	146 855
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 636	345 285 411	454 203
49105	Saint-Eugène	1 138	158 978 705	141 960
92065	Saint-Eugène-d'Argenteau	457	33 657 110	30 070
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	456	46 560 214	40 761
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	393	43 375 061	38 812
51040	Sainte-Ursule	1 345	120 099 154	107 344
13030	Saint-Eusèbe	587	43 821 271	39 008
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	566	83 902 141	74 826
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 478	272 942 588	243 710
10070	Saint-Fabien	1 799	169 547 561	154 537
18015	Saint-Fabien-de-Panet	925	72 898 931	65 036
78047	Saint-Faustin--Lac-Carré	3 584	634 518 439	686 213
91042	Saint-Félicien	10 266	928 064 193	1 381 840
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	939	64 918 305	57 854
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 468	174 499 331	155 947
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 682	644 142 768	959 106
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 009	137 294 945	122 729
32013	Saint-Ferdinand	2 050	269 572 165	240 913
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 462	659 472 659	678 714
33052	Saint-Flavien	1 624	168 176 574	150 352
31030	Saint-Fortunat	262	39 192 947	34 966
06055	Saint-François-d'Assise	631	31 734 175	28 322
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	1 627	173 938 384	159 072
20005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	569	137 992 858	123 429
91015	Saint-François-de-Sales	628	41 341 732	37 064
50128	Saint-François-du-Lac	1 966	189 722 385	169 583
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 387	220 448 131	196 856
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	249	19 195 898	17 133
27065	Saint-Frédéric	1 076	99 361 244	88 813

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

94235	Saint-Fulgence	2 113	181 973 865	162 590
52080	Saint-Gabriel	2 673	161 237 362	144 058
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 654	318 668 789	284 620
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 149	86 737 980	77 624
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 560	405 184 571	427 214
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	695	38 399 164	34 266
93035	Saint-Gédéon	2 164	294 155 108	262 941
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 157	158 348 517	141 611
29073	Saint-Georges	33 348	2 828 074 954	4 210 556
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 160	220 586 689	197 206
40032	Saint-Georges-de-Windsor	958	96 632 932	86 365
53085	Saint-Gérard-Majella	230	52 532 198	42 284
14045	Saint-Germain	283	33 226 441	29 721
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 979	506 998 149	691 969
19075	Saint-Gervais	2 197	229 923 030	205 248
34060	Saint-Gilbert	297	26 748 432	23 572
33035	Saint-Gilles	2 686	270 815 826	241 962
05015	Saint-Godefroi	335	21 823 915	19 581
49113	Saint-Guillaume	1 486	184 967 337	165 387
11020	Saint-Guy	53	12 302 025	11 367
19068	Saint-Henri	5 705	665 033 451	990 225
93070	Saint-Henri-de-Taillon	877	127 855 546	114 337
44015	Saint-Herménégilde	704	128 475 485	114 320
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	99	42 180 984	37 763
16050	Saint-Hilarion	1 118	113 799 094	101 354
75045	Saint-Hippolyte	9 886	1 330 235 854	1 980 451
94240	Saint-Honoré	6 026	509 649 088	758 753
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 548	165 370 820	147 555
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	736	47 883 233	41 404
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 350	140 124 955	125 177
54100	Saint-Hugues	1 352	227 893 088	197 539
54048	Saint-Hyacinthe	56 886	6 307 586 949	10 799 717
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 054	204 509 104	182 520
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	699	117 888 994	105 246
15005	Saint-Irénée	652	132 565 334	118 533
26063	Saint-Isidore	3 072	364 955 791	333 222
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	666	101 323 006	92 244
63013	Saint-Jacques	4 148	435 397 189	520 992
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	681	76 129 624	68 183
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestow	178	36 291 399	32 179
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 922	266 193 367	233 445
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 043	105 531 878	94 407
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	363	47 913 458	42 658
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	168	10 077 000	8 913
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 596	90 943 019	81 120
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	240	27 459 897	24 729
20015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 253	253 563 998	226 577
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 517	550 961 070	716 445
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 418	329 355 033	342 342
21020	Saint-Joachim	1 415	145 014 143	129 373
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 369	171 201 338	152 800
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 891	386 518 262	521 687
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 718	200 044 107	178 674
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	391	32 840 142	29 371
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	539	45 435 401	40 560
27050	Saint-Joseph-des-Érables	412	46 061 226	41 259
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 608	197 135 990	176 569
54110	Saint-Jude	1 352	193 990 633	168 215
27055	Saint-Jules	550	53 515 146	47 903
31035	Saint-Julien	368	51 501 922	45 770
18005	Saint-Just-de-Bretenières	656	50 050 081	45 176
13040	Saint-Juste-du-Lac	574	47 216 555	41 916
51045	Saint-Justin	994	118 973 117	105 430
87120	Saint-Lambert	197	6 336 882	5 594
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 762	724 265 251	1 078 339
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 812	329 851 871	294 760
71105	Saint-Lazare	21 250	2 720 483 872	4 050 414
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 319	127 695 570	113 988
08065	Saint-Léandre	366	29 985 347	26 924
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 449	252 500 966	222 456
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 132	128 360 549	114 687
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 110	108 134 617	97 286
07030	Saint-Léon-le-Grand	946	54 323 104	48 602
51035	Saint-Léon-le-Grand	923	119 578 431	103 326
54072	Saint-Liboire	3 066	361 670 796	318 979
63065	Saint-Liguori	2 017	238 674 283	211 161
63048	Saint-Lin--Laurentides	22 663	1 770 540 689	2 632 411
54120	Saint-Louis	717	116 245 144	100 673
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 139	115 863 355	103 498
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	362	42 332 540	37 763
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 669	240 862 174	215 038
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 248	71 737 371	63 987
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	435	56 699 327	50 654
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	558	53 028 376	47 204

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

49030	Saint-Lucien	1 749	175 582 908	156 995
30072	Saint-Ludger	1 045	93 273 312	83 218
93080	Saint-Ludger-de-Milot	631	57 252 321	51 050
28075	Saint-Magloire	656	76 324 509	68 183
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 391	139 152 854	124 477
19025	Saint-Malachie	1 527	152 796 779	136 366
44003	Saint-Malo	480	74 526 698	66 689
88040	Saint-Marc-de-Figuery	891	79 057 140	69 601
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 936	223 985 944	200 003
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	385	38 131 831	33 127
17020	Saint-Marcel	418	48 561 565	43 357
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	519	120 126 222	102 985
10025	Saint-Marcellin	345	43 935 183	40 276
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 187	364 630 635	325 879
29045	Saint-Martin	2 550	187 597 143	167 485
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	663	87 496 496	78 323
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	779	83 380 867	74 420
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 358	233 191 353	208 395
37230	Saint-Maurice	3 410	265 075 619	277 627
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 088	60 197 855	53 847
11025	Saint-Médard	194	11 314 338	9 989
68050	Saint-Michel	3 454	458 374 821	480 078
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 804	271 204 645	242 717
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 365	480 512 432	429 377
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 059	71 503 816	63 987
12020	Saint-Modeste	1 163	96 080 167	85 666
07095	Saint-Moïse	568	35 457 841	32 606
37240	Saint-Narcisse	1 812	157 032 236	140 212
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 126	149 796 069	133 918
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 008	92 993 622	83 218
93045	Saint-Nazaire	2 073	151 424 398	135 317
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	852	141 818 813	124 193
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	355	35 876 067	32 168
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	737	76 213 538	68 183
07100	Saint-Noël	401	18 180 653	16 084
52070	Saint-Norbert	1 038	126 686 993	113 289
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 205	136 022 244	121 680
09055	Saint-Octave-de-Métis	516	34 139 304	30 420
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 379	127 399 271	113 638
17005	Saint-Omer	268	30 705 019	26 823
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	554	38 252 150	34 266
53032	Saint-Ours	1 693	261 489 677	233 570
14070	Saint-Pacôme	1 555	110 850 746	98 953
17010	Saint-Pamphile	2 358	146 522 495	130 771
14018	Saint-Pascal	3 468	259 669 211	272 032
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 062	136 384 284	124 413
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 309	350 956 332	313 641
61005	Saint-Paul	6 331	545 909 133	810 119
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	3 019	397 156 357	362 593
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	306	26 317 749	23 427
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 108	294 953 796	263 641
18030	Saint-Paul-de-Montminy	779	88 960 436	79 372
51060	Saint-Paulin	1 514	124 241 410	110 846
19005	Saint-Philémon	709	97 360 395	87 064
29065	Saint-Philibert	352	43 110 595	38 462
14060	Saint-Philippe-de-Néri	807	55 016 247	49 301
54008	Saint-Pie	5 782	679 760 917	1 006 256
49130	Saint-Pie-de-Guire	448	78 621 130	66 523
61020	Saint-Pierre	293	44 067 138	39 511
32050	Saint-Pierre-Baptiste	523	84 144 104	75 176

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31135	Saint-Pierre-de-Broughton	887	104 763 515	93 944
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	109	14 102 191	12 588
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	913	99 002 170	88 463
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	2 102	248 954 475	222 381
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 090	120 201 088	107 344
72043	Saint-Placide	1 753	284 799 017	254 549
71020	Saint-Polycarpe	2 388	319 230 029	285 319
91035	Saint-Prime	2 768	215 422 925	192 311
28020	Saint-Prosper	3 579	233 122 668	251 053
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	536	67 613 960	60 490
19082	Saint-Raphaël	2 345	225 960 638	201 751
34128	Saint-Raymond	10 758	1 185 880 438	1 765 762
68055	Saint-Rémi	8 847	991 971 574	1 476 946
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	456	65 546 453	58 393
29050	Saint-René	799	66 680 725	58 647
08035	Saint-René-de-Matane	985	58 165 434	52 099
53020	Saint-Robert	1 772	195 097 567	174 129
30070	Saint-Robert-Bellarmin	568	53 207 016	47 553
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 373	647 441 340	944 090
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	306	61 463 267	54 896
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 300	225 511 276	201 402
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	938	111 942 456	100 002
63040	Saint-Roch-Ouest	279	72 893 922	62 255
30100	Saint-Romain	713	94 348 332	84 267
39145	Saint-Rosaire	862	118 763 156	105 946
39130	Saint-Samuel	773	69 778 702	62 239
26010	Saints-Anges	1 176	121 779 740	108 743
77043	Saint-Sauveur	10 874	2 324 400 160	3 460 894
30085	Saint-Sébastien	651	63 968 518	56 994
56050	Saint-Sébastien	707	209 537 789	176 486
51030	Saint-Sévère	318	40 958 553	35 266
27070	Saint-Séverin	276	42 864 249	38 462
35020	Saint-Séverin	839	63 048 886	56 295
05055	Saint-Siméon	1 163	83 846 592	74 826
15058	Saint-Siméon	1 157	116 445 876	104 197
11055	Saint-Simon	425	55 397 997	49 651
54090	Saint-Simon	1 425	218 957 807	190 919
29125	Saint-Simon-les-Mines	598	52 818 628	47 204
80070	Saint-Sixte	483	50 803 298	45 455
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	265	94 102 030	83 917
37245	Saint-Stanislas	1 013	114 572 326	102 449
92070	Saint-Stanislas	381	27 418 099	24 476
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 745	258 429 494	230 773
38005	Saint-Sylvère	784	80 637 336	72 029
33007	Saint-Sylvestre	1 033	139 460 062	124 477
71015	Saint-Télesphore	783	162 086 370	140 171
07070	Saint-Tharcisius	422	23 555 876	20 942
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 519	181 412 219	158 131
29005	Saint-Théophile	703	100 807 451	90 211
61027	Saint-Thomas	3 481	430 473 654	450 706
92045	Saint-Thomas-Didyme	669	58 647 140	52 448
34085	Saint-Thuribe	290	34 445 404	30 709
35027	Saint-Tite	3 699	347 935 226	384 971
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 445	178 108 425	159 093
34090	Saint-Ubalde	1 372	211 630 397	189 164
08073	Saint-Ulric	1 571	126 498 080	112 939
16055	Saint-Urbain	1 370	140 686 821	125 526
70005	Saint-Urbain-Premier	1 294	195 451 734	172 898
56030	Saint-Valentin	437	117 676 525	103 137
39135	Saint-Valère	1 254	134 759 742	120 282
10060	Saint-Valérien	852	73 245 359	65 386
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 807	276 161 299	243 466
19117	Saint-Vallier	1 085	139 934 908	125 177
44005	Saint-Venant-de-Paquette	96	26 543 433	23 777
07075	Saint-Vianney	433	28 051 231	24 795
27008	Saint-Victor	2 442	234 618 005	209 444
50023	Saint-Wenceslas	1 165	137 548 990	120 023
28005	Saint-Zacharie	1 658	126 221 575	112 589
62080	Saint-Zénon	1 116	206 978 445	184 968
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	352	30 264 603	26 924
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	694	124 628 484	99 571
71025	Saint-Zotique	8 952	904 147 885	1 346 175
70052	Salaberry-de-Valleyfield	42 410	4 028 167 023	5 997 298
07085	Sayabec	1 752	139 414 443	124 477

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

97040	Schefferville	157	44 693 467	39 861
41080	Scotstown	479	25 998 621	23 096
26048	Scott	2 649	250 781 277	224 129
89040	Senneterre	2 753	178 924 911	159 793
89045	Senneterre	1 151	85 826 259	76 575
97007	Sept-Îles	25 083	3 181 768 797	4 748 566
NR971	Sept-Rivières	106	27 872 432	24 826
22020	Shannon	6 273	538 401 348	801 352
36033	Shawinigan	49 571	3 555 117 070	5 293 091
84010	Shawville	1 552	143 150 393	127 974
84095	Sheenboro	120	78 263 842	69 685
47035	Shefford	7 307	915 623 083	1 363 308
05010	Shigawake	275	16 076 706	14 336
53052	Sorel-Tracy	34 933	3 008 877 226	4 479 791
46045	Stanbridge East	867	107 068 105	95 806
46030	Stanbridge Station	275	49 143 854	44 057
45008	Stanstead	2 788	209 782 055	187 416
45025	Stanstead	963	594 302 836	530 778
44050	Stanstead-Est	605	120 292 477	107 344
68035	St-Cyprien-de-Napierville	2 041	358 453 924	318 139
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 273	426 781 691	635 325
42005	Stoke	3 057	337 994 782	307 564
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	9 088	1 294 525 207	1 927 303
30105	Stornoway	527	62 640 601	55 945
30110	Stratford	933	233 437 715	208 395
45105	Stukely-Sud	1 111	140 185 941	125 177
46058	Sutton	4 093	1 072 800 156	1 288 482
95005	Tadoussac	785	103 454 775	92 309
87042	Taschereau	926	35 981 410	32 168
85005	Témiscaming	2 353	251 773 674	224 829
NR850	Témiscamingue	103	84 979 892	71 181
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 922	452 004 259	428 406
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 965	196 464 145	175 773
84045	Thorne	465	124 662 056	111 191
80050	Thurso	2 916	245 079 661	218 885
39025	Tingwick	1 430	177 736 268	158 744
17035	Tourville	579	30 962 527	25 753
88075	Trécesson	1 241	105 875 976	94 407
71125	Très-Saint-Rédempteur	970	112 942 457	100 952
69030	Très-Saint-Sacrement	1 229	236 293 797	211 192
27060	Tring-Jonction	1 422	96 868 968	86 365
11040	Trois-Pistoles	3 150	205 794 950	199 618
35055	Trois-Rives	390	155 374 152	138 813
42078	Ulverton	418	59 850 627	53 497
48038	Upton	2 152	252 536 500	219 739
33070	Val-Alain	985	99 978 986	89 162
07080	Val-Brillant	900	71 600 891	63 987
42055	Valcourt	2 142	212 420 887	189 863
42060	Valcourt	1 034	135 009 315	120 631
78010	Val-David	5 306	669 405 562	983 232
80140	Val-des-Bois	874	171 833 547	153 499
78100	Val-des-Lacs	719	201 181 954	181 076
89008	Val-d'Or	32 932	3 154 930 489	4 697 277
42095	Val-Joli	1 654	180 371 715	161 191
NR890	Vallée-de-l'Or	270	3 138 917	2 272
26015	Vallée-Jonction	1 862	156 636 438	139 862

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

78005	Val-Morin	2 997	443 562 828	396 160
30015	Val-Racine	167	34 586 636	30 770
87105	Val-Saint-Gilles	171	6 911 350	6 294
71083	Vaudreuil-Dorion	41 019	5 448 407 913	8 112 017
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 369	238 630 277	213 290
56005	Venise-en-Québec	1 741	268 198 563	239 514
39062	Victoriaville	47 516	3 823 942 536	5 693 447
85025	Ville-Marie	2 483	215 993 172	193 010
32085	Villerooy	467	62 800 712	55 945
84070	Waltham	375	57 518 194	51 399
47030	Warden	365	25 041 235	22 378
39077	Warwick	4 783	452 260 730	601 360
47025	Waterloo	4 632	341 389 432	448 958
44080	Waterville	2 213	207 857 728	185 667
41098	Weedon	2 637	279 837 922	250 004
76035	Wentworth	560	262 504 122	234 619
77060	Wentworth-Nord	1 418	510 312 314	455 951
41065	Westbury	1 055	111 158 163	99 302
49040	Wickham	2 562	241 183 717	214 972
42088	Windsor	5 323	467 055 756	692 097
40017	Wotton	1 380	129 164 721	114 642
51020	Yamachiche	2 877	279 016 469	249 305
<u>53082</u>	<u>Yamaska</u>	<u>1 715</u>	<u>173 128 708</u>	<u>154 548</u>
1039		2 613 092	287 300 543 047	352 280 574 \$
78127 ²	Lac-Tremblant-Nord	44	169 131 310	127 395
78102 ²	Mont-Tremblant	10 113	3 748 454 517	3 406 915

La Ville de Mont-Tremblant et la municipalité de Lac-Tremblant-Nord ont intégré la desserte SQ le 22 juin 2021. Par conséquent, la donnée de la facture 2021 est celle pour une desserte de 193 jours.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² La facture de ces municipalités est calculée en fonction certaines données dont la valeur diffère soit celle du coût moyen d'un policier et du taux de partage. En effet, le Règlement prévoit certaines dispositions transitoires applicables entre 2020 et 2024 qui s'adressent uniquement aux municipalités desservies avant l'année 2020. À compter de 2025, toutes les municipalités seront facturées en fonction des mêmes valeurs de données utilisées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 166 : La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2022-2023.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE MOYENNE ¹	CAPACITÉ DISPONIBLE MOYENNE ²	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE ³	TAUX D'OCCUPATION ⁴	COÛT/JOUR ⁵ (\$)	DÉPENSES ⁶ (k\$)
Amos	197	224	197	88 %	562	40 458
Baie-Comeau	42	47	45	95 %	452	7 408
Hull	195	221	201	91 %	323	23 611
Leclerc de Laval	322	366	183	50 %	579	38 681
Montréal	1 234	1 402	1 141	81 %	304	126 395
New-Carlisle & Havre-Aubert	87	99	78	79 %	368	10 457
Percé	40	46	39	86 %	525	7 540
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	585	665	585	88 %	332	70 992
Rimouski	106	121	110	91 %	375	15 044
Rivière-des-Prairies	420	477	463	97 %	344	58 087
Roberval	232	264	209	79 %	479	36 566
Sept-Îles	30	34	26	77 %	1 896	18 155
Sherbrooke	222	252	220	87 %	311	24 945
Sorel-Tracy	304	345	315	91 %	475	54 708
St-Jérôme	348	396	382	96 %	303	42 254
Trois-Rivières	224	254	220	87 %	317	25 426

¹ La capacité opérationnelle moyenne correspond à 88 % de la capacité disponible moyenne.
² La capacité disponible moyenne correspond à la capacité réelle moyenne moins les places fermées.
³ Population moyenne quotidienne en institution.
⁴ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible moyenne.
⁵ Coût/jour: = Dépenses / (Population moyenne quotidienne x 365 jours).
⁶ Dépenses probables 2022-2023

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 167 : **Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2022-2023¹.**

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION ²
Amos	98%
Baie-Comeau	123%
Hull ³	104%
Leclerc de Laval	68%
Montréal ³	92%
New Carlisle	95%
Percé	93%
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	100%
Rimouski	106%
Rivière-des-Prairies	112%
Roberval ³	100%
Sept-Îles	115%
Sherbrooke	105%
Sorel-Tracy ³	113%
St-Jérôme	109%
Trois-Rivières	106%

¹ Au 31 janvier 2023.
² Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.
³ Ces établissements de détention présentent des places fixes pour peines discontinues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 169 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour l'année 2022-2023. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS
	2022-2023 ²	2022-2023 ² (en \$)
Amos	547	144 575
Baie-Comeau	175	113 506
Hull	383	57 857
Leclerc de Laval ⁴	332	17 054
Montréal ⁴	574	26 347
Rivière-des-Prairies ³	877	
New Carlisle	113	94 048
Havre-Aubert	-	
Québec (secteur féminin)	126	212 419
Québec (secteur masculin)	556	
Percé	47	21 184
Rimouski	158	73 521
Roberval	302	162 356
Sept-Îles	68	18 744
Sherbrooke	370	120 343
Sorel-Tracy	436	78 571
St-Jérôme	404	249 984
Trois-Rivières	659	204 021

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Au 31 janvier 2023.

³ Les transferts sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁴ Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 170: Le nombre d'incidents survenus en 2022-2023 lors des transferts ou des déplacements des détenus et des prévenus entre les centres de détention ou vers les palais de justice.

Deux incidents ont été répertoriés en 2022-2023 lors de transferts ou de déplacements des personnes incarcérées. Il s'agit, pour les deux incidents, de bris mécanique de véhicule.

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 171 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) en 2022-2023.
Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
	2022-2023 ²	2022-2023 ² (en \$)
Amos	254	249 812
Baie-Comeau ³	177	-
Hull	239	6 237
Leclerc de Laval ⁴	559	1 331 856
Montréal ⁴	4 106	
Rivière-des-Prairies ⁴	2 587	
New Carlisle	182	114 093
Havre-Aubert	-	
Percé ⁵	-	
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	1 108	297 297
Rimouski	365	42 962
Roberval	147	81 490
Sept-Îles	129	4 616
Sherbrooke	148	16 590
Sorel-Tracy	386	3 392
St-Jérôme	858	420 616
Trois-Rivières	1 065	117 971

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Au 31 janvier 2023.

³ Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère presque aucun frais de transport relatifs aux comparutions.

⁴ Les comparutions sont effectuées par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁵ Les comparutions sont effectuées par l'Établissement de détention de New Carlisle, dans la majorité des cas.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 172 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Depuis juillet 2018, l'Établissement de détention d'Amos accueille la clientèle prévenue inuite en provenance du Nunavik selon l'entente signée avec l'Administration régionale Kativik (ARK) et la Société Makivik.

L'entente sur le financement complémentaire des services policiers entre l'ARK et le Québec du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2023 prévoit que le Service de police du Nunavik mettra et maintiendra en place un pont aérien afin d'effectuer le transport des prévenus.

Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, ce sont 327 prévenus qui ont été transportés vers l'Établissement de détention d'Amos par l'entremise de 55 ponts aériens.

Au total, ce sont 170 ponts aériens qui ont été réalisés entre le Nunavik et l'Établissement de détention d'Amos depuis le 1^{er} avril 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 173 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2023; ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	53	146
Baie-Comeau	24	28
Hull	85	111
Leclerc de Laval	78	94
Montréal	434	759
New Carlisle	31	46
Percé	36	1
Québec (secteur féminin)	26	19
Québec (secteur masculin)	223	306
Rimouski	58	52
Rivière-des-Prairies	44	405
Roberval	121	95
Sept-Îles	9	13
Sherbrooke	105	129
Sorel-Tracy	123	211
St-Jérôme	208	187
Trois-Rivières	103	115

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinues. Au 31 janvier 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 174 : Le nombre de places disponibles, pour chaque centre de détention, au 31 mars 2023, ventilé par condamné et prévenu¹.

Établissements de détention	Capacité disponible (places disponibles)
Amos	224
Baie-Comeau	54
Hull	232
Leclerc de Laval	365
Montréal	1402
New Carlisle & Havre-Aubert	99
Percé	46
Québec (secteur féminin)	57
Québec (secteur masculin)	608
Rimouski	121
Rivière-des-Prairies	477
Roberval	276
Sept-Îles	34
Sherbrooke	252
Sorel-Tracy	345
St-Jérôme	396
Trois-Rivières	266

Au 28 février 2023

¹ Les places disponibles ne sont pas spécifiquement attribuées en fonction du statut prévenu/condamné

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2023.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - 2022-2023																	
SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Armes à feu	4	3	2	14	5	54	-	9	4	16	7	2	1	5	23	11	6
Autres délits au code criminel	61	15	48	155	122	259	1	67	12	76	33	70	9	50	103	65	40
Autres infractions aux lois québécoises	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	2	-	2	4	3	3
Autres infractions aux règlements municipaux	7	-	5	19	35	61	-	115	-	13	2	4	2	24	62	9	10
Autres infractions aux statuts fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres infractions contre la personne	24	3	12	59	17	112	-	24	13	29	27	26	5	17	51	29	20
Autres infractions contre la propriété	-	-	-	3	1	9	-	1	-	2	-	1	-	2	5	1	2
Complot, complicité, tentative	5	1	-	12	5	34	-	3	1	3	1	8	-	3	7	12	10
Conservation de la faune	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extorsion	3	1	-	6	-	14	-	-	-	1	1	6	-	1	3	3	3
Fraude, corruption et escroquerie	1	-	2	13	17	34	-	7	-	3	1	2	-	7	8	9	-
Homicide involontaire	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Immigration	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Infractions à la circulation routière (code criminel)	-	-	1	-	-	3	-	4	-	-	-	1	1	2	5	-	1
Infractions contre l'état	7	1	3	26	14	73	-	19	2	28	3	10	1	10	26	6	6
Infractions d'ordre sexuel	16	10	1	43	4	57	22	13	4	7	9	12	2	17	48	20	8
Infractions fédérales (boissons & circulation)	37	16	26	110	45	142	-	32	9	10	31	31	5	49	69	45	38
Infractions municipales (circulation)	-	-	-	-	1	1	-	3	-	1	-	-	-	9	-	-	-
Introduction par effraction	21	2	6	80	29	142	1	44	6	31	8	49	7	34	65	35	37
Loi sur les indiens	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Méfait, incendie, dommage	18	1	7	35	19	101	-	20	7	42	5	17	5	15	15	16	19
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	35	4	19	86	60	235	2	58	7	98	16	16	10	36	113	79	32
Paris, prostitution, mœurs	7	1	1	12	-	37	5	3	-	6	4	6	-	12	18	8	6
Recel	4	1	-	10	8	40	-	9	1	19	7	4	1	6	7	10	3
Stupéfiants	19	5	22	97	61	271	-	80	9	46	17	42	7	67	86	81	52
Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies de fait	67	9	25	183	110	334	3	69	18	96	28	58	16	62	196	71	61
Vol qualifié	3	-	1	9	16	66	-	2	1	23	1	11	1	4	11	12	3
Vol simple	3	-	7	40	40	89	-	14	5	37	8	8	2	10	55	18	13
Vol simple de moins de 1000\$	8	1	3	9	18	87	-	16	1	26	3	9	3	9	8	10	8

Au 31 janvier 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 176 A) :	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.
--------------------------	--

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,60	112,87	3 869	414 859	1 912 991	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	7,00	119,02	2 555	288 891	1 383 985	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	8,00	139,89	2 920	92 560	1 884 418	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	20,00	109,79	7 300	761 394	3 458 981	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	9,99	111,18	3 646	385 131	1 421 050	2019-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	12,84	113,76	4 687	506 490	2 580 772	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	13,99	113,61	5 106	551 126	2 582 672	2018-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	29,58	113,62	10 797	1 165 385	5 323 323	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	109,07	6 388	661 850	3 036 623	2018-04-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,00	119,54	6 570	746 109	1 245 094	2021-09-01	2023-03-31
La Maison Painchaud	15,25	107,14	5 566	566 550	2 620 705	2018-04-01	2023-03-31
La Résidence Carpe Diem inc.	11,00	117,75	4 015	449 128	2 091 201	2018-04-01	2023-03-31
Maison Charlemagne	30,00	113,67	10 950	1 182 452	5 405 361	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,99	113,75	2 551	275 705	1 319 389	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	9,50	116,74	3 468	384 556	1 828 010	2018-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	108,64	6 205	640 406	2 944 680	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	25,99	112,79	9 486	1 016 467	4 685 393	2018-04-01	2023-03-31
Réhab	15,75	111,87	5 749	610 957	2 842 301	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre l'Étape	0,99	119,07	361	45 319	234 165	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,50	112,32	4 198	447 890	2 057 292	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	13,69	111,77	4 997	530 573	2 401 531	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	11,41	117,59	4 165	465 235	2 373 913	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	24,50	113,12	8 943	960 997	4 389 964	2018-04-01	2023-03-31
Waseskun	8,00	116,17	2 920	322 256	1 393 759	2019-04-01	2023-03-31

Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	3,5	94,96	1 278	115 246	536 207	2018-04-01	2023-03-31
Le Répit du Passant inc.	1,0	94,96	365	32 927	167 569	2018-04-01	2023-03-31
Point de rencontre inc.	2,5	94,96	920	82 977	364 974	2018-04-01	2023-03-31

Foyers d'accueil Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
9321-5218 Québec inc. (Louise Boucher)	1,0	36,62	365	549	14 949	2022-04-01	2023-03-31
Centre Communautaire Partage St-François	3,0	36,62	1 095	31 969	138 263	2022-04-01	2025-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	3,7	35,91	1 351	19 822	167 226	2022-04-01	2025-03-31
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,3	36,62	456	13 110	57 614	2022-04-01	2025-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne	1,0	36,62	365	18 088	46 092	2022-04-01	2025-03-31
Hébergement Fleur de Macadam	1,0	36,62	365	-	46 092	2022-04-01	2025-03-31
L'Aiguillage	2,0	36,62	730	6 262	92 179	2022-04-01	2025-03-31
Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.	1,0	37,42	365	3 293	47 096	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	2,1	36,62	774	31 273	97 709	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	0,5	36,62	183	732	23 048	2022-04-01	2025-03-31
Point de rencontre inc.	0,2	35,91	88	-	10 852	2022-04-01	2025-03-31
Tandem-Jeunesse	0,5	37,42	183	-	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Transit Sept-Îles	0,9	35,91	329	934	40 683	2022-04-01	2025-03-31

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,50	37,42	183	898	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	6,20	37,42	2 263	27 204	348 489	2022-04-01	2025-03-31
Au Bercaïl de St-Georges	2,05	37,42	748	18 822	96 535	2022-04-01	2025-03-31
Centre Accalmie	0,50	37,42	183	674	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Centre Émilie Gamelin	1,00	37,42	365	-	49 368	2022-04-01	2025-03-31
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts inc.	0,37	37,42	135	-	17 429	2022-04-01	2025-03-31
La Maison à Damas inc.	0,30	37,42	110	5 276	14 131	2022-04-01	2025-03-31
La Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc.	0,86	37,42	314	6 773	40 504	2022-04-01	2025-03-31
Lamy, Pierrette (Maison Valmont)	2,00	37,42	730	32 106	94 182	2022-04-01	2025-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,37	37,42	500	1 673	64 517	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc.	1,25	37,42	456	8 232	58 867	2022-04-01	2025-03-31

Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	3,00	23,38	1 095	34 645	88 279	2022-04-01	2025-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	22,97	1 825	20 331	144 590	2022-04-01	2025-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,30	23,38	2 300	26 840	185 377	2022-04-01	2025-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,50	23,38	548	5 237	44 143	2022-04-01	2025-03-31
La Maison d'hébergement le Séjour inc.	1,00	37,42	365	1 310	47 096	2022-04-01	2025-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances au Bas-St-Laurent	0,50	37,42	183	599	23 550	2022-04-01	2025-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	3,00	37,42	1 095	3 112	141 272	2022-04-01	2025-03-31
Le Tremplin : Thérapie et réinsertion sociale	1,50	37,42	548	-	70 640	2022-04-01	2025-03-31
Maison Carignan inc.	12,00	23,38	4 380	59 549	353 095	2022-04-01	2025-03-31
Maison de Job	2,05	23,38	748	6 196	60 327	2022-04-01	2025-03-31
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	4,66	23,38	1 701	24 245	137 121	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,48	23,38	175	2 034	14 131	2022-04-01	2025-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Estrie	2,11	23,38	770	25 810	62 089	2022-04-01	2025-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Shawinigan	6,66	23,38	2 431	30 815	195 969	2022-04-01	2025-03-31
Maison La Passerelle	3,10	23,38	1 132	21 533	91 223	2022-04-01	2025-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	2,00	23,38	730	8 393	19 088	2022-04-01	2023-03-31

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	112,00	4,270	40 880	165 791	1 118 633	2018-04-01	2023-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	28,00	4,650	2 520	-	68 000	2023-01-01	2024-03-31
Centre l'Entre-Toit inc.	100,00	4,270	36 500	148 028	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	140,00	4,400	51 100	213 598	1 121 801	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	126,00	4,650	46 004	203 226	1 430 055	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	482,00	4,360	175 930	728 535	4 224 209	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	224,00	4,610	81 760	357 680	1 624 209	2019-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	84,00	4,450	30 660	129 644	680 117	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	548,00	4,310	200 158	819 357	4 788 888	2018-04-01	2023-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	386,00	4,290	140 890	573 662	3 012 946	2018-04-01	2023-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	4,270	67 525	273 851	1 437 133	2018-04-01	2023-03-31
Conseil des Mohawks de Akwesasne	28,00	4,270	10 220	41 448	177 586	2019-12-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	509,00	4,290	185 785	756 990	3 973 616	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	390,00	4,370	142 350	590 290	3 097 442	2018-04-01	2023-03-31
La Maison d'hébergement le Séjour inc.	72,00	4,270	26 280	106 580	559 317	2018-04-01	2023-03-31
La Maison Painchaud	262,00	4,270	95 630	387 832	2 035 291	2018-04-01	2023-03-31
La Résidence Carpe Diem inc.	168,00	4,570	61 320	266 454	1 122 048	2019-04-01	2023-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	252,00	4,270	91 980	373 029	2 286 607	2018-04-01	2023-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	252,00	4,270	91 980	373 029	2 050 827	2018-04-01	2023-03-31
Maison Charlemagne	216,00	4,340	78 840	325 057	1 706 875	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	608,00	4,280	221 920	903 170	4 745 315	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	110,00	4,270	40 150	103 619	718 780	2018-04-01	2023-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Shawinigan	100,00	4,270	36 500	148 028	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Maison l'Intervalle	56,00	4,360	20 440	84 643	186 000	2021-04-01	2023-03-31
Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement certifiée)	345,00	4,400	125 925	526 367	3 245 211	2018-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	224,00	4,270	81 760	331 582	1 848 852	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	426,55	4,350	155 691	643 688	3 397 124	2018-04-01	2023-03-31
Réhab	265,00	4,270	96 725	392 273	2 058 595	2018-04-01	2023-03-31

Suivi dans la communauté (suite)	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	72,00	4,270	26 280	106 680	559 399	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,00	4,330	127 385	523 998	2 839 096	2018-04-01	2023-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	36,00	5,090	13 140	63 551	329 300	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	234,00	4,270	85 410	346 385	1 942 071	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	96,00	4,360	35 040	145 036	761 821	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	54,00	4,270	19 710	79 935	264 122	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	252,00	4,270	91 980	373 029	2 027 522	2018-04-01	2023-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	85,00	4,440	31 025	130 922	639 821	2018-04-01	2023-03-31

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 176 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d’entente (per diem ou programme), le montant global de l’entente et une brève description des services attendus de l’organisme communautaire.

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense 2022-2023 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Basses Laurentides	12 689	12 689	2022-04-01	2023-03-31
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - MRC Antoine-Labelle	13 241	13 241	2022-04-01	2023-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale	18 819	18 819	2022-04-01	2023-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	Sensibilisation aux toxicomanies	6 211	6 211	2022-04-01	2023-03-31
Au coeur de l'il, Centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	La violence j'y renonce	8 948	14 896	2022-04-01	2023-03-31
Au coeur de l'il, Centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle	9 379	9 379	2022-04-01	2023-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones	57 505	57 505	2022-04-01	2023-03-31
Bérubé, Andréanne	Vivre autrement	3 349	3 349	2022-04-01	2023-03-31
Caron, Audrey	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur protection)	1 629	1 629	2022-11-01	2023-03-31
Caron, Audrey	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur régulier)	3 258	3 258	2022-11-01	2023-03-31
Caron, Audrey	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Sept-Îles	3 936	3 936	2022-11-01	2023-03-31
Caron, Audrey	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Baie-Comeau	2 172	2 172	2022-11-01	2023-03-31
Caron, Audrey	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Sept-Îles	2 851	2 851	2022-11-01	2023-03-31
Centre de prévention du suicide Côte-Nord	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Baie-Comeau	3 130	8 000	2022-04-01	2023-03-31
Centre de ressources pour hommes Drummond	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	10 191	10 191	2022-04-01	2023-03-31
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay Lac-St-Jean	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral	10 441	10 441	2022-04-01	2023-03-31
Centre de services de justice réparatrice	Communication et relations : Reprise du pouvoir et réparation	3 273	13 724	2022-04-01	2023-03-31

Centre d'entraide de la boussole inc.	La Boussole	17 307	17 307	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'entraide de la boussole inc.	Programme hommes violentés - Travail d'un jour	3 514	3 514	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'évaluation et de traitement des agressions sexuelles (Parents-unis Laurentides)	Programme d'accueil, d'évaluation et de référence pour auteurs de délits sexuels	29 564	29 564	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'évaluation et de traitement des agressions sexuelles (Parents-unis Laurentides)	Programme de conscientisation pour auteurs de délits sexuels - Établissement de détention de St-Jérôme	8 496	8 496	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'évaluation et de traitement des agressions	Programme de sensibilisation à la problématique de délinquance sexuelle pour hommes auteurs de délits sexuels	24 164	24 164	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant	49 212	49 212	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle	125 825	125 825	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	22 509	22 509	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de l'Estrie	Programme de sensibilisation, motivation et mobilisation relié à la problématique de déviance sexuelle	44 864	44 864	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	Programme de prévention et de sensibilisation à la dépendance et aux autres risques liés à la consommation de substances psychoactives	9 655	9 655	2022-04-01	2023-03-31
Centre d'intervention le Rond Point	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED de Sept-Îles	1 220	15 500	2022-04-01	2023-03-31
Centre EX-EQUO	Programme d'aide aux auteurs de transgression sexuelle (PAATS)	51 760	51 760	2022-04-01	2023-03-31
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	Centre de réinsertion sociale (programme de base)	31 459	31 459	2022-04-01	2023-03-31
Centre l'Entre-Toit inc.	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Rivière-des-Prairies	5 880	45 000	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	Programme d'accompagnement spécifique pour la clientèle correctionnelle	21 501	21 501	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	Programme d'aide aux agresseurs sexuels	10 859	10 859	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité - PSGA	3 492	3 492	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Programme en toxicomanie, prévention de la rechute	11 255	11 255	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	7 444	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Programme de formation	17 500	87 500	2023-01-01	2024-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Ateliers autochtones - Prévention de la récidive	7 601	7 601	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Saint-Jérôme	30 500	44 500	2022-04-01	2023-03-31

Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-vie	2 720	2 720	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-Vie - Établissement de détention de St-Jérôme	3 531	3 531	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Drogue, conséquence et société	4 533	4 533	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Émotions et violence - milieu ouvert	7 724	7 724	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés	17 726	17 726	2022-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Sensibilisation aux toxicomanies	4 716	4 716	2022-04-01	2023-03-31
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	Tout compte fait	13 241	13 241	2022-04-01	2023-03-31
CHOC Carrefour d'hommes en changement	La violence j'y renonce	22 456	22 456	2022-04-01	2023-03-31
CIUSSS de l'Est de l'Île-de-Montréal, Institut universitaire en santé mentale de Montréal	Hébergement en santé mentale - Urgence psycho-sociale	203 337	203 337	2022-04-01	2023-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute - Établissement de détention de Sept-Îles	3 936	7 873	2022-04-01	2023-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur protection)	1 629	3 258	2022-04-01	2023-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur régulier)	3 258	6 515	2022-04-01	2023-03-31
Clinique Motivation	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Baie-Comeau	2 172	4 344	2022-04-01	2023-03-31
Clinique Motivation	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Sept-Îles	2 851	5 701	2022-04-01	2023-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Atelier : Je communique avec mon enfant	3 838	3 838	2022-04-01	2023-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Continuité famille auprès des détenus. Programme mère-enfants (volet intervention)	76 987	76 987	2022-04-01	2023-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Être parent, toute une expérience	4 018	4 018	2022-04-01	2023-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Programme mère-enfants (volet coordination)	46 922	46 922	2022-04-01	2023-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciairisés, conjoints à comportements violents et hommes en difficulté - milieu ouvert	9 610	9 610	2022-04-01	2023-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Sensibilisation à la violence - Établissement de détention de New-Carlisle	15 995	15 995	2022-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	7 444	27 444	2023-01-01	2025-03-31
CRC le Pavillon inc.	Conduire et se conduire	2 172	2 172	2022-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	Contrecoup 1 et 2	14 296	14 296	2022-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	Délinquant parce que	11 945	11 945	2022-04-01	2023-03-31

CRC le Pavillon inc.	Entrée libre 1et 2	15 306	15 306	2022-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	Force 7	74 431	74 431	2022-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
C-TA-C (Choix, Transition, Action, Changement)	Programme d'intervention individuelle ou de groupe (Mü et Vie) démarche pré-groupe	7 601	7 601	2022-04-01	2023-03-31
Donnes-toi une chance	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Hull	19 480	34 500	2022-04-01	2023-03-31
Donnes-toi une chance	Programme de sensibilisation pour les hommes judiciairisés	29 913	29 913	2022-04-01	2023-03-31
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	Programme Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi» Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur protection)	2 172	2 172	2022-04-01	2023-03-31
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	Programme Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi», Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier	4 344	4 344	2022-04-01	2023-03-31
Fortin, Geneviève	Suivi sexologique pour la clientèle autochtone	34 169	34 169	2022-04-01	2023-03-31
Grenier, Véronique (Véro et ses animaux)	Programme de zoothérapie offert à l'EDLL	7 500	7 500	2022-09-20	2023-03-31
Groupe Amorce	Groupe Amorce (support dans la communauté pour délinquants sexuels sur mineurs)	43 733	43 733	2022-04-01	2023-03-31
Halte Bois-Francis	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme	7 113	14 225	2022-04-01	2023-03-31
Homme aide Manicouagan	Être ou ne pas être un homme, Établissement de détention de Baie-Comeau	4 561	4 561	2022-04-01	2023-03-31
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	Soutien psychosocial pour les hommes	8 085	8 085	2022-04-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Sept-Îles	3 840	7 600	2022-04-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	La spiritualité autochtone et les cercles de partage	0	3 258	2022-04-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	Les substances et les psychotropes	0	3 834	2022-04-01	2023-03-31
La Croisée, un organisme de justice alternative	Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi», Établissement de détention de Sept-Îles	7 601	7 601	2022-04-01	2023-03-31
La Maison Painchaud	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes	11 945	11 945	2022-04-01	2023-03-31
La Maison Painchaud	Emprise (dépendance affective)	11 945	11 945	2022-04-01	2023-03-31
La Traversée centre de crise et de prévention du suicide	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Sorel-Tracy	19 320	32 000	2022-04-01	2023-03-31
L'Accord Mauricie inc.	Thérapie pour détenus à comportements violent à l'intérieur de leur relation conjugale	21 718	21 718	2022-04-01	2023-03-31
L'Accueil d'Amos	Accompagnement auprès des inuits	12 599	99 619	2022-04-01	2023-03-31
Laraki, Mohamed Lotfi	Souverains anonymes - émission radiophonique (EDM)	15 566	15 566	2022-04-01	2023-03-31

Le Seuil de l'Estrie inc.	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Sherbrooke	17 600	34 500	2022-04-01	2023-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Coup de pouce	4 744	4 744	2022-04-01	2023-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	9 004	9 004	2022-04-01	2023-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Service de fin de semaine (peines intermittentes)	44 762	44 762	2022-04-01	2023-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Services en réinsertion sociale Espadrille	470 459	470 459	2022-04-01	2023-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Sortie carcérale planifiée : réduire la récidive et soutenir la réinsertion sociale des personnes itinérantes (EDM)	20 928	20 928	2022-04-01	2023-03-31
L'Impact - Rivière Gatineau	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence	10 262	20 523	2022-04-01	2023-03-31
Maison Charlemagne	Programme spécialisé en délinquance sexuelle	46 283	46 283	2022-04-01	2023-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain	11 034	11 034	2022-04-01	2023-03-31
Maison le Passeur	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel	8 535	8 535	2022-04-01	2023-03-31
Maison l'Intervalle	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Leclerc-de-Laval	15 400	30 000	2022-04-01	2023-03-31
Maison l'Intervalle	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Montréal	6 670	15 000	2022-04-01	2023-03-31
Maison l'Intervalle	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	25 298	25 298	2022-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	Gestion et encadrement de la délinquance sexuelle - GEDS	34 004	34 004	2022-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)	10 921	10 921	2022-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)	11 277	11 277	2022-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	7 444	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en agression sexuelle (MITAS)	Programme Accueil - Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences	26 482	26 482	2022-04-01	2023-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en agression sexuelle (MITAS)	Programme d'accueil spécialisé auprès des contrevenants présentant une déficience intellectuelle	10 683	10 683	2022-04-01	2023-03-31
Mouvement de la relève d'Amos-Région inc.	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED d'Amos	6 020	26 000	2022-04-01	2023-03-31
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet - Yamaska	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Trois-Rivières	9 480	46 000	2022-04-01	2023-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert	52 911	52 911	2022-04-01	2023-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Suivi communautaire d'intensité variable	110 443	110 443	2022-04-01	2023-03-31
Réhab	Azimut	2 695	2 695	2022-04-01	2023-03-31

Réhab	L'Azimut - Chaudière-Appalaches	27 457	27 457	2022-04-01	2023-03-31
Réhab	L'Azimut - Québec	27 957	27 957	2022-04-01	2023-03-31
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	8 827	8 827	2022-04-01	2023-03-31
Se parler... D'hommes à hommes inc.	Programme d'aide aux usagers référés par le service de probation et les agents d'intervention communautaire de la MRC des Appalaches	3 801	3 801	2022-04-01	2023-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents	34 205	34 205	2022-04-01	2023-03-31
Service de Travail de Rue de Chicoutimi	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de références dans les lieux de regroupement naturels et les milieux de vie des personnes	6 190	6 190	2022-04-01	2023-03-31
Service d'intervention de proximité Domaine-du-Roy	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Roberval	1 900	15 500	2022-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	Appartement supervisé pour les femmes judiciairisées	73 155	73 155	2022-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	Parrainage social	20 965	20 965	2022-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	Programme mère-enfant(s)	44 450	44 450	2022-04-01	2023-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Accompagnement psychosocial	15 000	75 000	2023-01-01	2024-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention	523 001	523 001	2022-04-01	2023-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'accompagnement des personnes autochtones hébergées en centre résidentiel communautaire	136 000	680 000	2022-11-01	2025-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'intervention spécialisés auprès des femmes autochtones incarcérées ayant un passé de victimisation sexuelle ou conjugale	17 500	87 500	2023-01-01	2024-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Visites d'Aînés des Premières Nations en établissement de détention	97 095	317 305	2022-04-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Communication et relations : reprise de pouvoir et réparation	0	10 452	2023-01-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Entraide Vol à l'étagage (E.V.E)	60 128	60 128	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Gestion de la colère pour les services externes	11 125	11 125	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à la découverte de soi	6 238	12 475	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à l'Établissement de détention Leclerc de Laval (préparation à la sortie, sensibilisation à la toxicomanie et support aux clientèles vulnérables)	47 312	47 312	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme face à face - EDLL	17 511	17 511	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme Moi d'abord (programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle)	6 177	12 684	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Ateliers thématiques - Établissement de détention de Hull	3 365	3 365	2022-04-01	2023-03-31

Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Programmes externes	45 979	45 979	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Autonome et libre	4 782	9 720	2022-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Gestion de la colère	5 184	5 184	2022-04-01	2023-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes inuites en établissement de détention	0	470 745	2022-11-01	2024-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes inuites hébergées en centre résidentiel communautaire	0	51 000	2022-11-01	2024-03-31
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance	10 320	10 320	2022-04-01	2023-03-31
Suicide - Action Montréal inc.	Projet de prévention du suicide	29 000	29 000	2022-07-04	2023-03-31
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	Programme coup de main, interventions en groupe	2 715	5 430	2022-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Point final	6 277	6 277	2022-04-01	2023-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur particulier	2 959	2 959	2022-04-01	2023-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies, Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier	4 431	4 431	2022-04-01	2023-03-31
Via l'Anse	Via l'Anse - Interventions	16 545	16 545	2022-04-01	2023-03-31
Waseskun	Waseya pour délinquants autochtones abusifs	16 551	16 551	2022-04-01	2023-03-31

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 176 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

AUTRES (SUBVENTIONS)	2022-2023 (en \$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec (A.S.R.S.Q.)	109 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la S.C.Q. financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 177 : Le nombre d’admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2022-2023¹.

	2022-2023		
Établissements de détention	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	173	1 119	1 292
Baie-Comeau	46	119	165
Hull	339	823	1 162
Leclerc de Laval	267	1 074	1 341
Montréal	2 078	3 542	5 620
New Carlisle	18	173	191
Percé	-	1	1
Québec (secteur féminin)	212	292	504
Québec (secteur masculin)	679	1 940	2 619
Rimouski	134	321	455
Rivière-des-Prairies	26	3 230	3 256
Roberval	229	638	867
Sept-Îles	41	177	218
Sherbrooke	298	929	1 227
Sorel-Tracy	353	1 155	1 508
St-Jérôme	589	1 456	2 045
Trois-Rivières	193	970	1 163

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.
Au 31 janvier 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 178 : Le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur en 2022-2023; ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	2022-2023	
	Détenus	Prévenus
Amos	1	1
Baie-Comeau	-	2
Hull	1	-
Leclerc de Laval	2	3
Montréal	3	5
New Carlisle	-	-
Québec (secteur féminin)	-	-
Québec (secteur masculin)	-	-
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	1	1
Roberval	1	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	1
Sorel-Tracy	-	1
St-Jérôme	2	3
Trois-Rivières	-	1

Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	17,2
--	------

Au 28 février 2023.

* La répartition des détenus et des prévenus a été effectuée sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.

** Le motif lié à la gestion de l'horaire de libération pour les peines discontinues est exclu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 179 : Le nombre d'évasions¹ pour chaque établissement de détention en 2022-2023.

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2022-2023	1	1	1 jour

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.
Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 180 : Estimation du nombre d’individus en liberté illégale au 31 mars 2023 et pour chacune des cinq dernières années.

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS	TAUX REPRIS	NB	REPRIS	TAUX REPRIS	NB	REPRIS	TAUX REPRIS ⁵
2022-2023	2	2	100 %	0	0	0 %	2 456	2 101	86 %

¹ Libertés illégales : Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

² Évasion d’un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³ Évasion d’une garde légale : Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

⁴ Absence illégale : Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement ou d'une erreur administrative, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une berté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinue).

5 Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d’amener ou d’arrestation et seront considérés comme repris lorsqu’ils seront réinscrits dans un établissement de détention. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d’un décès.

Au 28 février 2023 pour les évasions d'un établissement ou d'une garde légale. Au 31 janvier 2023 pour les absences illégales. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS
03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 181 : Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2022-2023.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2022-2023²

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR						
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	PSPLC ^{3- 4}	Réins. sociale	Visite famille
Amos	-	182	31	1	6	43	-
Baie-Comeau	-	53	48	1	13	23	-
Hull	-	308	35	3	25	76	-
Leclerc de Laval	-	413	12	-	30	63	-
Montréal	-	1 038	-	3	67	427	-
New Carlisle	-	157	113	4	7	13	-
Percé	-	15	3	-	2	-	-
Québec (secteur féminin)	-	131	-	1	6	45	-
Québec (secteur masculin)	-	688	12	5	42	451	-
Rimouski	-	227	11	10	8	150	-
Rivière-des-Prairies	-	935	1	2	9	5	-
Roberval	-	305	40	8	18	90	-
Sept-Îles	-	40	2	-	2	22	-
Sherbrooke	-	705	12	3	27	85	-
Sorel-Tracy	-	444	70	1	20	54	-
St-Jérôme	-	535	7	7	41	199	-
Trois-Rivières	-	281	12	2	9	37	-

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Au 31 janvier 2023.

³ Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

⁴ Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (PSPLC).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 182 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière en 2022-2023.

Établissements de détention	2022-2023			
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours
Amos	44%	15%	9%	32%
Baie-Comeau	60%	16%	9%	15%
Hull	76%	14%	6%	4%
Leclerc de Laval	89%	4%	3%	4%
Montréal	94%	3%	2%	1%
New Carlisle	80%	12%	5%	3%
Percé	0%	0%	67%	33%
Québec (secteur féminin)	61%	10%	5%	24%
Québec (secteur masculin)	39%	17%	9%	35%
Rimouski	79%	11%	5%	5%
Rivière-des-Prairies	65%	23%	9%	3%
Roberval	91%	4%	3%	2%
Sept-Îles	82%	7%	3%	8%
Sherbrooke	54%	20%	21%	5%
Sorel-Tracy	95%	2%	2%	1%
St-Jérôme	36%	11%	16%	37%
Trois-Rivières	91%	5%	2%	2%

Au 31 janvier 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 183 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d’absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2022-2023		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	2 419	46	2 465
BAIE-COMEAU	890	5	895
HULL	1 183	262	1 445
LECLERC DE LAVAL	1 866	885	2 751
MONTRÉAL	6 167	4 384	10 550
NEW CARLISLE	643	193	835
PERCÉ	736	71	807
QUÉBEC (secteur féminin et secteur masculin)	5 150	1 125	6 275
RIMOUSKI	1 599	1 787	3 386
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	4 850	2 258	7 108
ROBERVAL	2 169	467	2 636
SEPT-ÎLES	352	588	940
SHERBROOKE	1 856	272	2 128
SOREL-TRACY	1 749	256	2 005
ST-JÉRÔME	4 198	523	4 721
TROIS-RIVIÈRES	1 825	451	2 276

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.
Source : SAGIR - Rapport sur les absences - Avril à Décembre 2022 - disponibles au 28 février 2023
SAGIP - Fiche absentéisme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 184 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d’absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels.
Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2022-2023		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	804	-	804
BAIE-COMEAU	95	-	95
HULL	96	-	96
LECLERC DE LAVAL	586	-	586
MONTRÉAL	1 233	27	1 260
NEW-CARLISLE	203	-	203
PERCÉ	303	-	303
QUÉBEC (secteur féminin et secteur masculin)	929	218	1 148
RIMOUSKI	376	106	482
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	1 130	94	1 224
ROBERVAL	749	224	973
SEPT-ÎLES	133	-	133
SHERBROOKE	243	48	291
SOREL-TRACY	419	-	419
ST-JÉRÔME	1 089	35	1 124
TROIS-RIVIÈRES	180	224	404

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.
Source : SAGIR - Rapport sur les absences - Avril à Décembre 2022 - disponibles au 28 février 2023
SAGIP - Fiche absentéisme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 185 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2022-2023	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS (en \$)
Amos	38 515	1 906 093
Baie-Comeau	9 117	451 213
Hull	19 307	955 517
Leclerc de Laval	44 595	2 206 984
Montréal	212 969	10 539 858
New Carlisle et Havre-Aubert	8 275	409 519
Percé	5 888	291 382
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	57 126	2 827 154
Rimouski	13 499	668 049
Rivière-des-Prairies	88 803	4 394 883
Roberval	28 420	1 406 506
Sept-Îles	11 686	578 333
Sherbrooke	26 335	1 303 316
Sorel-Tracy	33 742	1 669 912
St-Jérôme	41 808	2 069 083
Trois-Rivières	35 093	1 736 742

Au 28 février 2023.

¹ Le nombre d'heures est calculé avec un taux horaire moyen estimé en temps supplémentaire.
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 186 : Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres		Professionnels		PBTA		ASC		Ouvriers	
	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$
Amos	18	1 683	6	278	12	436	114	9 703	13	501
Baie-Comeau	9	760	1	129	2	148	42	3 089	6	283
Hull	18	1 555	5	244	8	408	113	8 825	11	528
Leclerc de Laval	26	2 312	13	841	11	619	171	13 913	20	659
Montréal	66	6 365	30	1 829	43	1 986	537	46 579	35	1 548
New Carlisle & Havre Aubert	11	1 061	3	100	4	182	46	3 731	14	352
Percé	7	666	1	78	3	87	35	2 835	-	-
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	44	4 023	22	1 649	29	1 260	339	25 724	24	1 168
Rimouski	13	1 156	2	189	6	229	80	6 210	10	397
Rivière-des-Prairies	49	4 492	10	726	25	1 421	322	24 881	28	1 065
Roberval	22	1 899	3	157	8	347	139	10 727	11	574
Sept-Îles	9	879	2	169	3	117	41	3 606	6	318
Sherbrooke	21	1 813	7	485	8	368	130	10 085	17	725
Sorel-Tracy	23	2 284	9	702	9	423	177	13 635	17	674
St-Jérôme	31	2 703	18	1 109	19	826	239	17 551	20	750
Trois-Rivières	21	1 869	5	284	8	413	130	9 913	18	782
Autres que les établissements de détention	37	5 064	482	32 065	112	4 955	77	6 246	-	-
TOTAL	425	40 583	619	41 033	310	14 224	2 732	217 251	250	10 322

¹ Le nombre d'effectifs fait référence aux employés réguliers et occasionnels.
² Au 28 février 2023.
* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 187 : Pour les cinq dernières années*, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2022-2023 Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)			
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies	
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	34	374	2	8	13	13	181	1 629	65	65	35	315
Bas-St-Laurent	71	781	1	4	9	9	223	2 007	88	88	45	405
Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches	352	3 872	11	44	24	24	784	7 056	310	310	211	1 899
Côte-Nord	35	385	1	4	6	6	82	738	33	33	8	72
Estrie	207	2 277	-	-	21	21	427	3 843	131	131	63	567
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11	121	1	4	10	10	68	612	55	55	22	198
Laval, Laurentides, Lanaudière	221	2 431	1	4	25	25	744	6 696	239	239	156	1 404
Mauricie, Centre-du-Québec	100	1 100	4	16	8	8	297	2 673	100	100	60	540
Montréal	232	2 552	6	24	25	25	764	6 876	153	153	88	792
Montréal	335	3 685	-	-	39	39	687	6 183	524	524	555	4 995
Outaouais	90	990	17	68	13	13	370	3 330	97	97	99	891
Saguenay-Lac-Saint-Jean	113	1 243	-	-	33	33	184	1 656	111	111	80	720

¹ Au 31 janvier 2023.
² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.
³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.
⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.
⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.
* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 188 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.

Régions correctionnelles ³	2022-2023							
	Surveillance ¹						Effectifs ²	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
seul					mixte ⁴			
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	120	12	761	2	287	190	23	5
Bas-St-Laurent	36	14	435	2	71	130	13	-
Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches	79	81	1421	11	413	358	48	10
Côte-Nord	10	8	167	2	79	56	9	1
Estrie	81	49	678	8	310	218	23	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	31	11	136	1	31	29	6	1
Laval, Lanaudière, Laurentides	154	83	1490	10	696	392	43	8
Mauricie, Centre-du-Québec	68	23	505	2	128	111	17	5
Montréal	126	59	1361	7	692	406	48	9
Montréal	171	95	1408	16	884	433	62	19
Outaouais	72	29	550	6	92	128	23	4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	41	26	353	3	254	93	16	3

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.
L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour le Sous-ministériat des services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

Au 31 janvier 2023. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 189 : Le coût des roulottes dans les établissements de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement de détention

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2022-2023 Coût (\$)
Amos ¹	150 876
Québec	1 080 427
Sherbrooke	685 375
Trois-Rivières	808 040

Aucun nouveau bâtiment modulaire n'a été installé dans les établissements de détention.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹Fin de l'entente au 30 septembre 2022. Démolition des bâtiments modulaires temporaires.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 190 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2022-2023 et prévues en 2023-2024 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2022-2023 (en \$)
Moi d'abord	Programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle offert aux femmes incarcérées.	6 177

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 191 : Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2022-2023
Amos	1
Baie-Comeau	2
Hull	45
Leclerc de Laval	5
Montréal	803
New Carlisle	-
Percé	-
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	90
Rimouski	8
Rivière-des-Prairies	241
Roberval	16
Sept-Îles	1
Sherbrooke	5
Sorel-Tracy	43
St-Jérôme	32
Trois-Rivières	13

Au 31 janvier 2023.
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 192 : Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés¹ dans les établissements de détention ou à proximité, par réseau correctionnel et par année.

RÉSEAU CORRECTIONNEL	2022-2023
Est	69
Montréal	380
Ouest	93

¹ Comprend le nombre d'observation et de saisies.
Au 31 janvier 2023.
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 193 : Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.

Il y a 22 cours grillagées complétées réparties parmi les 18 établissements de détention. Pour des raisons de sécurité, les établissements de détention concernés ne peuvent pas être révélés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 194A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.																	
Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	St-Jérôme	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Problématiques																	
Violence																	
- conjugale					✓	✓					✓					✓	✓
- générale	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dépendance économique									✓								
Délinquance sexuelle		✓	✓		✓	✓	✓		✓		✓					✓	
Victimes d’abus sexuels						✓					✓			✓			
Alcoolisme	✓	✓	✓			✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Toxicomanie		✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dépendance affective				✓		✓			✓		✓				✓	✓	✓
Jeu compulsif					✓	✓				✓	✓						
Développement de soi																	
Connaissance et estime de soi		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓
Résolution de problèmes		✓			✓	✓	✓			✓	✓				✓		✓
Habiletés sociales et parentales		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓				✓		✓
Relations interpersonnelles		✓	✓		✓	✓	✓			✓	✓				✓		✓
Motivation						✓	✓			✓	✓						✓
Santé																	
Physique ²	✓		✓	✓	✓	✓				✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Mentale ²	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓
ITSS	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Loisirs																	
Activités socioculturelles	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Activités sportives	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Arts		✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓						✓	

¹ Les données proviennent de l’inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2021-2022. Il s'agit des plus récentes disponibles.

² Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « ✓ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	St-Jérôme	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A ou formations hors entente)																	
Alphabétisation	✓	✓	✓			✓		✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓
Francisation			✓	✓	✓	✓				✓	✓				✓	✓	✓
Présecondaire	✓	✓	✓			✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓
Secondaire et préparation au postsecondaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Intégration sociale				✓		✓			✓	✓	✓				✓	✓	✓
Intégration socioprofessionnelle		✓		✓	✓	✓	✓			✓							✓
Autre formation	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓
Employabilité																	
Service d'un CMO	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Formation préalable à l'emploi	✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓		✓	✓	✓		
Postes de travail rémunérés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Postes de travail non rémunérés			✓		✓						✓			✓	✓		
Cantine	✓		✓		✓					✓							✓
Postes de stages			✓			✓											✓
Autres		✓	✓						✓						✓	✓	
Divers																	
Accueil	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Parcours	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Prévention du suicide	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Programme préparatoire à la sortie		✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓				✓	✓	✓
Pastorale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Autres	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓
Programmes pour clientèles spécifiques																	
Autochtones	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓
Femmes			✓														
Gangs de rue					✓												
Indigente											✓						
Itinérante			✓		✓									✓	✓		
Psychiatrie					✓						✓						

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2021-2022. Il s'agit des plus récentes disponibles.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 194 B : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2021	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des- Prairies	Roberval	St-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois- Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2021	351 292	71 937	256 995	295 738	1 117 790	162 398	54 989	107 535	1 280 120	165 139	180 270	266 746	535 367	93 885	214 864	263 987	252 647
Rémunération des personnes incarcérées	108 535	31 574	121 337	217 330	539 551	77 459	26 228	35 416	446 036	93 051	36 035	78 341	251 998	57 173	133 738	115 287	66 539
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	32 139	22 930	100 696	79 048	229 968	28 734	26 343	15 028	159 212	21 531	32 455	46 300	131 670	16 946	60 448	38 840	120 375

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2021 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2022 ne seront disponibles qu'à l'automne 2023. Les fonds fonctionnent en année civile (janvier à décembre).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 195 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2022-2023.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2022-2023
Amos	102
Baie-Comeau	41
Hull	366
Leclerc de Laval	153
Montréal	1 049
New Carlisle	60
Percé	13
Québec (secteur féminin)	70
Québec (secteur masculin)	484
Rimouski	126
Rivière-des-Prairies	210
Roberval	196
Sept-Îles	34
Sherbrooke	205
Sorel-Tracy	243
St-Jérôme	340
Trois-Rivières	139

Au 31 janvier 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 196 : État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l’augmentation du nombre d’évaluations produites et leur qualité.

Le Sous-ministériat des services correctionnels a investi beaucoup d'efforts au cours des dernières années afin d’améliorer les taux de production des évaluations de la clientèle correctionnelle. En ce qui a trait à la production des évaluations pour la clientèle détenue, le taux de production total a connu une légère hausse d'un point de pourcentage par rapport à 2021-2022, soit à 99 %. Par ailleurs, on observe cette année une baisse de 3 % du taux de production avant le 1/6 de la peine pour les personnes purgeant une sentence d’incarcération de six mois et plus par rapport à l'année dernière. Les performances actuelles se situent tout de même très au-dessus de la cible de 73 % fixée au Plan stratégique 2019-2023 en ce qui a trait à la proportion de personnes purgeant une sentence de plus de 6 mois évaluées dans les délais. Cette situation favorise la clientèle confiée aux Services correctionnels du Québec en leur permettant de se prévaloir des différentes mesures de libération anticipée, en fonction des critères prescrits dans la Loi sur le système correctionnel du Québec.

Évolution du taux d’évaluations produites en détention pour les sentences de six mois et plus

2021-2022	2022-2023	Variation
98%	99%	1%

Évolution du taux d’évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de six mois et plus

2021-2022	2022-2023	Variation
88%	85%	-3%

Au 31 janvier 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 197 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

En 2018, à la suite de la révision des outils d'évaluation *Profil de prise en charge* et *Évaluation sommaire* pour les personnes contrevenantes purgeant une courte peine, l'ensemble des agents des services correctionnels (ASC) a été formé. Depuis, les nouveaux outils sont utilisés pour évaluer l'ensemble de la clientèle purgeant une peine de moins de six mois.

Aussi, le Sous-ministériat des services correctionnels s'assure de veiller à la qualité des évaluations produites par différentes mesures. Parmi celles-ci, une démarche d'évaluation de programme est inscrite à la planification quinquennale du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 198 : Pour 2022-2023¹, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l’emploi d’un Fonds de soutien à la réinsertion sociale.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2022
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	2
Leclerc de Laval	1
Montréal	2
New Carlisle	1
Percé	-
Québec (secteur féminin)	2
Québec (secteur masculin)	12
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	-
Roberval	1
Sept-Îles	-
Sherbrooke	2
Sorel-Tracy	-
St-Jérôme	4
Trois-Rivières	-

¹ Janvier à décembre 2022. Les renseignements sont disponibles par année civile seulement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 199 : Le nombre d’heures et le taux d’absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2022-2023.

Établissement	2022-2023	
	Absentéisme	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme (%)
TOTAL	420 358	10,2 %
AMOS	19 718	11,0%
BAIE-COMEAU	7 161	11,4%
HULL	11 561	6,8%
LECLERC DE LAVAL	22 007	8,3%
MONTRÉAL	84 403	10,4%
NEW-CARLISLE	6 682	9,1%
PERCÉ	6 453	11,8%
QUÉBEC (secteur féminin et secteur masculin)	50 202	9,9%
RIMOUSKI	9 791	8,0%
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	74 165	14,9%
ROBERVAL	21 086	10,1%
SEPT-ÎLES	7 523	11,3%
SHERBROOKE	17 023	8,7%
SOREL-TRACY	16 041	6,1%
ST-JÉRÔME	37 766	11,0%
TROIS-RIVIÈRES	18 207	9,4%

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.
Source : SAGIR - Rapport sur les absences - Avril à Décembre 2022 - Extrait le 28 février 2023
SAGIR - Historique des affectations
SAGIP - Fiche absentéisme

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 200 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2022-2023. Ventilé par établissement de détention.

Le Sous-ministériat des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d’évoluer dans un tel milieu. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l’intérieur et à l’extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n’importe quel moment et aussi souvent que requis.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE ¹
	2022-2023 ²
Amos	939
Baie-Comeau	268
Hull	1 100
Leclerc de Laval	755
Montréal	1 617
New Carlisle	347
Percé	114
Rimouski	350
Québec	2 065
Rivière-des-Prairies	1 465
Roberval	457
Sept-Îles	254
Sherbrooke	556
Sorel-Tracy	1 770
St-Jérôme	976
Trois-Rivières	568

¹ L’hétérogénéité du type d’activité de fouille répertorié ne permet pas d’établir de comparatif entre les différents établissements de détention. Depuis l’introduction de nouveaux outils permettant de standardiser les méthodes de comptabilisation, plusieurs interventions ont eu lieu auprès des établissements de détention afin de standardiser la saisie de données. À cet effet, de nouveaux outils de comptabilisation ont été introduits durant l’année 2020-2021 afin d’uniformiser les pratiques, et un suivi mensuel des activités de fouille est maintenant effectué auprès des établissements de détention.

² Au 31 janvier 2023.

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention³ :

accumulation de boîtes	batterie artisanale	cendrier artisanal	épingle à couche	mandat poste	plexiglas	timbre de nicotine (Nicoderm)
accumulation de carton	batterie (de cellulaire et de Xbox)	cendrier modifié	espadrille avec semelle décollée	manette de Xbox	poids haltère artisanal	tondeuse à cheveux
accumulation de journaux	batterie modifiée	chandelle artisanale	exacto artisanal	marqueur sharpie	poignée artisanale	tournevis
accumulation de literie	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	chargeur (booster pack)	fil de chargeur	mèche pour perceuse	poivrière	tube de colle
accumulation de livres	bijou artisanal	chargeur artisanal	fil de chargeur modifié	médicament nécessitant une	porte-serviette artisanal	tube Orajel
accumulation de médicaments	bijou	chargeur solaire	foret	ordonnance (Séroquel, méthadone, stéroïde, etc.)	pot de calamine	tube de Voltarin
accumulation de nourriture	bobine de fil	chaudière	fouet de cuir artisanal		poudre explosive	soulier à cap d'acier
accumulation de papier	bobine de fil de cuivre	cigarettes	fronde	microphone mains libres	poudre pour bébé	vaporisateur de nitroglycérine
accumulation de produits	boîte de conserve non conforme	ciseaux	gant de cuir	monnaie (pièce de)	produit nettoyant (Old Dutch/Comet)	ventilateur
hygiéniques	boîte de Q-Tips	clé	gant de fouille	montre téléphone cellulaire		ventilateur altéré
accumulation de vaisselle	boucle de ceinture non conforme	clé à molette	gant de latex	montre-bracelet	protéine	vibrateur artisanal
accumulation de vêtements	boulon	clé de menotte	gommette	morceau de ciment	radio	vis
accumulation d'ordures	bouteille vide	clé de menotte artisanale	grille-pain abîmé	morceau de cuivre	radio (morceau)	
adaptateur	briquet	clou	haut-parleur artisanal	morceau de fer	rallonge électrique	
affiche	briquet à gaz type Gun	colle contact	huile à massage	morceau de grillage	rasoir	
agrafeuse	briquet artisanal	collier de perles	image obscène	morceau de métal	réveil matin	
aiguille	broche	contenant de gel à raser	inhalateur pour l'asthme	morceau de serpillère	revue pornographique	
aiguiseur	brosse à cheveux modifiée	corde à linge artisanale	iPad	moteur de lecteur CD	rideaux	
aimant	brosse à dents	corde artisanale	iPod	objet cylindrique	rince-bouche	
alcool frelaté	cabaret de plastique (cuisine)	coupe-ongles	jeu de société	ordinateur portable	roche/caillou	
allume-cigarette	câble électrique	couteau à beurre	lame de grattoir	ouvre-boîte	ruban adhésif	
allumettes	câble USB	couteau de poche	lame de rasoir	papier à rouler	ruban électrique vert	
antenne artisanale	cadenas	couvre batterie de cellulaire	lampe portable	papier aluminium	sac de plastique	
appareil Bluetooth	cagoule	craies	lecteur CD	papier Mika	seringue	
argent en papier (billet de banque)	cahier à spirale	crayon surligneur	lecteur MP3	papier sablé	seringue artisanale	
arme artisanale	calculatrice	créatine	lien artisanal (bois, métal, corde, tissus) servant à passer des	peinture	soie dentaire	
baguette artisanale	contenant de vernis	décapant à peinture	articles d'une cellule à une autre (cheval)	perche artisanale	substance s'apparentant à des	
baladeur	carte d'appel	dentifrice		petit moteur rotatif	tabac en vrac	
balance	carte mémoire	DVD		photo de nudité	taraud (outil)	
balance électronique	carte SIM pour cellulaire	eau de Javel	liste de clients	pic artisanal	télécommande	
banc de toilette	cartouche d'arme à feu	écouteurs	liste de transactions	pince à cils	télécommande artisanale	
bandage élastique	cassette audio	égraineuse	livre à couverture rigide	pince-notes	téléphone cellulaire	
barre de métal	CD	encre	machine à rouler les cigarettes	pipe	thermomètre de réfrigérateur	
	ceinture non conforme	enregistreur	machine à tatouage artisanale	plante	tige de métal	

³La présente liste est extraite du Bilan annuel de fouille qui regroupe les objets saisis en différentes catégories, facilitant ainsi l'uniformisation et la standardisation de la compilation (ex. : dérivés d'alcool ou de tabac; articles de tatouage; cellulaires et accessoires, etc.)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 201 : Produire le plan triennal d’immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s’est poursuivie au cours de l'exercice 2022-2023. ^{1et2}

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M \$)	ÉTAPE EN COURS
Sécurisation des établissements de détention (équipement de sécurité)	Multi sites	Été 2024	9,2	Travaux en cours
Nouvel Établissement de détention pour la clientèle féminine	Nouveau site (Montréal)	Été 2030	386,2	En conception
Agrandissement et réfection des services alimentaires	Trois-Rivières	Automne 2022	17,0	Projet terminé
Agrandissement du quartier cellulaire	Puvirnituq	Automne 2023	23,1	Travaux en cours
Remplacement des bâtiments modulaires temporaires	Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières	Automne 2028	43,8	En conception

¹Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
² Il s'agit des projets approuvés par le Conseil du Trésor. Plusieurs autres projets sont prévus au Plan québécois des infrastructures et sont présentement à l'étude.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 202: Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.
--

Les sommes prévues pour les activités de prévention du suicide et de santé mentale en milieu carcéral proviennent du budget d'opération courant. Toutefois, une mesure visant le développement de nouvelles formations pour le personnel en prévention du suicide bénéficiera du soutien de la Stratégie nationale de prévention du suicide 2022-2026 pour un total de 200 k\$, soit 50 k\$ annuellement.

Contrat de 70,7 k\$ conclu avec l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS) pour la formation des chefs d'unité et des agents des services correctionnels membres des équipes d'intervention spécialisée pour l'année 2022-2023. En date du 28 février 2023, la somme prévue a permis d'assurer la formation en prévention du suicide de 52 chefs d'unité et de 69 agents des services correctionnels.

Dans le contexte de la crise sanitaire, 12 ententes ont été conclues avec des ressources communautaires afin de briser l'isolement des personnes incarcérées. Les établissements de détention desservis sont : Amos, Baie-Comeau, Hull, Leclerc de Laval, Montréal, Rivière-des-Prairies, Roberval, Sept-Îles, Sherbrooke, Sorel-Tracy, St-Jérôme et Trois-Rivières. Le montant maximal autorisé pour l'ensemble de ces contrats pour l'année 2022-2023 est de 354,1 k\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 203 :	Le 19 décembre 2022, le ministre de la Sécurité publique annonçait la construction d’un nouvel établissement carcéral pour femmes qui remplacera l’Établissement de détention Maison Tanguay, fermé en 2016. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a.Le montant prévu pour la construction de l’établissement; b.Le montant prévu pour la démolition de la Maison Tanguay; c.L’échéancier des travaux de démolition de la Maison Tanguay; d.L’emplacement choisi pour le nouvel établissement (adresse); e.Le coût du terrain; f.L’échéancier du projet.
-----------------------	--

Montant prévu de la construction de l'établissement	375,9 M\$ (excluant la démolition de la Maison Tanguay)
Montant prévu de la démolition de la Maison Tanguay	14,3 M\$
Échéancier de la démoliton Maison Tanguay	Travaux de démolition 6 mois. Début prévu en novembre 2023 et fin prévue en mai 2024
Emplacement choisi du nouvel établissement	Entre l'emplacement de la Maison Tanguay et celui de l'Établissement de détention de Montréal (Bordeaux)
Coût du terrain	Propriété de la SQI, aucun frais
Échéancier du projet	2030

Au 28 février 2023
Les informatons inscrites dans cette fiche ont été obtenues de la SQI.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 204 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS ¹ 2022-2023	BUDGET INITIAL ² 2022-2023 (\$)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 4	477 010
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean 3950, boulevard Harvey, RC-03, Saguenay (Québec) G7X 8L6 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 8	438 160
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik 1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7 2	591 195
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 5	514 510
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional 165, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	3 1 5 4	660 360
Direction régionale de Montréal et de Laval 5100, rue Sherbrooke Est, 23 ^e étage, Montréal (Québec) H1V 3R9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 7	464 160

Direction régionale des Laurentides et de Lanaudière 55, rue Castonguay, bureau 105, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7 3	807 846
Direction régionale de l’Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 170, avenue Principale, 2 ^e étage, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 1	340 460
Direction régionale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	322 760
Direction régionale de la Côte-Nord 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	312 360
Direction régionale de l'Outaouais 817, boulevard Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 3	493 860
Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM) 125, chemin du Parc, bureau B108, Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1B3 (N'inclut pas les ressources du CEGRIM des autres ministères)	6	1 491 600

¹ L'effectif correspond aux postes autorisés.

² Le budget inscrit comprend le budget en rémunération, fonctionnement et transfert (excluant le budget *Vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes* [anciennement PAI]).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 205 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2022-2023¹

Voir document ci-joint.

Le montant total versé pour cette période est de : 30 844 200 \$.

¹ Au 28 février 2023.

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments localifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2014-04-05G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	24 591 \$
		Sous-total			24 591 \$
2015-06-09G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 9 et 10 juin 2015, dans des municipalités du Québec	05	ESTRIE	M	239 507 \$
		Sous-total			239 507 \$
2016-03-31G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 31 mars au 3 avril 2016, dans des municipalités du Québec	07	OUTAOUAIS	M	26 259 \$
		Sous-total			26 259 \$
2016-06-13G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 juin 2016, dans des municipalités du Québec	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	4 859 \$
		Sous-total			4 859 \$
2016-09-27G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés à la rue du Lac, dans la municipalité de Notre-Dame-du-Nord, à la suite d'un glissement de terrain	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	1 000 000 \$
		Sous-total			1 000 000 \$
2016-10-21G	Programme général d'aide financières lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 21 et 22 octobre 2016, dans des municipalités du Québec	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	10 930 \$
		Sous-total			10 930 \$
748-2017 2016-12-30S	Programme d’aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 décembre 2016 dans des municipalités du Québec	09	CÔTE-NORD	P	19 741 \$
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	5 671 \$
		Sous-total			25 412 \$
495-2017 2017-04-05S	Programme d’aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 5 avril 2017 au 16 mai 2017 dans des municipalités du Québec	04	MAURICIE	M	3 893 \$
		06	MONTREAL	P	10 319 \$
		06	MONTREAL	E	75 300 \$
		07	OUTAOUAIS	P	10 291 \$
		07	OUTAOUAIS	E	61 518 \$
		07	OUTAOUAIS	M	881 556 \$
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	157 438 \$
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	43 797 \$
		13	LAVAL	P	127 600 \$
		15	LAURENTIDES	P	212 753 \$
		15	LAURENTIDES	M	136 294 \$
		16	MONTÉRÉGIE	P	63 499 \$
		16	MONTÉRÉGIE	E	4 501 \$
		16	MONTÉRÉGIE	M	483 811 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	379 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	372 234 \$
		Sous-total			2 645 182 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments localifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2017-07-03G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 3 juillet 2017, dans la municipalité de Wentworth-Nord			
		15 LAURENTIDES	M	1 839 \$
		Sous-total		1 839 \$
2017-08-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, précipitations de grêle et vents violents survenus le 22 août 2017, dans des municipalités du Québec			
		15 LAURENTIDES	M	8 069 \$
		Sous-total		8 069 \$
377-2018 2017-10-29G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 29 et 30 octobre 2017, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	P	2 604 \$
		07 OUTAOUAIS	M	225 641 \$
		Sous-total		228 245 \$
732-2018 2018-01-11S	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2018, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	P	13 213 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	300 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	5 065 \$
		Sous-total		18 577 \$
2018-03-28G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, pluies et dégel printanier survenus du 28 mars au 30 avril 2018, dans des municipalités du Québec			
		04 MAURICIE	P	2 933 \$
		04 MAURICIE	M	68 000 \$
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	102 608 \$
		14 LANAUDIÈRE	E	12 028 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	193 461 \$
		Sous-total		379 030 \$
2018-04-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 2 avril 2018, dans la municipalité de Sainte-Marie-Salomé			
		14 LANAUDIÈRE	P	29 425 \$
		Sous-total		29 425 \$
2018-08-09G	Programme général d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises rue Alfred-Desrochers, dans la ville de Sherbrooke			
		05 ESTRIE	P	27 512 \$
		Sous-total		27 512 \$
2018-09-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe, à la suite d'un mouvement de sol			
		16 MONTÉRÉGIE	M	500 000 \$
		Sous-total		500 000 \$
2018-11-27G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 27 novembre 2018, dans la municipalité de L’Isle-aux-Coudres			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	36 280 \$
		Sous-total		36 280 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments localifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2018-11-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête automnale survenue le 29 novembre 2018, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	3 487 \$
		Sous-total		3 487 \$
2019-03-26G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Joseph, dans la municipalité de Maskinongé			
		04 MAURICIE	M	1 823 \$
		Sous-total		1 823 \$
2019-04-08G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête printanière survenue le 8 avril 2019, dans des municipalités du Québec			
		15 LAURENTIDES	M	533 \$
		Sous-total		533 \$
403-2019 2019-04-14G	Programme général d’indemnisation et d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	2 788 \$
		02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	58 620 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	146 410 \$
		04 MAURICIE	P	131 131 \$
		04 MAURICIE	BL	6 193 \$
		04 MAURICIE	M	64 000 \$
		06 MONTRÉAL	P	48 271 \$
		06 MONTRÉAL	BL	56 073 \$
		07 OUTAOUAIS	P	1 388 641 \$
		07 OUTAOUAIS	BL	143 652 \$
		07 OUTAOUAIS	E	2 446 \$
		07 OUTAOUAIS	M	307 361 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	39 191 \$
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	16 720 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	947 687 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	BL	941 745 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	262 056 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	187 419 \$
		13 Laval	P	326 175 \$
		13 Laval	BL	1 426 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	74 601 \$
		15 LAURENTIDES	P	726 202 \$
		15 LAURENTIDES	BL	395 159 \$
		15 LAURENTIDES	E	25 110 \$
		15 LAURENTIDES	M	1 820 927 \$
		15 LAURENTIDES	O	33 373 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	565 893 \$
		16 MONTÉRÉGIE	BL	223 100 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	1 238 110 \$
		16 MONTÉRÉGIE	O	11 523 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	45 625 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	664 046 \$
		Sous-total		10 901 673 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locaux; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2019-10-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête automnale survenue le 17 octobre 2019, dans la municipalité de L'Isle-aux-Coudres			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	64 556 \$
		Sous-total		64 556 \$
2019-10-31G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	P	147 255 \$
		05 ESTRIE	M	12 577 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	1 000 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	37 486 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	3 654 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	221 \$
		Sous-total		202 193 \$
2019-12-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	712 \$
		Sous-total		712 \$
2020-03-29G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en oeuvre relativement aux inondations et aux pluies survenues du 29 mars 6 avril 2020, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	3 209 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	11 661 \$
		Sous-total		14 870 \$
2020-05-06G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages occasionnés aux puits d'eau potable d'une résidence principale sise chemin des Lupins, dans la minicipalité de Chelsea, par un mouvement de sol			
		07 OUTAOUAIS	P	2 072 \$
		Sous-total		2 072 \$
2020-08-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relative à la tempête post-tropicale survenue les 4 et 5 août 2020, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	270 113 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	7 200 \$
		04 MAURICIE	M	11 258 \$
		Sous-total		288 572 \$
2020-09-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche			
		07 OUTAOUAIS	P	15 119 \$
		Sous-total		15 119 \$
2020-11-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à des inondations survenues en novembre 2020, dans la municipalité de Colombier			
		09 CÔTE-NORD	P	174 844 \$
		Sous-total		174 844 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locaux; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2020-11-30G	Programme général d’indemnisation et d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes et aux vents violents survenus du 30 novembre au 2 décembre 2020, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	6 193 \$
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	33 772 \$
		Sous-total		39 964 \$
2020-12-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2020 au 15 avril 2021, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	16 328 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	15 827 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	12 481 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	50 594 \$
		Sous-total		95 230 \$
2020-12-24G	Programme général d’indemnisation et d’aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux inondations et aux pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	343 226 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	BL	7 780 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	2 000 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	15 638 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	21 500 \$
		Sous-total		390 144 \$
2021-02-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 138, dans la municipalité des Bergeronnes			
		09 CÔTE-NORD	M	1 174 \$
		Sous-total		1 174 \$
2021-03-26G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Inondations et pluies survenues du 26 au 31 mars 2021, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	P	13 561 \$
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	32 743 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	26 016 \$
		14 LANAUDIÈRE	BL	19 245 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	46 288 \$
		Sous-total		137 853 \$
2021-06-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise chemin du Barrage, dans la municipalité de Longue-Rive			
		09 CÔTE-NORD	P	6 236 \$
		Sous-total		6 236 \$
2021-06-30G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues le 30 juin 2021, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	1 389 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	26 100 \$
		15 LAURENTIDES	P	1 964 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2021-07-20G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments locatifs sis rue Boisclair, dans la ville de Shawinigan	15	LAURENTIDES	E	30 724 \$
		15	LAURENTIDES	M	512 028 \$
		Sous-total			572 206 \$
		04	MAURICIE	P	100 871 \$
		Sous-total			100 871 \$
		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	66 525 \$
		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	5 000 \$
		Sous-total			71 525 \$
2021-07-22G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment locatif sis avenue d'Almaville, dans la ville de Shawinigan	04	MAURICIE	BL	374 714 \$
		Sous-total			374 714 \$
		11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	BL	247 483 \$
		Sous-total			247 483 \$
		11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	124 701 \$
		11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	35 947 \$
		Sous-total			160 648 \$
2021-09-28G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Onulphe-Peltier, dans la ville de l'Épiphanie	14	LANAUDIÈRE	P	271 110 \$
		Sous-total			271 110 \$
		04	MAURICIE	P	251 450 \$
		Sous-total			251 450 \$
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	25 564 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée	
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	46 457 \$
		05	ESTRIE	M	5 480 \$
		11	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	84 705 \$
		14	LANAUDIÈRE	M	154 122 \$
		16	MONTÉRÉGIE	M	122 828 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	46 595 \$
		Sous-total			485 752 \$
2021-12-11G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux vents violents survenus le 11 décembre 2021, dans le canton de Havelock				
	16	MONTÉRÉGIE	M	19 538 \$	
Sous-total			19 538 \$		
2021-12-20G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments locatifs et des résidences principales sis rue Boisclair et sur la rue Hogue, dans la ville de Shawinigan				
	04	MAURICIE	P	220 457 \$	
	04	MAURICIE	BL	1 186 271 \$	
	04	MAURICIE	M	750 000 \$	
Sous-total			2 156 728 \$		
2022-02-25G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux inondations survenues les 25 et 26 février 2022, dans des municipalités du Québec				
	06	MONTRÉAL	P	1 750 \$	
Sous-total			1 750 \$		
2022-03-18G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Childs, dans la municipalité de Chelsea				
	07	OUTAOUAIS	P	31 280 \$	
Sous-total			31 280 \$		
2022-04-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux inondations et aux pluies survenues du 4 avril au 24 mai 2022, dans des municipalités du Québec				
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	21 283 \$	
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	49 021 \$	
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	36 484 \$	
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	2 118 \$	
	04	MAURICIE	P	36 908 \$	
	04	MAURICIE	M	1 552 \$	
	05	ESTRIE	M	62 421 \$	
	07	OUTAOUAIS	P	16 003 \$	
	07	OUTAOUAIS	E	31 707 \$	
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	15 633 \$	
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	24 963 \$	
	16	MONTÉRÉGIE	M	10 310 \$	
Sous-total			308 404 \$		
2022-04-15G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Louis, dans la ville de Beaupré				
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	4 951 \$	
Sous-total			4 951 \$		

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locaux; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative		Type	Aide versée
2022-04-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 341, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	14	LANAUDIÈRE	P	362 693 \$
		Sous-total			362 693 \$
2022-05-03S 1247-2022	Programme d'indemnisation et d'aide financière spécifique relatif aux mouvements de sol réels et imminents survenus le 3 mai et le 13 juin 2022 dans le talus à l'arrière de la rue du Parc dans la ville de Saguenay	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	3 519 918 \$
		02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	2 000 000 \$
		Sous-total			5 519 918 \$
2022-05-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux vents violents survenus le 21 mai 2022, dans des municipalités du Québec	07	OUTAOUAIS	E	35 955 \$
		07	OUTAOUAIS	M	202 955 \$
		14	LANAUDIÈRE	M	27 490 \$
		15	LAURENTIDES	M	375 140 \$
		Sous-total			641 540 \$
2022-06-02G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue du Cap, dans la ville de Neuville	03	CAPITALE-NATIONALE	P	390 748 \$
		Sous-total			390 748 \$
2022-06-06G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment essentiel d'une entreprise sis rue Colbert, dans la ville de Saguenay	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	9 291 \$
		Sous-total			9 291 \$
2022-06-13G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages causés au chemin de la Petite-Carrière, dans la municipalité de Sainte-Ursule, à la suite d'un mouvement de sol	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	16 063 \$
		Sous-total			16 063 \$
2022-06-16G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier Potvin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	25 335 \$
		Sous-total			25 335 \$
2022-06-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier du Phare, dans la ville de Saguenay	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	44 700 \$
		02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	462 \$
		Sous-total			45 162 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

QP1 – 205 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2022-2023

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locaux; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2022-06-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues du 21 au 23 juin 2022, dans des municipalités du Québec			
		15 LAURENTIDES	P	21 060 \$
		15 LAURENTIDES	M	27 351 \$
		Sous-total		48 411 \$
2022-06-30G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise boulevard de l'Anse, dans la ville de Roberval			
		02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	5 000 \$
		Sous-total		5 000 \$
2022-07-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux vents violents survenus le 23 juillet 2022, dans la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard			
		15 LAURENTIDES	P	100 817 \$
		Sous-total		100 817 \$
2022-08-07G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2022, dans des municipalités du Québec			
		05 ESTRIE	P	16 590 \$
		05 ESTRIE	M	8 476 \$
		Sous-total		25 066 \$
2022-09-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête Fiona survenue du 23 au 25 septembre 2022, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	503 668 \$
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	BL	9 306 \$
		11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	155 091 \$
		Sous-total		668 065 \$
2022-10-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Bains, dans la ville de Saint-Honoré			
		02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	277 810 \$
		Sous-total		277 810 \$
2022-11-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à un glissement de terrain survenu le 1 ^{er} novembre 2022, dans la municipalité de Pierreville			
		17 CENTRE-DU-QUEBEC	P	22 210 \$
		Sous-total		22 210 \$
2022-12-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête hivernale survenue les 23 et 24 décembre 2022, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	45 049 \$
		07 OUTAOUAIS	P	24 090 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	11 750 \$
		Sous-total		80 889 \$
		GRAND TOTAL		30 844 200 \$

Source : Système de traitement des dossiers TRAFIQ

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 206 :	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.
----------------	--

Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 28 février 2023, un total de 50 autorités régionales ont un schéma de couverture de risques incendie révisé et mis en œuvre alors que 53 autorités régionales ont un schéma en révision.

Ventilation par régions

RÉGIONS	Schéma révisé mis en œuvre	Schéma en révision	
Bas-Saint-Laurent	3	5	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	2	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	6	1	Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	3	3	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	4	3	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit
Montréal	--	1	Agglomération de Montréal
Outaouais	4	1	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	2	3	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest

Côte-Nord	3	3	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	1	1	Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	5	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	3	7	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Beauce-Centre, Les Appalaches, Beauce-Sartigan
Laval	1	--	Laval
Lanaudière	3	3	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	4	4	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montréal	7	8	Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	2	3	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

0

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le MSP accompagne en continu les municipalités et les MRC dans la mise en œuvre et la révision de leur schéma de couverture de risques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 207	État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.
---------------------	--

Le Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations a pris fin le 31 mars 2022. Pour plus d'informations, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 208 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs

Support et accompagnement des municipalités :

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité, cette dernière est maîtresse d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, elle doit se préparer à répondre aux sinistres et consigner le résultat de cette planification dans un plan de sécurité civile, adopté par le conseil municipal. Lorsqu'un sinistre survient sur son territoire, elle a la responsabilité de mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle du Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie (SMSCSI) du ministère de la Sécurité publique (MSP) est de venir appuyer les municipalités dans leurs actions. Le ministère est proactif et soutient les municipalités afin qu'elles se conforment minimalement au Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre, entré en vigueur le 9 novembre 2019. Plusieurs outils sont aussi développés et mis à la disposition des municipalités afin qu'elles puissent bonifier leur préparation tout risque et voir au besoin à une préparation adaptée en fonction des risques présents sur leur territoire.

Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est prêt à soutenir les municipalités et à intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise internes, mais aussi celle des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de la sécurité civile et de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Le MSP coordonne l'action gouvernementale et est en contact avec les municipalités touchées pour les aider à prendre en compte les enjeux vécus. Lorsque la situation le requiert, le MSP peut dépêcher du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement et pour la réparation des dommages aux biens essentiels. Le programme permet également d'accorder une assistance financière aux particuliers (propriétaires et locataires), aux propriétaires de bâtiments locatifs et aux propriétaires d'entreprises ayant subi des préjudices, de même qu'aux organismes communautaires ayant porté aide et assistance. Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux bénéficiaires de recevoir une aide financière très rapidement.

Selon ce programme, le montant de la participation financière de la municipalité est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité au courant de l'année de la survenue du sinistre. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière.

Si une municipalité est en précarité financière selon l'analyse du MSP, elle pourra être exonérée en tout ou en partie de sa participation financière en vertu du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 209 : Montant dédié au Cadre pour la prévention de sinistres pour 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.

	2022-2023
Cadre pour la prévention de sinistres - crédits réguliers du MSP¹	15 136 157 \$
Plan pour une économie verte 2030 (MELCCFP)	86 426 245 \$
Plan d'action nordique (Société du Plan Nord)	665 866 \$

¹ Inclut les frais de fonctionnement de 26 050 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 : État de situation au 31 mars 2023 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 par le plan d'action national. Préciser les budgets pour 2022-2023 et fournir les prévisions pour 2023-2024. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) orientations de la Politique;**
- b) objectifs de la Politique;**
- c) ministère de mise en œuvre;**
- d) résultats atteints en 2022-2023;**
- e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2022-2023 et 2023-2024;**
- f) budget pour chaque action;**
- g) tout document produit à cet effet.**

a) et b) Orientations et objectifs de la Politique

La Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) précise la vision, les fondements, les orientations et les objectifs devant permettre d'accroître la résilience des collectivités aux catastrophes. Elle interpelle l'ensemble des acteurs de la société et cherche à favoriser une plus grande responsabilisation de tous. Elle se veut l'assise à partir de laquelle seront déployées les diverses mesures en matière de sécurité civile. La PQSC s'articule autour de cinq orientations couvrant les principales catégories de mesures à mettre en œuvre à cet effet :

- consolider le système québécois de sécurité civile;
- améliorer la connaissance des risques;
- accroître le partage d'information et le développement des compétences;
- recourir en priorité à la prévention;
- renforcer la capacité de réponse aux catastrophes.

c) Ministère de mise en œuvre

En vue d'assurer la mise en œuvre de la PQSC et de favoriser la concertation entre les divers acteurs, l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s'est vu confier le mandat d'élaborer un plan d'action national (PAN). Un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se décline en deux phases : la phase 1 (à partir de 2014) et la phase 2 (à partir de 2020). Amorcée en 2014, la phase 1 concerne le gouvernement du Québec. Plus de 20 ministères et organismes (MO) portent des dizaines d'actions et plus de 130 mesures, consolidant à terme l'expertise en sécurité civile du gouvernement du Québec. La phase 2 du PAN, pour sa part, concerne les autres acteurs de la société québécoise visés par la PQSC. Les 26 réalisations reviennent à des citoyens, à des communautés autochtones, à des municipalités et à des organisations de la société civile. Dans ce cas, 16 MO mettent leurs expertises en sécurité civile à la disposition des autres acteurs, les accompagnent et les soutiennent dans leurs efforts pour devenir plus résilients aux catastrophes. Amorcée en 2020, la phase 2 se poursuivra jusqu'en 2024.

L'OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de la PQSC. Pour ce faire, le MSP prépare un état de situation annuel de même qu'un rapport final (dépôt prévu en 2025).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

<p>QUESTION 210 : État de situation au 31 mars 2023 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 par le plan d’action national. Préciser les budgets pour 2022-2023 et fournir les prévisions pour 2023-2024. Ventiler la mise en œuvre par :</p> <ul style="list-style-type: none">a) orientations de la Politique;b) objectifs de la Politique;c) ministère de mise en œuvre;d) résultats atteints en 2022-2023;e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2022-2023 et 2023-2024;f) budget pour chaque action;g) tout document produit à cet effet.
<p>d) Résultats atteints en 2022-2023 La phase 2 a été approuvée le 5 avril 2022. Les redditions de comptes annuelles de 2022 pour les phases 1 et 2 sont en cours.</p> <p>e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2022-2023 et 2023-2024 Des actions et des mesures de la phase 1 du PAN restent à réaliser par les MO et se poursuivent. Les réalisations attendues de la phase 2 du PAN exigent quant à elles que des MO accompagnent des citoyens, des municipalités, des communautés autochtones et des organisations de la société civile. Le sous-comité de l’OSCQ sur le PAN et le MSP, coordonnateur de la PQSC, continueront en 2023-2024 d’assumer la responsabilité de l’ensemble des travaux liés au PAN.</p> <p>f) Budget pour chaque action Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des MO concernés.</p> <p>g) Tout document produit à cet effet Veuillez vous référer aux cahiers de l’Étude des crédits antérieurs.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2023, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Abercorn	0	1	1
Adstock	0	1	1
Alma	3	0	3
Amherst	1	43	44
Amos	0	2	2
Arundel	0	4	4
Aumond	2	2	4
Austin	0	2	2
Baie-du-Febvre	0	1	1
Baie-Sainte-Catherine	0	1	1
Baie-Saint-Paul	0	5	5
Baie-Trinité	1	0	1
Barnston-Ouest	0	1	1
Batiscan	0	13	13
Beauceville	2	217	219
Beauharnois	0	2	2
Beaumont	0	2	2

Beaupré	0	2	2
Bécancour	0	30	30
Bedford	0	1	1
Beloeil	0	1	1
Berthier-sur-Mer	0	2	2
Berthierville	0	2	2
Biencourt	1	0	1
Blainville	0	2	2
Blue Sea	0	2	2
Boileau	0	2	2
Boisbriand	0	36	36
Boischatel	1	4	5
Bois-des-Filion	0	1	1
Bolton-Est	0	1	1
Bolton-Ouest	0	1	1
Bonaventure	0	4	4
Bouchette	0	1	1
Bowman	0	1	1
Brébeuf	0	6	6
Brigham	0	2	2
Bristol	0	5	5
Brome	0	1	1
Brownsburg-Chatham	0	8	8
Bryson	0	2	2

Bury	0	9	9
Campbell's Bay	0	13	13
Cantley	0	3	3
Cap-Chat	0	1	1
Cap-Saint-Ignace	1	2	3
Cap-Santé	0	1	1
Carignan	0	3	3
Cascapédia-Saint-Jules	0	2	2
Cayamant	0	1	1
Chambord	1	0	1
Champlain	2	22	24
Chandler	1	1	2
Chapeau	0	1	1
Châteauguay	0	17	17
Château-Richer	0	1	1
Chelsea	2	4	6
Chénéville	0	1	1
Chertsey	0	3	3
Chichester	0	9	9
Chute-Saint-Philippe	1	4	5
Clarenceville	1	0	1
Clarendon	0	1	1
Clermont	0	1	1
Coaticook	0	2	2

Colombier	3	3	6
Compton	0	3	3
Contrecoeur	0	1	1
Cookshire-Eaton	0	8	8
Cowansville	0	60	60
Crabtree	0	2	2
Dégelis	0	1	1
Déléage	1	5	6
Denholm	0	3	3
Desbiens	1	0	1
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	0	2	2
Deux-Montagnes	2	13	15
Dolbeau-Mistassini	0	1	1
Drummondville	0	3	3
Dudswell	0	1	1
Duhamel	2	5	7
Duhamel-Ouest	0	1	1
Duparquet	0	16	16
Durham-Sud	0	1	1
East Farnham	0	1	1
Eastman	0	4	4
Entrelacs	0	1	1
Farnham	0	1	1
Fassett	0	3	3

Fatima	0	1	1
Ferme-Neuve	0	32	32
Fort-Coulonge	0	105	105
Fossambault-sur-le-Lac	0	5	5
Franquelin	1	0	1
Frelighsburg	0	1	1
Frontenac	1	0	1
Gaspé	1	7	8
Gatineau	5	787	792
Gracefield	2	10	12
Grande-Rivière	0	2	2
Grande-Vallée	5	14	19
Grand-Remous	0	1	1
Grenville	0	1	1
Grenville-sur-la-Rouge	0	24	24
Grosse-Île	0	3	3
Ham-Nord	0	1	1
Ham-Sud	0	2	2
Harrington	0	4	4
Hatley	0	2	2
Havelock	0	1	1
Hébertville	0	2	2
Huberdeau	2	4	6
Hudson	1	29	30

Inverness	0	4	4
Ivry-sur-le-Lac	0	2	2
Joliette	0	7	7
Kazabazua	0	3	3
Kiamika	0	5	5
Labelle	0	14	14
Lac-aux-Sables	1	1	2
Lac-Beauport	1	9	10
Lac-Brome	0	1	1
Lac-Delage	0	1	1
Lac-des-Écorces	0	2	2
Lac-des-Plages	1	0	1
Lac-du-Cerf	0	2	2
Lac-Étchemin	0	5	5
Lachute	2	80	82
Lacolle	0	1	1
La Conception	0	12	12
Lac-Saguay	1	1	2
Lac-Saint-Paul	0	1	1
Lac-Simon	0	8	8
Lac-Supérieur	1	9	10
La Doré	0	1	1
La Macaza	0	1	1
La Malbaie	0	3	3

Lambton	0	1	1
La Minerve	2	0	2
La Motte	0	2	2
L'Ancienne-Lorette	0	1	1
L'Ange-Gardien	0	8	8
Lanoraie	0	1	1
L'Anse-Saint-Jean	1	3	4
La Pêche	1	9	10
La Pocatière	0	1	1
La Prairie	0	1	1
L'Ascension	0	1	1
L'Assomption	0	5	5
La Tuque	1	2	3
Laurierville	0	1	1
Laval	5	400	405
Lavaltrie	0	2	2
Laverlochère-Angliers	0	2	2
La Visitation-de-l'Île-Dupas	0	16	16
L'Épiphanie	1	6	7
Léry	0	2	2
Les Bergeronnes	1	3	4
Les Éboulements	0	1	1
Les Îles-de-la-Madeleine	21	57	78
Lévis	1	15	16

L'Île-Cadieux	0	16	16
L'Île-du-Grand-Calumet	2	13	15
L'Île-Perrot	0	44	44
Lingwick	0	3	3
L'Isle-aux-Allumettes	0	28	28
L'Isle-aux-Coudres	1	2	3
L'Islet	0	12	12
Lochaber	2	1	3
Lochaber-Partie-Ouest	1	1	2
Longue-Rive	1	3	4
Longueuil	1	15	16
Lorraine	1	11	12
Louiseville	0	59	59
Low	1	0	1
Magog	0	5	5
Mandeville	0	16	16
Maniwaki	2	14	16
Mansfield-et-Pontefract	4	173	177
Maria	0	3	3
Maricourt	1	0	1
Marsoui	0	2	2
Marston	1	3	4
Martinville	0	2	2
Mascouche	1	4	5

Maskinongé	2	56	58
Matane	1	4	5
Matapédia	2	10	12
Mayo	0	24	24
Melbourne	1	0	1
Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	0	1	1
Mille-Isles	0	2	2
Mirabel	0	48	48
Mont-Blanc	0	5	5
Montcalm	0	7	7
Montcerf-Lytton	0	3	3
Montebello	1	0	1
Mont-Laurier	0	4	4
Montmagny	0	4	4
Montpellier	0	5	5
Montréal	4	408	412
Montréal-Est	0	1	1
Mont-Tremblant	0	22	22
Morin-Heights	2	2	4
Mulgrave-et-Derry	0	1	1
Namur	0	2	2
Natashquan	0	1	1
Nédélec	0	1	1
Neuveville	1	2	3

New Carlisle	0	1	1
New Richmond	0	3	3
Nicolet	1	23	24
Nominingue	2	23	25
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	0	1	1
Notre-Dame-de-Bonsecours	0	4	4
Notre-Dame-de-la-Merci	1	0	1
Notre-Dame-de-la-Paix	0	1	1
Notre-Dame-de-la-Salette	0	2	2
Notre-Dame-de-Lourdes	0	4	4
Notre-Dame-de-Montauban	1	2	3
Notre-Dame-de-Pontmain	0	1	1
Notre-Dame-des-Pins	0	15	15
Notre-Dame-des-Prairies	0	12	12
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	0	1	1
Notre-Dame-du-Laus	0	3	3
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	0	1	1
Notre-Dame-du-Nord	0	1	1
Nouvelle	0	2	2
Ogden	0	2	2
Oka	1	62	63
Orford	0	1	1
Otter Lake	0	3	3
Papineauville	2	33	35

Percé	2	2	4
Petit-Saguenay	1	1	2
Piedmont	0	2	2
Pierreville	1	26	27
Pincourt	0	3	3
Plaisance	0	4	4
Pohénégamook	0	7	7
Pointe-Calumet	0	35	35
Pointe-Fortune	0	24	24
Pontiac	3	142	145
Pont-Rouge	0	2	2
Port-Daniel-Gascons	1	2	3
Potton	0	5	5
Prévost	1	6	7
Québec	2	38	40
Ragueneau	0	1	1
Rapide-Daniseur	0	4	4
Rawdon	0	3	3
Repentigny	0	3	3
Richmond	0	2	2
Rigaud	1	187	188
Rimouski	0	2	2
Ripon	0	14	14
Rivière-du-Loup	0	1	1

Rivière-Héva	0	11	11
Rivière-Ouelle	1	2	3
Rivière-Rouge	0	6	6
Roberval	3	8	11
Rosemère	0	3	3
Rouyn-Noranda	0	31	31
Roxton	0	1	1
Roxton Falls	0	1	1
Roxton Pond	0	1	1
Saguenay	3	11	14
Saint-Adelphe	0	1	1
Saint-Adolphe-d'Howard	0	6	6
Saint-Adrien	0	1	1
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	0	3	3
Saint-Alban	1	3	4
Saint-Alexis	0	1	1
Saint-Alexis-des-Monts	0	2	2
Saint-Alfred	0	1	1
Saint-Alphonse	0	1	1
Saint-Alphonse-Rodriguez	1	0	1
Saint-Ambroise-de-Kildare	0	4	4
Saint-André-Avellin	2	86	88
Saint-André-d'Argenteuil	1	179	180
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	0	1	1

Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	1	1	2
Saint-Armand	0	1	1
Saint-Augustin-de-Desmaures	1	1	2
Saint-Barthélemy	0	29	29
Saint-Basile	1	0	1
Saint-Benjamin	0	3	3
Saint-Benoît-Labre	0	1	1
Saint-Bernard	0	2	2
Saint-Bernard-de-Michaudville	0	1	1
Saint-Blaise-sur-Richelieu	0	3	3
Saint-Bonaventure	0	1	1
Saint-Bruno	1	0	1
Saint-Bruno-de-Guigues	0	2	2
Saint-Calixte	0	13	13
Saint-Camille	0	1	1
Saint-Camille-de-Lellis	0	2	2
Saint-Casimir	1	10	11
Saint-Charles-Borromée	0	4	4
Saint-Charles-de-Bellechasse	0	1	1
Saint-Charles-sur-Richelieu	0	1	1
Saint-Colomban	0	11	11
Saint-Côme	0	7	7
Saint-Côme-Linière	0	4	4
Saint-Constant	0	2	2

Saint-Cuthbert	0	4	4
Saint-Damien	0	2	2
Saint-Damien-de-Buckland	0	2	2
Saint-Donat	1	0	1
Sainte-Adèle	1	7	8
Sainte-Agathe-des-Monts	0	2	2
Sainte-Anne-de-Beaupré	0	1	1
Sainte-Anne-de-Bellevue	0	11	11
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1	38	39
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	0	2	2
Sainte-Anne-de-Sabrevois	0	4	4
Sainte-Anne-des-Lacs	0	2	2
Sainte-Anne-des-Monts	1	2	3
Sainte-Anne-de-Sorel	0	44	44
Sainte-Anne-des-Plaines	0	2	2
Sainte-Aurélie	0	1	1
Sainte-Brigitte-de-Laval	3	16	19
Sainte-Catherine-de-Hatley	0	3	3
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	0	2	2
Sainte-Christine	0	1	1
Sainte-Clotilde-de-Horton	0	1	1
Saint-Édouard-de-Maskinongé	0	1	1
Sainte-Edwidge-de-Clifton	0	1	1
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	0	6	6

Sainte-Flavie	0	3	3
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	0	5	5
Sainte-Geneviève-de-Berthier	0	7	7
Sainte-Hénédine	0	1	1
Sainte-Jeanne-d'Arc	0	1	1
Sainte-Julienne	0	5	5
Saint-Éloi	0	1	1
Sainte-Luce	0	1	1
Sainte-Lucie-de-Beauregard	0	2	2
Sainte-Lucie-des-Laurentides	0	1	1
Saint-Elzéar	0	1	1
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1	3	4
Sainte-Marie	4	929	933
Sainte-Marie-Madeleine	0	1	1
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	8	1621	1629
Sainte-Mélanie	0	9	9
Saint-Émile-de-Suffolk	0	3	3
Sainte-Monique	2	0	2
Sainte-Perpétue	0	1	1
Sainte-Pétronille	1	0	1
Sainte-Rose-de-Watford	0	11	11
Saint-Esprit	1	0	1
Sainte-Thècle	0	1	1
Sainte-Thérèse	1	3	4

Saint-Étienne-de-Bolton	0	1	1
Saint-Étienne-des-Grès	0	2	2
Saint-Eugène	0	1	1
Saint-Eustache	0	21	21
Saint-Félicien	2	4	6
Saint-Félix-de-Kingsey	0	1	1
Saint-Félix-de-Valois	4	9	13
Saint-Félix-d'Otis	1	2	3
Saint-Ferdinand	0	6	6
Saint-Ferréol-les-Neiges	0	1	1
Saint-Fortunat	0	1	1
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	0	1	1
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	1	1	2
Saint-François-de-Sales	1	0	1
Saint-François-du-Lac	0	1	1
Saint-Fulgence	2	2	4
Saint-Gabriel-de-Brandon	0	2	2
Saint-Gabriel-de-Valcartier	0	4	4
Saint-Gédéon-de-Beauce	0	1	1
Saint-Georges	0	11	11
Saint-Gervais	0	2	2
Saint-Gilles	0	3	3
Saint-Godefroi	0	2	2
Saint-Henri	0	2	2

Saint-Henri-de-Taillon	1	1	2
Saint-Herménégilde	0	1	1
Saint-Hippolyte	1	1	2
Saint-Honoré	0	14	14
Saint-Honoré-de-Shenley	0	2	2
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	0	1	1

Saint-Ignace-de-Loyola	0	11	11
Saint-Irénée	0	2	2
Saint-Isidore	0	1	1
Saint-Isidore-de-Clifton	0	1	1
Saint-Jacques	2	0	2
Saint-Jacques-de-Leeds	0	1	1
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	0	1	1
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	0	2	2
Saint-Jean-de-Matha	0	3	3
Saint-Jean-Port-Joli	0	2	2
Saint-Jean-sur-Richelieu	0	2	2
Saint-Jérôme	1	2	3
Saint-Joseph-de-Beauce	1	80	81
Saint-Joseph-des-Érables	0	34	34
Saint-Joseph-du-Lac	0	22	22
Saint-Jude	0	1	1
Saint-Just-de-Bretenières	0	2	2

Saint-Justin	0	1	1
Saint-Lambert-de-Lauzon	0	3	3
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	0	1	1
Saint-Léon-de-Standon	0	3	3
Saint-Léon-le-Grand	0	1	1
Saint-Lin-Laurentides	0	1	1
Saint-Louis-de-Blandford	0	1	1
Saint-Louis-de-Gonzague	0	1	1
Saint-Luc-de-Bellechasse	0	1	1
Saint-Lucien	0	1	1
Saint-Magloire	1	1	2
Saint-Malachie	0	1	1
Saint-Marc-des-Carrières	0	1	1
Saint-Martin	0	1	1
Saint-Mathieu-de-Rioux	0	1	1
Saint-Maurice	0	2	2

Saint-Maxime-du-Mont-Louis	0	1	1
Saint-Michel	0	1	1
Saint-Michel-de-Bellechasse	1	3	4
Saint-Michel-des-Saints	0	1	1
Saint-Nazaire	0	2	2
Saint-Patrice-de-Beaurivage	0	2	2
Saint-Paul	0	4	4
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	0	6	6
Saint-Paulin	0	6	6
Saint-Philémon	0	1	1
Saint-Philibert	0	1	1
Saint-Philippe	2	0	2
Saint-Pie	0	2	2
Saint-Placide	1	141	142

Saint-Polycarpe	0	1	1
Saint-Prosper	0	2	2
Saint-Raymond	5	63	68
Saint-Rémi-de-Tingwick	0	6	6
Saint-René	0	3	3
Saint-René-de-Matane	0	1	1
Saint-Roch-de-l'Achigan	2	2	4
Saint-Roch-de-Mékinac	0	1	1
Saint-Roch-de-Richelieu	0	1	1
Saint-Samuel	1	0	1
Saint-Sauveur	1	3	4
Saint-Siméon	0	2	2
Saint-Simon-les-Mines	0	4	4
Saint-Stanislas	0	2	2
Saint-Stanislas-de-Kostka	1	2	3
Saint-Thuribe	2	0	2
Saint-Tite-des-Caps	0	7	7
Saint-Ubalde	6	1	7
Saint-Victor	0	2	2
Scott	1	261	262
Senneterre	0	7	7
Senneville	0	3	3
Sept-Îles	1	0	1
Shannon	0	8	8

Shawinigan	6	12	18
Sheenboro	0	2	2
Shefford	0	2	2
Sherbrooke	0	17	17
Stanstead-Est	0	3	3
Stoke	0	1	1
Stratford	0	4	4
Stukely-Sud	1	0	1
Sutton	0	2	2
Témiscaming	0	1	1
Terrasse-Vaudreuil	0	37	37
Terrebonne	0	5	5
Thurso	0	1	1
Trécesson	0	1	1
Trois-Rives	0	4	4
Trois-Rivières	0	145	145
Upton	0	2	2
Val-David	1	4	5
Val-des-Bois	0	1	1
Val-des-Lacs	2	14	16
Val-des-Monts	2	25	27
Val-des-Sources	0	6	6
Val-d'Or	0	2	2
Vallée-Jonction	0	164	164

Val-Morin	1	5	6
Val-Racine	0	1	1
Vaudreuil-Dorion	3	32	35

Vaudreuil-sur-le-Lac	1	18	19
Venise-en-Québec	0	1	1
Victoriaville	0	1	1
Waltham	2	21	23
Waterloo	0	1	1
Waterville	0	1	1
Weedon	0	7	7
Wentworth	0	4	4
Wentworth-Nord	3	3	6
Westbury	0	4	4
Wickham	0	2	2
Windsor	0	2	2
Wotton	0	1	1
Yamachiche	2	19	21
Yamaska	0	3	3
Total	249	8819	9068

Au 28 février 2023

Les chiffres incluent tous les sinistres depuis la mise en place du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents le 10 avril 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages² et la valeur d'évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Amherst	762 331,00 \$
Beauceville	21 908 532,00 \$
Bécancour	141 548,00 \$
Boileau	125 639,00 \$
Boisbriand	493 316,00 \$
Brébeuf	364 844,00 \$
Brownsburg-Chatham	45 256,00 \$
Campbell's Bay	685 107,00 \$
Cantley	286 899,00 \$
Champlain	270 684,00 \$
Chelsea	43 576,00 \$
Chertsey	157 754,00 \$
Colombier	26 906,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages² et la valeur d'évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Cookshire-Eaton	613 007,00 \$
Cowansville	2 539 789,00 \$
Déléage	117 304,00 \$
Duparquet	278 386,00 \$
Ferme-Neuve	1 479 453,00 \$
Fort-Coulonge	4 973 222,00 \$
Gaspé	221 216,00 \$
Gatineau	17 420 867,00 \$
Gracefield	173 481,00 \$
Harrington	372 133,00 \$
Inverness	113 743,00 \$
La Motte	235 291,00 \$
La Pêche	250 509,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages² et la valeur d'évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
La Visitation-de-l'Île-Dupas	137 404,00 \$
Lac-Beauport	146 410,00 \$
Lachute	3 387 021,00 \$
Laval	6 066 435,00 \$
Les Bergeronnes	230 237,00 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	429 173,00 \$
L'Isle-aux-Allumettes	975 383,00 \$
Longue-Rive	378 712,00 \$
Louiseville	877 777,00 \$
Maniwaki	475 717,00 \$
Mansfield-et-Pontefract	8 607 883,00 \$
Marsoui	91 901,00 \$
Maskinongé	1 079 176,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d’allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d’indemnisation et d’aide financière et le montant d’évaluation des dommages² et la valeur d’évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d’allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Matane	221 532,00 \$
Matapédia	191 269,00 \$
Mayo	1 282 979,00 \$
Mirabel	2 929 205,00 \$
Montcerf-Lytton	155 495,00 \$
Montréal	1 560 166,00 \$
Mont-Tremblant	248 213,00 \$
Neuveville	390 748,00 \$
Nicolet	427 417,00 \$
Notre-Dame-des-Pins	753 387,00 \$
Notre-Dame-des-Prairies	156 553,00 \$
Oka	324 500,00 \$
Papineauville	1 270 317,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages² et la valeur d'évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Pointe-Calumet	1 850 704,00 \$
Pontiac	3 871 555,00 \$
Pont-Rouge	373 318,00 \$
Port-Daniel-Gascons	46 565,00 \$
Québec	908 002,00 \$
Richmond	382 353,00 \$
Rigaud	6 213 195,00 \$
Rimouski	116 061,00 \$
Ripon	222 594,00 \$
Roberval	16 786,00 \$
Rouyn-Noranda	224 605,00 \$
Saint-Ambroise-de-Kildare	217 646,00 \$
Saint-André-Avellin	8 416 831,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d’allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d’indemnisation et d’aide financière et le montant d’évaluation des dommages² et la valeur d’évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d’allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Saint-André-d'Argenteuil	6 004 037,00 \$
Saint-Calixte	246 949,00 \$
Saint-Colomban	1 148 724,00 \$
Saint-Côme	218 817,00 \$
Saint-Côme-Linière	150 845,00 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	190 188,00 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	405 383,00 \$
Sainte-Julienne	213 091,00 \$
Sainte-Marie	94 052 184,00 \$
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	49 354 472,00 \$
Saint-Eustache	228 629,00 \$
Saint-Henri	247 269,00 \$
Saint-Honoré	276 956,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages² et la valeur d'évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Saint-Jérôme	251 850,00 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	8 905 101,00 \$
Saint-Joseph-des-Érables	702 404,00 \$
Saint-Joseph-du-Lac	647 302,00 \$
Saint-Léon-de-Standon	230 356,00 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	274 833,00 \$
Saint-Placide	1 044 554,00 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	457 654,00 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	249 217,00 \$
Scott	22 329 854,00 \$
Shawinigan	1 903 050,00 \$
Sherbrooke	454 022,00 \$
Terrasse-Vaudreuil	270 052,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages² et la valeur d'évaluation des immeubles concernés¹, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Trois-Rivières	422 931,00 \$
Val-des-Monts	486 277,00 \$
Val-des-Sources	205 374,00 \$
Vallée-Jonction	14 320 312,00 \$
Waltham	213 743,00 \$
Westbury	177 246,00 \$

Au 28 février 2023

¹ Le MSP n'utilise pas la valeur d'évaluation des immeubles dans le cadre du programme. Cette information relève plutôt des municipalités. Le MSP n'est donc pas en mesure de fournir cette information.

² Le MSP effectue un constat de dommages à la suite du sinistre afin d'être en mesure d'établir les montants d'assistance financière admissibles selon le programme. C'est la municipalité, en fonction de la réglementation en vigueur, lorsque applicable, qui doit obtenir une évaluation des dommages afin de délivrer le permis. Le MSP n'est donc pas en mesure de fournir cette information.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 213 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2022 et en 2023, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.

Voir document en annexe

QP1-213 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGIAF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés							
Au 28 février 2023							
Arrêtés		Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées
		8 451 627 \$	3 612 147 \$	564 307 \$	7 409 020 \$	75 620 \$	20 112 721 \$
AM.0017-2019	Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019 dans des municipalités du Québec	4 417 356 \$	1 767 348 \$	289 612 \$	4 382 462 \$	44 896 \$	10 901 673 \$
AM.0094-2029	Pluies abondantes survenues le 27 juin 2019 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0097-2019	Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 juin 2019 dans le Canton de Melbourne	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0098-2019	Tempête post-tropicale Dorian survenue les 7 et 8 septembre 2019 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0103-2019	Vents violents et pluies abondantes survenus le 4 septembre 2019 dans des municipalités du Québec.	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0100-2019	Dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0111-2019	Tempête automnale survenue le 17 octobre 2019 dans la municipalité de L'Isle-aux-Coudres	0 \$	0 \$	0 \$	\$ 64 556,38	0 \$	64 556 \$
AM.0110-2019	Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019 dans des municipalités du Québec	148 255 \$	0 \$	3 654 \$	50 284 \$	0 \$	202 193 \$
AM.0002-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin des Pins, dans la ville de Trois-Rivières	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0017-2020	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	712 \$	0 \$	712 \$
AM.0005-2020	Inondations et pluies survenues du 29 mars au 6 avril 2020 dans des municipalités du Québec	3 209 \$	0 \$	0 \$	11 661 \$	0 \$	14 870 \$

AM.0052-2020	Tempête post-tropicale survenue les 4 et 5 août 2020 dans des municipalités du Québec	270 113 \$	0 \$	0 \$	18 458 \$	0 \$	288 572 \$
AM.0053-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Riverside dans la municipalité de La Pêche	15 119 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	15 119 \$
AM.0064-2020	Dommages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0075-2020	Dommages occasionnés aux puits d'eau potable d'une résidence principale sise chemin des Lupins dans la municipalité de Chelsea, par un mouvement de sol	2 072 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 072 \$
AM.0080-2020	Pluies abondantes et vents violents survenues du 30 novembre au 2 décembre 2020	6 193 \$	0 \$	0 \$	33 772 \$	0 \$	39 964 \$
AM.0030-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise route 138 dans la municipalité de Longue-Rive	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0054-2021	Inondations survenues en novembre 2020 dans la municipalité de Colombier	174 844 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	174 844 \$
AM.0011-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 138 dans la municipalité des Bergeronnes	0 \$	0 \$	0 \$	1 174 \$	0 \$	1 174 \$
AM.0028-2021	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2020 au 15 avril 2021 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	95 230 \$	0 \$	95 230 \$
AM.0086-2020	Inondations et pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020 dans des municipalités du Québec	364 726 \$	7 780 \$	2 000 \$	15 638 \$	0 \$	390 144 \$
AM.060-2021	Inondations survenues le 17 janvier 2021 dans la ville de Chandler	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

AM.0027-2021	Inondations survenues du 26 mars au 31 mars 2021 dans des municipalités du Québec	72 320 \$	19 245 \$	46 288 \$	0 \$	0 \$	137 853 \$
AM.0031-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin de la Rivière-Gatineau Nord dans la municipalité de Déléage	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0047-2021	Inondations survenues le 12 mai 2021 dans la municipalité de Grand-Remous	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0056-2021	Imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise chemin du Barrage dans la municipalité de Longue-Rive	6 236 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	6 236 \$
AM.0059-2021	Pluies abondantes et vents violents survenus le 8 juin 2021 dans la ville de Trois-Rivières	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0058-2021	Vents violents survenus le 21 juin 2021 dans la ville de Mascouche	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0057-2021	Pluies abondantes survenues le 30 juin 2021 dans des municipalités du Québec	1 964 \$	0 \$	0 \$	539 517 \$	30 724 \$	572 206 \$
AM.0070-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments locatifs sis rue Boisclair dans la ville de Shawinigan	100 871 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	100 871 \$
AM.0071-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Laurent et un bâtiment locatif sis rue Saint-Laurent dans la ville de Lévis	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0072-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Panoramique dans la ville de Saguenay	66 525 \$	0 \$	0 \$	5 000 \$	0 \$	71 525 \$
AM.0066-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment locatif sis avenue d'Almaville dans la ville de Shawinigan	0 \$	374 714 \$	0 \$	0 \$	0 \$	374 714 \$

AM.0086-2021	Pluies abondantes survenues le 15 juillet 2021 dans le canton de Nédélec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0080-2021	Pluies abondantes et aux vents violents survenus du 2 au 4 septembre 2021 dans des municipalités du Québec	124 701 \$	0 \$	0 \$	35 947 \$	0 \$	160 648 \$
AM.0089-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Onulphe-Peltier dans la ville de l'Épiphanie	271 110 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	271 110 \$
AM.0090-2021	Pluies abondantes survenues le 30 septembre 2021 dans la municipalité de Rivière-à-Claude	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0091-2021	Dommages causés au chemin Dicaire dans la municipalité de Lac-du-Cerf, à la suite de mouvements de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0092-2021	Imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise rue des Saumons dans la municipalité de Matapédia	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0093-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Boisclair dans la ville de Shawinigan	251 450 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	251 450 \$
AM.0094-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang Saint-Charles dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0096-2021	Imminence d'érosion menaçant un bâtiment locatif sis route 132 dans la mun de Port-Daniel-Gascons	0 \$	247 483 \$	0 \$	0 \$	0 \$	247 483 \$
AM.0097-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments locatifs et des résidences principales sises rue Boisclair et rue Hogue dans la ville de Shawinigan	220 457 \$	1 186 271 \$	0 \$	750 000 \$	0 \$	2 156 728 \$
AM.0001-2022	Inondations survenues le 6 décembre 2021 dans la municipalité de Maria	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

AM.0011-2022	Vents violents survenus le 11 décembre 2021 dans le canton de Havelock	0 \$	0 \$	0 \$	19 538 \$	0 \$	19 538 \$
AM.0003-2022	Carambolage de véhicules survenu le 25 décembre 2021 dans la municipalité de Yamachiche, en raison de conditions météorologiques difficiles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0016-2022	Imminence de submersion et d'érosion menaçant des résidences principales sises chemin de l'Anse dans la ville de Vaudreuil-Dorion	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0017-2023	Imminence de submersion et d'érosion menaçant une résidence principale sise rue de Champéry dans la ville de Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0020-2022	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	485 752 \$	0 \$	485 752 \$
AM.0018-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Childs dans la municipalité de Chelsea	31 280 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	31 280 \$
AM.0019-2022	Inondations survenues les 25 et 26 février 2022 dans des municipalités du Québec	1 750 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 750 \$
AM.0024-2022	Pluies et aux inondations survenues du 19 au 22 mars 2022 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0023-2022	Mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 341 dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	362 693 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	362 693 \$
AM.0026-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Louis dans la ville de Beaupré	0 \$	0 \$	0 \$	4 951 \$	0 \$	4 951 \$
AM.0028-2022	Inondations et aux pluies survenues du 4 avril au 24 mai 2022 dans des municipalités du Québec	138 848 \$	0 \$	31 707 \$	137 849 \$	0 \$	308 404 \$

AM.0029-2022	Vents violents et aux pluies abondantes survenus le 21 mai 2022 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	35 955 \$	605 585 \$	0 \$	641 540 \$
AM.0030-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue du Cap dans la ville de Neuville	390 748 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	390 748 \$
AM.0078-2022	Dommages causés au chemin de la Petite-Carrière, dans la municipalité de Sainte-Ursule, à la suite d'un mouvement de sol	16 063 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 063 \$
AM.0076-2022	Pluies abondantes survenues du 21 au 23 juin 2022 dans des municipalités du Québec	21 060 \$	0 \$	0 \$	27 351 \$	0 \$	48 411 \$
AM.0070-2022	Pluies abondantes survenues le 13 juin 2022 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0069-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier Potvin dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis	25 335 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	25 335 \$
AM.0065-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise boulevard de l'Anse dans la ville de Roberval	0 \$	0 \$	0 \$	5 000 \$	0 \$	5 000 \$
AM.0066-2022	Dommages causés au chemin Saint-Thomas Nord, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0063-2022	Vents violents survenus le 23 juillet 2022 dans la municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	0 \$	0 \$	0 \$	100 817 \$	0 \$	100 817 \$
AM.0067-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment essentiel d'une entreprise sis rue Colbert dans la ville de Saguenay	0 \$	0 \$	0 \$	9 291 \$	0 \$	9 291 \$

AM.0068-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise sentier du Phare dans la ville de Saguenay	45 162 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	45 162 \$
AM.0077-2022	Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} juillet 2022 dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0074-2022	Pluies abondantes survenues le 16 juin 2022 dans la ville de Châteauguay	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0085-2022	Pluies abondantes et vents violents survenus le 16 juillet 2022 dans la municipalité de Bolton-Est	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2022	Pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2022 dans des municipalités du Québec	16 590 \$	0 \$	0 \$	8 476 \$	0 \$	25 066 \$
AM.0092-2022	Inondation survenue le 23 juillet 2022 dans la municipalité de Bouchette	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0098-2022	Pluies abondantes survenues le 5 juin 2022 dans la municipalité de Vallée-Jonction	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0103-2022	Tempête Fiona survenue du 23 au 25 septembre 2022 dans des municipalités du Québec	503 668 \$	9 306 \$	155 091 \$	0 \$	0 \$	668 065 \$
AM.0102-2022	Imminence de mouvement de sol, dommages causés route Racette à Saint-Augustin-Desmaures le 1 ^{er} novembre 2021	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0110-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang des Gravel dans la ville de Louiseville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0112-2022	Pluies abondantes survenues les 13 et 14 septembre 2022 dans des municipalité du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

AM.0116-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Bains dans la ville de Saint-Honoré	277 810 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	277 810 \$
AM.0120-2022	Pluies abondantes survenues les 18 et 19 octobre 2022 dans la ville de Sept-Îles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0122-2022	Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} novembre 2022 dans la municipalité de Pierreville	22 210 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	22 210 \$
AM.0126-2022	Pluies abondantes survenues le 19 septembre 2022 dans la municipalité de Stoke	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0133-2022	Pluies abondantes survenues le 22 août 2022 dans la ville de Clermont	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0001-2023	Tempête hivernale survenues les 23 et 24 décembre 2022 dans les municipalités du Québec	80 889 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	80 889 \$
AM.0138-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin de la Cabane-Ronde dans la ville de Mascouche	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0002-2023	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Deux-Rivières dans la municipalité de Morin-Heights	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0005-2023	Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} janvier 2023 dans la municipalité de Mont-Blanc	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0006-2023	Imminence de mouvements de sol survenu le 12 mai 2022 dans la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0007-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang de l'Île dans la municipalité de Pierreville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

AM.0010-2023	Dommmages causé à la rue Saint-Saint-Jean-Baptiste, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
--------------	---	------	------	------	------	------	-------------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 214 : **Le 8 février 2023, l'Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ) publiait les résultats d'une vaste étude sur Les enjeux de relève chez les pompiers. L'Association formulait 32 pistes d'action afin de résoudre la problématique du recrutement et de la rétention des pompiers volontaires ou sur appel. Veuillez nous fournir le suivi apporté à chacune des 32 recommandations formulées par l'Association.**

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 215 : Veillez nous fournir la liste des comités, des rencontres ou des mesures mises en place depuis 2019 pour favoriser l'attraction et la rétention des pompiers.
--

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 216 : Veuillez nous fournir la liste des avis, notes, études ou tout autre document produit en lien avec la pénurie de pompiers et les problèmes de recrutement et de rétention des pompiers.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 217 : Veillez nous fournir la liste des groupes de travail, comités ministériels ou interministériels mis en place avec le ministère de l'Éducation au sujet de la formation des pompiers.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 218 : Veuillez nous fournir la liste des campagnes de publicité mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation des pompiers. Pour chacune des campagnes, veuillez nous indiquer le montant de la campagne, la période de la campagne, la clientèle ciblée ainsi que l'évaluation de la campagne.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 219 : Depuis 2019, liste des mesures mises en place afin de favoriser le recrutement et la formation de pompiers.

Participation du MSP au concours "Chapeau les filles!". Dans le cadre de ce concours, le MSP remet le prix « Sécurité incendie » qui récompense une élève inscrite à l'un des programmes suivants : Intervention en sécurité incendie de la formation professionnelle ou Techniques de sécurité incendie. Une bourse de 2 000 \$ accompagne ce prix.

Recensement des effectifs en sécurité incendie en 2022 pour suivre notamment l'évolution de la présence des femmes dans les SSI, et ce, afin d'adapter les mesures de recrutement et de fidélisation.

Démarches en cours pour l'élaboration d'une trousse de recrutement de promotion et d'information destinée aux municipalités et aux SSI, incluant des outils pour attirer et maintenir la diversité.

Démarches en cours pour l'étalonnage de bonnes pratiques en matière d'intégration en emploi des différentes communautés au sein des SSI.

Rencontres avec la France pour discussions en lien avec l'inclusion des diverses communautés au sein des SSI.

Projet de formation en sécurité incendie en milieu scolaire. L'objectif de ce projet est de dispenser la formation de base Pompier I selon les normes de l'École nationale des pompiers du Québec à des élèves du secondaire afin qu'ils puissent être embauchés au sein d'un SSI. Première cohorte diplômée en 2022: sept élèves (six hommes et une femme) de l'École secondaire du Plateau à La Malbaie.

Diffusion de la brochure La formation sur la sécurité incendie au Québec en 2022.

Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel. Cette aide financière vise à soutenir les municipalités dans la formation des pompiers qu'elles embauchent ainsi que pour la mise en place de projets de formation en milieu scolaire.

Accompagnement en continu fourni aux municipalités désireuses d'évaluer la possibilité de mise en commun ou de regroupement de services de sécurité incendie. À cet effet, le MAMH administre une aide financière visant à soutenir la coopération intermunicipale notamment dans le domaine de la sécurité incendie.

Bonification, annoncée dans le cadre du budget 2023-2024, du crédit d'impôt non remboursable pour les pompiers volontaires qui leur est dédié de façon à les convaincre de s'engager et de demeurer à l'emploi.

Réalisation de la Journée nationale de reconnaissance des pompiers et pompières tenue annuellement. Une cérémonie est organisée à cette occasion depuis 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 220 : Dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations — Volet Aménagements résilient pour la réalisation d'aménagements en vue de protéger la population et réduire les dommages causés par les inondations, indiquer :

- a.** Le nombre total de demandes de projets reçut au ministère, ventilé par région, circonscription, municipalité, la date de l'aide et le montant reçu ;
- b.** La liste des municipalités qui ont reçu une réponse défavorable et indiquer le motif du refus ;
- c.** La liste des demandes de projet considérées comme urgentes ;
- d.** La liste des demandes de projets urgents approuvés par le ministère et indiquer le motif ;
- e.** La liste des demandes de projets urgents rejetés par le ministère et indiquer le motif ;
- f.** Fournir les dates des rencontres la liste des participants, courriels, notes, procès-verbaux, état de situation entre le ministère et les municipalités visés par les « projets urgents ».
- g.** Prévisions de l'enveloppe du programme pour l'année 2022-2023.

Le Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI), incluant le volet mentionné dans la question, sont sous la responsabilité du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de ses bureaux de projets.

Pour de l'informations sur le PRAFI : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/programme-resilience-adaptation-inondations>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 236 : **Concernant les travaux de réfection et de relocalisation de la morgue dans l'Édifice Wilfrid-Derome situé au 1701, rue Parthenais à Montréal tel qu'indiqué dans le projet de loi 66 sanctionné le 11 décembre 2020, veuillez nous indiquer :**

a.Le coût estimé du projet;
b.Le nombre de places prévues;
c.L'état d'avancement des travaux;
d.L'adresse choisie pour la relocalisation de la morgue;
e.L'échéancier complet du projet.

Coût estimé du projet	À déterminer
Nombre de places prévues	Sans objet
État d'avancement des travaux	En planification
Adresse choisie de relocalisation de la morgue	À déterminer
Échéancier complet du projet	À déterminer

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 246 : Pour 2022-2023, et pour les six années précédentes, le nombre d’enquêtes déclenchées par le ministre après qu’une personne, autre qu’un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d’une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police

Compilation des enquêtes indépendantes au Québec de 2016 à 2022¹

Année	Total
2016 ²	37 ³
2017	49
2018	43
2019	38
2020	48
2021	58
2022	56

¹ La répartition des enquêtes par catégories peut être consultée sur le site Internet du BEI à l'adresse suivante : <https://www.bei.gouv.qc.ca/enquetes/statistiques.html> (depuis le 27 juin 2016).

² À noter que le Bureau des enquêtes indépendantes a amorcé ses opérations le 27 juin 2016.

³ À noter que 20 des 37 enquêtes indépendantes ont été réalisées par le Bureau des enquêtes indépendantes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 251 : L’effectif ainsi que la masse salariale de l’ENPQ, par catégorie d’emploi, pour la période 2022-2023. La liste des dirigeants de l’ENPQ, leur rémunération respective pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2021-2022	2022-2023 [□]	2021-2022	2022-2023 [□]	2021-2022 ¹	2022-2023 ³
Cadres	20,0	20,0	21	19	2 646 099	3 106 823
Professionnels	66,8	75,0	138	149	7 230 585	8 489 535
Fonctionnaires	89,2	97,2	333	354	13 817 410	16 223 222
Ouvriers	24,5	25,3	44	47	1 418 611	1 665 612
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	23	30	2 309 355	2 711 447
Personnes-ressources	0,0	0,0	79	92	119 871	140 742
Prêt de service (autre que policier) ²	0,0	0,0	1	2	175 135	205 629
Total	218,5	235,5	639	693	27 717 066	32 543 010

¹ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 12 mai 2021.

² Le poste d'expert-conseil juridique est occupé par un procureur de la couronne.

³ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 11 mai 2022.

Dirigeants de l'ENPQ

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET ⁴ (\$)	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2022-2023	Pierre St-Antoine	Directeur général	218 528	Conformément aux orientations gouvernementales

⁴ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 19 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 252 : Nombre de postes disponibles et non occupés à l’ENPQ en 2022-2023, par type d’emploi.

CATÉGORIE D'EMPLOI	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Portrait actuel des postes disponibles et non occupés (Au 30 mars 2023)
	2022-2023	2023-2024 (Autorisés depuis le 23 mars 2023)	
Cadres	20,0	22,0	0
Professionnels	75,0	94,0	9
Fonctionnaires	97,2	111,2	12
Ouvriers	25,3	29,8	1
Policiers en prêt de service	18,0	31,0	11
Personnes-ressources	0,0	0,0	0
Prêt de service (autre que policier)	0,0	0,0	0
Total	235,5	288,0	33

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 253 : Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a.Le nombre de demandes d’admission déposées, par type de formation; b.Le nombre de demandes d’admission déposées, par type de formation, provenant de minorités visibles; c.Le nombre de candidatures retenues, par type de formation; d.Le nombre de candidatures retenues, par type de formation, provenant de minorités visibles.					
Demandes d'admission au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie					
Cohortes régulières					Cohortes autochtones*
Année	Total	Autochtone	Minorité visible	Minorité ethnique	
2022-2023	829	9	73	25	13
2021-2022	785	10	68	18	30
2020-2021	796	10	41	22	0
2019-2020	752	8	67	15	28
2018-2019	770	13	30	27	19
2017-2018	767	Non disponible	Non disponible	Non disponible	16
Nombres de candidatures retenues					
Cohortes régulières					Cohortes autochtones*
Année	Total	Autochtone	Minorité visible	Minorité ethnique	
2021-2022**	593	5	35	13	13
2020-2021**	507	4	46	12	14
2019-2020**	505	8	28	16	2
2018-2019	648	7	23	23	16
2017-2018	650	5	32	14	11
*Les candidats qui déposent ces demandes d'admission ont une promesse d'embauche d'un corps de police autochtone.					
**Les années 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 ont été touchées par la pandémie de COVID-19, d'où la baisse de diplômés observée.					

Précision : La donnée utilisée pour le nombre de candidatures retenues représente le nombre de diplômés de l'année mentionnée.

Les demandes d'admission sont effectuées en fin d'année en mai alors que la première cohorte débute en début d'année en octobre. Il n'y a donc pas d'adéquation entre le nombre de demandes d'admission et le nombre de diplômés d'une même année scolaire.

L'École offrira près de 1000 places au PFIPG sur l'année scolaire 2023-2024 ainsi que pour les 4 années suivantes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 254 : Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer :

- a. Le nombre d'étudiants ayant débuté la formation, par type de formation;
- b. Le nombre d'étudiants ayant abandonné la formation, par type de formation;
- c. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation, par type de formation;
- d. Le nombre d'étudiants ayant complété avec succès leur formation, par type de formation;
- e. Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation de policier ayant intégré un corps de police, ventilé par corps de police.

Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie											
Cohortes régulières (nombre d'étudiants)						Cohortes autochtones (nombre d'étudiants)					
Année	Débuté	Abandonné	Complété	Complété avec succès	Corps de police	Année	Débuté	Abandonné	Complété	Complété avec succès	Corps de police*
2021-2022	593	0	589	587	ND	2021-2022	13	0	13	12	ND
2020-2021	507	9	490	486	ND	2020-2021	14	0	14	14	ND
2019-2020	505	3	497	491	ND	2019-2020	2	0	2	2	ND
2018-2019	648	6	639	637	ND	2018-2019	16	0	16	16	ND
2017-2018	650	4	639	637	ND	2017-2018	11	0	11	11	ND
						*Ces étudiants ont une promesse d'embauche d'un corps de police autochtone mais l'École ne fait pas de suivi sur l'embauche officielle suite au programme.					

Précisions :

La colonne "Abandonné" ne tient pas compte des interruptions temporaires de programme (ex.: blessures), lesquelles permettent un retour sur une cohorte ultérieure.

e) L'École ne consigne pas les embauches effectuées par les corps de police suite à la diplomation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 255 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique « Nos formations » de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html>, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE	
<i>Gestion policière :</i> 545-201-22 Session d'équivalence en gestion policière - Officier	
<i>Enquête policière :</i> Programme de formation initiale en enquête : DRT-015-01 Mise en application du droit pénal dans un contexte d'enquête policière ETA-002-01 Intégration de la compétence éthique en contexte d'enquête policière 436-008-21 Programme de formation initiale en enquête volet 2 PFPEN-2201-365 Programme de formation préparatoire en enquête 336-202-22 Session d'équivalence en enquête policière	
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
<i>Patrouille-gendarmerie :</i> 206-309-22 Cinémomètre Doppler mobile rencontre – Notions spécifiques 215-305-22 Officiel de sécurité au plateau d'exercice en combat rapproché 215-607-22 Didactique de l'intervention tactique 1 - Le moniteur 216-304-22 Tir au pistolet - Mise à niveau et requalification 216-305-22 Tir au pistolet - Requalification adaptée Offre de formation en matière de violence conjugale, agression sexuelle et violence intrafamiliale	Développement de quatre capsules de formation en profilage racial et social Développement de capsules en exploitation sexuelle

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL <i>(suite)</i>	
Nouveaux cours	Cours en développement
<p><i>Formation en ligne (en formule complète ou hybride) :</i></p> <p>CPS-001-22 Les mesures extrajudiciaires, un choix judicieux</p> <p>CPS-002-22 Connaître et utiliser l'Aide-mémoire - Prévenir l'homicide du partenaire intime</p> <p>CPS-004-22 Programme de formation en matière d'application des lois sur les armes à feu</p> <p> Capsule 4 - Violence conjugale</p> <p> Capsule 5 - État mental perturbé</p> <p>203-005-22 Méthode d'intervention SEXTO pour le spoliciers</p> <p>203-118-22 Sensibilisation aux autochtones (RCSP)</p>	<p>Programme armes à feu - Capsule 6 - Gangs de rue et marché moir des armes à feu</p>
<p><i>Enquête policière :</i></p> <p>217-202-22 Réponse à un état mental perturbé (REMP)</p> <p>432-101-22 Agent d'information policier</p> <p>432-801-22 Intégration à la fonction de formateur en enquête - Bloc 1</p> <p>432-802-23 Intégration à la fonction de formateur en enquête - Bloc 2</p> <p>432-803-23 Intégration à la fonction de formateur en enquête - Bloc 3</p> <p>436-116-22 Dessin d'une scène d'événement assisté par ordinateur sur Faro® Zone 2E et Redstick</p> <p>436-117-22 Infiltration virtuelle</p> <p>436-118-22 Récupération d'actifs criminels</p> <p>436-217-22 Droit pénal et principes généraux en enquête policière</p> <p>436-314-22 Criminal Investigators Training (OPC)</p>	<p>Révision du CRI-010-21 Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants</p> <p>CRI-010-25 enquête sur les crimes économiques II</p>

AUTRES	
Nouveaux cours	Cours en développement
ACTIVITÉS DE FORMATION EN SÉCURITÉ PUBLIQUE	
801-212-22 Conduite de véhicule en utilisation les techniques de base	Mise en œuvre d'un programme de formation en santé psychologique phase 1 - Formation des intervenants
814-103-22 Méthodes d'intervention (Centres jeunesse)	Intégration des technologies en contexte d'enquête - BSP
817-107-23 La communication (CCQ)	
818-302-22 Formation de mise à niveau pour cadre constable spécial de l'Assemblée nationale	
836-148-22 Techniques d'entrevue de suspect (ARC)	
839-303-19 Agent de renseignement criminel (RBQ-CCQ)	
841-102-22 Actualisation des compétences des inspecteurs EXO	
Programme de formation initiale pour les inspecteurs EXO	
PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
Programme alternatif PFIPG autochtone anglophone pour le Corps de police Eeyou Eenou	Intégration de la rédaction de rapports informatisés en formation et en évaluation
Développement d'une boîte à outils pour la prévention des impacts psychologiques	Intégration de la rédaction de constats d'infraction informatisés en formation et en évaluation
Mise à jour de l'activité Opérations planifiées de contrôles routiers ajout des interventions sur la chaussée	Mise à jour de l'activité de formation Réalité policière en communauté autochtone
Mise à jour de l'activité sur le Modèle national en emploi de la force pour inclure les attentes quant à la narration d'un rapport en emploi de la force	Mise à jour de l'activité en lien avec la politique d'interpellation policière
	Mise à jour de l'activitié en lien avec l'enquête capacité affaiblie (ajout mises en situation)
	Révision majeure du programme en lien avec le projet FORCE 2 :
	Bonification des activités sous la thématique santé mentale (mise à jour et ajouts de mises en situation)
	Bonification des activités en lien avec la prise de plainte et l'entrevue T-P-V
	Retrait de la formation pratique sur l'utilisation du hérisson à pointe creuse (HPC)
	Retrait de la formation pratique sur l'extraction d'un suspect d'un véhicule

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 256 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ENPQ et pour y graduer

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG), veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/futur-policier/etapes-dadmission/etape-1conditions-dadmission.html>.

Il est aussi possible pour des candidats possédant une promesse d'embauche et une attestation d'études collégiales (AEC) en techniques policières d'être admis au PFIPG. Quatre-vingt-dix (90) places sont disponibles pour ces candidats présélectionnés par les organisations policières.

Quelques changements ont été apportés aux critères d'admission pour l'année 2022-2023 en raison de la pandémie de la COVID-19 :

- En raison des délais d'admission causés par la pandémie et dans le contexte actuel d'une réduction de prévisibilité des entrées à l'ENPQ, la décision de prolonger la validité de l'examen médical à 12 mois au lieu de neuf a été reconduite. Un formulaire est rempli avant l'entrée à l'ENPQ afin de confirmer que l'état de santé physique et mentale de l'aspirant policier n'a pas changé.
- La décision de lever l'exigence de l'Épreuve uniforme de langue afin de s'arrimer avec la décision de 2020 du ministère de l'Enseignement supérieur est maintenue puisque des candidats diplômés pendant la période de suspension peuvent toujours faire une demande d'admission.

Les tests d'entrée se déroulent maintenant en ligne afin d'éviter le déplacement des candidats. De plus, une mise à jour du cahier des normes médicales a été faite avec la révision des trois modules suivants en 2021-2022 : acuité auditive; oreilles, nez, gorge; système pulmonaire.

L'ordre d'entrée à l'ENPQ de tous les candidats admissibles est tributaire des résultats collégiaux et des résultats aux tests d'entrée. Aussi, par le programme d'entrées ciblées, les candidats possédant une promesse d'embauche d'un corps de police québécois peuvent voir leur entrée devancée. En 2022-2023, 300 candidats attendus sur le terrain seront ainsi formés en priorité.

Malgré l'augmentation significative de la capacité d'accueil de l'ENPQ pour atteindre 1 000 diplômés annuellement, les conditions d'admission demeurent les mêmes pour tous les candidats. Des ajustements dans le processus sont par contre à prévoir pour atteindre l'objectif.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cr/P-13.1,%20r.%204?langCont=fr#ga:l_ii-h1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 257 : Montant réel de la subvention versée à l'ENPQ pour l'année 2022-2023 et montant de la subvention prévue pour 2023-2024.¹

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1^{ER} AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023 (DÉCRET) (en \$)
2022-2023	11 285 700

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L’OPPOSITION OFFICIELLE</p>	
<p>TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC</p>	
QUESTION 258 :	<p>La liste des formations offertes visant :</p> <p>a. La santé et la sécurité des policiers;</p> <p>b. Le profilage racial;</p> <p>c. Des interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité.</p>

<p>Pour un policier québécois, la préparation à l’exercice de la profession se fait par deux programmes de formation successifs et complémentaires : le programme d’études collégiales en techniques policières, offert dans les cégeps, qui conduit soit à l'obtention du diplôme d'études collégiales (DEC/3 ans de formation) ou à l'attestation d'études collégiales (AEC/30 semaines de formation), et le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG) offert exclusivement par l’ENPQ et dont la durée est de 15 semaines.</p>	
<p>Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG)</p>	
<p>a. Gestion du stress et des émotions (1 h 30) : Les notions collégiales de Stratégies de gestion du stress et des émotions sont à réviser en activités préparatoires à l'entrée au PFIPG (semaine 0). En cours de formation, les aspirants policiers sont confrontés au stress opérationnel dans les différentes activités.</p>	
<p>b. Diversité et profilage (16 h 20) : Déontologie policière, atelier thématique diversité/profilage, atelier thématique réponse aux appels, plateau violence conjugale (réalités particulières), réalité policière en communauté autochtone, renseignement criminel, sortie policière 5 - exploitation sexuelle, rétroaction sortie policière 5.</p>	
<p>b. Dans le PFIPG, l’aspirant policier intègre les connaissances et compétences acquises en milieu collégial dans un contexte simulant un poste de police. Le milieu de vie en internat permet des relations entre les aspirants policiers allochtones, autochtones et de diverses communautés culturelles. Dans le cadre des enseignements relatifs aux aspects juridiques, les pouvoirs et devoirs de l’agent sont révisés. Les notions d'interpellation, de détentions psychologiques et des motifs obliques sont abordées spécifiquement. Une activité est consacrée à la déontologie policière. Plusieurs activités ont été enrichies en matière de sensibilisation aux réalités des minorités visibles au cours des dernières années, notamment par le recours, en rétroaction des activités policières, à l’exploration de variantes sur des marqueurs discriminatoires. Une activité traite spécifiquement de la diversité et du profilage. Cette activité aborde les enjeux et l’impact du racisme et du profilage racial et les motifs de discrimination, et recadre les attentes relatives à une intervention exempte de profilage racial ou social.</p>	
<p>c. Santé mentale et itinérance (21 h) : Sortie policière 2 - Itinérance et santé mentale, atelier thématique : santé mentale - intervenir dans des contextes de vulnérabilité, atelier thématique - entrevue, webdocumentaire Vulnérable, la communication, sortie policière 6 - tentative de suicide, rétroaction de la sortie policière, entraînement de base - le travail d'équipe plateau d'entraînement en réalité complexe.</p>	
<p>c. Compétence : Communiquer dans un contexte d'intervention auprès des personnes - Contexte de réalisation : à partir de contextes simulant les conditions réelles d'exercice, à l'aide des outils, de l'équipement ou du matériel nécessaire à la fonction de travail, en se référant à la documentation nécessaire à l'exercice de la fonction. À partir d'une ou de plusieurs études de cas, à l'aide du Modèle national de l'emploi de la force, à partir de l'Aide-mémoire - La communication, par le biais de l'autoévaluation et de la coévaluation. Schéma : La désescalade et la communication tactique, une formation unifiée.</p>	

Note : Dans le cadre du projet FORCE 2 qui consiste à former près de 1000 aspirants policiers par année, une révision du programme est actuellement en cours. Les activités entourant ces trois thèmes ont été mises à jour et bonifiées, pour permettre plus de temps de pratique aux aspirants policiers. De plus, un professionnel ayant un profil d'intervention psychosocial communautaire sera ajouté à l'équipe du programme. Celui-ci enseignera des activités ciblées en plus d'assurer un accompagnement aux instructeurs et un rôle de conseils auprès des aspirants policiers.
Perfectionnement professionnel
<p>a. Prévention des impacts psychologiques (828-102-15 cadre, 828-103-15 superviseur, 828-105-16 formation en ligne)</p> <p>b. PPU-010-39 Supervision de patrouille : dans le cadre de cette formation les notions de profilage racial sont intégrées. Dans le cadre de mises en situation et étude, on amène par exemple les futurs superviseurs à évaluer l'impact des comportements racistes au sein de leur équipe de travail.</p> <p>b. 202-201-11 Stratégies proactives : dans le cadre de cette formation pour les agents sociaux communautaires, une épreuve certificative met en cause le traitement d'un enjeu de propagande haineuse dans la communauté.</p> <p>b. 203-118-22 Formation sensibilisation autochtone (RCSP) - Formation en ligne</p> <p>b. UNV1001 Multiethnicité : il s'agit d'un cours obligatoire dans le cadre du baccalauréat en sécurité publique.</p> <p>c. Webdocumentaire Vulnérable</p> <p>c. Désescalade - État mental perturbé (217-201-17 formation en ligne, 217-101-17 volet pratique et 217-703-20 formation de l'instructeur)</p> <p>c. Communication - Transition : permet à un formateur déjà qualifié par l'ENPQ de s'approprier la nouvelle formation en communication et intégrer les notions de désescalade dans les formations qu'il offre auprès des membres de son organisation.</p>
Autres
<p>a. En développement : Programme de formation pour les psychologues et les professionnels de la relation d'aide oeuvrant auprès des policiers, ainsi qu'un réseau provincial de pairs aidants.</p> <p>a. Par ailleurs, la Chaire de recherche sur la prévention de la santé psychologique au travail en sécurité publique lancée le 7 septembre 2022 permettra de réinvestir les formations adéquates au soutien à la santé psychologique des intervenants en sécurité publique.</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 277 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2022-2023, par région

RÉGIONS	NOMBRE DE PERMIS
Abitibi-Témiscamingue	285
Bas-Saint-Laurent	211
Capitale-Nationale	1339
Centre-du-Québec	256
Chaudière-Appalaches	400
Côte-Nord	168
Estrie	384
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	77
Lanaudière	988
Laurentides	720
Laval	1005
Mauricie	338
Montréal	1503
Montréal	4970
Nord-du Québec	19
Outaouais	591
Saguenay-Lac-Saint-Jean	378
Adresses Hors-Québec	278

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 278 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2022-2023

Le délai moyen de délivrance d'un permis régulier d'agent pour l'exercice 2022-2023 est de 38 jours.
Le délai moyen de délivrance d'un permis temporaire, pour l'exercice 2022-2023 est de 31 jours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 287 : **Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2022-2023.**

Aucune



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

AVRIL 2023

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP2-001	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.		4
QP2-002	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.		5
QP2-003	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives pour l'année écoulée.		6
QP2-004	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.		7
QP2-005	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Conseil sur les services policiers du Québec».		8
QP2-006	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial».		9
QP2-007	Dépenses assumées et effectifs affectés pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toutes les drogues.		10
QP2-008	Dépenses liées au «Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP).		11
QP2-009	Budget alloué au Commissaire à la déontologie policière.	COMDP	
QP2-010	Frais déboursés pour la représentation policiers lors d'enquêtes publiques du coroner. Ventiler par dossier.	BC	
QP2-011	Le financement accordé aux corps policiers autochtones pour l'année écoulée ventilés par corps policiers et par enveloppe ainsi que le financement planifié pour l'année à venir.	QP1-071	
QP2-012	Les sommes accordées pour le transport des prévenus des villages nordiques du Nunavik, le nombre de transports effectués et le nombre de prévenus transportés pour l'année écoulée.		12
QP2-013	Le nombre de plaintes alléguant du racisme, de la discrimination ou du profilage racial reçues par la Commission de déontologie policière pour l'année écoulée. Ventiler par corps policiers et par type de plainte.	COMDP	
QP2-014	Nombre d'études produites par le ministère pour l'année écoulée sur le profilage racial dans les corps policiers au Québec.	QP1-095	
QP2-015	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.		13
QP2-016	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée pour lutter contre la circulation des armes à feu et aux crimes qui y sont liés.	QP1-111	
QP2-017	Nombre de policiers ayant fait l'objet d'une enquête du Bureau des enquêtes indépendantes pour l'année écoulée. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers.	BEI	
QP2-018	Les données les plus récentes du BEI pour l'année écoulée relativement aux enquêtes criminelles : nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et avec accusation. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers.	BEI	
QP2-019	Les données les plus récentes du BEI pour l'année écoulée relativement spécifiquement aux enquêtes sur des allégations d'infraction à caractère sexuel : nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et avec accusation.	BEI	
QP2-020	Nombre de policiers ayant fait l'objet d'une enquête devant la Commission de déontologie policière pour l'année écoulée. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers.	COMDP	
QP2-021	Rapport d'enquête administrative sur le décès de Nicous D'André Spring le 25 décembre 2022 dans le contexte de sa détention à l'établissement de détention de Montréal (Bordeaux).		15

QP2-022	Les instructions correctionnelles concernant l’incarcération des personnes transgenres.		16
QP2-023	La liste des instructions, directives ou politiques encadrant l’isolement cellulaire dans les établissements de détention du Québec.		17
QP2-024	Les documents contenant des données relativement à l’isolement cellulaire, le confinement cellulaire, la liberté résiduelle et le temps passé hors cellule dans chacun des établissements de détention du Québec.		18
QP2-025	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l’objet d’une analyse différenciée des sexes (ADS)		19

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 1 : Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Au 28 février 2023, le ministère de la Sécurité publique a versé des sommes totalisant 612 166 \$ à la suite de poursuites judiciaires.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Veuillez vous référer au budget de dépenses 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives pour l'année écoulée

Veillez vous référer au budget de dépenses 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 4 : Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère
--

Catégorie d'emploi	Postes ouverts	Postes comblés
Cadres	142	93
Professionnels	480	328
Fonctionnaires	373	271
Agents de la paix	819	404
Ouvriers	149	123
Étudiants/Stagiaires	79	79
Total	2 042	1 298

Au 28 février 2023.

Titulaire d'emploi nommé occasionnel et régulier au cours de l'année dans la même catégorie d'emploi est considéré comme une nomination à titre de régulier seulement.

Un poste peut avoir été ouvert plus d'une fois durant l'année

Certains postes réguliers vacants pourraient avoir été comblé par un poste occasionnel. Aucun recensement de ces situations n'est effectué, ce qui pourrait avoir pour effet de surestimer les postes vacants réguliers et de surcroît, surestimer les postes ouverts.

Excluant le SCN

Source: EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif et les historiques d'affectation

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 5 : Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Conseil sur les services policiers du Québec ».

Aucune dépense engagée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 6 : Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social»

Aucune dépense engagée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 7 : Dépenses assumées et effectifs affectés pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toutes les drogues.

Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 8 : Dépenses liées au «Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP)»

Considérant la dissolution du Comité consultatif sur la réalité policière, cette question n'est plus pertinente.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 12 : Les sommes accordées pour le transport des prévenus des villages nordiques du Nunavik, le nombre de transports effectués et le nombre de prévenus transportés en 2022-2023.

Sommes accordées: 1 134,1 k\$

Nombre de transports effectués: 42 allers-retours

Nombre de prévenus transportés: 85

Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.04 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 15 : La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.

Mesures législatives

- Présenté à l'Assemblée nationale le 8 décembre 2021, le *projet de loi no 18 : Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues* constituait la première étape ainsi que la prémisse d'une réforme ayant pour but d'assurer le déploiement d'une police innovante et efficace, en phase avec les attentes des citoyens et l'évolution de la société québécoise. Il est mort au feuillet en juin dernier au terme de la session parlementaire.
- Un nouveau projet de loi a été déposé le 14 mars 2023 reprennant, pour l'essentiel et avec certaines bonifications, celui qui avait été déposé en décembre 2021. Les nombreux ajustements législatifs proposés devraient agir, entre autres, sur plus d'une trentaine de recommandations formulées par le CCRP, mais aussi sur des recommandations formulées par le Groupe d'action contre le racisme et par le rapport Chamberland.
 - Le projet de loi a pour objet d'agir pour mieux prévenir et contrer le profilage racial et social ; de renforcer la confiance du public envers les corps de police et leurs membres ; et d'accroître l'efficacité de l'activité policière.
- En décembre 2022, le projet de loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (ci-après le « PL3 ») a été présenté à l'Assemblée nationale. Ce dernier propose des modifications législatives visant à revoir les mécanismes de partage d'informations entre les intervenants de la santé et des services sociaux et les policiers. Ces modifications s'inscrivent dans le contexte des travaux relais à la recommandation 7 du CCRP. Le projet de loi propose d'agir en élargissant la portée des dispositions législatives encadrant le partage d'informations en contextes d'urgence, notamment en visant de façon spécifique les urgences découlant d'une disparition. Les travaux législatifs relatifs au PL3 se poursuivent à l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.04 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 15 : La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.

Mesures administratives

- En parallèle, le MSP poursuit l'analyse et la mise en oeuvre d'autres recommandations qui pouvaient aller de l'avant de façon administrative, de concert avec ses partenaires policiers notamment.

- Parmi les principales recommandations mises en oeuvre, notons:
 - la création de l'Équipe intégrée de coordination des disparitions et des enlèvement qui donne suite à la recommandation 24 du CCRP. Les mesures mises en place dans le cadre de cette réalisation permettent également d'agir sur la recommandation 39 du CCRP. À cette fin, un financement de plus de 10 M\$ a été annoncé en mai 2022 dans le but de ;
 - > rehausser les effectifs de la Sûreté du Québec (SQ) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) affectés aux disparitions et aux enlèvements;
 - > faire l'acquisition d'un système de caméra vidéo et d'imagerie thermique afin de mieux outiller nos policiers lors d'opérations de recherche et sauvetage;
 - > renforcer les capacités du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale;
 - > soutenir financièrement les activités de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues et du Réseau Enfants-Retour, deux organismes de soutien aux familles et aux corps de police.

 - le développement d'un continuum de services permettant d'assurer un filet de sécurité pour les policiers en détresse psychologique et ce, en lien avec les recommandations 77, 78 et 82 du CCRP qui bénéficie d'une enveloppe maximale de 2,9M\$ sur cinq ans. Plus précisément, il permettra:
 - > le développement d'un programme de formation pour les psychologues et les professionnels de la relation d'aide œuvrant auprès des policiers;
 - > le développement d'un réseau provincial de pairs aidants;
 - > le développement d'une ligne d'écoute d'urgence 24/7 destinée aux policiers en détresse.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 21 : Rapport d'enquête administrative sur le décès de Nicous D'André Spring le 25 décembre 2022 dans le contexte de sa détention à l'établissement de détention de Montréal (Bordeaux)

La Direction de l'audit interne, des enquêtes et de l'inspection a reçu un mandat d'enquête administrative le 29 décembre 2022 concernant le décès de M. Nicous d'Andre Spring à l'Établissement de détention de Montréal. Considérant que l'intervention physique dont il est question fait toujours l'objet d'une enquête policière, l'enquête administrative ne peut débuter sans risquer de nuire à celle-ci.

Ainsi, l'enquête administrative a été scindée en deux volets distincts, l'un portant sur le volet de la détention illégale, l'autre sur l'intervention physique, et ce, afin d'être en mesure de procéder rapidement à l'enquête portant sur le volet de la détention illégale de M. Spring. Ce processus est entamé et les entrevues avec les témoins se sont tenues en février et mars 2023. La rédaction du rapport d'enquête concernant la détention illégale est en cours. En ce qui concerne le volet de l'intervention physique, la Direction de l'audit interne, des enquêtes et de l'inspection pourra commencer l'enquête administrative lorsque l'enquête policière sera complétée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 22 : Les instructions correctionnelles concernant l'incarcération des personnes transgenres

Des travaux sont en cours pour finaliser une instruction provinciale visant à établir les modalités de prise en charge et de gestion de l'incarcération des personnes de diverses identité de genre dans les établissements de détention. D'ici sa mise en vigueur, des orientations au sujet du processus d'admission et de gestion de l'incarcération des détenus transgenres dans les établissements de détention ont été transmises au réseau correctionnelle.

L'instruction 2 1 I 09 « Fouille des personnes incarcérées, des lieux et des véhicules » prévoit que la personne transgenre a le choix parmi les options suivantes :

- Fouille effectuée exclusivement par un ASC de sexe masculin;
- Fouille effectuée exclusivement par un ASC de sexe féminin;
- Fouille séparée, effectuée en partie par un ASC de sexe masculin et en partie par un ASC de sexe féminin.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 23 : La liste des instructions, directives ou politiques encadrant l'isolement cellulaire dans les établissements de détention du Québec

Instruction 2-1-I 02 - Isolement préventif des personnes incarcérées pour dissimulation d'objets prohibés: concerne les articles 31 à 36 du Règlement d'application de la Loi sur le système correctionnel du Québec.

*À noter que l'isolement administratif sera encadré par l'instruction sur le classement, et l'isolement disciplinaire sera encadré par l'instruction sur la discipline. Les travaux sont en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 24 : Les documents contenant des données relativement à l'isolement cellulaire, le confinement cellulaire, la liberté résiduelle et le temps passé hors cellule dans chacun des établissements de détention du Québec


Comme le Sous-ministériat des services correctionnels fait actuellement l'objet de poursuites judiciaires en lien avec l'isolement, nous ne pouvons transmettre de données.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 25 : Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS)

L'ensemble des mesures sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique dans le Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs et, de façon sommaire, dans la Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 - Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance a fait l'objet d'une analyse différenciée selon le sexe.



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 3

AVRIL 2023

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP3-001	Indiquer les sommes dépensées en 2022-2023 par le ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	QP1-001	
QP3-002	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l’effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	QP1-002	
QP3-003	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	QP1-080	
QP3-004	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2022-2023, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	QP1-003	
QP3-005	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2022-2023 qui n’ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis.		10
QP3-006	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l’année 2022-2023.		11
QP3-007	Pour l’année 2022-2023, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d’administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	QP1-004	
QP3-008	Pour l’année 2022-2023, le nombre d’employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n’a pas été renouvelé, par secteur d’activité.	QP1-005	
QP3-009	Pour l’année 2022-2023, le nombre d’employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d’activité.	QP1-006	
QP3-010	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère en 2022-2023 et comparaison avec les quatre années précédentes.	QP1-007 et QP1-008	
QP3-011	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2022-2023.	QP1-007 et QP1-008	
QP3-012	Objectifs budgétaires du ministère pour l’année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l’année 2022-2023.		12
QP3-013	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2022-2023, en incluant les coûts.	QG-043	
QP3-014	État de situation de la stratégie du ministère concernant l’érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2022-2023.	QP1-010	
QP3-015	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.	QP1-011	

QP3-016	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a. Au 1er mars 2022, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'UPAC pour 2022-2023; c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2023; e. Bilan des activités de l'UPAC; f. Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	CLCC	
QP3-017	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.		13
QP3-018	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.		14
QP3-019	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.		15
QP3-020	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2022-2023. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	QP1-023	
QP3-021	État de situation de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.		16
QP3-022	Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.		17
QP3-023	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subventions pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subventions pour 2023-2024.	QP1-044	
QP3-024	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.		18
QP3-025	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.		21
QP3-026	État de situation au 31 mars 2023 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a. Le budget pour chacune des années; b. L'évolution du nombre d'employés; c. Une liste des interventions pour chacune des années; d. Tout autre document pertinent.	QP1-065	
QP3-027	Pour l'année 2022-2023, ventilation des sommes consacrées à la nouvelle Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, l'opération Centaure; prévisions pour 2023-2024.	QP1-032 à QP1-035	
QP3-028	Nombre d'armes à feu perquisitionné à Montréal depuis 2019, ventilé par la provenance de ces armes à feu.		23
QP3-029	Portrait des crimes violents et par armes à feu sur le territoire de Montréal depuis 2019.		24
QP3-030	Portrait du besoin d'effectif au SPVM, ventilé par catégorie d'emploi. Prévision pour 2023-2024.		25
QP3-031	Portrait des interventions concernant la crise des opioïdes à Montréal depuis 2019.		26
QP3-032	Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé à Montréal depuis 2019.	QP3-039	
QP3-033	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2022-2023.	SQ	
QP3-034	Coûts reliés à l'opération du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	QP1-024	

QP3-035	Nombre d'armes enregistrées sur le site Internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2023.	QP1-025	
QP3-036	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.	QP1-026	
QP3-037	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2023.	QP1-027	
QP3-038	Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions.		27
QP3-039	Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019.		28
QP3-040	Portrait du besoin d'effectif à la SQ, ventilé par catégorie d'emploi et par région. Prévision pour 2023-2024.	SQ	
QP3-041	Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019.		29
QP3-042	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024.	SQ	
QP3-043	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2023, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	
QP3-044	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2023.	SQ	
QP3-045	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2023.	SQ	
QP3-046	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2022-2023 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2022 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	
QP3-047	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	
QP3-048	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2022-2023.	SQ	
QP3-049	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	
QP3-050	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	
QP3-051	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2022-2023.	SQ	
QP3-052	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2022-2023, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	
QP3-053	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2022-2023.	SQ	
QP3-054	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	
QP3-055	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP3-056	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP3-057	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2022-2023, et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2023-2024.	SQ	
QP3-058	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a. Au 31 mars 2023, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'EILP pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024; c. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2023; d. Bilan des activités de l'EILP.	QP1-154	

QP3-059	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	QP1-075	
QP3-060	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2022-2023 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	
QP3-061	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	
QP3-062	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	
QP3-063	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	
QP3-064	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2022-2023.	QP1-166	
QP3-065	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2022-2023.	QP1-167	
QP3-066	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.		30
QP3-067	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.		31
QP3-068	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.		32
QP3-069	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	QP1-172	
QP3-070	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2023; ventilation par condamné et prévenu.	QP1-173	
QP3-071	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	QP1-176	
QP3-072	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2022-2023.	QP1-177	
QP3-073	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par centre de détention.	QP1-178	
QP3-074	Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	QP1-179	
QP3-075	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.	QP1-180	
QP3-076	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention en 2022-2023.	QP1-168	
QP3-077	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-181	
QP3-078	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-182	
QP3-079	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-183	
QP3-080	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-184	
QP3-081	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.	QP1-185	
QP3-082	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	QP1-187	

QP3-083	Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	QP1-186	
QP3-084	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.	QP1-188	
QP3-085	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-188	
QP3-086	Le coût des roulottes dans les prisons depuis 2010-2011, par année financière et par prison.	QP1-189	
QP3-087	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis le 24 avril 2015.		33
QP3-088	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.		33
QP3-089	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2022-2023 et de celles prévues en 2023-2024 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes	QP1-190	
QP3-090	Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	QP1-191	
QP3-091	Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	QP1-192	
QP3-092	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	QP1-193	
QP3-093	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	QP1-071	
QP3-094	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	QP1-072	
QP3-095	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	QP1-067	
QP3-096	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	QP1-159	
QP3-097	Pour l'année 2022-2023, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	QP1-068	
QP3-098	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2022-2023.	QP1-201	
QP3-099	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2022-2023.		34
QP3-100	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2022-2023	QP1-078	
QP3-101	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.	QP1-080	
QP3-102	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	QP1-080	
QP3-103	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.	QP1-080	
QP3-104	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.	QP1-080	
QP3-105	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	QP1-083	
QP3-106	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.	QP1-098	
QP3-107	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2022-2023.	QP1-095	
QP3-108	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	QP1-099	

QP3-109	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2022-2023. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.	QP1-100	
QP3-110	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	QP1-070 et QP1-074	
QP3-111	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	BC	
QP3-112	Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		35
QP3-113	Au 31 mars 2023, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		36
QP3-114	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	QP1-204	
QP3-115	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour les trois dernières années. Prévisions pour 2023-2024.	QP1-209	
QP3-116	État de situation au 31 mars 2023 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2022-2023 et fournir les prévisions pour 2023-2024. Ventiler la mise en œuvre par : a. orientation de la Politique; b. objectif de la Politique; c. ministère de mise en œuvre; d. résultats atteints en 2020-2021 et en 2022-2023; e. échéancier et actions de mise en œuvre pour 2022-2023 et 2023-2024; f. budget pour chaque action; g. tout document produit à cet effet.	QP1-210	
QP3-117	Fournir la liste des demandes de soutien financier pour la formation de pompiers, par municipalité, le montant de l'aide octroyée, ventilé par type de formation et par municipalité, et, le cas échéant, le motif du refus. Fournir les prévisions pour 2023-2024.	QP1-025	
QP3-118	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2022-2023, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	BC	
QP3-119	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2022-2023.	BC	
QP3-120	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2022-2023 ainsi que les augmentations prévues.	BC	
QP3-121	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	BC	
QP3-122	La liste des enquêtes terminées en 2022-2023 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	BC	
QP3-123	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2023 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	BC	
QP3-124	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2022-2023.	BC	
QP3-125	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2022-2023.	COMDP	
QP3-126	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2022-2023 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	COMDP	

QP3-127	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2022-2023 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	
QP3-128	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2022-2023 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	
QP3-129	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	
QP3-130	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2022-2023.	CDP	
QP3-131	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2022-2023 ainsi que les augmentations prévues.	CDP	
QP3-132	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2022-2023.	CDP	
QP3-133	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2023, par catégorie et par origine.	CDP	
QP3-134	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	CDP	
QP3-135	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024.	CQLC	
QP3-136	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2022-2023, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	CQLC	
QP3-137	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2022-2023 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	
QP3-138	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2022-2023.	CQLC	
QP3-139	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	CQLC	
QP3-140	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPO, par catégorie d'emploi, pour la période 2022-2023.	QP1-251	
QP3-141	La liste des dirigeants de l'ÉNPO, leur rémunération respective pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues.	QP1-251	
QP3-142	La liste des cours offerts par l'ÉNPO, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	QP1-255	
QP3-143	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPO et pour y graduer.	QP1-256	
QP3-144	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPO pour l'année 2022-2023 et montant de la subvention prévue pour 2023-2024.	QP1-257	
QP3-145	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2022-2023.	RACJ	
QP3-146	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2022-2023, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	
QP3-147	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2022-2023.	RACJ	
QP3-148	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2022-2023, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP3-149	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2022-2023, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP3-150	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2022-2023.	RACJ	
QP3-151	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.	RACJ	
QP3-152	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2022-2023.	RACJ	
QP3-153	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2022-2023, ainsi que le résultat de chaq	RACJ	
QP3-154	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.	RACJ	

QP3-155	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	RACJ	
QP3-156	Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.		37
QP3-157	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2022-2023, par région.	QP1-277	
QP3-158	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2022-2023.	QP1-278	
QP3-159	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	
QP3-160	Budget alloué au BEI pour l'année 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	BEI	
QP3-161	Effectif du BEI en date du 31 mars 2023. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	
QP3-162	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2022-2023.	BEI	
QP3-163	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.		38
QP3-164	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2023, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2023-2024 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	SQ	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

QUESTION 6 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2022-2023

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 17 : Fournir toute étude, tout document ou toute analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.

Aucune étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC n'a été réalisé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

**QUESTION 18 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice.
Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.**

Aucune somme n'y a été consacrée depuis le 20 août 2015.

Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 19 : Toute étude, tout document ou toute analyse en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Aucune étude, document ou analyse portant spécifiquement sur l'entrée en vigueur de cette loi n'ont été réalisés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Bilan et état de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 22 : Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITON

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années¹. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES		Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2022-2023 (en \$) ²
GRAND TOTAL		1 800 167 \$
Région 01 - Bas-Saint-Laurent		
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent		35 845 \$
Total Bas-Saint-Laurent		35 845 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean		
Service de Travail de rue de Chicoutimi		71 320 \$
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		71 320 \$
Région 03 - Capitale-Nationale		
Projet Intervention Prostitution Québec		75 000 \$
YWCA Québec		37 500 \$
TRAIC Jeunesse		51 040 \$
Maison Marie-Frédéric		70 000 \$
Projet L.U.N.E		75 000 \$
Total Capitale-Nationale		308 540 \$

Région 04 - Mauricie	
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	75 000 \$
Total Mauricie	75 000 \$

Région 06 - Montréal	
RAP Jeunesse	52 815 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	68 500 \$
Action prévention Verdun	68 775 \$
La CLES	75 000 \$
Les YMCA du Québec (Premier arrêt)	- \$
Le PIaMP	70 052 \$
Spectre de rue	72 840 \$
Centre communautaire Petite-Côte	68 250 \$
L'Anonyme	73 245 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	68 100 \$
Service de police de la Ville de Montréal	75 000 \$
Total Montréal	692 577 \$

Région 07 - Outaouais	
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille (CIASF)	71 250 \$
Total Outaouais	71 250 \$

Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
CALACS l'espoir des Îles	62 880
Total Estrie	62 880 \$

Région 13 - Laval	
Sphère santé sexuelle globale	57 700 \$
Total Laval	57 700 \$

Région 14 - Lanaudière	
CALACS La Chrysalide	70 545
Total Lanaudière	70 545 \$

Région 16 - Montérégie	
Le 2159 (Action Nouvelle Vie)	75 000 \$
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	62 500 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil Inc.	75 000 \$
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles (CIVAS)	75 000 \$
Total Montérégie	287 500 \$

Région 17 - Centre-du-Québec	
La Rue Bécancour	67 010
Total Centre-du-Québec	67 010 \$

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
² Sous-réserve de l'approbation des recommandations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les trois actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030 (PEV)											
ACTION DU PEV 2030		Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2021-2022 (d) (en \$)	Montant déboursé 2022-2023 (d) (en \$)	Montant déboursé 2023-2024 (d) (en \$)	Montant déboursé 2024-2025 (d) (en \$)	Montant déboursé 2025-2026 (d) (en \$)	Montant déboursé 2026-2027 (d) (en \$)	Montant déboursé 2027-2028 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
3.1.3.1	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières										
	Suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures exposés du Québec maritime : 2022-2023	Relevés de données sur le déplacement des côtes du Québec maritime ainsi que le nombre de bâtiments et d'infrastructures potentiellement exposés à l'érosion côtière.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	350 000						Année financière 2022-2023.
	Suivi environnemental des côtes du Québec maritime : 2019-2022	Optimiser la gestion des différentes données dans le cadre d'une entente permettant d'assurer le maintien et l'entretien des instruments de mesure et l'acquisition des données de manière structurée.	UQAR	-	600 000						Année financière 2022-2023.
	Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière et la submersion côtière		UQAR	-	550 000						Année financière 2022-2023.
TOTAL ACTION 3.1.3.1				-	1 500 000		-	-	-	-	
3.1.3.3	Implanter des solutions d'adaptation pour l'érosion et la submersion côtières										
	Matane - secteur Matane-sur-Mer	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur Matane-sur-Mer	Ville de Matane	-	10 800 000						Année financière 2022-2023.
	Matane - secteur Petit-Matane	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Petit-Matane	Ville de Matane	-	12 000 000						Années financières 2022-2023.
	Notre-Dame-du-Portage	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la route du fleuve à l'ouest du quai	Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	-	7 571 391						Année financière 2022-2023.
	Sainte-Anne-des-Monts	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières	Municipalité de Sainte-Anne-des-Monts	-	11 000 000						Année financière 2022-2023.
	Sainte-Luce (Phase 2)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques	Municipalité de Sainte-Luce	-	6 600 000						Année financière 2022-2023.
	Sept-Îles (secteur des plages)*	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières	Ville de Sept-Îles	-	5 954 854						Année financière 2022-2023.
	Sept-Îles (secteur Matamec)*	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur Matamec	Ville de Sept-Îles	-	10 000 000						Année financière 2022-2023.
	Sept-Îles (secteurs Gallix et Val-Marguerite)*	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans les secteurs Gallix et Val-Marguerite	Ville de Sept-Îles	-	17 000 000						Année financière 2022-2023.
	Îles-de-la-Madeleine (secteur La Martinique)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur La Martinique	Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine		4 000 000						Année financière 2022-2023.
* Des discussions sont en cours entre la Ville et le MSP.											
TOTAL ACTION 3.1.3.3				-	84 926 245	-	-	-	-	-	

3.5.1.2	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières sur les côtes du Nunavik et d'Eeyou Istchee Baie-James, en climat futur										
	Cette mesure débutera en 2023-2024.			-							
TOTAL ACTION 3.5.12				-		-	-	-	-	-	
GRAND TOTAL				-	86 426 245	-	-	-	-	-	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 28: Nombre d'armes à feu perquisitionné à Montréal depuis 2019, ventilé par la provenance de ces armes à feu.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29: Portrait des crimes violents et par armes à feu sur le territoire de Montréal depuis 2019.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 30 : Portrait du besoin d'effectif au SPVM, ventilé par catégorie d'emploi. Prévision pour 2023-2024.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 31 : Portrait des interventions concernant la crise des opioïdes à Montréal depuis 2019.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 38 : Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas le nombre d'armes à feu récupérées par les corps de police du Québec depuis 2019. Toutefois, dans le cadre des redditions de compte des investissements annoncés le 24 septembre 2021, le MSP détient le nombre d'armes à feu saisies pour la période du 1^{er} octobre 2021 au 31 mars 2023 par les corps de police financés par ces investissements. De plus, sur une base volontaire, le Service de police de la Ville de Québec et le Service de police de la Ville de Gatineau partagent également leurs données. Ces chiffres ne représentent qu'une partie des armes à feu saisies dans le cadre de la Stratégie Centaure et par les corps de police municipaux dans le cadre de leurs enquêtes.

Nombre d'armes à feu saisies du 1^{er} octobre 2021 au 31 mars 2023:

- Sûreté du Québec: 550
- Service de police de la Ville de Montréal: 70
- Service de police de Laval: 73
- Service de police de l'agglomération de Longueuil: 32
- Service de police de la Ville de Québec: 31
- Service de police de la Ville de Gatineau: 22

TOTAL: 778

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 39 : Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019.

	NOMBRE D'INTERVENTIONS POLICIÈRES MENÉES AUPRÈS D'UNE PERSONNE PRÉSENTANT UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE¹			
CORPS DE POLICE	2019	2020	2021²	2022³
Corps de police municipaux (niveau 1 à 4)	28 945	30 962	32 357	N/D
Service de police de la Ville de Montréal	± 100/jour	± 100/jour	13 726	N/D
Sûreté du Québec	20 115	23 051	24 211	N/D

¹ Il s'agit d'une transposition d'information transmise par les corps de police par l'entremise du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Ce dernier est rempli annuellement par les corps de police.

² Lors de l'édition de 2021 du Questionnaire, des précisions ont été apportées à la question afin d'aider à uniformiser et préciser la donnée. Le Service de police de la Ville de Montréal a ainsi été en mesure de mieux circonscrire dans ses systèmes les interventions en santé mentale effectuées en 2021 comparativement aux années précédentes.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2022 non disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 41 : Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019.

Le MSP mesure actuellement la violence armée à l'aide de deux indicateurs : (1) le nombre de personne blessées ou tuées par arme à feu et (2) le nombre d'infractions contre la personne au *Code criminel* se rapportant explicitement au fait de décharger une arme à feu avec une intention particulière, de braquer une arme à feu et à l'usage d'une arme à feu lors de la perpétration d'un acte criminel, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime.

Ces deux indicateurs sont en hausse au Québec depuis 2019 :

Le nombre de victime blessées ou tuées par arme à feu a augmenté de près de 20 % entre 2019 et 2021, ce qui représente 40 victimes de plus en 2021 qu'en 2019 (212 victimes).

Le nombre d'infractions contre la personne liée aux armes à feu, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime, a augmenté de 75 % entre 2019 et 2021, ce qui représente 239 infractions de plus en 2021 qu'en 2019 (317 affaires).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 66 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.

La construction des établissements de détention s'est terminée au cours des précédents exercices.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 67 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS ¹ (\$)
2022-2023	58 390

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en heures supplémentaires. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.
Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 68 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS ¹ (\$)
2022-2023	196 167

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.
Au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 87 : La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis cinq ans.
--

QUESTION 88 : Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.

* Pour faciliter la présentation des données, ces questions ont été fusionnées.

Question 87 : Aucune dépense relative à des travaux à l'ancien quartier cellulaire de Puvirnituk.

En juin 2018, le Conseil du trésor a autorisé le projet de l'agrandissement du quartier cellulaire du palais au coût de 23,1M\$. Ce nouveau quartier cellulaire pourra accueillir 34 personnes incarcérées. La finalisation des travaux de construction s'est amorcée. La mise en service du bâtiment, préalable à l'occupation de celui-ci, a eu lieu.

Question 88 : Les travaux en lien avec la livraison du bâtiment se poursuivent. La livraison est attendue à l'automne 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 99 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l’exercice 2022-2023

Événements criminels liés aux fraudes électroniques¹, Québec, 2018², 2019, 2020 et 2021 :
Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM ³	VALEUR MINIMUM ⁴
Fraudes par ordinateur (21613)	2018a	1084	8 706 285 \$	1 683 778 \$	1 \$
	2019a	1407	10 222 467 \$	952 808 \$	1 \$
	2020a	2 271	19 898 960 \$	3 906 000 \$	1 \$
	2021p	2 550	30 334 593 \$	4 600 000 \$	1 \$
	2022	Informations non disponibles pour le moment*			
Clonage de cartes de service (21614)	2018a	60	162 474 \$	41 489 \$	1 \$
	2019a	47	97 377 \$	58 551 \$	70 \$
	2020a	31	133 806 \$	78 000 \$	60 \$
	2021p	21	16 811 \$	3 416 \$	134 \$
	2022	Informations non disponibles pour le moment*			

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l’affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

a : données actualisées p : données provisoires
*Données 2022 non disponibles. Le traitement des données 2022 sera effectué en mai 2023.

¹ Les montants estimés de fraudes sont une appréciation du policier selon les renseignements qui lui sont fournis par la victime.
² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
³ Valeur estimée de la fraude la plus élevée parmi toutes les fraudes recensées`
⁴ Valeur estimée de la fraude la plus basse parmi toutes les fraudes recensées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 112 : Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

En raison de l'arrêt des mesures sanitaires le 12 mars 2022, aucun contrôle routier n'a été mis en place entre le 1 avril 2022 et le 31 mars 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 113 : Au 31 mars 2023, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

En raison de l'arrêt des mesures sanitaires le 12 mars 2022, aucune amende n'a été remise entre le 1 avril 2022 et le 31 mars 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 156 : Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, puisqu'il fait partie du portefeuille du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 163 : Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation

Les demandes d'accès à des documents ne sont pas transmises au cabinet ministériel pour approbation. Le seul cas d'exception vise les demandes d'accès à des documents produits par le cabinet ministériel ou produits pour le compte de celui-ci, pour lesquels le responsable de l'accès aux documents invoque la restriction établie par l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.